

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 AVRIL 1904.

Projet de loi relatif aux formalités et à la procédure de l'expropriation pour cause d'utilité publique (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HARMIGNIE.

MESSIEURS,

En présentant le projet soumis à vos délibérations, le Gouvernement a voulu :

- I. Codifier les lois du 17 avril 1835 et du 27 mai 1870 sur l'expropriation pour utilité publique;
- II. Étendre le champ de l'expropriation;
- III. Améliorer diverses dispositions de la loi de 1835 en ce qui concerne les formalités administratives, le paiement de l'indemnité, les frais et dépens, la rétrocession;
- IV. Édicter des mesures propres à accélérer la marche, souvent fort lente, de la procédure en expropriation.

I.

Le projet en discussion ne constitue pas un Code complet de l'expropriation. Loin de là.

Il tend à remplacer uniquement dans nos Codes les lois du 17 avril 1835 et du 27 mai 1870 qui règlent, l'une les formalités judiciaires, l'autre les formalités administratives en matière d'expropriation. Il abroge également

(1) Projet de loi, n° 87 (session de 1902-1903).

(2) La Section centrale, présidée par M. NEBINCX, était composée de MM. HARMIGNIE, PATER-NOSTER, RENKIN, SEGERS, DECOCQ et DE JAER.

la disposition de l'article 51 de la loi du 16 septembre 1807, dont nous parlerons plus loin.

La question s'est posée de savoir s'il ne fallait pas étendre davantage le projet pour en faire un code de l'expropriation, et profiter notamment de cette discussion pour apporter des modifications à la loi sur les expropriations par zones.

Codifier toute la législation en matière d'expropriation est une œuvre difficile et compliquée. Les dispositions légales sont nombreuses et d'ordres fort divers.

Les principales sont : les décrets des 19 brumaire et 3 pluviôse an III sur les réquisitions; la loi du 16 septembre 1807 sur l'expropriation des usines sur cours d'eau et des matériaux pour travaux publics; les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837 et du 1^{er} juillet 1858 sur les mines; celles du 10 avril 1841 sur la voirie vicinale; du 15 avril 1843 sur les chemins de fer; du 1^{er} février 1844 sur la voirie urbaine; du 25 mars 1847 sur l'expropriation des terrains incultes; enfin celles, dont nous venons de parler, du 17 avril 1855 et du 27 mai 1870 ainsi que les lois coordonnées du 1^{er} juillet 1858 et du 15 novembre 1867 sur l'expropriation par zones.

Il n'est évidemment pas possible d'accomplir ce travail par voie d'amendement au projet présenté par le Gouvernement.

Il est certain que l'application de la loi sur l'expropriation par zones a donné lieu à des abus. On a vu des administrations communales décréter des expropriations dans l'intérêt particulier de certains habitants qui en supportaient tous les frais.

Dans un but de spéculation, les pouvoirs publics sont facilement amenés à étendre outre mesure la zone d'expropriation; enfin, ils poursuivent fréquemment un but de simple embellissement, tandis que la volonté du législateur était de limiter ce mode d'expropriation à l'assainissement, à l'amélioration d'un ancien quartier ou à la construction d'un quartier nouveau.

D'excellents esprits voudraient voir instituer un recours contre la décision du pouvoir administratif qui est omnipotent en cette matière, car la Commission spéciale dont parle l'article 2 des lois coordonnées des 1^{er} juillet 1858 et 15 novembre 1867 n'est appelée à émettre qu'un simple avis.

Votre Section centrale émet le vœu de voir le Gouvernement chercher le remède à ces abus, mais elle estime que cette matière devrait être réglée par une loi spéciale modifiant celles de 1858 et 1867.

En effet, l'établissement de ce recours soulève des questions fort délicates, dont la discussion retarderait le vote du projet actuellement soumis à la Chambre. Or, il est urgent d'apporter à notre législation les améliorations que ce projet comporte.

II.

Nous avons dit que le projet consacrait une extension importante du champ de l'expropriation.

Cette innovation fait l'objet de l'article 1^{er}, alinéa 2, du projet. On peut y

rattacher la disposition de l'article 85 abrogeant l'article 51 de la loi du 16 septembre 1807.

Il faut bien le reconnaître, ces dispositions sortent du cadre annoncé par le titre; il ne s'agit plus de formalités, ni de procédure, mais bien de modifications profondes et graves aux principes mêmes de notre législation sur la matière.

Actuellement, l'expropriation est limitée aux immeubles, à part les réquisitions dont il a été parlé plus haut.

Certes, elle a pour effet d'anéantir les droits réels et personnels se rattachant à l'emprise, mais ces droits ne peuvent être l'objet d'une expropriation indépendamment de l'immeuble lui-même.

Le projet renverse ce principe et donne aux pouvoirs publics le droit de poursuivre, par voie d'expropriation :

a) La suppression soit d'un droit réel immobilier, soit d'un droit de bail, d'un droit d'antichrèse ou de tout autre droit personnel se rattachant à un immeuble;

b) L'établissement d'une servitude réelle sur une propriété.

Examinons en particulier chacune de ces extensions.

A. SUPPRESSION D'UN DROIT RÉEL OU PERSONNEL.

En vertu du 2° de l'alinéa 2 du projet, qui est conçu en termes généraux, il sera désormais possible à l'État, aux Provinces, aux Communes, aux établissements publics, d'anéantir un bail, un droit d'habitation se rattachant à un immeuble, sans toucher à la propriété même du fonds; sans s'inquiéter, par conséquent, du propriétaire, et sans devoir l'indemniser; car le débat, en pareil cas, naîtrait exclusivement entre l'expropriant d'une part et le titulaire du droit réel ou personnel supprimé, d'autre part.

Après cette suppression, que deviendrait l'immeuble? L'expropriant pourrait-il se substituer au locataire, à l'antichrésiste, à l'emphytéoté et occuper le bien, malgré le propriétaire, en payant à celui-ci le loyer ou la redevance de l'occupant exproprié? Ce serait exorbitant.

Ou bien, le droit réel ou personnel étant supprimé, le propriétaire resterait-il en possession de son bien quitte et libre? En ce cas, l'expropriation n'aurait été d'aucune utilité.

Des explications fournies par le Gouvernement, il résulte que, dans sa pensée, cette expropriation ne pouvait s'appliquer qu'aux droits affectant des immeubles dépendant du domaine public ou acquis par l'expropriant.

Ainsi limitée, la disposition est à l'abri de la critique; elle présente même une sérieuse utilité.

Voici, par exemple, un propriétaire qui s'est entendu avec l'expropriant pour la cession d'un immeuble. Son locataire ne consent pas au règlement amiable de l'indemnité qui lui est due à raison de son droit de bail. En ce cas, l'expropriant, après avoir acquis le fonds, pourra poursuivre contre le locataire l'expropriation de ce droit de bail et le tribunal n'aura à s'occuper que des indemnités revenant à ce dernier.

Le propriétaire ne sera pas appelé en cause, puisqu'il aura été indemnisé ⁽¹⁾.

Autre exemple : le long d'un chemin appartenant au domaine public, les propriétaires riverains ont obtenu la faculté de planter des arbres; plus tard la suppression de ces plantations devient nécessaire pour l'élargissement de la voirie. En vertu de la disposition nouvelle, les pouvoirs publics pourront, moyennant indemnité, exproprier les propriétaires voisins de ce droit de plantation.

Il existe sur certains cours d'eau, au profit des riverains, des droits assez mal définis, provenant d'anciens octrois. Pour cause d'utilité publique, moyennant juste et préalable indemnité, ces riverains pourront être déposés de ces concessions.

Tenant compte de ces considérations, votre Section centrale propose de remplacer le 2° de l'alinéa 2 du projet par ce qui suit :

« 2° *La suppression soit d'un droit réel établi sur un cours d'eau, soit d'un droit réel ou personnel sur un immeuble qui appartient à l'expropriant ou qui fait partie du domaine public.* »

B. ÉTABLISSEMENT D'UNE SERVITUDE RÉELLE SUR UNE PROPRIÉTÉ PRIVÉE.

Actuellement, une servitude ne peut être établie sur une propriété que moyennant accord avec le propriétaire.

A défaut d'entente, l'expropriant doit acquérir l'immeuble, puis le revendre grevé de la servitude.

Le projet permet l'établissement de servitudes par expropriation, ce qui permettra, dit l'Exposé des motifs, « d'établir des servitudes *non altius tollendi* dans l'intérêt de l'esthétique des villes, pour la conservation de sites et des vues panoramiques, et de ménager, le long de la voirie, des zones grevées de la servitude *non ædificandi* ».

Votre Section considère cette innovation comme dangereuse.

De vastes parties d'une agglomération, d'un territoire, pourront être ainsi privées d'une grande partie de leur utilité pour des motifs plus ou moins futiles, et ce moyennant des indemnités qu'il sera bien difficile d'évaluer.

Les servitudes les plus gênantes, les plus incommodes pourront être imposées à des propriétés bâties, à des habitations. Il sera loisible de créer, par expropriation, une servitude de passage par le porche d'une maison particulière pour donner accès, par exemple, à un bureau de poste. Une administration aura la faculté d'exproprier l'un des étages d'une maison pour y installer un service public : télégraphe, téléphone, bureaux, etc.; puis, moyennant une simple indemnité pour moins-value, de rendre commun l'unique corridor, l'unique escalier et d'introduire ainsi le public dans une demeure privée.

(1) Dans la pratique, ce droit, ainsi limité, était reconnu à l'expropriant. Picard, *Traité de l'Expropriation*, t. II, p. 179. — *Pandectes belges*, v°. Expropriation d'utilité publique (indemnités), n° 1068. Bruxelles, 19 mai 1877. *Pasic.*, 1878, II, p. 47.

Ce droit est absolument exorbitant. Il n'est pas indispensable de l'introduire dans notre législation.

Si l'utilité publique est sérieuse, considérable, l'expropriant s'imposera les sacrifices nécessaires pour acquérir la propriété à grever d'une servitude ; il la revendra ensuite moins cher, il est vrai, mais n'est-il pas juste qu'il supporte la différence, puisqu'elle représentera la moins-value exacte ?

Pourquoi l'exproprié devrait-il, lui, courir la chance de voir la moins-value de sa propriété estimée à un chiffre inférieur à la réalité ?

Il ne faut pas perdre de vue que, surtout en matière de propriétés bâties, d'usines, d'habitations, les éléments de la dépréciation, de la gêne de jouissance sont de nature très complexe ; ils se rattachent à des questions de convenances personnelles très délicates, peu susceptibles d'une appréciation rigoureuse. L'exproprié, comme l'expropriant, peut être facilement lésé, en pareil cas, par la décision des tribunaux.

A un autre point de vue, cette disposition inspire des inquiétudes aux administrations communales. Elles se demandent si cette question de l'établissement des servitudes étant réglée par une loi, il leur sera encore possible, sans devoir payer des indemnités aux propriétaires, d'édicter des règlements prescrivant une hauteur minima et maxima pour les constructions et d'autres servitudes de ce genre.

Un membre de la 3^e section, l'honorable M. Visart, a proposé un amendement ayant pour but de permettre aux administrations communales d'imposer, *sans indemnité*, des servitudes sur les terrains le long de certaines rues et avenues, afin de n'y laisser ériger des constructions de plus de 2 mètres de haut, qu'à une certaine distance de la voie publique.

Cet amendement s'inspire d'une disposition de la loi prussienne. Il est ainsi conçu :

Amendement.

« ART. 1^{bis}. — Nonobstant le n° 3 du deuxième paragraphe de l'article 1^{er} afin d'assurer la salubrité des voies publiques, d'en améliorer l'aspect ou de favoriser la mise en valeur des terrains adjacents ;

» Un arrêté royal ou un règlement communal, selon qu'il s'agit de la grande ou de la petite voirie, peut imposer aux propriétaires riverains l'obligation d'établir l'alignement des constructions en recul de l'alignement de la voirie, sans que le recul prescrit puisse dépasser 6 mètres.

» Aucune construction dépassant 2 mètres ne peut être placée ou maintenue sur le terrain compris entre l'alignement de la voirie et l'alignement des constructions ; mais le propriétaire en conservera la disposition et la jouissance pour tout autre usage non prohibé par les lois ou règlements. Cet espace peut être clôturé du côté de la voie publique, exclusivement au moyen de haies vives ou de grillages. L'établissement de cette servitude ne donne pas lieu à une indemnité, sauf dans les deux cas suivants : a) quand la réalisation de l'alignement des constructions prescrit rend nécessaire la suppression totale ou partielle de bâtiments existant antérieurement ; b) quand la partie du terrain appartenant au même propriétaire sur laquelle celui-ci peut élever ou maintenir des constructions a moins de 30 mètres de profondeur en

moyenne, ou pour une raison quelconque, justement alléguée, devient inutilisable ou moins utilisable comme terrain à bâtir par suite du recul imposé.

» Dans ces deux cas, la servitude ne peut être établie que conformément aux autres dispositions de la présente loi. »

Votre Section estime qu'il n'y a pas lieu d'admettre ni le texte du Gouvernement, ni l'amendement.

Si, en matière d'alignement le long de la voie publique, il est utile d'adopter des dispositions nouvelles, créant certaines servitudes avec ou sans indemnité, ce n'est pas dans notre projet qu'elles doivent trouver place, mais dans une loi spéciale revisant la législation sur la voirie urbaine et la grande voirie.

C. SUPPRESSION DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI DE 1807.

Cet article est ainsi conçu :

« Les maisons et bâtiments dont il serait nécessaire de faire démolir et
» d'enlever une portion pour cause d'utilité publique légalement reconnue,
» seront acquis en entier, si le propriétaire l'exige, sauf à l'administration
» publique ou aux Communes à revendre les portions de bâtiments ainsi
» acquises et qui ne seront pas nécessaires pour l'exécution du plan.

» La cession par le propriétaire à l'administration publique ou à la
» Commune, et la revente, seront effectuées d'après un décret rendu en
» Conseil d'État sur le rapport du Ministre de l'Intérieur, dans les formes
» prescrites par la loi. »

Le but de cette disposition était d'éviter à l'exproprié le dommage provenant d'une estimation insuffisante de la moins-value.

Il est malaisé, en effet, d'apprécier exactement le coût de la réappropriation de la partie restante ou la diminution de valeur que va subir une maison, une ferme, une usine, par suite de sa démolition partielle.

La gêne, la privation de jouissance varient considérablement suivant les circonstances.

Le propriétaire peut être amené nécessairement à abandonner l'occupation de ses bâtiments à raison de la réduction de leurs proportions; en ce cas, le voilà obligé de chercher une autre habitation, d'acheter une maison sans avoir reçu le prix entier de la première.

Toutefois, il importe de remarquer que d'après la loi de 1807, le droit du propriétaire du bâtiment partiellement compris n'est pas de faire *exproprier* le surplus, mais uniquement de le faire *acquérir*; en conséquence, sur la valeur de ce surplus, il ne perçoit pas d'indemnités accessoires : frais de remploi, intérêt d'attente.

Ce régime, il faut le reconnaître, est parfois très onéreux pour l'expropriant.

A raison d'une emprise insignifiante à faire dans un vaste corps de bâtiment qui n'aurait subi qu'une très faible dépréciation, il se voit contraint d'acquérir, en entier, un immeuble d'une réalisation parfois très difficile.

Pour y remédier, des auteurs ont proposé de laisser aux tribunaux la mission de juger si l'immeuble doit être considéré comme indivisible et si l'exproprié est fondé à demander l'expropriation du surplus ⁽¹⁾.

Ce système présente un autre inconvénient bien plus grave, celui de laisser l'exproprié jusqu'à la fin du procès, c'est-à-dire jusqu'à la prise en possession par l'expropriant, dans l'incertitude sur le point de savoir s'il sera ou non exproprié pour le tout. Il ne peut donc pas, en attendant, se procurer une autre habitation, un autre établissement, et il est exposé à se trouver expulsé de ses bâtiments sans savoir où transporter sa résidence, le siège de son commerce, de son industrie.

Sous le régime actuel, le propriétaire peut, dès la publication de l'arrêté royal d'expropriation, prendre la résolution de faire acquérir son bâtiment en entier et se mettre immédiatement à la recherche d'autres locaux; il n'est pas pris au dépourvu quand survient l'envoi en possession de l'expropriant après l'accomplissement de toutes les formalités légales.

Guidée par ces considérations, votre Section centrale propose le maintien du principe consacré par l'article 51 de la loi du 16 septembre 1807.

Néanmoins, comme cet article contient dans son second alinéa des dispositions qui ne sont plus applicables en Belgique, nous maintenons son abrogation, mais nous proposons d'ajouter à l'article 1^{er} du projet un alinéa reproduisant la première partie de l'article 51. Il serait donc ainsi conçu :

« Toutefois, les maisons et bâtiments dont il serait nécessaire de faire démolir et d'enlever une portion pour cause d'utilité publique légalement reconnue, seront acquis en entier, si le propriétaire l'exige, sauf à l'expropriant à revendre les portions de bâtiments ainsi acquises et qui ne sont pas nécessaires pour l'exécution du plan. »

Il ne serait donc nullement innové au régime actuel en cette matière.

Dans la réunion des sections, un membre a proposé d'étendre l'expropriation à certains objets mobiliers, notamment aux œuvres d'art.

Votre Section centrale n'a pas hésité à repousser cette idée.

Ce serait armer l'État ou les administrations publiques d'un pouvoir exorbitant, des plus dangereux, ce serait marquer un pas énorme dans la voie du collectivisme.

Le droit d'expropriation est une exception au principe de l'inviolabilité de la propriété privée.

Il ne se justifie que par l'absolue nécessité, en vue du bien commun. Or, s'il est impossible de créer des routes, des voies ferrées, des canaux, de vastes bâtiments publics, sans expropriation des immeubles, on peut composer des collections, des musées, au moyen d'acquisitions volontaires ou de dons.

III.

Le projet apporte des améliorations, dont il faut savoir gré au Gouverne-

(1) DELALLEAU, *Traité de l'Expropriation pour cause d'utilité publique*, n° 809.

ment, notamment en ce qui concerne le paiement de l'indemnité, les frais, la rétrocession, l'exemption des impôts.

A. DU PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

Les lacunes de la loi de 1835 ont donné lieu à des abus. Des administrations publiques, après avoir fait déterminer par justice les indemnités, retardent indéfiniment la prise de possession et le paiement de celles-ci; les expropriés se trouvent en face d'immeubles abandonnés par leurs locataires; ils sont privés de leur revenu et réclament en vain ce qui leur est dû par l'expropriant.

L'article 47 empêchera le retour de ces regrettables procédés. Il porte qu'en cas de non-paiement de l'indemnité dans les quatre mois du jugement, la procédure d'expropriation est tenue pour non avenue sans préjudice de la réparation du dommage causé à l'exproprié.

Toutefois le projet va trop loin, dans cette voie, lorsqu'il fait courir le délai, de plein droit, à compter du jour de la prononciation du jugement.

En cas d'appel, il se pourrait que le procès ne fût pas définitivement terminé avant l'expiration des quatre mois.

Mieux vaut faire courir le délai à dater du jour de la sommation de payer qui serait faite par l'exproprié, en vertu d'une décision passée en force de chose jugée.

C'est pourquoi nous proposons d'amender dans ce sens l'article 47.

Pareille déchéance doit être appliquée en cas d'arbitrage, ce qui légitime un amendement proposé à l'article 24.

Ces amendements portent, en outre, que l'expropriant doit l'intérêt à partir du mois qui suit la prononciation du jugement.

A première vue, cette dernière disposition paraît injustifiée, car l'expropriant n'entre en possession qu'après avoir payé; néanmoins, dans la plupart des cas, l'exproprié ne jouit plus de l'immeuble, soit parce qu'il a dû en abandonner l'occupation pour chercher une autre résidence, soit parce que son locataire a déménagé.

Il est donc juste que, par contre, il jouisse de l'intérêt de l'indemnité jusqu'à son dépôt à la Caisse des consignations.

La loi du 17 avril 1835 (art. 18) prévoit le cas où la Cour d'appel, réformant le jugement qui a fixé l'indemnité, augmente le chiffre de celle-ci. Elle impose à l'expropriant l'obligation de payer le supplément dans la huitaine, sinon le propriétaire peut faire suspendre les travaux; mais elle est muette au sujet du cas contraire, celui où la Cour réduit l'indemnité allouée. En vertu du droit commun, la différence peut être réclamée, sans délai, de l'exproprié.

Le projet (art. 55) propose d'accorder à l'exproprié un mois pour cette restitution. Votre Section centrale estime qu'il est préférable de laisser ce délai à l'appréciation de la Cour, sans qu'il puisse toutefois dépasser trois mois.

A quel taux les parties devront-elles se payer l'intérêt de la différence?

La loi de 1835 n'en parle pas, le projet non plus.

La jurisprudence s'est montrée hésitante. Pour trancher la controverse, nous proposons un amendement à l'article 53. Si l'expropriant doit un supplément d'indemnité, celui-ci produit intérêt au taux légal à partir de l'expiration du mois qui suit la prononciation du jugement réformé.

Cette disposition est en harmonie avec l'amendement proposé à l'article 47.

Si c'est l'exproprié qui est tenu de refournir, il doit l'intérêt, au taux légal, sauf dans le cas où il a laissé les fonds à la Caisse des consignations. En pareille hypothèse, le taux de l'intérêt est celui de cette Caisse.

Mais il peut se faire que l'indemnité ait été touchée, non par le propriétaire, mais par des créanciers hypothécaires inscrits sur l'immeuble exproprié.

Qui devra remettre le surplus? La loi de 1835, pas plus que le projet, ne s'explique à ce sujet. Nous estimons que c'est le créancier et non l'exproprié.

En effet, le créancier hypothécaire a touché cette somme en vertu de l'article 56 qui reporte son droit sur l'indemnité; si celle-ci est diminuée, il doit être considéré comme ayant reçu indûment la différence. Il est donc tenu de la restituer.

Aussi proposons-nous un nouvel alinéa à l'article 53 pour trancher cette question.

* * *

Une controverse très vive a surgi sur le point de savoir quel était le droit de l'usufruitier en cas d'expropriation?

Peut-il toucher toute l'indemnité représentant la valeur du bien pour en jouir à charge de la rendre à la fin de l'usufruit?

Doit-on, au contraire, faire une ventilation de l'indemnité entre lui et le nu-propriétaire (1)?

La loi française a adopté le premier système, mais elle impose à l'usufruitier l'obligation de fournir caution.

Il en résulte pour lui un grave inconvénient. S'il ne peut fournir caution, les fonds doivent être placés, aux termes de l'article 602 du Code civil. A moins que les parties ne se mettent d'accord sur un emploi en immeubles ou en obligations hypothécaires, — ce qui est bien difficile, — ce placement sera le plus souvent une inscription au Grand-Livre de la dette publique à 3 %. Le revenu en sera souvent inférieur à celui de l'immeuble exproprié; donc, préjudice pour l'usufruitier.

D'autre part, si l'on ne contraint pas celui-ci à donner caution, les intérêts du nu-propriétaire sont fort exposés, car l'usufruit d'un immeuble va se trouver reporté sur une somme d'argent, chose consommable.

Votre Section centrale s'est ralliée au second système, qui se justifie pleinement au point de vue juridique. Qu'est-ce, en effet, que l'usufruit? Un démembrement du droit de propriété.

(1) La première opinion est celle de Laurent : *Principes de droit Civil*, t. VI, n° 380. Elle a été adoptée par les Tribunaux de Bruxelles (6 février 1882. *Pasic*, III, p. 492) et de Bruges (10 janvier 1870, Claes et Bonjean, t. XIX, p. 54; *Belg. Judic.*, 1870, p. 684).

La seconde est proposée par Picard, t. II, pp. 223 et suiv.; Del Marmol, n° 501 et 502, et les *Pand. Belges*, V°. Expropriation pour utilité publique. Indemnités, n° 1194.

Par suite de l'expropriation, ce droit tout entier passe entre les mains de l'expropriant, moyennant une indemnité représentant la valeur de la propriété démembrée. Chaque démembrement doit recevoir de l'indemnité une part proportionnelle à sa valeur.

La Constitution veut que l'exproprié reçoive une juste et préalable indemnité; elle suppose donc le paiement d'une somme d'argent remise tout entière avant la dépossession.

Le locataire, l'emphytéote, le superficiaire, reçoivent immédiatement une indemnité comprenant la perte d'une jouissance qui doit s'exercer successivement durant un certain nombre d'années.

Pourquoi l'usufruitier serait-il traité autrement et verrait-il son droit de jouissance d'un immeuble reporté sur une somme d'argent, au lieu de recevoir une indemnité représentative de son droit anéanti?

Un article 46^{bis} a donc été introduit. Il porte qu'à défaut d'accord par les parties sur l'exercice du droit d'usufruit, le jugement fera la ventilation de l'indemnité. Pour évaluer l'usufruit, il tiendra compte des circonstances et notamment de l'âge de l'usufruitier.

Si, au contraire, les parties sont d'accord, le jugement se bornera à constater celui-ci et en relatera la teneur.

En possession de sa quote-part de l'indemnité, l'usufruitier pourra la remployer comme bon lui semblera, même en rente viagère, s'il veut augmenter son revenu.

De son côté, le nu-propétaire, recevant dès à présent le surplus de l'indemnité, en jouira de suite, et par l'accumulation des revenus pendant la durée de l'usufruit pourra reconstituer le capital en entier.

B. DES FRAIS ET DÉPENS.

La loi de 1838 est muette sur ce point.

La jurisprudence admet que les frais de l'expropriation sont à charge de l'expropriant, sauf ceux de l'appel interjeté par l'exproprié quand il succombe.

Le Gouvernement vous propose de consacrer ce principe (art. 76). Il excepte toutefois les frais extraordinaires occasionnés par des mesures ou incidents non justifiés, lesquels sont à charge de celui qui les a provoqués. La Section est d'avis de supprimer cette exception. L'incident le plus fréquent est relatif à la question de savoir si les formalités administratives ont été ou non accomplies. Or, il importe que l'exproprié, lorsqu'il veut exciper de ce moyen qui constitue la sauvegarde des citoyens contre l'arbitraire administratif, ne soit pas arrêté par la crainte de la condamnation aux dépens, tout au moins en première instance. Des questions délicates peuvent surgir; il doit avoir toute liberté pour les faire trancher.

L'article 76 dit expressément que tous les frais *du retrait des sommes consignées* sont à charge de l'expropriation.

Nous proposons d'ajouter les mots : « et d'ordre », c'est-à-dire de distribution de l'indemnité entre les créanciers inscrits.

L'article 77 autorise le Gouvernement à régler par arrêté royal les droits et honoraires des avoués et des experts.

Le tarif de 1807 est encore en vigueur pour toutes les expertises, même en matière d'expropriation. Il rétribue les experts d'après le nombre de leurs vacations, ce qui les pousse à ne pas les ménager et à prolonger par conséquent l'expertise. Une réforme bien conçue de ce système de rémunération aurait sans doute pour effet de hâter la marche de leurs opérations.

Afin de connaître les intentions du Gouvernement au sujet de cette réforme, la Section a posé la question suivante à M. le Ministre de la Justice :

Le Gouvernement voudrait-il communiquer à la Section centrale son projet d'arrêté royal réglant la rémunération des experts en matière d'expropriation, ou lui en indiquer tout au moins les grandes lignes?

Il a été répondu comme suit :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» En réponse à la demande formulée par la Section centrale, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le projet d'arrêté qui a été élaboré par la Commission spéciale nommée par le Gouvernement pour étudier la réglementation des droits et honoraires des experts en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

» Le Gouvernement ne peut, évidemment, se prononcer d'une manière définitive sur cet arrêté d'exécution qu'après la discussion et le vote des dispositions de principe que renferme le projet de loi sur la procédure en matière d'expropriation soumis en ce moment à l'examen de la Chambre.

» Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

» (Signé) J. VANDEN HEUVEL.

» 17 mai 1904. »

Voici le texte de cet avant-projet :

Les honoraires, débours et frais de voyage des experts en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique sont réglés par les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les experts dresseront un seul état, détaillant par ordre de date et pour chaque expert, les devoirs accomplis, les débours et les voyages effectués. Cet état renseignera le chiffre global de l'honoraire réclamé par chaque expert.

ART. 2.

Seront admis comme débours, le prix des travaux et celui des fournitures nécessités par l'expertise, sur production des factures détaillées, dûment acquittées par les intéressés et certifiées par les experts.

ART. 3.

Il sera alloué aux experts qui devront se transporter hors de leur résidence, pour tous frais de voyage et de séjour, une indemnité à forfait de fr. 0.25 par kilomètre parcouru. Cette indemnité sera calculée par voie ordinaire de clocher à clocher, en prenant pour base le dictionnaire des distances légales.

Lorsque le total des kilomètres parcourus le même jour, pour un même voyage aller et retour ou pour un voyage combiné dépassera 100 kilomètres, l'indemnité sera réduite à fr. 0.15 au delà du 100^e kilomètre.

ART. 4.

L'état des honoraires, débours et frais de voyage sera déposé, en même temps que le rapport, au greffe de la juridiction qui aura ordonné l'expertise. Notification de ce dépôt sera faite par les experts aux parties intéressées par lettre recommandée à la poste. Celles-ci pourront en prendre communication, sans frais, et devront, dans le mois et en tout cas avant la clôture des débats, déposer au greffe une note d'observations au sujet des honoraires, débours et frais de voyage réclamés.

ART. 5.

L'état sera taxé, lors du jugement qui fixe les indemnités, soit par le président du Tribunal de première instance, soit par le président de la Chambre qui a statué sur l'indemnité. Si une expertise est ordonnée par la Cour d'appel, l'état en sera taxé, lors de l'arrêté fixant les indemnités, soit par le premier président de la Cour, soit par le président de la Chambre qui a connu de l'affaire.

ART. 6.

En cas de règlement amiable de l'indemnité, soit au cours de l'instance, soit par voie d'arbitrage, l'état des experts sera déposé au greffe de la juridiction compétente.

Les experts notifieront ce dépôt, par lettre recommandée à la poste, aux parties intéressées qui se conformeront à l'article 4 du présent arrêté.

L'état sera taxé à l'intervention de la partie la plus diligente par le président du Tribunal de première instance et, le cas échéant, par le premier président de la Cour d'appel.

ART. 7.

Le magistrat taxateur pourra réduire les états dont le montant ne lui paraîtrait pas suffisamment justifié; la taxe sera susceptible d'opposition.

* * *

Quant aux avoués, un arrêté royal du 19 juillet 1894 leur a imposé un tarif spécial.

Des modifications devront y être apportées pour le mettre en harmonie avec les dispositions nouvelles sur la procédure judiciaire.

C. DE LA RÉTROCESSION.

L'Exposé des motifs explique et légitime comme suit les dispositions des articles 78 et 79 du projet :

L'article 23 de la loi de 1835 n'admet aucun arrangement à l'amiable entre le propriétaire dépossédé et l'expropriant au sujet du prix de la rétrocession.

Celui-ci doit nécessairement être fixé par le tribunal, si mieux n'aime l'ancien propriétaire restituer le montant de l'indemnité qu'il a reçue.

Le rapporteur de la Commission de la Chambre a indiqué le but de la loi, sur ce point, dans les termes suivants : « Votre Commission a pensé que si l'on » veut mettre l'administration à l'abri de tout concert frauduleux entre ses » agents subalternes et le propriétaire dépossédé, il convenait que, dans » tous les cas où celui-ci ne faisait pas la soumission de restituer le montant » de l'indemnité, le prix de la rétrocession fût fixé par le tribunal. »

La disposition précitée constitue un véritable anachronisme qu'il importe de faire disparaître de la loi sur l'expropriation. Aucun concert frauduleux n'est à craindre : d'une part, les biens des provinces, communes et établissements publics ne peuvent être cédés qu'avec l'assentiment de l'autorité supérieure; d'autre part, l'aliénation des immeubles de l'État nécessite toujours l'intervention du Ministre des Finances. Ces règles seront applicables aux rétrocessions.

D'ailleurs, il s'agit généralement d'affaires peu importantes, et le recours au tribunal n'est qu'un formalisme excessif entraînant des frais hors de toute proportion avec l'intérêt engagé, frais qui sont à la charge de l'expropriant; l'article 79 du projet permettra de les éviter en autorisant la fixation du prix à l'amiable ou par voie d'arbitrage.

D. DES EXEMPTIONS D'IMPÔTS.

L'article 84 complète heureusement la loi de 1835.

Il exempte des droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque, tous les actes et documents relatifs à l'expropriation, au retrait des sommes consignées et à l'ordre.

IV.

Mesures propres à hâter la marche de l'expropriation.

Elles se divisent en deux catégories : celles qui ont pour but d'éviter le recours aux tribunaux : cessions amiables, compromis (titre II, art. 8 à 32), et celles qui abrègent les longueurs de la procédure judiciaire (titre III).

A. CESSIONS AMIABLES ET COMPROMIS.

Les cessions amiables sont facilitées. Elles sont permises, même aux représentants des incapables, moyennant certaines garanties.

Le compromis est autorisé, mais seulement dans le cas où les parties, d'accord sur toutes les causes d'indemnité, ne s'entendent pas sur la somme à allouer.

Les articles 10 à 24 règlent la procédure de ces arbitrages auxquels les parties peuvent recourir, même quand les expropriés sont incapables.

Nous devons signaler spécialement les articles 9 et 14, qui contiennent des dispositions intéressantes au sujet des droits des créanciers hypothécaires. Actuellement, les immeubles grevés d'inscriptions ou frappés de saisie ne peuvent être cédés amiablement à l'expropriant qu'au consentement des créanciers, sinon ils ne sont pas purgés de leurs charges.

Les articles 9 et 14 apportent remède à cette situation.

Dorénavant, la cession et le compromis seront signifiés aux créanciers inscrits. Si, dans la quinzaine, ils n'ont pas fait opposition à ces mesures, leurs droits sont reportés sur le prix ou sur l'indemnité allouée par les arbitres, et le bien est purgé. S'ils font opposition, l'expropriation doit être poursuivie suivant les règles de la procédure judiciaire.

Ces dispositions sont excellentes. Il y a lieu de les compléter en les appliquant non seulement aux créanciers hypothécaires, mais aux créanciers privilégiés inscrits; à ceux qui ont fait inscrire un commandement ou une saisie réelle; enfin aux personnes qui ont fait inscrire à la conservation des hypothèques une demande de révocation ou d'annulation de droits réels immobiliers, conformément à l'article 3 de la loi du 16 décembre 1851.

Toutefois, nous ne pouvons admettre l'alinéa 2 de l'article 30, qui, pour les notifications, substitue l'emploi de la lettre recommandée à la signification faite par le ministère d'huissier avec remise de la copie à personne ou au domicile.

La nécessité d'un exploit, acte authentique, se fait d'autant plus sentir qu'il s'agit d'une matière se rattachant à notre régime hypothécaire où l'authenticité des actes est de règle stricte.

Votre Section ne partage pas non plus l'avis du Gouvernement au sujet des dispositions concernant les personnes physiques incapables. Les règles du Code civil sur la protection de ces personnes sont entièrement bouleversées.

Non seulement le projet autorise leurs représentants à aliéner de gré à gré leurs immeubles et à conclure des conventions d'arbitrage moyennant cer-

taines autorisations, mais il modifie le système de contrôle et d'autorisation institué par le Code civil en pareille matière.

D'après le droit commun, l'autorité qui habilite le tuteur pour les actes d'aliénation à passer au nom d'incapables, c'est le tribunal de première instance, assisté du ministère public qui doit donner son avis.

En matière d'expropriation, ce pouvoir passerait au juge de paix.

La femme séparée de corps pourrait, même sans aucune autorisation, céder ou faire un compromis en cas d'expropriation.

Votre Section estime qu'il est dangereux de déroger en cette matière spéciale à des lois d'ordre général, particulièrement à celles qui règlent le statut personnel. On ne comprend pas, en effet, pourquoi des mesures considérées, à tort ou à raison, comme indispensables à la sauvegarde des droits des incapables seraient supprimées ou modifiées uniquement lorsque ceux-ci se trouvent en présence non pas d'un simple particulier, mais de la puissance publique : État, province, commune. Il semble que plus la contre-partie est puissante, plus la protection doit être assurée.

Si le Gouvernement estime que le contrôle du tribunal de première instance est moins efficace que celui du juge de paix, qu'il nous présente un projet modifiant le Code civil; mais aussi longtemps que ce contrôle reste légalement admis comme le meilleur, il doit s'appliquer à la matière de l'expropriation comme à toute autre.

L'Exposé des motifs est fort concis sur cet objet; il se borne à dire : « la pratique a démontré qu'il importe d'établir des règles spéciales à appliquer lorsque des biens qui appartiennent à des incapables font l'objet de cessions amiables ou de conventions d'arbitrage ».

En ce qui concerne la cession amiable, puisque l'aliénation de l'immeuble est inévitable, il n'y a pas d'inconvénient à la permettre aux représentants des incapables.

En effet, même dans la procédure judiciaire, ces représentants peuvent, en ne contestant pas le chiffre de l'indemnité offerte, amener le tribunal à rendre un jugement de simple expédient qui n'est même pas précédé d'un avis du conseil de famille et par lequel l'indemnité est fixée au montant de l'offre.

La cession amiable, soumise d'abord à l'avis de ce conseil, puis homologuée par le tribunal, après avis du Ministère public, offre toute garantie.

Il doit en être de même lorsqu'il s'agit de l'épouse séparée de corps ou dont le mari est incapable. Nous admettons qu'elle puisse faire une cession amiable sans recourir à la procédure ordinaire en matière d'autorisation maritale, laquelle entraîne fréquemment de longs retards; mais le tribunal aura à l'autoriser comme il devrait le faire, à défaut de son mari, si elle était assignée en justice.

Quel sera le tribunal compétent? Il nous paraît utile de donner compétence au tribunal de la situation des biens, qui est mieux à même d'apprécier la valeur des emprises.

Quant au compromis, il comporte de l'interdire aux représentants des incapables en cette matière comme en toute autre. C'est un acte très grave.

Les arbitres jugent sans l'assistance du Ministère public, sans appel. Leur sentence a force de chose jugée, quelles que soient les erreurs dans lesquelles

ils ont pu verser, par suite de leur incapacité ou de la négligence des représentants du mineur qui ne leur ont pas fourni les documents et renseignements nécessaires.

L'avantage, incertain d'ailleurs, d'une solution plus rapide et d'une économie pour l'expropriant n'est pas suffisant pour légitimer une telle dérogation aux principes généraux de notre Droit.

Quant aux administrations publiques dont les biens seraient soumis à expropriation, nous ne trouvons pas d'inconvénient à leur accorder l'autorisation de les céder amiablement ou de faire une convention d'arbitrage moyennant les autorisations administratives ordinaires (art. 29 du projet). Leur situation est très différente de celle des personnes physiques incapables.

L'article 32, tranchant une controverse née sous la loi de 1833, étend les dispositions en matière de cession amiable et de compromis non seulement aux immeubles frappés d'expropriation, mais même à ceux qui sont acquis en vue d'une utilité publique indiquée dans l'acte, comme aussi aux excédents d'immeubles non compris dans le périmètre des travaux et dont l'achat est fait en vue d'éviter le paiement d'indemnités de dépréciation.

A cette matière des cessions et des compromis se rattache encore une disposition particulière, relative aux personnes compétentes à l'effet de recevoir les actes et tous ceux qui s'y rattachent : procurations, mainlevées, quittances, etc. C'est l'article 31 du projet. Il donne, comme l'article 9 de la loi de 1870, compétence à des fonctionnaires de l'ordre administratif qui font donc office de notaire, mais il augmente le nombre de ces fonctionnaires.

Actuellement le gouverneur, représentant l'État ou la province, et le bourgmestre, agissant au nom de la commune, avaient seuls ce pouvoir.

La disposition nouvelle désigne en outre pour représenter l'État : le ministre compétent ou le fonctionnaire qu'il a délégué, ou bien encore le fonctionnaire chargé de diriger les négociations et les expropriations.

La Section centrale voit un inconvénient à permettre au fonctionnaire chargé des négociations de donner l'authenticité aux conventions intervenues.

Il est dangereux de conférer ainsi le droit d'authentifier des conventions au mandataire de l'une des parties, mandataire que le ministre peut choisir comme bon lui semble dans le personnel de son administration.

Elle est d'avis de maintenir le *statu quo*, c'est-à-dire l'article 9 de la loi de 1870, qu'elle reproduit sous forme d'amendement à l'article 31 du projet.

B. PROCÉDURE JUDICIAIRE.

Le projet institue deux espèces de procédure : l'ordinaire et celle d'urgence.

1° Procédure ordinaire.

En ce qui concerne la première, les modifications principales au régime en vigueur sont les suivantes :

a) Détermination de délais en deans lesquels l'expertise devra être terminée, la cause ramenée à l'audience et le jugement rendu.

La date de retour à l'audience est fixée par le juge-commissaire; elle ne peut être reportée au delà de trois mois à partir de la prestation de serment des experts. Ceux-ci doivent déposer leur rapport quinze jours avant l'expiration de ce délai; l'expertise peut donc durer au maximum deux mois et demi (articles 43 et 44).

La sanction de cette obligation est la perte pour les experts de tout droit à des honoraires, à moins qu'il ne soit reconnu par le tribunal que le retard ne leur est pas imputable.

Au jour déterminé pour l'audience, les parties plaident, puis le ministère public donne son avis dans la huitaine et le jugement est rendu huit jours après. Ces deux dernières prescriptions sont dépourvues de sanction. Nous discuterons plus loin ces dispositions dans l'examen spécial des articles amendés.

b) Abréviation du délai en cas de réassignation d'une partie défaillante, huitaine au lieu de quinzaine.

c) Obligation pour la Cour d'appel de prononcer dans la quinzaine de l'expiration du délai de comparution, au cas d'appel du jugement qui a statué sur l'accomplissement des formalités de l'expropriation.

d) Abréviation du délai d'appel du jugement fixant l'indemnité (quarante jours au lieu de trois mois).

La Section centrale propose de réduire dans la même mesure le délai du pourvoi en cassation.

* *

A l'article 41, le projet donne aux tribunaux la faculté, lorsqu'ils prévoient une longue série d'expertises, de désigner d'avance des collèges d'experts auxquels il devait avoir recours, sauf exceptions motivées, pour la détermination des indemnités.

Cette mesure offre de multiples inconvénients que ne compense aucun avantage appréciable.

Nous proposons la suppression de cet article.

* *

Une disposition nouvelle est introduite par l'article 55. Elle donne à l'expropriant la faculté de maintenir provisoirement les droits de bail, d'antichrèse, d'usage, d'emphytéose, de superficie, sur la parcelle à exproprier, pourvu qu'il en ait fait la déclaration formelle dans l'exploit d'assignation signifié au propriétaire ou à l'usufruitier.

Dans ce cas, ceux-ci ne sont pas tenus de mettre en cause les tiers dont les droits sont réservés.

Plus tard, au moment opportun, il sera procédé à l'expropriation spéciale de ces droits personnels ou réels en vertu du 2° de l'alinéa de l'article 1^{er}.

Cette mesure est justifiée comme suit par l'Exposé des motifs (page 3).

« Ce dernier article reconnaît à l'expropriant une faculté que les lois » actuelles ne lui accordent pas, celle de suspendre pendant un délai plus » ou moins prolongé après l'expropriation l'extinction des droits réels ou » personnels que des tiers peuvent posséder sur l'immeuble exproprié.

» La résolution immédiate de ces droits au moment de l'expropriation
» aboutit à des conséquences fort préjudiciables à l'expropriant lorsque la
» zone à occuper est très étendue et que les acquisitions doivent nécessai-
» rement prendre un temps assez long. Dans ce cas, l'expropriant ne peut
» attendre pour commencer les poursuites en expropriation le moment où
» les travaux doivent être entamés; à moins de passer par toutes les
» exigences des propriétaires, dans le but d'aboutir à une entente amiable
» permettant le maintien des baux et autres droits visés à l'article 55, il se
» trouve dans l'obligation de payer des indemnités souvent très élevées du
» chef de la suppression de droits qui peuvent être respectés provisoirement
» sans aucun inconvénient. »

Cette innovation présente des avantages pour l'expropriant, mais elle est de nature à léser gravement les intérêts des tiers intéressés et notamment des locataires.

Lorsque les indemnités que pourraient réclamer ceux-ci seront importantes, l'expropriant usera de la faculté de l'article 55 : il n'expropriera que le fonds.

Devenu propriétaire, il attendra la fin du bail et fera déguerpir les locataires sans avoir à leur payer aucune indemnité; et cependant, si l'expropriation n'était pas survenue, ces locataires auraient pu renouveler bail avec l'ancien propriétaire et éviter le préjudice souvent considérable résultant d'un déménagement, d'un changement de quartier.

En outre, il est hautement préjudiciable pour l'occupant d'être pendant un temps indéterminé sous le coup d'une expropriation, alors que tous ses voisins seront peut-être expropriés et leurs immeubles démolis.

Cette considération a porté votre Section centrale à ne pas adopter cet article.

* * *

Aux règles de la procédure se rattachent les dispositions des articles 74, 75 et 82. Cette dernière autorise les huissiers à faire par la voie postale, sous pli recommandé, l'envoi de leurs exploits, en matière d'expropriation, au lieu de les remettre à la personne ou au domicile des intéressés.

Ce mode n'offre pas de garanties suffisantes et doit être écarté.

Les deux autres articles règlent la compétence et le ressort en matière d'expropriation. L'article 74 attribue compétence aux tribunaux de première instance, à l'exclusion des juges de paix, et l'article 75 donne à toute demande principale ou incidente, le caractère d'une action mixte. En conséquence, elle sera régie, pour la détermination du ressort, par les articles 33, 34 et 35 de la loi du 25 mars 1876. Les parties devront évaluer le litige, et le sort de la demande principale n'influera pas sur celui des demandes incidentes au point de vue du ressort, sauf en ce qui concerne l'appel du jugement statuant sur l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

Pour éviter des contrariétés de jugements, il est indispensable que la partie intervenante (locataire ou emphyteote, etc.) puisse interjeter appel, comme le propriétaire, lorsque la demande principale dépasse 2,500 francs, alors même que l'objet de la demande incidente n'atteindrait pas ce taux.

2° De la procédure d'urgence.

Elle fait l'objet des articles 60 à 73.

Ces dispositions ont été inspirées par la loi française du 3 mai 1844. Toutefois, celle-ci en a limité l'application aux immeubles non bâtis, tandis que notre projet l'étend à toute la matière de l'expropriation.

Voici le résumé de ces dispositions.

Quand l'urgence a été déclarée par l'arrêté royal d'expropriation ou même par un arrêté ultérieur, au cours de l'expropriation, la procédure ordinaire est remplacée par une procédure plus sommaire.

L'expropriant, dans son assignation, doit faire connaître l'indemnité provisoire qu'il offre afin de pouvoir entrer en possession. Le délai de comparution est de huitaine; il n'y a pas de réassignation en cas de défaut.

Dès la première audience, — à laquelle le propriétaire et l'usufruitier appellent en cause, si bon leur semble, par lettre recommandée, les tiers intéressés à titre de locataires, d'emphytéotes, etc., — l'exproprié et les tiers doivent fixer les sommes dont ils exigent du demandeur la consignation provisionnelle avant l'envoi en possession.

Si les parties ne sont pas d'accord, le tribunal, après avoir reconnu accomplies les formalités de l'expropriation, désigne des experts chargés de dresser un état des lieux et de donner leur avis sur les indemnités à allouer. Le rapport doit être déposé dans la quinzaine de l'expiration du délai d'appel, qui est lui-même de quinze jours à dater de la prononciation du jugement.

Dans les cinq jours du dépôt du rapport, le tribunal, s'il est suffisamment éclairé, fixe le chiffre de l'indemnité définitive, sinon, il détermine celui de l'indemnité provisoire à consigner par l'expropriant pour pouvoir entrer immédiatement en possession.

Le tribunal peut ordonner une seconde expertise pour compléter la première, avant de statuer même sur l'indemnité provisoire; il peut aussi augmenter les délais du dépôt du rapport et du prononcé, sans toutefois que ces suppléments réunis puissent excéder trente jours. Le jugement fixant l'indemnité provisoire n'est susceptible d'aucun recours. Sur le vu du certificat de dépôt de cette indemnité, le Président ordonne l'envoi en possession, sur requête, immédiatement.

Toutefois, en matière de propriété bâtie, le tribunal a la faculté d'accorder à l'exproprié un délai maximum de deux mois pour abandonner la possession. Ce délai court à partir du jugement statuant sur l'indemnité provisoire.

La même faculté appartient au président dans son ordonnance d'envoi en possession, si le tribunal n'a pas déjà statué sur ce point.

Immédiatement après ce jugement a lieu une nouvelle expertise, également à l'intervention du juge-commissaire, pour fixer l'indemnité définitive. Cette expertise et la procédure qui la suit sont soumises aux règles de la procédure ordinaire prévue au § 1^{er}.

Ces dispositions soulèvent les plus graves objections.

Tout d'abord, sont-elles conformes à la Constitution, qui exige une juste et préalable indemnité ?

Cette indemnité provisoire, qu'il suffit à l'expropriant de verser pour entrer en possession, est-elle juste ?

Oui, dit le Gouvernement, parce qu'elle est déterminée par la justice, après une information et une expertise. Il est vrai, ajoute-t-il, que cette estimation est sujette à révision; mais la loi de 1833, qui déclare les jugements exécutoires par provision nonobstant appel, permet aussi l'envoi de l'expropriant en possession, moyennant paiement d'une indemnité non définitive, et cependant cette disposition n'est pas considérée comme inconstitutionnelle.

Nous répondons qu'il existe entre les deux cas une différence notable. Sous le régime actuel, le jugement de première instance n'est rendu qu'après une instruction minutieuse offrant toute garantie; il épuise la juridiction du premier juge. S'il n'est pas frappé d'appel, il acquiert la force de la chose jugée; si, au contraire, appel est interjeté, il conserve, jusqu'à sa réformation, une présomption de vérité sur laquelle se base cette faculté accordée par la loi aux tribunaux de déclarer leurs jugements exécutoires par provision nonobstant tout recours.

L'indemnité provisoire dont parle le projet est, au contraire, déterminée après une instruction sommaire, insuffisante aux yeux de la loi elle-même, puisqu'elle prescrit une nouvelle expertise pour fixer l'indemnité définitive. Le tribunal, en allouant cette indemnité provisoire et en ordonnant ce supplément d'information, proclame qu'il doute encore de l'exactitude de cette évaluation. Il n'affirme donc pas qu'elle est juste.

Le projet soulève d'autres critiques encore.

Il ne sauvegarde pas suffisamment les intérêts de l'exproprié. Six semaines après l'assignation devant le tribunal, il pourra être expulsé de sa maison, de son atelier, de sa ferme, de son usine.

L'article 69, il est vrai, apporte un tempérament en autorisant le tribunal à retarder de deux mois l'envoi en possession de l'expropriant lorsqu'il s'agit d'un bâtiment; mais les juges ne sont pas obligés d'accorder ce délai.

Il est à craindre que pour retarder la prise de possession, les parties ne soulèvent des incidents, n'interjettent appel du jugement déclarant les formalités accomplies, etc. Alourdie par ces incidents, la marche de la procédure d'urgence sera plus lente qu'en matière ordinaire, tout en ne laissant aux experts et au tribunal qu'un très court délai pour l'instruction et l'examen des éléments essentiels de la cause. La décision se fera plus attendre, mais elle n'en sera pas plus éclairée.

En effet, l'alinéa 3 de l'article 60 prescrit de prononcer le jugement dans les cinq jours qui suivent le dépôt du rapport. Donc, en cinq jours, l'avoué de l'expropriant devra donner avenir à celui de l'exproprié; celui-ci aura à prendre connaissance du rapport et à conclure; les parties plaideront; le ministère public donnera son avis et le tribunal prononcera. La même chambre d'un tribunal ne siégeant que trois jours par semaine, c'est, en réalité, en trois fois vingt-quatre heures que tout devra être terminé. Ce délai est tellement court que dans la pratique il ne sera jamais observé; il ne permettra pas un examen sérieux du litige.

On objecte qu'il s'agit uniquement d'une indemnité provisoire.

Cela n'est pas absolument vrai, car si le tribunal se considère comme

suffisamment éclairé après cette procédure sommaire, il peut statuer sur l'indemnité définitive. Mais admettons qu'il n'aille pas jusque-là, qu'il se borne à statuer sur l'indemnité provisoire et ordonne une nouvelle expertise pour fixer l'indemnité définitive; en attendant, l'expropriant va entrer en possession, modifier l'état des lieux, démolir les bâtiments, et comment les experts pourront-ils, ensuite, procéder à un travail sérieux et précis d'évaluation?

Il est vrai que le même inconvénient peut se présenter actuellement, quand la Cour d'appel ordonne une nouvelle expertise au sujet d'un immeuble en possession duquel l'expropriant a été envoyé en vertu d'un jugement frappé d'appel; mais pareilles décisions sont rares, tandis qu'en matière d'urgence, le supplément d'expertise est la règle.

Ce système de l'indemnité provisoire à verser par l'expropriant offre des dangers pour l'expropriant lui-même.

En effet, si les experts ont estimé cette indemnité fort largement, le jugement définitif la réduira; l'exproprié devra restituer la différence. Mais s'il devient ou se rend insolvable, l'expropriant sera frustré.

La procédure sommaire a encore le désavantage d'être fort compliquée et d'entraîner par conséquent de grands frais, non seulement pour l'expropriant, mais aussi pour l'exproprié, car les procès occasionnent toujours, même à la partie gagnante, des frais irrécupérables. Elle comporte une expertise, parfois même deux, pour fixer l'indemnité provisoire, puis une nouvelle expertise après l'envoi en possession; trois ou quatre jugements; deux et même trois versements à la Caisse des consignations en cas de majorations successives de l'indemnité par le tribunal puis par la Cour d'appel; d'où, pour l'exproprié, une série de démarches, de voyages et de frais.

Si cette procédure d'urgence est rapide, trop rapide même, lorsque le tribunal n'use d'aucune des latitudes qui lui sont accordées, par contre lorsqu'il en fera usage et notamment quand il octroiera à l'exproprié le sursis de deux mois pour déguerpir d'une propriété bâtie, l'expropriant n'entrera pas en possession plus promptement que par la voie ordinaire.

A supposer que cette procédure d'urgence économise quatre ou cinq semaines, cet avantage ne paraît pas suffisant pour en contre-balancer les graves inconvénients.

Il serait aisé, nous semble-t-il, aux administrations publiques de réaliser cette économie de temps en apportant plus de célérité, moins de formalisme dans l'étude des projets de travaux publics.

Pour dissiper les inquiétudes que ces dispositions inspirent, on fait valoir qu'il s'agit de mesures exceptionnelles dont il ne sera fait que rarement application.

Nous ne doutons pas que telle soit la pensée du Gouvernement. Malheureusement le texte de l'article 60 est si vague que, sans le violer, la déclaration d'urgence pourrait devenir de style dans les arrêtés d'expropriation.

Il suffit qu'il y ait urgence de prendre possession des immeubles à exproprier et que cette urgence soit déclarée et motivée dans l'arrêté royal.

Il est bien peu d'expropriations dans lesquelles on ne pourrait trouver des motifs d'urgence.

L'Exposé des motifs ne s'en explique pas davantage; il se borne à dire :
« Les articles 60 à 73 organisent, en vue des cas d'urgence, une procédure
» sommaire dont l'utilité est depuis longtemps reconnue. »

Il n'existe d'ailleurs aucune voie de recours contre la déclaration d'urgence.
Un Gouvernement peu soucieux du respect de la propriété privée pourrait donc librement faire abus de cette procédure.

N'oublions pas que, d'après le projet, la procédure ordinaire est susceptible d'une certaine compressibilité.

En cas d'urgence, le président a la faculté de réduire de moitié le délai de comparution et le juge-commissaire peut, aux termes des amendements dont nous parlerons plus loin, abréger les délais prévus pour l'échange des notes et le dépôt du rapport.

En résumé, cette procédure spéciale est d'une utilité fort contestable; elle est dangereuse pour les intérêts privés; enfin, elle se heurte à une objection d'inconstitutionnalité; tels sont les motifs pour lesquels votre Section centrale n'a pu adopter cette partie du projet. Elle vous propose la suppression pure et simple des articles 60 à 73.

Examen des articles.

Afin d'améliorer la rédaction du projet, de la mettre en rapport avec les modifications exposées plus haut, la Section centrale a dû amender de nombreux articles.

Un tableau de ces amendements est annexé au rapport.

Bon nombre d'entre eux ne demandent pas de développements.

Nous ne passerons donc en revue que ceux qui nécessitent une explication spéciale.

ART. 5. — Nous proposons d'ordonner que l'annonce du dépôt du projet d'expropriation et de l'enquête soit faite dans le *Moniteur* et dans deux journaux de la province; qu'en outre, l'envoi de la lettre recommandée d'avertissement aux propriétaires et usufruitiers soit fait à leur domicile renseigné par les registres de la population à la date de l'insertion de l'annonce dans le *Moniteur*.

Il importe, en effet, de déterminer une époque à laquelle le domicile des intéressés est fixé au point de vue de l'accomplissement de cette formalité prescrite à peine de nullité.

ART. 8. — Il est dit qu'en cas de cession amiable, si l'exproprié *refuse* de recevoir le paiement, l'expropriant peut se libérer en versant le montant de celle-ci sans offres préalables ni mise en demeure.

Comment sera constaté le refus en l'absence de toute offre ou mise en demeure?

Il faut évidemment prescrire une sommation préalable.

ART. 9. — Le délai de quinze jours accordé aux créanciers inscrits sur le bien est insuffisant; il doit être porté à trente jours.

AUX ARTICLES 10 A 24, traitant de la procédure d'arbitrage, il y a lieu de remplacer le mot *expert* par celui d'*arbitre*.

ART. 22. — Le projet porte : *Les experts formulent leurs évaluations dans un acte dont ils remettent l'original à l'expropriant et une copie, certifiée par eux, à l'exproprié.* Il est préférable d'ordonner, suivant le droit commun, le dépôt de la sentence au greffe, où elle sera conservée au rang des minutes du greffier. Plus tard, les intéressés pourront toujours en prendre connaissance, ce qui sera souvent nécessaire, notamment pour établir des comptes de tutelle ou des reprises entre époux. En outre, les arbitres adresseront une expédition, c'est-à-dire une copie certifiée conforme, de cette sentence tant à l'expropriant qu'à l'exproprié. S'il y a plusieurs parties défenderesses, une seule expédition leur sera remise en la personne du mandataire commun prévu à l'article 15.

Il est bien entendu que cette copie ne sera pas soumise à la disposition des lois sur le timbre qui prohibent d'écrire dans les expéditions des actes judiciaires et notariés plus d'un certain nombre de lignes à la page et de syllabes à la ligne.

ART. 23. — Il est excessif de priver absolument d'honoraires les arbitres qui n'ont pas déposé leur sentence dans le délai de trois mois. Une astreinte de 20 francs par jour de retard et par expert nous paraît préférable pour les motifs développés plus loin à propos de l'article 44. Toutefois, si, par suite de ce retard, l'une des parties est amenée à provoquer le remplacement des arbitres en faute, ceux-ci sont totalement privés d'honoraires, parce qu'en ce cas leur travail a été inutile; tout est à recommencer.

ART. 42. — L'amendement proposé a pour but d'obvier aux inconvénients résultant d'un empêchement subit survenant au juge-commissaire entre le jugement et la visite des lieux. En ce cas, il ne faudra pas ramener la cause à l'audience et provoquer un jugement du tribunal nommant un autre juge. Le Président y pourvoira par une ordonnance rendue sur simple requête.

ART. 43. — La Section centrale propose des modifications importantes.

Tout d'abord, à l'alinéa 2 de l'article 43, un amendement prescrit au juge-commissaire de faire prêter serment aux témoins qu'il entend au cours de son information.

Cette disposition est d'autant plus nécessaire que la Section propose la suppression des enquêtes à l'audience.

Ensuite, les alinéas 2 et 3 sont entièrement remaniés. Aux termes du projet, lors de la première visite des lieux, le juge peut accorder un délai maximum de quinze à vingt jours aux parties pour produire des documents; après quoi il est passé entre eux aux opérations de l'expertise.

Cette disposition est insuffisante.

Tous les praticiens savent que l'une des principales causes de la lenteur des expertises est le retard apporté par les parties à la remise de leurs notes et documents aux experts.

Il importe donc de prescrire des délais de rigueur pour cet échange d'observations. Mais il ne suffit pas de dire, comme le projet, que les parties

auront un délai maximum de quinze ou de vingt jours pour produire leurs documents; sinon, l'une d'elles, en attendant le dernier jour du délai pour déposer ses documents, pourrait paralyser le droit de réponse de son adversaire. Il faut que celui-ci ait un délai pour répondre. C'est pourquoi nous proposons le système suivant : le jour même de la prestation de serment des experts, l'expropriant, considéré comme demandeur, doit produire les notes et documents dont il entend faire usage. Préparé depuis longtemps à ce débat, ayant déjà mené des négociations pour la cession amiable des emprises, l'expropriant est en possession de tous les renseignements et points de comparaison propres à éclairer les experts; il n'a pas besoin d'un délai pour les produire. Si l'exproprié demande un délai pour remettre, à son tour, des notes et des pièces, le juge doit lui accorder quinze jours s'il s'agit de propriétés non bâties, vingt jours s'il s'agit de propriétés bâties. L'expropriant a quinze jours pour répondre et l'exproprié le même délai pour répliquer.

Généralement, les parties n'échangent pas un plus grand nombre de notes.

Toutefois, nous estimons qu'il ne faut pas limiter le nombre de répliques, sinon une partie pourrait réserver pour son dernier mémoire ses moyens les plus sérieux et l'adversaire serait dans l'impossibilité de lui répondre. Mais l'une des parties pourra toujours mettre fin aux débats en déclarant qu'elle ne répond pas, ou en laissant s'écouler le délai qui lui est accordé pour répliquer.

Ainsi chacun aura intérêt à présenter dès le début tous ses moyens, puisque son adversaire en ne répondant pas lui enlèverait le droit de rédiger une seconde note.

Les notes et documents produits par les parties seront déposés au greffe; une copie des notes seulement est adressée, le même jour, par lettre recommandée, à l'adversaire en la personne de son avoué. Les experts sont également avisés de ce dépôt.

On évite ainsi le va-et-vient de ces écrits de la partie aux experts et des experts à la partie adverse.

Les délais dont il vient d'être parlé sont absolument de rigueur; ils entraînent forclusion, comme en matière de réclamations électorales. En cas d'urgence, le juge-commissaire peut les abréger.

Il importe de remarquer que pendant cet échange de notes, les experts ne doivent pas rester inactifs. Ils peuvent procéder aux constatations purement matérielles, levé des plans, description des lieux, mesurage, bornage des emprises, etc.

C'est pourquoi nous ne reproduisons pas dans l'amendement ces mots de l'alinéa 3 du projet : « *ce délai expiré, il est passé outre aux opérations de l'expertise* », lesquels semblent indiquer que pendant l'échange des notes les experts sont tenus de rester les bras croisés.

Nous supprimons également, au dernier alinéa de l'article 43, la disposition du projet relative au rapport du juge, pour les motifs développés ci-dessous, au sujet de l'article 44.

Pour ne pas allonger outre mesure l'article 43, nous proposons de faire un article spécial 43^{bis}, comprenant ces dispositions relatives à la procédure au cours de l'expertise.

ART. 44 et 46. — Ils règlent le dépôt du rapport et le retour à l'audience des parties pour plaider.

Le projet du Gouvernement (art. 43 *in fine*), s'inspirant de la loi de 1838, porte que dans son procès-verbal le juge-commissaire indique la date à laquelle il fera rapport à l'audience, sans que celle-ci puisse être différée de plus de trois mois à compter du jour de la première visite des lieux. Aux termes de l'article 44, les experts sont tenus de fournir leur avis quinze jours avant le terme fixé pour ce rapport à l'audience; faute de quoi, il ne leur est accordé d'honoraires que s'ils établissent devant le tribunal que le retard ne leur est pas imputable.

L'article 46 ajoute : « La cause est appelée à l'audience, sur le rapport du » juge-commissaire, au jour indiqué dans son procès-verbal et sur avenir, » s'il y a avoué constitué. »

La Section a dû également amender ces articles pour les mettre en harmonie avec les modifications apportées à l'article 43.

Dans son système, le rapport du juge-commissaire à l'audience est supprimé. Cette formalité, qui consiste en une simple lecture du procès-verbal et de l'avis des experts, n'a aucune utilité. Elle entrave la procédure, car il arrive fréquemment que le juge, au moment où la cause revient à l'audience, ne fait plus partie du siège; il faut alors provoquer un jugement pour le remplacer; de là des retards et des frais.

La date du retour à l'audience, d'après son amendement, n'est pas fixée par le juge, puisqu'elle est appelée à varier suivant le nombre des notes que les parties échangeront entre elles.

Ce retour s'effectue quinze jours francs après le dépôt du rapport, sur avenir signifié par la partie la plus diligente à l'avoué de son adversaire, s'il a constitué. Les experts doivent aviser les parties de ce dépôt, par lettre recommandée, le jour même de celui-ci.

Le rapport est déposé au plus tard dans les quarante jours qui suivent l'expiration du délai accordé pour la dernière réplique ou la réception d'une déclaration écrite constatant que la partie renonce à répondre.

Le juge-commissaire pourra, en cas d'urgence, abréger cet espace.

Il n'est certes pas exagéré d'accorder six semaines, en général, à des experts pour étudier, débattre et rédiger leurs conclusions.

Si l'on exige d'eux trop de hâte dans leur travail, fort souvent leurs rapports ne seront pas suffisamment clairs, motivés, concluants; le tribunal devra recourir à des suppléments d'expertise et l'on perdra du temps au lieu d'en gagner.

A défaut d'effectuer le dépôt de leur avis dans le délai fixé, les experts subiront chacun, de plein droit, une retenue de 20 francs par jour de retard. Ils pourront en être relevés par le tribunal, s'il estime que le retard ne leur est pas imputable.

Cette pénalité est préférable à la privation d'honoraires. Il n'est pas juste de supprimer entièrement la rémunération d'un travail souvent long et difficile, uniquement parce qu'il a été terminé quelques jours après le délai fixé.

Deux semaines sont largement nécessaires pour permettre au greffe de faire l'expédition du rapport et aux parties d'en prendre connaissance.

Cette procédure est conforme à la pratique actuellement suivie. Il est vrai que, sous l'empire de la loi de 1833, le juge-commissaire fixe la date du retour à l'audience; mais le plus souvent, à cette époque, les experts sont loin d'avoir terminé leur travail; la cause n'est donc pas réellement appelée alors à l'audience; elle ne l'est qu'à la suite d'un avenir signifié après le dépôt au greffe du rapport des experts.

ART. 45^{bis}. — Cet amendement a pour but d'éviter les retards considérables que les enquêtes ordonnées dans les formes tracées par le Code de procédure civile apporteraient à la solution du litige. On a soutenu, sous le régime actuel, que les tribunaux ne pouvaient pas recourir à de telles enquêtes ⁽¹⁾, mais la Cour de Cassation, dans un arrêt du 8 janvier 1852 (*Belgique judiciaire*, 1852, p. 114), rejetant un pourvoi dirigé contre un arrêt de la Cour de Liège du 27 février 1851 (*Belgique judiciaire*, 1851, p. 953), a décidé le contraire en invoquant le silence de la loi de 1833.

Il est donc nécessaire d'introduire une disposition nouvelle. Le tribunal pourra prescrire une information par le juge-commissaire sur les lieux, en présence des parties.

ART. 54. — La loi de 1833 imposait au propriétaire seul l'obligation d'appeler aux débats les tiers intéressés à titre de bail, d'antichrèse, d'usage ou d'habitation.

Le projet assimile, sous ce rapport, l'usufruitier au propriétaire et étend le bénéfice de la disposition à tous ceux qui jouissent d'un droit personnel se rattachant à l'immeuble, ainsi qu'à l'emphytéote et au superficiaire.

Aux termes de cet article, les tiers intéressés peuvent être appelés ou intervenir d'office jusqu'au dépôt du rapport et leurs indemnités sont réglées en la même forme que celles dues au propriétaire.

Il en résulte que si l'un d'eux intervient au dernier moment, tout est à recommencer : échange de notes, examen par les experts avec les délais prévus aux articles 44 et 45, etc. Pour obvier à cet inconvénient sérieux, il y lieu de fixer un délai de rigueur pour l'intervention volontaire ou forcée des tiers intéressés.

Il serait de quinzaine à partir de la prestation de serment des experts sur les lieux.

ART. 57. — Les mots « charges hypothécaires » employés dans cet article comprennent également les privilèges. Ces mots n'ont pas été ajoutés pour ne pas alourdir le texte. Dans le langage usuel, les charges hypothécaires comprennent toutes les créances inscrites sur le bien.

*
* *

Ainsi modifié, le projet du Gouvernement rentre absolument dans le cadre annoncé par son titre.

(1) DEL MARMOL, t. II, n° 551. — Observations de la *Belgique judiciaire* (1851, p. 954) sur l'Arrêt de la Cour d'Appel de Liège ci-dessus rappelé.

Il améliore notablement la législation existante au point de vue des formalités de l'expropriation; il accélère la marche trop lente de la procédure tout en sauvegardant les droits de l'exproprié; il n'augmente pas à l'égard de la propriété privée les prérogatives du pouvoir administratif, toujours enclin à briser les entraves qu'il rencontre et à étendre outre mesure la notion de l'utilité publique.

Examen du projet en Sections.

Le projet a été adopté :

Dans la 1^{re} Section, par 1 voix et 11 abstentions.

Dans la 2^e Section, par 1 voix et 13 abstentions.

Dans la 4^e Section, par 2 voix contre 1 et 12 abstentions.

Dans la 3^e Section, par 6 voix et 3 abstentions. (Les six membres qui ont voté *oui* ont expressément déclaré réserver leur vote définitif.)

Dans la 6^e Section, par 6 voix contre 4 abstentions; mais les alinéas 2 et 3 de l'article premier ont été rejetés par 6 voix contre 1 et 4 abstentions; le paragraphe relatif à la procédure d'urgence a été rejeté par 6 voix contre 1 et 4 abstentions; l'abrogation de l'article 31 de la loi du 16 septembre 1807 a été rejetée à l'unanimité.

Le projet a été rejeté, dans la 5^e Section, par 1 voix contre 1 et 6 abstentions.

L'ensemble a donc été voté par 17 voix contre 2 et 51 abstentions.

Au sein de la Section centrale, le projet amendé par elle a été adopté à l'unanimité.

Elle a l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Le Rapporteur,
HARMIGNIE.

Le Président,
E. NERINCX.

ANNEXE AU RAPPORT

Projet de loi.

TITRE PREMIER.

Des formalités administratives.

ARTICLE PREMIER.

L'expropriation pour cause d'utilité publique s'opère en vertu d'une loi ou d'un arrêté royal autorisant les travaux qui la rendent nécessaire.

L'expropriation peut avoir pour objet : 1° l'acquisition totale ou partielle d'un immeuble; 2° la suppression soit d'un droit réel immobilier, soit d'un droit de bail, d'un droit d'antichrèse ou de tout autre droit personnel se rattachant à un immeuble; 3° l'établissement d'une servitude réelle sur une propriété privée.

ART. 2.

L'arrêté royal autorisant une expropriation ne peut être pris qu'après enquête.

Wetsontwerp.

TITEL EÉN.

Van de bestuurlijke pleegvormen.

ARTIKEL EÉN.

Onteigening ten algemeenen nutte heeft plaats krachtens eene wet of een koninklijk besluit, waarbij tot het werk, dat onteigening vordert, machtiging is verleend.

De onteigening kan bedoelen : 1° het geheel of gedeeltelijk verkrijgen van een onroerend goed; 2° het afschaffen hetzij van een zakelijk recht op een onroerend goed, hetzij van een huurrecht, een genotspandrecht, of eenig ander persoonlijk recht, aan een onroerend goed verbonden; 3° het vestigen eener zakelijke erfdienstbaarheid op een privaat eigendom.

ART. 2.

Het koninklijk besluit, dat tot onteigening machtiging geeft, mag alleen na een onderzoek worden genomen.

TOEVOEGSEL AAN HET VERSLAG

Amendements
proposés par la Section centrale.

TITRE PREMIER.

Des formalités administratives.

ARTICLE PREMIER.

L'expropriation pour cause d'utilité publique s'opère en vertu d'une loi ou d'un arrêté royal autorisant les travaux qui la rendent nécessaire.

ART. 1^{bis}.

L'expropriation peut avoir pour objet :

1° L'acquisition totale ou partielle d'un immeuble;

2° La suppression soit d'un droit réel établi sur un cours d'eau, soit d'un droit réel ou personnel sur un immeuble qui appartient à l'expropriant ou qui fait partie du domaine public.

Toutefois les maisons et bâtiments dont il serait nécessaire de faire démolir et d'enlever une portion pour cause d'utilité publique légalement reconnue seront acquis en entier, si le propriétaire l'exige; sauf à l'expropriant à revendre les portions des bâtiments ainsi acquises et qui ne seront pas nécessaires pour l'exécution du plan.

ART. 2.

L'arrêté royal autorisant une expropriation ne peut être pris qu'après enquête.

Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.

TITEL I.

Van de bestuurlijke formaliteiten.

ARTIKEL 1.

Onteigening ten algemeenen nutte heeft plaats krachtens eene wet of een koninklijk besluit, waarbij tot het werk, dat onteigening vordert, machtiging is verleend.

ART. 1^{bis}.

De onteigening kan ten doel hebben :

1° Het geheel of gedeeltelijk verkrijgen van een onroerend goed ;

2° Het afschaffen hetzij van een zakelijk recht gevestigd op een waterloop, hetzij van een zakelijk of persoonlijk recht op een onroerend goed dat toebehoort aan hem die onteigent of deel uitmaakt van het openbaar domein.

Echter worden de huizen en gebouwen, waarvan het noodzakelijk mocht zijn een gedeelte te doen afbreken en weg te nemen wegens wettelijk erkend openbaar nut, geheel aangekocht, indien de eigenaar het eischt, met voorbehoud van het recht, voor den onteigenende, de aldus verkregen gedeelten van gebouwen en die niet noodig zijn tot uitvoering van het plan weder te verkoopen.

ART. 2.

Het koninklijk besluit, dat tot onteigening machtiging geeft, mag alleen na een onderzoek worden genomen.

Projet de loi.

L'enquête s'ouvre sur un projet comprenant :

a) Dans les cas visés au 1° et au 2° du 2° alinéa de l'article premier, le tracé des travaux, l'indication du but d'utilité publique et le plan des parcelles à exproprier ou le plan des biens grevés du droit à supprimer;

b) Dans le cas visé au 3° du même alinéa, l'exposé du but d'utilité publique et le plan des parcelles à grever avec l'indication de la nature et de l'étendue de la servitude.

Dans tous les cas, le plan contient la désignation des propriétaires et usufruitiers au nom desquels les immeubles sont inscrits au cadastre.

ART. 3.

Le projet est déposé pendant quinze jours à la maison communale du lieu de la situation des immeubles figurant au plan.

L'annonce du dépôt est affichée dans la forme usitée pour les publications officielles.

Les personnes visées à l'article 2 sont averties de ce dépôt, individuellement et à domicile, par une lettre recommandée à la poste. La remise de la lettre à la poste vaut notification à la partie signifiée à compter du surlendemain de cette remise.

Toutefois cet avertissement ne doit pas être adressé aux propriétaires et usufruitiers inscrits au plan qui auraient cédé leurs droits à l'expropriant à la date du dépôt du projet.

Wetsontwerp.

Het onderzoek wordt geopend op een ontwerp, omvattende :

a) In de gevallen voorzien bij 1° en 2° van de 2^{de} alinea van artikel 1, de afbakening van het werk, de aanduiding van het doel van algemeen nut en het plan der te onteigenen perceelen of het plan der goederen waarop het af te schaffen recht rust;

b) In het geval voorzien bij 3° van dezelfde alinea, de opgave van het doel van algemeen nut en het plan der te belasten perceelen met aanduiding van aard en omvang der erfdienstbaarheid.

In al de gevallen, wijst het plan de eigenaars en de vruchtgebruikers aan ten wier name de onroerende goederen bij het kadaster bekend zijn.

ART. 3.

Het ontwerp blijft gedurende vijftien dagen nedergelegd ten gemeentehuize van de plaats waar de op het plan voorkomende onroerende goederen gelegen zijn.

Het bericht van nederlegging wordt aangeplakt zooals voor ambtelijke kennisgevingen gebruikelijk is.

De bij artikel 2 bedoelde personen worden hoofdelijk en ten huize van die nederlegging verwittigd, bij eenen ter post aangeteekenden brief. De bezorging van den brief ter post geldt voor beteekening aan de aangezegde partij, te beginnen met den tweeden dag na die bezorging.

Echter moet die verwittiging niet gezonden worden aan de op het plan genoemde eigenaars en vruchtgebruikers, die, bij de nederlegging van het ontwerp, reeds hunne rechten aan den onteigenende zouden afgestaan hebben.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

L'enquête s'ouvre sur un projet comprenant le tracé des travaux, l'indication du but d'utilité publique et le plan des parcelles à exproprier ou le plan des biens grevés du droit à supprimer.

Le plan contient la désignation des propriétaires et usufruitiers au nom desquels les immeubles sont inscrits au cadastre.

ART. 3.

Le projet est déposé pendant quinze jours, au moins, à la maison communale du lieu de la situation des immeubles figurant au plan.

L'annonce de ce dépôt est insérée dans le *Moniteur belge* ainsi que dans deux journaux de la province, dont l'un paraissant au chef-lieu. Elle est affichée ensuite dans la forme usitée pour les publications officielles.

Les personnes visées à l'article 2 sont averties du dépôt, individuellement, par lettre recommandée à la poste, adressée au domicile que constatent les registres de la population à la date de l'insertion de l'annonce dans le *Moniteur*.

La remise de la lettre à la poste vaut notification à la partie signifiée à compter du surlendemain de cette remise.

Toutefois cet avertissement ne doit pas être adressé aux propriétaires et usufruitiers inscrits au plan qui auraient cédé leurs droits à l'expropriant à la date du dépôt du projet.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

Het onderzoek wordt geopend op een ontwerp, omvattende de afbakening van het werk, de aanduiding van het doel van algemeen nut en het plan der te onteigenen perceelen of het plan der goederen waarop het af te schaffen recht rust.

Het plan wijst de eigenaars en de vruchtgebruikers aan ten wier name de onroerende goederen bij het kadaster bekend zijn.

ART. 3.

Het ontwerp blijft gedurende *ten minste* vijftien dagen nedergelegd ten gemeentehuize van de plaats waar de op het plan voorkomende onroerende goederen gelegen zijn.

De bekendmaking van die nederlegging wordt opgenomen in het *Belgische Staatsblad* alsmede in twee bladen der provincie, waarvan het eene in de hoofdplaats verschijnende. Zij wordt vervolgens aangeplakt zooals voor ambtelijke kennisgevingen gebruikelijk is.

De in artikel 2 bedoelde personen worden, persoonlijk, van de nederlegging verwittigd bij ter post aangeteekenden brief, gezonden naar het domicilie dat blijkt uit de bevolkingsregisters ten dage dat het bericht in het *Staatsblad* is opgenomen.

De bezorging van den brief op de post geldt als beteekening aan de aangezegde partij, te beginnen met den tweeden dag na die bezorging.

Echter moet die verwittiging niet gezonden worden aan de op het plan genoemde eigenaars en vruchtgebruikers, die, bij de nederlegging van het ontwerp, reeds hunne rechten aan den onteigenende zouden afgestaan hebben.

Projet de loi.

Il est justifié de l'accomplissement de ces formalités par un certificat du collège des bourgmestre et échevins.

Les dites formalités sont prescrites à peine de nullité; cependant le défaut d'avertissement n'entraîne la nullité qu'à l'égard des personnes non averties.

ART. 4.

Le délai de quinze jours fixé à l'article 3 prend cours à dater de l'avertissement donné au public et aux intéressés.

ART. 5.

Les réclamations ou observations auxquelles le projet peut donner lieu sont recueillies par le collège des bourgmestre et échevins, qui ouvre un procès-verbal à cet effet.

Les comparants signent la relation de leurs déclarations verbales; les déclarations écrites sont mentionnées et restent annexées au procès-verbal; celui-ci est clos par le bourgmestre ou l'échevin délégué, à l'expiration du délai fixé à l'article 3.

ART. 6.

S'il s'agit de travaux entrepris par une province, une commune ou un établissement public, les réclamations sont respectivement soumises au conseil provincial, au conseil communal ou à la commission administrative, qui donnent leur avis par une délibération motivée; celle-ci est jointe, ainsi que le procès-verbal de l'enquête, aux pièces à communiquer à l'autorité supérieure.

Wetsontwerp.

Van de vervulling dier formaliteiten wordt bewijs gegeven door een attest van het college van burgemeester en schepenen.

De formaliteiten dienen nagekomen op straffe van nietigheid; echter brengt het gebrek aan verwittiging slechts nietigheid mede ten aanzien van de niet verwittigden.

ART. 4.

De bij artikel 3 bepaalde termijn van vijftien dagen gaat in met den dag der aan publiek en belanghebbende gegeven verwittiging.

ART. 5.

De bezwaren of aanmerkingen waartoe het ontwerp aanleiding zou geven, worden opgenomen door het college van burgemeester en schepenen, dat deswege een proces-verbaal opent.

De verschijners onderteekenen de opname hunner mondelinge verklaringen; de geschreven verklaringen worden in het proces-verbaal vermeld en blijven er bij gevoegd; het wordt door den burgemeester of den gemachtigden schepene gesloten, na afloop van den bij artikel 3 bepaalden termijn.

ART. 6.

Geldt het een werk, door eene provincie, eene gemeente of eene openbare instelling ondernomen, dan worden de bezwaren, volgens het geval, onderworpen aan den provincieraad, aan den gemeenteraad of aan de commissie van beheer, die daaromtrent advies uitbrengen bij eene met redenen omkleede beraadslaging; deze, alsmede het proces-verbaal van het onderzoek, wordt bij de aan de hooge overheid mede te deelen stukken gevoegd.

Amendements
proposés par la Section centrale.

Il est justifié de l'accomplissement de ces formalités par un certificat du collège des bourgmestres et échevins.

Les dites formalités sont prescrites à peine de nullité; cependant le défaut d'avertissement n'entraîne la nullité qu'à l'égard des personnes non averties.

ART. 4.

Le délai de quinze jours fixé à l'article 3 prend cours à dater de l'avertissement donné au public *par voie d'affiche* et aux intéressés *par lettre recommandée à la poste*.

ART. 5.

Les réclamations ou observations auxquelles le projet peut donner lieu sont recueillies par le collège des bourgmestre et échevins, qui ouvre un procès-verbal à cet effet.

Les comparants signent la relation de leurs déclarations verbales; les déclarations écrites sont mentionnées et restent annexées au procès-verbal; celui-ci est clos par le bourgmestre ou l'échevin délégué, à l'expiration du délai fixé à l'article 5.

ART. 6.

S'il s'agit de travaux entrepris par une province, une commune ou un établissement public, les réclamations sont respectivement soumises au conseil provincial, au conseil communal ou à la commission administrative, qui donnent leur avis par une délibération motivée; celle-ci est jointe, ainsi que le procès-verbal de l'enquête, aux pièces à communiquer à l'autorité supérieure.

Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.

Van de vervulling dier formaliteiten wordt bewijs gegeven door een attest van het college van burgemeester en schepenen.

De formaliteiten dienen nagekomen op straffe van nietigheid; echter brengt het gebrek aan verwittiging slechts nietigheid mede ten aanzien van de niet-verwittigden.

ART. 4.

De bij artikel 3 bepaalde termijn van vijftien dagen vangt aan den dag na het bericht aan het publiek gegeven *bij plakbrief* en aan de belanghebbenden *bij ter post aangeleekenden brief*.

ART. 5.

De bezwaren of aanmerkingen waartoe het ontwerp aanleiding zou geven, worden opgenomen door het college van burgemeester en schepenen, dat deswege een proces-verbaal opent.

De verschijners onderteekenen de opname hunner mondelinge verklaringen; de geschreven verklaringen worden in het proces-verbaal vermeld en blijven er bij gevoegd; het wordt door den burgemeester of den gemachtigden schepene gesloten, na afloop van den bij artikel 3 bepaalden termijn.

ART. 6.

Geldt het een werk, door eene provincie, eene gemeente of eene openbare instelling ondernomen, dan worden de bezwaren, volgens het geval, onderworpen aan den provincieraad, aan den gemeenteraad of aan de commissie van beheer, die daaromtrent advies uitbrengen bij eene met redenen omkleede beraadslaging; deze, alsmede het proces-verbaal van het onderzoek, wordt bij de aan de hooge overheid mede te deelen stukken gevoegd.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 7.

ART. 7.

Lorsque l'expropriation s'opère en vertu d'une loi ne désignant pas les immeubles à acquérir, ceux grevés d'un droit à supprimer ou ceux à grever d'une servitude, le plan visé à l'article 2 est soumis à enquête conformément aux dispositions portées aux alinéas 2 et suivans du dit article et aux articles 3 à 6.

Après l'enquête, ce plan est arrêté par décision ministérielle.

Zoo de onteigening krachtens eene wet geschiedt waarbij niet aangewezen zijn de te verkrijgen onroerende goederen, die waarop een af te schaffen recht rust of die waarop eene erfdienstbaarheid te vestigen is, dan moet het in artikel 2 bedoelde plan aan een onderzoek worden onderworpen, overeenkomstig het bepaalde in alinea's 2 en volgende van dat artikel en in artikelen 3 tot 6.

Na het onderzoek, wordt dit plan bij ministerieele beschikking vastgesteld.

TITRE II.

TITEL II.

Des cessions amiables et des conventions d'arbitrage.

Van minnelijken afstand en overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak.

§ 1^{er}. — DES CESSIONS AMIABLES.§ 1^o. — VAN MINNELIJKEN AFSTAND.

ART. 8.

ART. 8.

En cas de cession amiable, si l'exproprié refuse de recevoir le paiement de l'indemnité convenue, l'expropriant peut se libérer en versant le montant de celle-ci à la caisse des dépôts et consignations, sans offres préalables ni mise en demeure.

In geval van minnelijken afstand, zoo de onteigende weigert de betaling van de overeengekomenschadeloosstelling aan te nemen, kan de onteigenende zich vrijmaken door dezer bedrag te storten in de kas van deposito en consignatiën, zonder voorafgaande aanbod of invertoefstelling.

ART. 9.

ART. 9.

Lorsque des hypothèques grevent l'immeuble ou le droit réel cédé, l'immeuble au profit duquel existait un droit réel supprimé ou l'immeuble sur lequel une servitude est établie, la cession est signifiée par l'expropriant aux créanciers inscrits qui ne sont pas intervenus à l'acte.

Wanneer het afgestane onroerend goed of het afgestane zakelijk recht, het onroerend goed ten welks behoefte een thans afgeschafte zakelijk recht bestond, of het onroerend goed waarop eene erfdienstbaarheid gevestigd is, met hypotheek bezwaard is, wordt de afstand door den onteigenende beteekend aan de ingeschreven schuldeischers, die niet bij de akte opgetreden zijn.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 7.

Lorsque l'expropriation s'opère en vertu d'une loi ne désignant pas les immeubles à acquérir ou ceux grevés d'un droit à supprimer, le plan visé à l'article 2 est soumis à enquête conformément aux dispositions portées aux alinéas 2 et 3 du dit article et aux articles 3 à 6.

Après l'enquête, ce plan est arrêté par décision ministérielle.

TITRE II.

Des cessions amiables et des conventions d'arbitrage.

§ 1^{er}. — DES CESSIONS AMIABLES.

ART. 8.

En cas de cession amiable, si l'exproprié refuse de recevoir le paiement de l'indemnité convenue, l'expropriant peut se libérer en versant le montant de celle-ci à la caisse des dépôts et consignations, *sans qu'il soit besoin d'offres préalables. Toutefois ce versement ne peut avoir lieu que trois jours francs après une mise en demeure de retirer soit les fonds, soit l'ordonnance ou le mandat de paiement.*

ART. 9.

Lorsque des *privileges* ou des hypothèques grevent l'immeuble, le droit réel cédé, ou l'immeuble au profit duquel existait un droit réel supprimé, la cession est signifiée par l'expropriant aux créanciers inscrits qui ne sont pas intervenus à l'acte.

La cession est également signifiée, en cas

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

ART. 7.

Zoo de onteigening krachtens eene wet geschiedt waarbij niet aangewezen zijn de te verkrijgen onroerende goederen of die waarop een af te schaffen recht rust, dan moet het in artikel 2 bedoelde plan aan een onderzoek worden onderworpen, overeenkomstig de bepalingen vervat in de alinea's 2 en volgende van dat artikel en in de artikelen 3 tot 6.

Na het onderzoek, wordt dit plan bij ministerieele beschikking vastgesteld.

TITEL II.

Van minnelijken afstand en overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak.

§ 1. — VAN MINNELIJKEN AFSTAND.

ART. 8.

In geval van minnelijken afstand, zoo de onteigende weigert de betaling van de overeengekomen schadeloosstelling aan te nemen, kan de onteigenende zich vrijmaken door het bedrag daarvan te storten in de deposito- en consignatiekas, *zonder dat het noodig zij een voorafgaande aanbod te doen. Die storting kan echter maar gebeuren drie volle dagen na aanmaning tot het afhalen hetzij van de fondsen, hetzij van de aanwijzing of het mandaat tot betaling.*

ART. 9.

Wanneer het afgestane onroerend goed, het afgestane zakelijk recht of het onroerend goed ten welks behoefte een thans afgeschaft zakelijk recht bestond, is bezwaard met *voorrechten* of hypothecken, wordt de afstand door den onteigenende beteekend aan de ingeschreven schuldeischers die niet bij de akte zijn opgetreden.

De afstand wordt eveneens, in geval van

Projet de loi.

Wetsontwerp.

La signification est faite au domicile élu dans le bordereau d'inscription conformément au pénultième alinéa de l'article 83 de la loi du 16 décembre 1851 sur le régime hypothécaire; à défaut d'élection de domicile, la signification peut être faite au procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel l'immeuble est situé.

Pendant un délai de quinze jours, ceux d'entre les créanciers non intervenants dont la créance ne serait pas entièrement couverte par le prix de la cession, peuvent faire opposition à celle-ci et requérir le règlement judiciaire de l'indemnité. Le délai expiré sans qu'aucune opposition ait été notifiée à l'expropriant, les créanciers sont censés avoir adhéré à la convention.

Le prix convenu est versé à la caisse des dépôts et consignations; les droits des créanciers inscrits qui sont intervenus à l'acte et de ceux auxquels a été faite la signification prévue au premier alinéa du présent article, sont reportés sur la somme consignée et ils ne sont pas opposables à l'expropriant.

L'agent de la caisse ne peut vider ses mains que sur la production d'un certificat constatant, suivant le cas :

a) Que l'immeuble ou le droit réel acquis est libre de tous privilèges et hypothèques;

b) Que le bien au profit duquel existait un droit réel supprimé ou le bien sur lequel

De beteekening wordt gedaan aan de in het inschrijvingsbordereel verkozen woonplaats, overeenkomstig de voorlaatste alinea van artikel 83 der wet van 16 December 1851 op het hypotheekstelsel; bij gebreke aan verkozen woonplaats, kan de beteekening gedaan worden aan den Procureur des Konings bij de rechtbank binnen welker gebied het onroerend goed gelegen is.

Gedurende vijftien dagen mogen die onder de niet opgetreden schuldeischers, welker schuldvordering niet gansch door den prijs van afstand zou gedekt zijn, tegen dezen afstand in verzet komen en eischen dat de schadeloosstelling door rechterlijke uitspraak geregeld worde. Loopt die termijn ten einde, zonder dat aan den onteigenende eenig verzet beteekend werd, dan worden de schuldeischers geacht in de overeenkomst te berusten.

De overeengekomen prijs wordt gestort in de kas van deposito en consignatiën; de rechten van de ingeschreven schuldeischers, welke bij de akte zijn opgetreden, en van die wien de in de eerste alinea van dit artikel bedoelde beteekening werd gedaan, worden op de in consignatie gestelde gelden overgebracht en zij kunnen tegen den onteigenende niet worden geldend gemaakt.

De agent der kas mag niets uit handen geven dan op vertoon van een attest bevestigende, volgens het geval :

a) Dat het verkregen onroerend goed of het verkregen zakelijk recht met voorrechten noch hypotheek is bezwaard;

b) Dat het goed ten welks behoeve een thans afgeschaft zakelijk recht bestond,

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

de non-intervention à l'acte, aux créanciers qui ont fait transcrire un commandement préalable à la saisie ou une saisie, ainsi qu'aux personnes qui ont introduit en justice une demande en annulation ou en révocation, inscrite conformément à l'article 3 de la loi du 16 décembre 1854 sur le régime hypothécaire.

La signification est faite au domicile élu dans l'inscription ou dans l'exploit transcrit; à défaut d'élection de domicile, la signification peut être faite au procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel l'immeuble est situé.

Pendant un délai de trente jours, les créanciers et les demandeurs en justice auxquels a été faite la signification prévue aux deux premiers alinéas du présent article peuvent faire opposition à la cession et requérir le règlement judiciaire de l'indemnité. Le délai expiré sans qu'aucune opposition ait été notifiée à l'expropriant, ils sont censés avoir adhéré à la convention.

Le prix convenu est versé à la caisse des dépôts et consignations; les droits des créanciers et des demandeurs en justice qui sont intervenus à l'acte et de ceux visés à l'alinéa qui précède, sont reportés sur la somme consignée et ne sont pas opposables à l'expropriant.

L'agent de la caisse ne peut vider ses mains que sur la production d'un certificat constatant, suivant le cas :

a) Que l'immeuble ou le droit réel acquis est libre de toutes charges hypothécaires et privilèges;

b) Que le bien au profit duquel existait un droit réel supprimé est libre de toutes

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

niet-optreden bij de akte, beteekend aan de schuldeischers die een bevel, de inbeslagneming voorafgaande, of eene inbeslagneming deden overschrijven, alsmede aan de personen die eene rechtsvordering hebben ingesteld tot vernietiging of herroeping, ingeschreven overeenkomstig artikel 3 der wet van 16 December 1854 op het hypotheekstelsel.

De beteekening wordt gedaan aan de in de inschrijving of in het overgeschreven exploit gekozen woonplaats; bij gebreke aan gekozen woonplaats, kan de beteekening worden gedaan aan den Procureur des Konings bij de rechtbank binnen welker gebied het onroerend goed is gelegen.

Gedurende een termijn van dertig dagen mogen de schuldeischers en de eischers in rechten, aan wie de bij de twee eerste alinea's van dit artikel voorziene beteekening is gedaan, tegen den afstand in verzet komen en eischen dat de schadeloosstelling gerechtelijk worde geregeld. Loopt de termijn ten einde zonder dat den onteigenende eenig verzet werd beteekend, dan worden zij geacht in de overeenkomst toe te stemmen.

De overeengekomen prijs wordt in de deposito- en consignatiekas gestort; de rechten van de schuldeischers en van de eischers in rechten, die bij de akte zijn opgetreden, alsmede van hen bedoeld in het vorig lid, worden op de in consignatie gestelde gelden overgebracht en zij kunnen tegen den onteigenende niet worden geldend gemaakt.

De agent der kas mag niet betalen tenzij op vertoon van een attest bevestigende, volgens het geval :

a) Dat het verkregen onroerend goed of zakelijk recht niet is bezwaard met hypothecaire lasten en voorrechten;

b) Dat het goed, ten welks behoefte een zakelijk recht bestond, niet is bezwaard met

Projet de loi.

est établie une servitude est libre de tous privilèges et hypothèques, ou que les droits des créanciers inscrits sont restreints à l'immeuble tel qu'il reste subsister dans le patrimoine de l'exproprié après la cession amiable.

A défaut de produire le certificat requis, le prix ne peut être remboursé que sur une décision de la justice.

§ 2. — DES CONVENTIONS D'ARBITRAGE.

ART. 10.

Si les parties, d'accord sur toutes les causes d'indemnité, ne s'entendent pas sur la somme à allouer, elles peuvent, par convention d'arbitrage, constituer un ou plusieurs collèges d'experts composés chacun de trois membres, et leur remettre le soin de fixer définitivement et sans recours le montant des indemnités.

ART. 11.

Les experts sont nommés de commun accord par les parties, ou respectivement par chacune d'elles et par le président du tribunal de première instance de la situation des immeubles.

Dans ce dernier cas, chaque partie désigne son expert dans la huitaine de la convention d'arbitrage, à peine de forclusion. Le délai expiré, le président du tribunal, sur simple requête de la partie la plus diligente, nomme le tiers expert et, s'il y a lieu, celui de la partie en défaut.

La nomination des experts leur est immédiatement notifiée.

Wetsontwerp.

of het goed waarop eene erfdienstbaarheid is gevestigd, met voorrechten noch hypotheek is bezwaard, of dat de rechten der ingeschreven schuldeisers beperkt zijn tot het onroerend goed zooals het blijft behooren tot het vermogen van den onteigende na den minnelijken afstand.

Wordt het vereischte attest niet overgelegd, dan mag de prijs slechts krachtens eene rechterlijke beslissing worden terugbetaald.

§ 2. — VAN OVEREENKOMSTEN TOT SCHEIDS-RECHTERLIJKE UITSpraak.

ART. 10.

Zoo partijen het eens zijn omtrent al de redenen tot schadeloosstelling, doch niet omtrent derzelver bedrag, mogen zij, bij overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, eene of meer uit drie leden bestaande commissiën van deskundigen aanstellen en haar de zorg opdragen het bedrag der schadeloosstellingen voorgoed en zonder beroep te bepalen.

ART. 11.

De deskundigen worden in gemeen overleg benoemd door de partijen, of onderscheidenlijk door elke der partijen en door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de onroerende goederen gelegen zijn.

In laatsbedoeld geval duidt elke partij haar deskundige aan binnen acht dagen na de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, op straf van uitsluiting. Eens de termijn verstreken, benoemt de voorzitter der rechtbank, op enkel verzoek van de meestgereede partij, den derden deskundigen, des noodig, den deskundige der in gebreke gebleven partij.

Aan de deskundigen wordt dadelijk hunne benoeming beteekend.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

charges hypothécaires et privilèges ou que les droits des créanciers inscrits *et des demandeurs en justice* sont restreints à l'immeuble tel qu'il reste subsister dans le patrimoine de l'exproprié après la cession amiable.

A défaut de produire le certificat requis, le prix ne peut être remboursé que sur une décision de la justice.

§ 2. — DES CONVENTIONS D'ARBITRAGE.

ART. 10.

Si les parties, d'accord sur toutes les causes d'indemnité, ne s'entendent pas sur la somme à allouer, elles peuvent, par convention d'arbitrage, constituer un ou plusieurs collèges d'*arbitres* composés chacun de trois membres, et leur remettre le soin de fixer définitivement et sans recours le montant des indemnités.

ART. 11.

Les *arbitres* sont nommés de commun accord par les parties, ou respectivement par chacune d'elles et par le président du tribunal de première instance de la situation des immeubles.

Dans ce dernier cas, chaque partie désigne son *arbitre* dans la huitaine de la convention d'arbitrage, à peine de forclusion. Le délai expiré, le président du tribunal, sur simple requête de la partie la plus diligente, nomme le tiers arbitre et, s'il y a lieu, celui de la partie en défaut.

La nomination des *arbitres* leur est immédiatement notifiée par lettre recommandée à la poste. La remise de la lettre à la poste vaut information à compter du surlendemain de cette remise.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

hypothecaire lasten en voorrechten of dat de rechten der ingeschreven schuldeischers *en der eischers in rechten* zijn beperkt tot het onroerend goed zooals het blijft behooren tot het vermogen van den onteigende na den minnelijken afstand.

Wordt het vereischte attest niet overgelegd, dan mag de prijs slechts krachtens eene rechterlijke beslissing worden terugbetaald.

§ 2. — VAN OVEREENKOMSTEN TOT SCHEIDS-
RECHTERLIJKE UITSpraak.

ART. 10.

Zoo partijen het eens zijn omtrent al de redenen tot schadeloosstelling, doch niet omtrent het bedrag daarvan, mogen zij, bij overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, eene of meer commissiën van *scheidsrechters* aanstellen, elk uit drie leden bestaande en haar de zorg opdragen het bedrag der schadeloosstellingen voorgoed en zonder beroep te bepalen.

ART. 11.

De *scheidsrechters* worden in gemeen overleg benoemd door de partijen, of onderscheidenlijk door elke der partijen en door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de onroerende goederen gelegen zijn.

In laatstbedoeld geval duidt elke partij haren *scheidsrechter* aan binnen acht dagen na de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, op straf van uitsluiting. Is eenmaal de termijn verstreken, dan benoemt de voorzitter der rechtbank, op enkel verzoek van de meestgereede partij, den derden deskundige en, des noodig, den *scheidsrechter* van de in gebreke gebleven partij.

Aan de *scheidsrechters* wordt hunne benoeming dadelijk beteekend *bij ter post aangetekenden brief*. De afgifte van den brief op de post geldt als kennisgeving, te rekenen van den tweeden dag na die afgifte.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 12.

ART. 12.

En cas de décès, refus, déport, récusation ou empêchement d'un expert, le remplacement se fera par les parties ou, à défaut d'entente, par le président du tribunal si l'expert a été nommé de commun accord, et par l'auteur de sa nomination s'il n'a pas été nommé de commun accord.

In geval van overlijden, weigering, ambtsnederlegging, wraking of verhindering van een deskundige, wordt in dezès vervanging voorzien door de partijen of, zoo zij het niet eens worden, door den voorzitter der rechtbank, wanneer de deskundige in gemeen overleg, en door hem die hem benoemd had, wanneer hij niet in gemeen overleg benoemd was geworden.

ART. 13.

ART. 13.

Par dérogation aux trois articles qui précèdent, les parties peuvent, de commun accord, désigner un seul expert pour fixer le chiffre des indemnités.

Bij afwijking van de drie voorgaande artikelen, mogen partijen, in gemeen overleg, een enkelen deskundige aanwijzen om het bedrag der schadeloosstellingen te bepalen.

En cas de décès, refus, déport, récusation ou empêchement, l'expert sera remplacé de commun accord soit par un seul, soit par trois experts. A défaut d'entente, chaque partie nommera un expert, et le troisième sera désigné par le président du tribunal de première instance de la situation des immeubles.

In geval van overlijden, weigering, ambtsnederlegging, wraking of verhindering, wordt de deskundige in gemeen overleg vervangen hetzij door een enkel deskundige, hetzij door drie deskundigen. Kan men het niet eens worden, dan benoemt iedere partij een deskundige en wordt de derde aangewezen door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de onroerende goederen gelegen zijn.

ART. 14.

ART. 14.

La convention d'arbitrage opère au profit de l'expropriant le transfert de la propriété de l'immeuble à acquérir, l'extinction du droit à supprimer ou la constitution de la servitude à établir; s'il y a lieu, elle est immédiatement transcrite au bureau des hypothèques.

De overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak bewerkt, ten behoeve van den onteigenende, de overdracht van den eigendom van het te verkrijgen onroerend goed, de opheffing van het af te schaffen recht of de vestiging van de te stellen erfdienstbaarheid; zij wordt, zoo noodig, dadelijk overgeschreven ten kantore der hypotheeken.

Amendements
proposés par la Section centrale.

ART. 12.

En cas de décès, refus, déport, récusation ou empêchement d'un *arbitre*, le remplacement se fait par les parties ou, à défaut d'entente, par le président du tribunal si l'*arbitre* a été nommé de commun accord.

Si l'arbitre n'a pas été désigné de commun accord, il est remplacé par l'auteur de sa nomination, sinon par le président du tribunal, huit jours, au moins, après une sommation faite à la partie en défaut.

ART. 13.

Par dérogation aux trois articles qui précèdent, les parties peuvent, de commun accord, désigner un seul *arbitre* pour fixer le chiffre des indemnités.

En cas de décès, refus, déport, récusation ou empêchement, l'*arbitre* est remplacé de commun accord soit par un seul, soit par trois *arbitres*. A défaut d'entente, chaque partie nomme un *arbitre*, et le troisième est désigné par le président du tribunal de première instance de la situation des immeubles. *Ce magistrat nomme également l'arbitre de la partie en défaut, conformément à l'alinéa 2 de l'article 12.*

ART. 14.

La convention d'arbitrage opère au profit de l'expropriant le transfert de la propriété de l'immeuble à acquérir ou l'extinction du droit à supprimer; s'il y a lieu, elle est immédiatement transcrite au bureau des hypothèques.

Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 12.

In geval van overlijden, weigering, ambtsnederlegging, wraking of verhindering van een *scheidsrechter*, wordt in zijne vervanging voorzien door partijen of, zoo zij het niet eens worden, door den voorzitter der rechtbank, indien de *scheidsrechter* in gemeen overleg werd benoemd.

Werd de scheidsrechter niet in gemeen overleg aangewezen, dan wordt er, ten minste acht dagen na sommatie aan de partij die in gebreke is, in zijne vervanging voorzien door dengene van wien zijne benoeming is uitgegaan, zoo niet door den voorzitter der rechtbank.

ART. 13.

In afwijking van de drie voorgaande artikelen, mogen partijen, in gemeen overleg, een enkelen *scheidsrechter* aanwijzen om het bedrag der schadeloosstellingen te bepalen.

In geval van overlijden, weigering, ambtsnederlegging, wraking of verhindering, wordt de *scheidsrechter* in gemeen overleg vervangen hetzij door een enkel *scheidsrechter*, hetzij door drie *scheidsrechters*. Kan men het niet eens worden, dan benoemt iedere partij een *scheidsrechter* en wordt de derde aangewezen door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de onroerende goederen gelegen zijn. *Die magistraat benoemt insgelijks, overeenkomstig het 2^{de} lid van artikel 12, den scheidsrechter van de partij die in gebreke is.*

ART. 14.

De overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak bewerkt ten behoeve van den onteigenende de overdracht van den eigendom van het te verkrijgen onroerend goed of de opheffing van het af te schaffen recht; zij wordt, zoo noodig, dadelijk overgeschreven ten kantore der hypothecken.

Projet de loi.

Lorsque des hypothèques grèvent l'immeuble ou le droit réel cédé, l'immeuble au profit duquel existait un droit réel supprimé ou l'immeuble sur lequel une servitude est établie, la convention est signifiée par l'expropriant aux créanciers inscrits qui ne sont pas intervenus à l'acte, avec sommation de présenter leurs observations dans le délai de quinze jours. Le délai expiré sans qu'aucune opposition ait été notifiée à l'expropriant, les créanciers sont censés avoir adhéré à la convention et y être parties. En cas d'opposition en temps utile, il est procédé au règlement judiciaire de l'indemnité.

La signification prévue à l'alinéa qui précède est faite conformément aux prescriptions de l'article 9.

ART. 15.

S'il y a plusieurs coïntéressés, ils désignent, dans la convention, un mandataire commun qui les représente pour toute la durée de l'arbitrage et à qui sont faites toutes les significations nécessaires.

ART. 16.

Les experts ne sont astreints à aucune autre forme d'arbitrage que celles établies ci-après.

ART. 17.

Ils convoquent les parties sur les lieux litigieux, en laissant un délai minimum de cinq jours.

Wetsontwerp.

Wanneer het afgestane onroerend goed of het afgestane zakelijk recht, het onroerend goed ten welks behoeve een thans afgeschaft zakelijk recht bestond of het onroerend goed waarop eene erfdienstbaarheid is gevestigd, met hypotheek belast is, dan wordt de overeenkomst door den onteigenende aan de ingeschreven schuldeischers die niet bij de akte zijn opgetreden, betekend, met aanmaning tot indienen hunner aanmerkingen binnen eenen termijn van vijftien dagen. Loopt die termijn ten einde zonder dat aan den onteigenende eenig verzet betrekend werd, dan worden de schuldeischers geacht in de overeenkomst te berusten en daarbij partijen te zijn. Bij tijdig verzet, wordt de schadeloosstelling door rechterlijke beslissing bepaald.

De bij voorgaande alinea bedoelde betekening geschiedt zooals in artikel 9 voorgeschreven is.

ART. 15.

Zijn er verschillende medebelanghebbers, dan moeten zij in de overeenkomst een gevolmachtigde voor hen allen aanwijzen, die hen vertegenwoordigt zolang de scheidsrechterlijke uitspraak duurt, en aan wien alle noodige beteekeningen worden gedaan.

ART. 16.

Voor de scheidsrechterlijke uitspraak moeten de deskundigen geene andere formaliteiten naleven, dan de hierna vermelde.

ART. 17.

Zij roepen partijen op ter plaatse van het onderzoek en ruimen daarbij een termijn in van ten minste vijf dagen.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Le cas échéant, la convention est signifiée par l'expropriant aux créanciers et aux demandeurs en justice visés aux deux premiers alinéas de l'article 9, avec sommation de présenter leurs observations dans le délai de trente jours. Ce délai expiré, sans qu'aucune opposition ait été notifiée à l'expropriant, les créanciers et les demandeurs en justice, auxquels la signification a été faite, sont censés avoir adhéré à la convention et y être parties. En cas d'opposition en temps utile, il est procédé au règlement judiciaire de l'indemnité.

La signification prévue à l'alinéa qui précède est faite conformément aux prescriptions de l'article 9.

ART. 15.

S'il y a plusieurs coïntéressés, ils désignent, dans la convention, un mandataire commun, chez qui ils élisent domicile, qui les représente pour toute la durée de l'arbitrage et à qui sont faites toutes les significations nécessaires.

ART. 16.

Les arbitres ne sont astreints à aucune autre forme d'arbitrage que celles établies ci-après.

ART. 17.

Ils convoquent les parties sur les lieux litigieux, par lettre recommandée à la poste et adressée au domicile renseigné ou élu dans la convention, en laissant un délai minimum de huit jours. Ce délai prend cours à partir du surlendemain de la remise de la lettre à la poste.

**Amendementen
door de Middelenafdeeling voorgesteld.**

Bij voorkomend geval, wordt de overeenkomst door den onttegenende beteekend aan de in de twee eerste alinea's van artikel 9 bedoelde schuldeischers en eischers in rechten, met aanmaning tot het indienen hunner aanmerkingen binnen een termijn van dertig dagen. Loopt deze termijn ten einde zonder dat aan den onttegenende eenig verzet werd beteekend, dan worden de schuldeischers en de eischers in rechten, aan wie de beteekening werd gedaan, geacht in de overeenkomsten toe te stemmen en daarbij partijen te zijn. Bij tijdig verzet, wordt de schade-loesstelling door rechterlijke beslissing bepaald.

De bij het vorig lid voorziene beteekening geschiedt zooals in artikel 9 is voorgescreven.

ART. 15.

Zijn er verschillende medebelanghebberen, dan wordt door hen, in de overeenkomst, een gemeenschappelijke gevolmachtigde aangewezen, bij wien zij domicilie kiezen, die hen vertegenwoordigt zolang de scheidsrechterlijke uitspraak duurt, en aan wien alle noodige beteekeningen worden gedaan.

ART. 16.

Voor de scheidsrechterlijke uitspraak moeten de deskundigen geene andere formaliteiten naleven, dan de hierna vermelde.

ART. 17.

Bij ter post aangeleekenden brief, gezonden aan het in de overeenkomst aangeduid of gekozen domicilie, roepen zij partijen op ter plaasse van het onderzoek en ruimen daarbij een termijn in van ten minste acht dagen. Deze termijn vangt aan te rekenen van den horenden dag na de bezorging van den brief op de post.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 18.

ART. 18.

Au jour fixé, les parties, ainsi que les autres intéressés qui se présenteraient d'office, remettent aux experts les titres, documents et notes qu'ils jugent utiles pour l'appréciation du montant des indemnités à régler; les experts dressent inventaire de ces pièces et les paraphent. Chacun des intéressés peut prendre communication des pièces produites par une autre partie.

Op den bepaalden dag overhandigen partijen alsmede de andere belanghebbenden die uit eigen beweging zouden opkomen, aan de deskundigen de titels, bescheiden en nota's die zij tot waardceering van het bedrag der te regelen schadeloosstellingen nuttig achten; de deskundigen maken een inventaris van die stukken op en kortteekenen ze. Ieder belanghebbende mag kennis nemen van de door eene wederpartij overgelegde stukken.

ART. 19.

ART. 19.

Dans les cas où les intéressés ne peuvent fournir de note écrite sur leurs prétentions, les experts dressent acte de leurs dires et leur font signer cet acte après lecture.

Wanneer de belanghebbenden geene geschreven nota omtrent hunne aanspraken indienen kunnen, wordt van hunne verklaringen eene akte opgemaakt door de deskundigen, die hen die akte, na voorlezing, doen onderteekenen.

Si les intéressés ne savent signer, les experts en font mention dans leur procès-verbal.

Kunnen de belanghebbende niet onderteekenen, dan maken de deskundigen daarvan melding in hun proces-verbaal.

ART. 20.

ART. 20.

Chaque intéressé est recevable à produire des notes en réponse aux pièces qui lui sont communiquées; les experts fixent le délai dans lequel les réponses doivent leur être remises.

Het is iederen belanghebbende toegelaten nota's over te leggen ter beantwoording van de hem medegedeelde stukken; de deskundigen bepalen binnen welken termijn de antwoorden hun moeten overhandigd worden.

ART. 21.

ART. 21.

Les experts déterminent séparément le chiffre de chaque indemnité pour chacun des intéressés.

Leurs décisions sont prises à la majorité.

S'ils sont tous trois d'un avis différent, le chiffre est fixé par l'évaluation qui n'est ni la plus haute ni la plus basse.

De deskundigen bepalen afzonderlijk het bedrag van elke schadeloosstelling voor ieder belanghebbende.

Hunne beslissingen worden bij meerderheid genomen.

Wanneer alle drie van meening verschillen, wordt als bedrag bepaald de schatting die noch de hoogste noch de laagste is.

Amendements
proposés par la Section centrale.

ART. 18.

Au jour fixé, les parties, ainsi que les autres intéressés qui se présenteraient d'office, remettent aux experts les titres, documents et notes qu'ils jugent utiles pour l'appréciation du montant des indemnités à régler; les *arbitres* dressent inventaire de ces pièces et les paraphent. Chacun des intéressés peut prendre communication des pièces produites par une autre partie.

ART. 19.

Dans les cas où les intéressés ne peuvent fournir de note écrite sur leurs prétentions, les *arbitres* dressent acte de leurs dires et leur font signer cet acte après lecture.

Si les intéressés ne savent signer, les *arbitres* en font mention dans leur procès-verbal.

ART. 20.

Chaque intéressé est recevable à produire des notes en réponse aux pièces qui lui sont communiquées; les *arbitres* fixent le délai dans lequel les réponses doivent leur être remises.

ART. 21.

Les *arbitres* déterminent séparément le chiffre de chaque indemnité pour chacun des intéressés.

Leurs décisions sont prises à la majorité.

S'ils sont tous trois d'un avis différent, le chiffre est fixé par l'évaluation qui n'est ni la plus haute ni la plus basse.

Amendementen
door de Middelfafdeeling voorgesteld.

ART. 18.

Op den bepaalden dag overhandigen partijen alsmede de andere belanghebbenden die uit eigen beweging zouden opkomen, aan de deskundigen de titels, bescheiden en nota's die zij tot waardeering van het bedrag der te regelen schadeloosstellingen nuttig achten; de *scheidsrechters* maken een inventaris van die stukken op en kortteekenen ze. Ieder belanghebbende mag kennis nemen van de door eene wederpartij overgelegde stukken.

ART. 19.

Wanneer de belanghebbenden geene geschreven nota omtrent hunne aanspraken kunnen indienen, wordt van hunne verklaringen eene akte opgemaakt door de *scheidsrechters*, die hen die akte, na voorlezing, doen onderteekenen.

Kunnen de belanghebbende niet onderteekenen, dan maken de *scheidsrechters* daarvan melding in hun proces-verbaal.

ART. 20.

Het is iederen belanghebbende toegelaten nota's over te leggen ter beantwoording van de hem medegedeelde stukken; de *scheidsrechters* bepalen binnen welken termijn de antwoorden hun moeten overhandigd worden.

ART. 21.

De *scheidsrechters* bepalen afzonderlijk het bedrag van elke schadeloosstelling voor iederen belanghebbende.

Hunne beslissingen worden bij meerderheid genomen.

Wanneer alle drie van meening verschillen, wordt als bedrag bepaald de schatting die noch de hoogste noch de laagste is.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 22.

ART. 22.

Les experts formulent leurs évaluations dans un acte dont ils remettent l'original à l'expropriant et une copie, certifiée par eux, à l'exproprié.

De deskundigen geven hunne schattingen op in eene akte waarvan zij het oorspronkelijke aan den onteigenende en een door hen gewaarmerkte copij aan den onteigende overhandigen.

ART. 23.

ART. 23.

Les experts terminent leurs opérations dans les trois mois de la convention d'arbitrage, sinon il ne leur est accordé d'honoraires que s'ils établissent, à la satisfaction du président du tribunal, que le retard ne leur est pas imputable.

De deskundigen volbrengen hunne werkzaamheden binnen drie maanden na de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, zoo niet wordt hun alleen loon toegelegd, zoo zij, ter voldoening van den voorzitter der rechtbank, bewijzen dat de vertraging hun niet kan ten laste worden gelegd.

S'ils n'ont pas terminé leurs opérations dans le délai fixé, la convention d'arbitrage conserve néanmoins ses effets, mais le président du tribunal peut, à la requête de la partie la plus diligente, ordonner que de nouveaux experts seront nommés en remplacement de ceux qui sont en faute, conformément aux règles tracées par l'article 12 et par le deuxième alinéa de l'article 13.

Zoo de deskundigen hunne werkzaamheden niet volbracht hebben binnen den bepaalden tijd, blijft de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak niettemin van kracht, maar alsdan mag de voorzitter der rechtbank, op verzoek van de meest gereede partij, gelasten dat nieuwe deskundigen, ter vervanging van de in gebreke geblevenen, worden benoemd, overeenkomstig de in artikel 12 en in de tweede alinea van artikel 13 gestelde regelen.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 22.

Les arbitres formulent leurs évaluations dans un acte que l'un d'eux dépose, dans les trois jours, au greffe civil du tribunal de première instance de la situation des biens et dont ils adressent une expédition, par lettre recommandée à la poste, tant à l'expropriant qu'à l'exproprié.

ART. 23.

Les arbitres terminent leurs opérations dans les trois mois de la notification de leur nomination, qui leur a été faite conformément au dernier alinéa de l'article 14. Toutefois, si le contrat a été signifié par l'expropriant conformément à l'article 14, le délai de trois mois ne commence à courir qu'à partir de l'expiration des trente jours pendant lesquels les créanciers et les demandeurs en justice peuvent requérir le règlement judiciaire des indemnités.

A défaut de rendre leur sentence dans ces délais, les arbitres encourent chacun, de plein droit, par jour de retard, une sentence de 20 francs sur leurs honoraires, à moins qu'ils n'établissent, à la satisfaction du président du tribunal, que le retard ne leur est pas imputable.

S'ils n'ont pas terminé leurs opérations dans le délai fixé, la convention d'arbitrage conserve néanmoins ses effets, mais le président du tribunal peut, à la requête de la partie la plus diligente, ordonner que de nouveaux arbitres seront nommés en remplacement de ceux qui sont en faute, conformément aux règles tracées par l'article 12 et par le deuxième alinéa de l'article 13.

Ce remplacement est immédiatement notifié aux arbitres en faute par lettre recommandée à la poste.

Dans ce cas, les arbitres en faute n'ont droit à aucun honoraire.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

ART. 22.

De scheidsrechters geven hunne schattingen op in eene akte, welke één hunner, binnen drie dagen, neerlegt ter burgerlijke griffie der rechtbank van eersten aanleg in welker gebied de goederen gelegen zijn en daarvan wordt door hen, bij ter post aangeeekenden brief, een afschrift gezonden én aan den onteigenende én aan den onteigende.

ART. 23.

De scheidsrechters volbrengen hunne verrichtingen binnen drie maanden nadat hunne benoeming hun werd beteeekend overeenkomstig het laatste lid van artikel 14. Werd echter de overeenkomst door den onteigenende beteeekent overeenkomstig artikel 14, dan neemt de termijn slechts aanvang na afloop van de dertig dagen gedurende welke de schuldeischers en de eischers in rechten de gerechtelijke regeling der vergoedingen kunnen vorderen.

Brengen de scheidsrechters hunne beslissing niet uit binnen die termijnen, dan wordt ieder hunner, voor elken dag vertraging, van rechtswege 20 frank afgehouden op hun loon, tenzij ze, ter voldoening van den voorzitter der rechtbank, bewijzen dat de vertraging hun niet ten laste kan worden gelegd.

Zoo de deskundigen hunne werkzaamheden niet volbracht hebben binnen den bepaalde tijd, blijft de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak niettemin van kracht, maar alsdan mag de voorzitter der rechtbank, op verzoek van de meest gereede partij, gelasten dat nieuwe scheidsrechters, ter vervanging van de in gebreke geblevenen, worden benoemd, overeenkomstig de in artikel 12 en in de tweede alinea van artikel 13 gestelde regelen.

Die vervanging wordt aan de in gebreke gebleven scheidsrechters onmiddellijk beteeekend bij ter post aangeteekenden brief.

In dit geval hebben de in gebreke gebleven scheidsrechters geen recht op eenig loon.

Projet de loi.

Les nouveaux experts doivent terminer leurs opérations dans un délai à fixer par le président du tribunal et qui ne peut dépasser trois mois. Faute d'avoir terminé dans ce délai, la disposition du premier alinéa du présent article leur est applicable.

ART. 24.

Si les parties ne s'entendent pas pour l'exécution à l'amiable de la sentence arbitrale, celle-ci est rendue exécutoire par une ordonnance du président du tribunal de première instance de la situation des biens; à cet effet, la minute de la sentence est déposée au greffe du tribunal.

En vertu de cette ordonnance, et nonobstant tout recours, le montant de l'indemnité fixée par les experts est versé à la caisse des dépôts et consignations; et l'expropriant est libéré de tous les chefs d'indemnité sur lesquels a porté la convention d'arbitrage. Les droits des créanciers inscrits qui sont intervenus à l'acte et des créanciers auxquels a été faite la signification prévue par l'article 14, sont reportés sur la somme consignée et ne peuvent être opposés à l'expropriant.

L'agent de la caisse ne peut vider ses mains que dans les conditions indiquées aux alinéas 5 à 8 de l'article 9.

Wetsontwerp.

De nieuwe deskundigen moeten hunne werkzaamheden volbrengen binnen een door den voorzitter der rechtbank te bepalen termijn, dewelke niet meer dan drie maanden mag bedragen. Zoo niet, is het bepaalde in de eerste alinea van dit artikel op hen van toepassing.

ART. 24.

Komen partijen niet overeen omtrent de tenuitvoerlegging in der minne van de scheidsrechterlijke uitspraak, dan wordt deze uitvoerbaar gemaakt bij bevelschrift van den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de goederen gelegen zijn; te dien einde wordt de minuut der uitspraak ter griffie van de rechtbank nedergelegd.

Krachtens dat bevelschrift, en niettegenstaande alle beroep, wordt het bedrag der door de deskundigen bepaalde schadeloosstelling in de kas van deposito en consignatiën gestort; en de onteigenende is ontheven van alle aanleidingen tot schadeloosstelling bij de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak bedoeld. De rechten der ingeschreven schuldeischers welke bij de akte zijn opgetreden en van de schuldeischers wien in de artikel 14 bedoelde beteekening werd gedaan, worden op de in consignatie gestelde gelden overgebracht en zij kunnen tegen den onteigenende niet worden geldend gemaakt.

De agent der kas mag niets uit handen geven dan in de voorwaarden bij alinea's 5 tot 8 van artikel 9 gesteld.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Les nouveaux arbitres doivent terminer leurs opérations dans un délai à fixer par le président du tribunal et qui ne peut dépasser trois mois. Faute d'avoir terminé dans ce délai, la disposition du deuxième alinéa du présent article leur est applicable.

ART. 24.

Si les parties ne s'entendent pas pour l'exécution à l'amiable de la sentence arbitrale, celle-ci est rendue exécutoire, sur requête de la partie la plus diligente, par une ordonnance du président du tribunal de première instance de la situation des biens.

En vertu de cette ordonnance, et nonobstant tout recours, le montant de l'indemnité fixée par les arbitres est versé à la caisse des dépôts et consignations; et l'expropriant est libéré de tous les chefs d'indemnité sur lesquels a porté la convention d'arbitrage. Les droits des créanciers et des demandeurs en justice qui sont intervenus à l'acte, ainsi que les droits des intéressés auxquels a été faite la signification prévue par l'article 14, sont reportés sur la somme consignée et ne peuvent être opposés à l'expropriant.

L'agent de la caisse ne peut vider ses mains que dans les conditions indiquées aux alinéas 6 à 9 de l'article 9.

La convention d'arbitrage est tenue pour non avenue, sans préjudice de la réparation du dommage causé à l'exproprié, si la consignation n'est pas effectuée dans les quatre mois d'une sommation faite à l'expropriant en vertu de l'ordonnance du président prévue au premier alinéa du présent article.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

De nieuwe scheidsrechters moeten hunne werkzaamheden volbrengen binnen een door den voorzitter der rechtbank te bepalen termijn, welke niet meer dan drie maanden mag bedragen. Zoo niet, is het bepaalde in de tweede alinea van dit artikel op hen van toepassing.

ART. 24.

Komen partijen niet overeen omtrent de minnelijke tenuitvoerlegging van de scheidsrechterlijke uitspraak, dan wordt deze, op verzoekschrift van de meestgereede partij, uitvoerbaar verklaard bij bevel van den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de goederen zijn gelegen.

Krachtens dat bevelschrift, en niettegenstaande alle beroep, wordt het bedrag der door de scheidsrechters bepaalde schadeloosstelling in de deposito- en consignatiekas gestort; en de onteigenende is ontheven van alle aanleidingen tot schadeloosstelling bij de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak bedoeld. De rechten der schuldeischers en der eischers in rechten die bij de akte zijn opgetreden, alsmede de rechten van de belanghebbenden wien in de artikel 14 bedoelde betekening werd gedaan, worden op de in consignatie gestelde gelden overgebracht en zij kunnen tegen den onteigenende niet worden geldend gemaakt.

De agent der kas mag niets uit handen geven dan in de voorwaarden bij de alinea's 6 tot 9 van artikel 9 gesteld.

Geschiedt de consignatie niet binnen vier maanden na aanmaning den onteigenende gedaan uit kracht van het bevelschrift des voorzitters, bij het eerste lid van dit artikel voorzien, dan wordt de scheidsrechterlijke overeenkomst geacht niet te bestaan, onverminderd de vergoeding van de schade aan den onteigenende veroorzaakt.

Projet de loi.

§ 5. — DISPOSITIONS COMMUNES AUX CESSIONS AMIALES ET AUX CONVENTIONS D'ARBITRAGE.

ART. 25.

Les immeubles et les droits appartenant aux incapables ci-après désignés peuvent faire l'objet de cessions amiables ou de conventions d'arbitrage, pourvu que ces contrats soient consentis, savoir :

Ceux intéressant des enfants à naître, des mineurs sous tutelle, des interdits, des aliénés colloqués non interdits, des aliénés non colloqués dont l'interdiction est demandée, des absents ou présumés absents, par leurs représentants légaux avec l'autorisation du conseil de famille et du juge de paix ;

Ceux intéressant des mineurs émancipés, par ces mineurs avec la même autorisation ;

Ceux intéressant des mineurs placés dans un hospice, par leurs représentants légaux avec l'autorisation de la commission administrative de l'hospice et du juge de paix ;

Ceux intéressant des contumaces ou des mineurs sous administration légale, par leurs représentants légaux avec l'autorisation du juge de paix.

ART. 26.

Les immeubles et les droits dépendant d'une succession bénéficiaire, d'une succession vacante ou d'une masse faillie peuvent faire l'objet de cessions amiables ou de conventions d'arbitrage, si les héritiers ou le curateur y sont autorisés respectivement par le président du tribunal de première instance et par le juge-commissaire à la faillite.

Wetsontwerp.

§ 5. — BEPALINGEN GEMEEN AAN DEN MINNELIJKEN AFSTAND EN AAN DE OVEREENKOMST TOT SCHEIDSRECHTERLIJKE UITSpraak.

ART. 25.

De onroerende goederen en de rechten die aan de verder genoemde onbekwamen toebehooren, mogen tot minnelijken afstand of overeenkomsten tot scheidsrechterlijke uitspraak aanleiding geven, mits die kontrakten worden aangegaan :

Zij die nog ongebornen kinderen, onder voogdij staande minderjarigen, geïnterdiceerden, niet geïnterdiceerde opgesloten krankzinnigen, niet opgesloten krankzinnigen wier interdictie is aangevraagd, afwezig of afwezig vermoeden, aanbelangen, door dezer wettige vertegenwoordigers, mits de machtiging van den familieraad en van den vrederechter ;

Zij die ontvoogde minderjarigen aanbelangen, door die minderjarigen, mits dezelfde machtiging ;

Zij die in een godshuis geplaatste minderjarigen aanbelangen, door dezer wettige vertegenwoordigers, mits de machtiging van de commissie tot beheer van het godshuis en van den vrederechter ;

Zij die wederspanningen aan de wet of onder wettig beheer gestelde minderjarigen aanbelangen, door dezer wettige vertegenwoordigers, mits de machtiging van den vrederechter.

ART. 26.

De onroerende goederen en de rechten, ahangende van eene erfenis onder voorrecht, van eene ledige erfenis of van een faillieten boedel, kunnen aanleiding geven tot minnelijken afstand of overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, wanneer de erfgenamen of de curator daartoe onderscheidenlijk zijn gemachtigd door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg en door den rechter-commissaris bij het faillissement.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

§ 3. — DISPOSITIONS *spéciales* AUX CESSIONS AMIABLES ET AUX CONVENTIONS D'ARBITRAGE.

ART. 25.

Les immeubles et les droits appartenant aux incapables ci-après désignés peuvent faire l'objet de cessions amiables, pourvu que ces contrats soient consentis, savoir :

Ceux intéressant des enfants à naître, des mineurs sous tutelle, des interdits, des aliénés colloqués non interdits, des aliénés non colloqués dont l'interdiction est demandée, des absents ou présumés absents, par leurs représentants légaux avec l'autorisation du conseil de famille *homologuée par le tribunal*;

Ceux intéressant des mineurs émancipés par ces mineurs *assistés de leurs curateurs autorisés par le tribunal*;

Ceux intéressant des mineurs placés dans un hospice, par leurs représentants légaux avec l'autorisation de la commission administrative de l'hospice *et du tribunal*.

Ceux intéressant des contumaces ou des mineurs sous administration légale, par leurs représentants légaux avec l'autorisation *du tribunal*.

ART. 26.

Les immeubles et les droits dépendant d'une succession bénéficiaire, d'une succession vacante ou d'une masse faillie peuvent faire l'objet de cessions amiables, si les *héritiers ou le curateur y sont autorisés par le tribunal de première instance*.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

§ 3. — *Bijzondere* BEPALINGEN VOOR DEN MINNELIJKEN AFSTAND EN DE OVEREENKOMST TOT SCHEIDSRECHTERLIJKE UITSPRAAK.

ART. 25.

De onroerende goederen en de rechten die aan de hierna genoemde onbekwamen toebehooren, mogen tot minnelijken afstand aanleiding geven, mits de kontrakten worden aangegaan :

Zij die nog ongebornen kinderen, onder voogdij staande minderjarigen, geïnterdiceerden, niet geïnterdiceerde opgesloten krankzinnigen, niet opgesloten krankzinnigen wier interdictie is aangevraagd, afwezigen of afwezig vermoeden aanbelangen, door hunne wettige vertegenwoordigers, mits de machtiging van den familieraad, *door de rechtbank bekrachtigd*;

Zij die ontvoogde minderjarigen aanbelangen, door die minderjarigen, *bijgestaan door hunne voogden daartoe door de rechtbank gemachtigd*;

Zij die in een godshuis geplaatste minderjarigen aanbelangen, door hunne wettige vertegenwoordigers, met machtiging van de commissie tot beheer van het godshuis *en van de rechtbank*.

Zij die wederspanningen aan de wet of onder wettig beheer gestelde minderjarigen aanbelangen, door hunne wettige vertegenwoordigers, met machtiging *van de rechtbank*.

ART. 26.

De onroerende goederen en de rechten, afhangende van eene erfenis onder voorrecht, van eene ledige erfenis of van een faillieten boedel, kunnen aanleiding geven tot minnelijken afstand, *wanneer de erfgenamen of de curator daartoe zijn gemachtigd door de rechtbank van eersten aanleg*.

Projet de loi.

Le grevé de substitution peut faire les mêmes contrats avec l'assistance du tuteur à la substitution et moyennant l'autorisation du juge de paix.

ART. 27.

Les immeubles et les droits dotaux peuvent faire l'objet de cessions amiables ou de conventions d'arbitrage. Les contrats sont conclus par la femme avec le consentement de son mari et moyennant l'autorisation du juge de paix donnée sur simple requête présentée par les deux époux.

Le juge détermine les conditions du emploi si elles ne l'ont pas été par le contrat de mariage.

A défaut de emploi, l'indemnité est versée à la caisse des dépôts et consignations, et la déclaration de dépôt mentionne l'obligation du emploi. L'agent de la caisse ne peut vider ses mains que moyennant la justification du emploi accepté par l'expropriant ou l'autorisation de ce dernier.

Si l'obligation du emploi n'a pas été mentionnée dans la déclaration de dépôt, l'agent de la caisse est déchargé de toute responsabilité relativement au emploi.

Les dispositions contenues dans les trois alinéas qui précèdent sont applicables à tous les cas où, quel que soit le régime sous lequel les époux sont mariés, le emploi est obligatoire pour les tiers.

ART. 28.

La femme séparée de corps peut faire une cession amiable ou une convention d'arbitrage sans autorisation de son mari ni de la justice.

Wetsontwerp.

De meterfstelling over de hand bezwaarde mag dezelfde kontrakten aangaan, mits hij bijgestaan zij door den voogd over de erfstelling en mits de machtiging van den vrederechter.

ART. 27.

De onroerende huwelijksgoederen en de huwelijksrechten mogen aanleiding geven tot minnelijken afstand of overeenkomst tot scheidsrechterlijke overeenkomst. De kontrakten worden aangegaan door de vrouw met toestemming van den man en mits machtiging door den vrederechter verleend op eenvoudig verzoekschrift door beide echtgenooten overgêlegd.

De rechter bepaalt de voorwaarden van de wederbelegging zoo die in het huwelijkskontraht niet reeds bepaald zijn.

Bij niet wederbelegging, wordt de schadeloosstelling gestort in de kas van deposito en consignatiën, en de verklaring van inbewaargeving vermeldt alsdan de verplichting tot wederbelegging. De agent der kas mag niets uit handen geven dan mits bewijs van de door den onteigenende aangenomen wederbelegging of mits de machtiging van dezen.

Zoo in de verklaring van inbewaargeving de verplichting tot wederbelegging niet is vermeld, dan is de agent der kas ontlast van alle aansprakelijkheid wegens de wederbelegging.

Het bepaalde in de drie voorgaande alinea's is van toepassing telkens — onder welke huwelijksche voorwaarden ook de echtgenooten getrouwd zijn — de wederbelegging voor de derden verplichtend is.

ART. 28.

De van tafel en bed gescheiden vrouw mag zonder de machtiging van haren echtgenoot of van den rechter, in der minne afstand doen of eene overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak aangaan.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Le grevé de substitution peut faire les mêmes contrats avec l'assistance du tuteur à la substitution et moyennant l'autorisation du *tribunal de première instance*.

ART. 27.

Les immeubles et les droits dotaux peuvent faire l'objet de cessions amiables. Les contrats sont conclus par la femme avec le consentement de son mari et moyennant l'autorisation du *tribunal de première instance*, donnée sur simple requête présentée par les deux époux.

Le *tribunal* détermine les conditions du emploi si elles ne l'ont pas été par le contrat de mariage.

A défaut de emploi, l'indemnité est versée à la caisse des dépôts et consignations, et la déclaration de dépôt *doit mentionner* l'obligation du emploi. L'agent de la caisse ne peut vider ses mains que moyennant la justification du emploi accepté par l'expropriant ou l'autorisation par ce dernier.

Si l'obligation du emploi n'a pas été mentionnée dans la déclaration de dépôt, l'agent de la caisse est déchargé de toute responsabilité relativement au emploi.

Les dispositions contenues dans les trois alinéas qui précèdent sont applicables à tous les cas où, quel que soit le régime sous lequel les époux sont mariés, le emploi est obligatoire pour les tiers.

ART. 28.

La femme séparée de corps peut faire une cession amiable avec l'autorisation du *tribunal de première instance*.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

De met erfstelling over de hand bezwaarde mag dezelfde kontrakten aangaan, mits hij bijgestaan zij door den voogd over de erfstelling en mits de machtiging *der rechtbank van eersten aanleg*.

ART. 27.

De onroerende huwelijksgoederen en de huwelijksrechten mogen aanleiding geven tot minnelijken afstand. De kontrakten worden aangegaan door de vrouw met toestemming van den man en mits machtiging *der rechtbank van eersten aanleg*, verleend op eenvoudig verzoekschrift door beide echtgenooten overgelegd.

De *rechtbank* bepaalt de voorwaarden van de wederbelegging zoo die in het huwelijkskontraat niet reeds bepaald zijn.

Bij niet-wederbelegging, wordt de schadeloosstelling gestort in de deposito- en consignatiekas, en de verklaring van inbewaargeving *moet* de verplichting tot wederbelegging *vermelden*. De agent der kas mag niets uit handen geven dan tegen bewijs van de door den onteigenende aangenomen wederbelegging of mits de machtiging van dezen.

Zoo in de verklaring van inbewaargeving de verplichting tot wederbelegging niet is vermeld, dan is de agent der kas ontlast van alle aansprakelijkheid wegens de wederbelegging.

Het bepaalde in de drie voorgaande alinea's is van toepassing telkens als — onder welke huwelijksche voorwaarden ook de echtgenooten getrouwd zijn — de wederbelegging voor de derden verplicht is.

ART. 28.

De van tafel en bed gescheiden vrouw mag, met machtiging *der rechtbank van eersten aanleg*, in der minne afstand doen.

Projet de loi.

La femme dont le mari est mineur, interdit, aliéné non interdit, placé sous conseil judiciaire, absent, présumé absent ou contumace, peut faire les mêmes contrats moyennant l'autorisation du juge de paix.

ART. 29.

Les provinces, communes et établissements publics dont les immeubles et les droits sont soumis à expropriation peuvent faire une cession amiable ou une convention d'arbitrage moyennant les autorisations requises pour les aliénations.

Le Ministre des Finances et des Travaux publics peut faire les mêmes contrats relativement au domaine privé de l'État, lorsque l'expropriation est poursuivie par une province, une commune ou un établissement public.

ART. 30.

Dans tous les cas où, en vertu du présent titre, l'indemnité allouée est versée à la caisse des consignations, l'expropriant notifie la déclaration de dépôt à la partie expropriée.

Toutes les notifications et convocations à faire en exécution du même titre peuvent avoir lieu par lettre recommandée à la poste. La remise de la lettre à la poste vaut information à compter du surlendemain de cette remise.

Wetsontwerp.

De vrouw, wier echtgenoot minderjarig is, geïnterdiceerd is, krankzinnig maar niet geïnterdiceerd is, onder rechterlijk raadsman staat, afwezig is, vermoed is afwezig te zijn, wederspanning aan de wet is, mag dezelfde kontrakten aangaan mits de machtiging van den vrederechter.

ART. 29.

De provinciën, gemeenten of openbare instellingen, waarvan de onroerende goederen en de rechten aan onteigening onderworpen zijn, mogen in der minne afstand doen of eene overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak aangaan, mits de voor vervreemdingen vereischte machtigingen.

De Minister van Financiën en Openbare Werken mag dezelfde kontrakten aangaan wat betreft 's Rijks privaat domein, wanneer de onteigening wordt gevorderd door eene provincie, eene gemeente of eene openbare instelling.

ART. 30.

In al de gevallen wanneer, krachtens dezen titel, de toegekende schadeloosstelling in de consignatie-kas gestort wordt, beteekent de onteigene de verklaring van nederlegging aan de onteigende partij.

Al de beteekeningen en oproepingen, ter uitvoering van denzelfden titel te doen, mogen geschieden bij ter post aangeteekenden brief. De bezorging van den brief ter post geldt voor kennisgeving te rekenen van den tweeden dag na die bezorging.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

La femme dont le mari est mineur, interdit, aliéné *colloqué* non interdit, *aliéné non colloqué sous le coup d'une demande d'interdiction*, placé sous conseil judiciaire, absent, présumé absent ou contumace, peut faire les mêmes contrats moyennant l'autorisation du tribunal de première instance.

ART. 28^{bis}.

La connaissance des homologations et des autorisations dont il est parlé au présent paragraphe est attribuée au tribunal de la situation des immeubles à exproprier.

ART. 29.

Les provinces, communes et établissements publics dont les immeubles et les droits sont soumis à expropriation peuvent faire une cession amiable ou une convention d'arbitrage moyennant les autorisations requises pour les aliénations.

Le Ministre des Finances et des Travaux publics peut faire les mêmes contrats relativement au domaine privé de l'État, lorsque l'expropriation est poursuivie par une province, une commune ou un établissement public.

ART. 30.

Dans tous les cas où, en vertu du présent titre, l'indemnité allouée est versée à la caisse des consignations, l'expropriant notifie la déclaration de dépôt à la partie expropriée.

Supprimer le second alinéa.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

De vrouw, wier echtgenoot minderjarig is, geïnterdiceerd is, krankzinnig *opgesloten* maar niet geïnterdiceerd is, *krankzinnig niet opgesloten en tegen wien een eisch tot interdictie is ingesteld*, onder rechterlijken raadsman staat, afwezig is, vermoed is afwezig te zijn, wederspanning aan de wet is, mag dezelfde kontrakten aangaan met machtiging der rechtbank van eersten aanleg.

ART. 28^{bis}.

Het is de rechtbank, binnen welker gebied de te onteigenen goederen zijn gelegen, die kennis neemt van de bekrachtigingen en machtigingen waarvan sprake in deze paragraaf.

ART. 29.

De provinciën, gemeenten of openbare instellingen, waarvan de onroerende goederen en de rechten aan onteigening onderworpen zijn, mogen in der minne afstand doen of eene overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak aangaan, mits de voor vervreemdingen vereischte machtigingen.

De Minister van Financiën en Openbare Werken mag dezelfde kontrakten aangaan wat betreft 's Rijks privaat domein, wanneer de onteigening wordt gevorderd door eene provincie, eene gemeente of eene openbare instelling.

ART. 30.

In al de gevallen wanneer, krachtens dezen titel, de toegekende schadeloosstelling in de consignatiekas gestort wordt, beteekent de onteigene de verklaring van nederlegging aan de onteigende partij.

Het tweede lid te doen wegvallen.

Projet de loi.

ART. 31.

Les cessions amiables, les conventions d'arbitrage, les quittances et tous autres actes, y compris les procurations, relatifs aux acquisitions pour cause d'utilité publique, peuvent être passés sans frais à l'intervention soit du Ministre compétent ou du fonctionnaire qu'il a délégué, agissant au nom de l'État, soit du fonctionnaire chargé de diriger les négociations et les expropriations agissant en la même qualité, soit du gouverneur agissant au nom de l'État ou de la province, soit du bourgmestre agissant au nom de la commune ou des établissements publics qui y ont leur siège.

ART. 32.

Les dispositions du présent titre s'appliquent à toute convention destinée à remplacer la procédure de l'expropriation, même si les formalités administratives dont il s'agit au titre premier n'ont pas été remplies. Dans ce cas, l'acte indique le but d'utilité publique.

Ces dispositions sont également applicables aux conventions relatives aux excédents d'immeubles, non compris dans le périmètre des travaux, dont l'achat est fait en vue d'éviter le paiement d'indemnités de dépréciation.

TITRE III.

De la procédure en expropriation et du règlement judiciaire de l'indemnité.

ART. 33.

A défaut de convention entre les parties, l'expropriation s'opère par autorité de justice.

Wetsontwerp.

ART. 31.

De minnelijke afstand, de overeenkomsten tot scheidsrechterlijke uitspraak, de kwijtbrieven, en alle andere akten, met inbegrip van de volmachten, rakende de aankopen ten algemeenen nutte, mogen kosteloos verleden worden, door tuschenkomst hetzij van den bevoegden Minister of van den door hem gemachtigden ambtenaar, handelende namens den Staat, hetzij van den ambtenaar belast met het beleid van de onderhandelingen en de onteigeningen handelende in dezelfde hoedanigheid, hetzij van den Gouverneur, handelende namens den Staat of namens de provincie, hetzij van den burgemeester, handelende namens de gemeente of namens de aldaar gevestigde openbare instellingen.

ART. 32.

De bepalingen van dezen titel zijn van toepassing op alle overeenkomst ter vervanging der onteigeningsproceduur, ook wanneer de onder titel I bedoelde bestuurlijke pleegvormen niet werden vervuld. Alsdan vermeldt de akte het doel van openbaar nut.

Die bepalingen zijn insgelijks van toepassing op de overeenkomsten betreffende excedenten van onroerende goederen, die niet tot den omvang van het werk behooren, en die aangekocht worden ter vermijding van het betalen van vergoedingen wegens waardevermindering.

TITEL III.

Van de rechtspleging tot onteigening en de rechterlijke bepaling van de schadeloosstelling.

ART. 33.

Bij gebreke aan overeenkomst tuschen partijen, geschiedt de onteigening op rechtsgezag.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Art. 51.

Le supprimer. Cette disposition sera reportée au titre VI : Dispositions diverses (art. 82^{bis}).

Art. 32.

Les dispositions du présent titre s'appliquent à toute convention destinée à remplacer la procédure de l'expropriation, même si les formalités administratives dont il s'agit au titre premier n'ont pas été remplies. Dans ce cas, l'acte indique le but d'utilité publique.

Ces dispositions sont également applicables aux conventions relatives aux excédents d'immeubles, non compris dans le périmètre des travaux, dont l'achat est fait en vue d'éviter le paiement d'indemnités de dépréciation ou dans le cas prévu au 4^e alinéa de l'article 1^{bis}.

TITRE III.

De la procédure en expropriation et du règlement judiciaire de l'indemnité.

Art. 33.

A défaut de convention entre les parties, l'expropriation s'opère par autorité de justice.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

Art. 51.

Dit artikel te doen wegvallen. Deze bepaling wordt overgebracht naar titel VI : Verschillende bepalingen (art. 82^{bis}).

Art. 32.

De bepalingen van dezen titel zijn van toepassing op alle overeenkomst ter vervanging der onteigeningsprocedure, ook wanneer de onder titel I bedoelde bestuurlijke formaliteiten niet werden vervuld. Alsdan vermeldt de akte het doel van openbaar nut.

Die bepalingen zijn insgelijks van toepassing op de overeenkomsten betreffende excédenten van onroerende goederen, die niet tot den omvang van het werk behooren, en die aangekocht worden ter vermindering van het betalen van vergoedingen wegens waardevermindering of in het geval voorzien bij het 4^e lid van artikel 1^{bis}.

TITEL III.

Van de rechtspleging tot onteigening en de rechterlijke bepaling van de schadeloosstelling.

Art. 33.

Bij gebreke aan overeenkomst tusschen partijen, geschiedt de onteigening op rechtsgezag.

Projet de loi.

§ 1^{er}. — DE LA PROCÉDURE ORDINAIRE.

ART. 34.

Le texte de la loi ou de l'arrêté royal décrétant l'expropriation et le plan dont il s'agit à l'article 2, accompagné, le cas échéant, d'une copie de la décision ministérielle visée à l'article 7, sont déposés au greffe du tribunal de 1^{re} instance ainsi qu'à la maison communale du lieu de la situation des biens et du chef-lieu du canton de justice de paix.

Doivent aussi être déposées au greffe les pièces de l'enquête prévue aux articles 2 et 7, et, lorsque l'expropriation est poursuivie en vertu d'un arrêté royal, les pièces indiquant le tracé des travaux et le but d'utilité publique.

Le public peut prendre communication sans frais, jusqu'au règlement définitif de l'indemnité, de toutes les pièces déposées.

L'annonce du dépôt effectué à la maison communale est affichée dans la forme usitée pour les publications officielles. Il est justifié de ce dépôt et de l'annonce par un certificat du collège des bourgmestre et échevins.

L'annonce du dépôt au greffe et aux maisons communales est insérée dans le *Moniteur belge* ainsi que dans deux journaux de la province, dont l'un paraissant au chef-lieu.

Ces annonces appellent, en caractères apparents, l'attention des créanciers hypothécaires et autres intéressés sur les dispositions des articles 34 et 36 de la présente loi.

ART. 35.

Les propriétaires et usufruitiers sont ensuite informés du dépôt au greffe par exploit contenant assignation à jour fixe,

Wetsontwerp.

§ 1. — VAN DE GEWONE RECHTSPLEGING.

ART. 34.

De tekst van de wet of van het koninklijk besluit tot onteigening en het in artikel 2 bedoelde plan, met, zoo het pas geeft, een afschrift van de bij artikel 7 bedoelde ministeriële beschikking, worden nedergelegd ter griffie van de rechtbank van eersten aanleg, alsook ten gemeentehuize van de plaats waar de goederen gelegen zijn en van de hoofdplaats van het vredegerechtskanton.

Moeten insgelijks ter griffie nedergelegd worden de stukken van het onderzoek bij artikelen 2 en 7 voorzien, en, zoo de onteigening krachtens een koninklijk besluit gevorderd is, de stukken aanduidende de afbakening van het werk en het doel van algemeen nut.

Van al de nedergelegde stukken kan door eenieder kosteloos inzage worden genomen, tot dat de schadeloosstelling voorgoed bepaald is.

De aankondiging van de nederlegging ten gemeentehuize wordt op de voor ambtelijke bekendmakingen gebruikelijke wijze aangeplakt. Van de nederlegging en de aankondiging wordt bewijs gegeven door een attest van het college van burgemeester en schepenen.

De aankondiging van de nederlegging ter griffie en ter gemeentehuizen, wordt in den *Moniteur belge* opgenomen, alsook in twee dagbladen der provincie, waarvan een in de hoofdplaats verschijnende.

In die aankondigingen wordt, met in 't oog loopende letter, de aandacht van de hypothecaire schuldeischers en verdere belanghebbenden op het bepaalde in artikelen 34 en 36 dezer wet gevestigd.

ART. 35.

Aan de eigenaars en vruchtgebruikers wordt van de nederlegging ter griffie kennis gegeven, bij exploit houdende dagvaarding

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

§ 1^{er}. — DE LA PROCÉDURE ORDINAIRE.

ART. 34.

Le texte de la loi ou de l'arrêté royal décrétant l'expropriation et le plan dont il s'agit à l'article 2, accompagné, le cas échéant, d'une copie de la décision ministérielle visée à l'article 7, sont déposés au greffe du tribunal de 1^{re} instance ainsi qu'à la maison communale du lieu de la situation des biens et du chef-lieu du canton de justice de paix.

Doivent aussi être déposées au greffe les pièces de l'enquête prévue aux articles 2 et 7, et, lorsque l'expropriation est poursuivie en vertu d'un arrêté royal, les pièces indiquant le tracé des travaux et le but d'utilité publique.

Le public peut prendre communication sans frais, jusqu'au règlement définitif de l'indemnité, de toutes les pièces déposées.

L'annonce du dépôt effectué à la maison communale est affichée dans la forme usitée pour les publications officielles. Il est justifié de ce dépôt et de l'annonce par un certificat du collège des bourgmestre et échevins.

L'annonce du dépôt au greffe et aux maisons communales est insérée dans le *Moniteur belge* ainsi que dans deux journaux de la province, dont l'un paraissant au chef-lieu.

Ces annonces appellent, en caractères apparents, l'attention des créanciers hypothécaires et autres intéressés sur les dispositions des articles 54 et 56 de la présente loi.

ART. 35.

Les propriétaires et usufruitiers sont ensuite informés du dépôt au greffe par exploit contenant assignation à jour fixe,

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

§ 1. — VAN DE GEWONE RECHTSPLEGING.

ART. 34.

De tekst van de wet of van het koninklijk besluit tot onteigening en het in artikel 2 bedoelde plan, met, zoo het pas geeft, een afschrift van de bij artikel 7 bedoelde ministeriële beschikking, worden nedergelegd ter griffie van de rechtbank van eersten aanleg, alsook ten gemeentehuize van de plaats waar de goederen gelegen zijn en van de hoofdplaats van het vrederechtskanton.

Moeten insgelijks ter griffie nedergelegd worden de stukken van het onderzoek bij artikelen 2 en 7 voorzien, en, zoo de onteigening krachtens een koninklijk besluit gevorderd is, de stukken aanduidende de afbakening van het werk en het doel van algemeen nut.

Van al de nedergelegde stukken kan door eenieder kosteloos inzage worden genomen, totdat de schadeloosstelling voorgoed bepaald is.

De aankondiging van de nederlegging ten gemeentehuize wordt op de voor ambtelijke bekendmakingen gebruikelijke wijze aangeplakt. Van de nederlegging en de aankondiging wordt bewijs gegeven door een attest van het college van burgemeester en schepenen.

De aankondiging van de nederlegging ter griffie en ter gemeentehuizen wordt in het *Belgisch Staatsblad* opgenomen, alsook in twee dagbladen der provincie, waarvan een in de hoofdplaats verschijnende.

In die aankondigingen wordt, met in 't oog loopende letter, de aandacht van de hypotheccaire schuldeischers en verdere belanghebbenden gevestigd op de bepalingen vervat in de artikelen 54 en 56 van deze wet.

ART. 35.

Aan de eigenaars en vruchtgebruikers wordt vervolgens van de nederlegging ter griffie kennis gegeven, bij exploit houdende

Projet de loi

aux fins d'entendre déclarer que les formalités pour parvenir à l'expropriation ont été remplies, de procéder au règlement des indemnités et de voir ordonner l'envoi en possession.

L'exploit mentionne l'obligation pour les propriétaires et usufruitiers d'appeler en cause les tiers intéressés, conformément à l'article 54 ci-après.

L'assignation est valablement donnée aux propriétaires et usufruitiers inscrits au cadastre.

Le délai de l'assignation est de quinzaine.

En cas d'absolue nécessité, ce délai peut être abrégé par ordonnance du président rendue sur requête.

ART. 56.

La cause est appelée à l'audience indiquée par l'ajournement. Si la partie assignée constitue avoué, il est procédé, toute affaire cessante, comme il est dit à l'article suivant. S'il n'y a pas constitution d'avoué, le défaillant est réassigné par un huissier commis, au jour fixé par le tribunal, sans qu'il soit besoin de lever le jugement; le délai pour la comparution ne peut dépasser la huitaine.

ART. 57.

A l'audience indiquée par l'article précédent, le tribunal juge si les formalités prescrites par la loi pour parvenir à l'expropriation ont été remplies. Si le défendeur comparait, il est entendu au préalable et

Wetsontwerp.

op vasten dag, om te hooren verklaren dat de formaliteiten, om tot onteigening te geraken, vervuld werden; om over te gaan tot bepaling der schadeloosstellingen en om de inbezitstelling te hooren bevelen.

Het exploit vermeldt de verplichting, voor de eigenaars en vruchtgebruikers, de derde belanghebbenden in de zaak te beroepen, overeenkomstig artikel 54.

De dagvaarding is geldig gegeven aan de ten kadaster ingeschreven eigenaars en vruchtgebruikers.

De termijn van dagvaarding bedraagt vijftien dagen.

In geval van volstreekte noodzakelijkheid, kan die termijn worden verkort bij bevel door den voorzitter op verzoek gegeven.

ART. 56.

De zaak wordt opgeroepen ter terechtzitting, bij de dagvaarding aangewezen. Indien de gedaagde partij een pleitbezorger stelt, wordt, met achteruitstelling van alle andere zaken, gehandeld zooals gezegd is in het volgend artikel. Is geen pleitbezorger gesteld, dan wordt de niet verschijnende andermaal door een aangestelden deurwaarder gedaagd, voor den door de rechtbank bepaalden dag, zonder dat het noodig zij het vonnis te lichten; de termijn voor de verschijning mag niet meer dan acht dagen bedragen.

ART. 57.

Ter terechtzitting, bij voorgaand artikel aangewezen, oordeelt de rechtbank of de bij de wet voorgeschreven formaliteiten, om tot onteigening te geraken, vervuld werden. De verweerder, indien hij verschijnt, wordt

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

aux fins d'entendre déclarer que les formalités pour parvenir à l'expropriation ont été remplies, de procéder au règlement des indemnités et de voir ordonner l'envoi en possession.

L'exploit mentionne l'obligation pour les propriétaires et usufruitiers d'appeler en cause les tiers intéressés, conformément à l'article 54 ci-après.

L'assignation est valablement donnée aux propriétaires et usufruitiers inscrits au cadastre.

Le délai de l'assignation est de quinzaine.

En cas d'absolue nécessité, ce délai peut être abrégé par ordonnance du président rendue sur requête.

ART. 56.

La cause est appelée à l'audience indiquée par l'ajournement. Si la partie assignée constitue avoué, il est procédé, toute affaire cessante, comme il est dit à l'article suivant. S'il n'y a pas constitution d'avoué, le défaillant est réassigné par un huissier commis, au jour fixé par le tribunal, sans qu'il soit besoin de lever le jugement; le délai pour la comparution ne peut dépasser la huitaine.

Un extrait de l'exploit de réassignation contenant les noms des parties et l'indication sommaire des biens est inséré dans deux journaux de la province, dont l'un paraissant au chef-lieu.

ART. 57.

A l'audience indiquée par l'article précédent, le tribunal juge si les formalités prescrites par la loi pour parvenir à l'expropriation ont été remplies. Si le défendeur comparait, il est entendu au préalable et

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

dagvaarding voor een vasten dag, ten einde te hooren verklaren dat de formaliteiten, om tot onteigening te geraken, vervuld werden; om over te gaan tot bepaling der schadeloosstellingen en om de inbezitstelling te hooren bevelen.

Het exploit vermeldt de verplichting, voor de eigenaars en vruchtgebruikers, de derde belanghebbenden in de zaak te betrekken, overeenkomstig artikel 54.

De dagvaarding wordt geldig beteekend aan de ten kadaster ingeschreven eigenaars en vruchtgebruikers.

De termijn van dagvaarding bedraagt vijftien dagen.

In geval van volstrekte noodzakelijkheid, kan die termijn worden verkort bij bevel van den voorzitter op verzoekschrift gegeven.

ART. 56.

De zaak wordt opgeroepen ter terechtzitting, bij de dagvaarding aangewezen. Indien de gedaagde partij een pleitbezorger aanstelt, wordt, met achternuitstelling van alle andere zaken, gehandeld zooals gezegd is in het volgend artikel. Is geen pleitbezorger aangesteld, dan wordt de niet verschijnende andermaal door een aangestelden deurwaarder gedaagd, voor den door de rechtbank bepaalden dag, zonder dat het noodig zij het vonnis te lichten; de termijn voor de verschijning mag niet meer dan acht dagen bedragen.

Een uittreksel uit het exploit van herdagging, behelzende de namen van partijen en de beknopte aanduiding der goederen, wordt opgenomen in twee bladen der provincie, waarvan één in de hoofdplaats verschijnende.

ART. 57.

Ter terechtzitting, bij voorgaand artikel aangewezen, oordeelt de rechtbank of de bij de wet voorgeschreven formaliteiten, om tot onteigening te geraken, vervuld werden. De verweerder, indien hij verschijnt, wordt

Projet de loi.

tenu de proposer en même temps, à peine de déchéance, toutes les exceptions qu'il croit pouvoir opposer. Le tribunal statue sur le tout par un seul jugement, séance tenante ou dans le plus bref délai possible.

Si le tribunal décide que l'action n'a pas été régulièrement intentée, que les formes prescrites par la loi n'ont pas été observées, ou bien que le plan et, le cas échéant, le tracé des travaux ne sont pas applicables à l'immeuble auquel se rapporte la poursuite en expropriation, il déclare qu'il n'y a pas lieu de procéder ultérieurement.

ART. 58.

L'appel de ce jugement, comme de celui qui a décidé qu'il y a lieu de passer outre au règlement de l'indemnité, doit être interjeté dans la quinzaine de sa prononciation.

L'appel contient assignation à comparaître dans la huitaine, ainsi que les griefs contre le jugement, le tout à peine de nullité; aucuns griefs autres que ceux énoncés dans l'acte d'appel ne peuvent être discutés à l'audience ni par écrit.

Il est statué sur l'appel, sans remise, au jour fixé par ordonnance du président rendue sur requête, et au plus tard dans les quinze jours de l'expiration du délai de l'assignation.

ART. 59.

Le jugement par lequel il est décidé que les formalités prescrites par la loi pour constater l'utilité publique ont été remplies, est immédiatement transcrit au bureau de la conservation des hypothèques.

Cette transcription produit, à l'égard des tiers, les mêmes effets que la transcription d'un acte de cession.

Wetsontwerp.

vooraf gehoord en is gehouden ten zelfden tijde, op straf van verval, al de exceptiën aan te geven die hij vermeent te kunnen doen gelden. De rechtbank beslist over een en ander bij een enkel vonnis, staande de zitting of binnen den kortst mogelijken tijd.

Zoo de rechtbank beslist dat de vordering niet regelmatig werd ingespannen, dat de bij de wet voorgeschreven vormen niet werden in acht genomen, of wel dat het plan en, waar het pas geeft, de afbakening van het werk, niet van toepassing zijn op het onroerend goed waarop de vordering tot onteigening betrekking heeft, dan verklaart zij dat er geene termen zijn om de procedure voort te zetten.

ART. 58.

Het beroep tegen dit vonnis, alsmede tegen het vonnis zeggende dat er tot de bepaling der schadeloosstelling dient overgegaan, moet ingesteld worden binnen vijftien dagen na de uitspraak.

Het beroep houdt dagvaarding om binnen acht dagen te verschijnen, en behelst tevens de bezwaren tegen het vonnis, een en ander op straf van nietigheid; geene andere bezwaren dan die welke in de akte van beroep zijn aangevoerd, mogen ter terechtzitting of schriftelijk worden besproken.

Op het beroep wordt, zonder uitstel, beschikt ten dage bepaald bij een op verzoekschrift gegeven bevel van den voorzitter, en ten laatste binnen vijftien dagen na afloop van den termijn van dagvaarding.

ART. 59.

Het vonnis waarbij verklaard is dat de door de wet, tot vaststelling van het algemeen nut, voorgeschreven formaliteiten vervuld werden, wordt dadelijk overgeschreven ten kantore van de bewaring der hypotheeken.

De overschrijving heeft, ten aanzien der derden, dezelfde gevolgen als de overschrijving eener akte van afstand.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

tenu de proposer en même temps, à peine de déchéance, toutes les exceptions qu'il croit pouvoir opposer. Le tribunal statue sur le tout par un seul jugement, séance tenante ou dans le plus bref délai possible.

Si le tribunal décide que l'action n'a pas été régulièrement intentée, que les formes prescrites par la loi n'ont pas été observées, ou bien que le plan et, le cas échéant, le tracé des travaux ne sont pas applicables à l'immeuble auquel se rapporte la poursuite en expropriation, il déclare qu'il n'y a pas lieu de procéder ultérieurement.

ART. 58.

L'appel de ce jugement, comme de celui qui a décidé qu'il y a lieu de passer outre au règlement de l'indemnité, doit être interjeté dans la quinzaine de sa prononciation.

L'appel contient assignation à comparaître dans la huitaine, ainsi que les griefs contre le jugement, le tout à peine de nullité; aucuns griefs autres que ceux énoncés dans l'acte d'appel ne peuvent être discutés à l'audience ni par écrit.

Il est statué sur l'appel, sans remise, au jour fixé par ordonnance du président rendue sur requête, et au plus tard dans les quinze jours de l'expiration du délai de l'assignation.

ART. 59.

Le jugement par lequel il est décidé que les formalités prescrites par la loi pour constater l'utilité publique ont été remplies, est immédiatement transcrit au bureau de la conservation des hypothèques.

Cette transcription produit, à l'égard des tiers, les mêmes effets que la transcription d'un acte de cession.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

vooraf gehoord en is gehouden ter zelfder tijd, op straf van verval, al de exceptiën aan te geven die hij vermeent te kunnen doen gelden. De rechtbank beslist over een en ander bij een enkel vonnis, staande de zitting of binnen den kortst mogelijken tijd.

Zoo de rechtbank beslist dat de vordering niet regelmatig werd ingesteld, dat de bij de wet voorgeschreven vormen niet werden in acht genomen, of wel dat het plan en, waar het pas geeft, de afbakening van het werk, niet van toepassing zijn op het onroerend goed waarop de vordering tot onteigening betrekking heeft, dan verklaart zij dat er geene termen zijn om de proceduur voort te zetten.

ART. 58.

Het beroep tegen dit vonnis, alsmede tegen het vonnis zeggende dat er tot de bepaling der schadelessstelling dient overgegaan, moet ingesteld worden binnen vijftien dagen na de uitspraak.

Het beroep houdt dagvaarding om binnen acht dagen te verschijnen en behelst tevens de bezwaren tegen het vonnis, een en ander op straf van nietigheid; geene andere bezwaren dan die welke in de akte van beroep zijn aangevoerd, mogen ter terechtzitting of schriftelijk worden besproken.

Op het beroep wordt, zonder uitstel, beschikt ten dage bepaald bij een op verzoekschrift gegeven bevel van den voorzitter, en ten laatste binnen vijftien dagen na afloop van den termijn van dagvaarding.

ART. 59.

Het vonnis waarbij verklaard is dat de door de wet, tot vaststelling van het algemeen nut, voorgeschreven formaliteiten vervuld werden, wordt dadelijk overgeschreven ten kantore van de bewaring der hypotheeken.

Die overschrijving heeft ten aanzien der derden dezelfde gevolgen als de overschrijving eener akte van afstand.

Projet de loi.

ART. 40.

Si le tribunal décide que les formes prescrites par la loi ont été observées, et qu'il n'ait pas été produit de documents propres à déterminer le montant de l'indemnité, il déclare par le même jugement, et sans préjudice au droit des parties d'en fixer le chiffre à l'amiable ou de recourir à une convention d'arbitrage en se conformant aux dispositions du titre II, qu'il sera procédé dans le plus bref délai, par trois experts, à la visite des immeubles et à l'évaluation des indemnités. Les experts sont désignés sur-le-champ de commun accord par les parties, sinon d'office.

Le tribunal commet un juge pour se rendre sur les lieux avec les experts et le greffier, aux jour, heure et lieu qui sont indiqués par le même jugement.

ART. 41.

Si le nombre ou l'importance des immeubles auxquels s'étend l'expropriation fait présumer que de nombreuses expertises seront ordonnées, le tribunal peut, dès le dépôt des pièces au greffe et sur la réquisition du procureur du Roi, désigner plusieurs collèges d'experts composés de trois membres, auxquels il aura recours, sauf exception motivée, pour la détermination des indemnités. D'autres experts sont nommés par le même jugement pour suppléer les membres de ces collèges qui seraient légitimement empêchés.

Le greffier du tribunal notifie aux experts leur nomination par lettre recommandée à la poste.

Les experts prêtent serment devant le tribunal dans la quinzaine de leur nomination.

Wetsontwerp.

ART. 40.

Zoo de rechtbank beslist dat de door de wet voorgeschreven vormen werden nageleefd, en zoo er geene bescheiden, van aard om het bedrag der schadeloosstelling te bepalen, werden overgelegd, verklaart zij, bij hetzelfde vonnis, en onverminderd het recht van partijen om het cijfer ervan in der minne vast te stellen of eene overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak aan te gaan, met inachtneming van het bepaalde in titel II, dat binnen den kortsten tijd door drie deskundigen zal overgegaan worden tot bezichtiging der onroerende goederen en schatting der schadeloosstellingen. De deskundigen worden op staanden voet, door partijen in gemeen overleg, zooniet van ambtswege, aangewezen.

De rechtbank stelt een rechter aan om met de deskundigen en den griffier zich ter plaatse te begeven, op dag, uur en plaats, als in hetzelfde vonnis aangewezen zijn.

ART. 41.

Als het getal of de belangrijkheid der onroerende goederen waarover de onteigening zich uitstrekt voorzien laat dat talrijke schattingen zullen bevolen worden, kan de rechtbank, zoodra de stukken ter griffie nedergelegd zijn en op vordering van den procureur des Konings, verschillende uit drie leden bestaande commissiën van deskundigen aanstellen, welke zij, behalve met redenen omkleede uitzondering, om voorlichting vragen zal tot bepaling der schadeloosstellingen. Bij hetzelfde vonnis worden andere deskundigen benoemd om de leden dier commissiën te vervangen, welke wettig mochten verhinderd zijn.

De griffier der rechtbank beteekent aan de deskundigen hunne benoeming bij eenen ter post aangeteekenden brief.

Binnen vijftien dagen na hunne benoeming, leggen de deskundigen, vóór de rechtbank, den eed af.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Art. 40.

Si le tribunal décide que les formes prescrites par la loi ont été observées, et qu'il n'ait pas été produit de documents propres à déterminer le montant de l'indemnité, il déclare par le même jugement, et sans préjudice au droit des parties d'en fixer le chiffre à l'amiable ou de recourir à une convention d'arbitrage en se conformant aux dispositions du titre II, qu'il sera procédé dans le plus bref délai, par trois experts, à la visite des immeubles et à l'évaluation des indemnités. Les experts sont désignés sur-le-champ de commun accord par les parties, sinon d'office.

Le tribunal commet un juge pour se rendre sur les lieux avec les experts et le greffier, aux jour, heure et lieu qui sont indiqués par le même jugement.

Art. 41.

A supprimer.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

Art. 40.

Zoo de rechtbank beslist dat de door de wet voorgeschreven vormen werden nageleefd, en zoo er geene bescheiden, van aard om het bedrag der schadeloosstelling te bepalen, werden overgelegd, verklaart zij, bij hetzelfde vonnis, en onverminderd het recht van partijen om het cijfer ervan in der minne vast te stellen of eene overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak aan te gaan, met inachtneming van het bepaalde in titel II, dat, binnen den kortsten tijd, door drie deskundigen zal worden overgegaan tot bezichtiging der onroerende goederen en schatting der schadeloosstellingen. De deskundigen worden op staanden voet, door partijen in gemeen overleg, zooniet van ambtswege, aangewezen.

De rechtbank stelt een rechter aan om met de deskundigen en den griffier zich ter plaatse te begeven, op dag, uur en plaats, als in hetzelfde vonnis aangewezen zijn.

Art. 41.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 42.

ART. 42.

La prononciation du jugement prévu à l'article 40 vaut signification tant à avoué qu'à partie; dans les trois jours de cette prononciation, le greffier est tenu de délivrer au poursuivant un extrait du jugement contenant les conclusions, les motifs et le dispositif, sans qu'il soit besoin d'enregistrement préalable.

Dans les trois jours suivants, cet extrait est signifié aux experts, avec sommation de se rendre sur les lieux au jour, heure et lieu indiqués par le jugement.

De uitspraak van het vonnis bedoeld bij artikel 40, geldt voor betekening zoo aan pleibezorger als aan partij; binnen drie dagen na die uitspraak, moet de griffier aan den aanlegger een uittreksel van het vonnis afleveren, inhoudende de conclusiën, de gronden en het dispositief, zonder dat vooraf registratie noodig zij.

Binnen drie daaropvolgende dagen, wordt dat uittreksel aan de deskundigen beteekend, met aanmaning om zich ter plaatse te begeven op dag, uur en plaats, bij het vonnis aangewezen.

ART. 43.

ART. 43.

Les experts qui n'ont pas prêté serment conformément au dernier alinéa de l'article 41 le prêtent sur les lieux contentieux en mains du juge-commissaire. Celui-ci remplace les experts qui font défaut ou contre lesquels il admet des causes de récusation.

De deskundigen die niet den eed hebben afgelegd overeenkomstig de laatste alinea van artikel 41, leggen dien af op de plaats des onderzoeks, in handen van den rechter-commissaris. Deze benoemt andere deskundigen ter vervanging van hen die in gebreke gebleven zijn of tegen welke hij redenen van wraking aanneemt.

Les parties lui remettent les documents qu'elles croient utiles à l'appréciation de l'indemnité; le juge peut, au surplus, s'entourer de tous renseignements propres à éclairer les experts, et même, soit d'office, soit à la demande de l'une des parties, procéder à une information. Dans ce cas, les personnes qu'il trouve convenable d'entendre sont interrogées en présence des experts et des parties.

Partijen overhandigen hem al de bescheiden die zij tot waardeering der schadeloosstelling nuttig achten; daarbij mag de rechter al de inlichtingen inwinnen die van aard zijn om de deskundigen voor te lichten; ook kan hij, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van eene der partijen, eene informatie instellen. Alsdan worden zij, die hij meent te moeten hooren, in aanwezigheid van deskundigen en partijen ondervraagd.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Art. 42.

La prononciation du jugement prévu à l'article 40 vaut signification tant à avoué qu'à partie; dans les trois jours de cette prononciation, le greffier est tenu de délivrer au poursuivant un extrait du jugement contenant les conclusions, les motifs et le dispositif, sans qu'il soit besoin d'enregistrement préalable.

Dans les trois jours suivants, cet extrait est signifié aux experts, avec sommation de se rendre sur les lieux au jour, heure et lieu indiqués par le jugement.

En cas d'empêchement du juge-commissaire, il est pourvu à son remplacement par ordonnance du président du tribunal, sur requête de la partie la plus diligente. Cette ordonnance est exécutoire sur minute.

Art. 43.

Les experts *prêtent serment* sur les lieux contentieux, en mains du juge-commissaire. Ils désignent celui d'entre eux qui est chargé de recevoir les communications des parties. *Le juge-commissaire* remplace les experts qui font défaut ou contre lesquels il admet des causes de récusation.

Les parties lui remettent les documents qu'elles croient utiles à l'appréciation de l'indemnité; le juge peut, au surplus, s'entourer de tous renseignements propres à éclairer les experts, et même, soit d'office, soit à la demande de l'une des parties, procéder à une information. Dans ce cas, les personnes qu'il trouve convenable d'entendre sont interrogées en présence des experts et des parties, *sous le serment prévu à l'article 262 du Code de procédure civile.*

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

Art. 42.

De uitspraak van het vonnis bedoeld bij artikel 40, geldt als beteekening zoo aan pleitbezorger als aan partij; binnen drie dagen na die uitspraak, moet de griffier aan den aanlegger een uittreksel van het vonnis afleveren, inhoudende de conclusiën, de gronden en het dispositief, zonder dat vooraf registratie noodig zij.

Binnen de drie daaropvolgende dagen, wordt dat uittreksel aan de deskundigen beteekend, met aanmaning om zich ter plaatse te begeven op dag, uur en plaats, bij het vonnis aangewezen.

Is de rechter-commissaris verhinderd, dan wordt in zijne vervanging voorzien bij bevelschrift van den voorzitter der rechtbank, op verzoekschrift van de meest gereede partij. Dit bevelschrift wordt uitvoerbaar verklaard op minuut.

Art. 43.

De deskundigen *leggen den eed af* op de plaats des onderzoeks, in handen van den rechter-commissaris. Zij wijzen dengene hunner aan die gelast is de mededeelingen van partijen te ontvangen. De *rechter-commissaris* benoemt andere deskundigen ter vervanging van hen die in gebreke gebleven zijn of tegen welke hij redenen van wraking aanneemt.

Partijen overhandigen hem al de bescheiden die zij tot waardeering der schadeloosstelling nuttig achten; daarbij mag de rechter al de inlichtingen inwinnen die van aard zijn om de deskundigen voor te lichten; ook kan hij, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van eene der partijen, eene informatie instellen. In dit geval worden zij, die hij meent te moeten hooren, in aanwezigheid van deskundigen en partijen ondervraagd, *na eerst den eed, voorzien bij artikel 262 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging, te hebben afgelegd.*

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Si un délai est demandé pour produire des documents, le juge peut l'accorder après avoir entendu les parties et les experts, sans que le délai puisse dépasser quinze jours pour les propriétés non bâties et vingt jours pour les propriétés bâties; ce délai expiré, il est passé outre aux opérations de l'expertise.

Il est dressé procès-verbal par le juge-commissaire; il y est fait mention du résultat des déclarations des personnes qui ont concouru à l'information, ainsi que de la date à laquelle le juge-commissaire fera son rapport à l'audience. Cette date est déterminée eu égard à l'importance du litige, les parties et les experts entendus; elle ne peut, en aucun cas, être différée de plus de trois mois à compter du jour de la première visite des lieux.

ART. 44.

Les experts sont tenus de fournir leur avis quinze jours au moins avant le terme

Wanneer uitstel wordt gevraagd om bescheiden over te leggen, mag de rechter, na partijen en deskundigen te hebben gehoord, hetzelfde verleenen, doch mag het uitstel niet meer bedragen dan vijftien dagen voor het onbebouwde eigendommen en twintig dagen voor het bebouwde eigendommen geldt; eens die termijn verstreken, gaan de verrichtingen voor de schatting door.

Door den rechter-commissaris wordt een proces-verbaal opgemaakt, vermeldende den uitslag der verklaringen van de bij de informatie gehoorde personen, en den dag waarop de rechter ter terechtzitting verslag zal doen. Die dag wordt bepaald naar gelang der belangrijkheid van het geschil, na eerst partijen en deskundigen te hebben gehoord; in ieder geval moet hij gesteld worden binnen drie maanden na het eerste bezoek ter plaats.

ART. 44.

De deskundigen zijn gehouden hun advies in te brengen ten minste vijftien dagen vóór

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 43^{bis}.

L'expropriant est tenu de produire à cette première réunion les notes et documents dont il entend faire usage; ils sont déposés au greffe par le juge-commissaire. Une copie des notes est remise, séance tenante, par l'expropriant à l'exproprié ou à son avoué, s'il a constitué.

Si l'exproprié demande un délai pour produire des notes et des documents, il lui est accordé quinze jours en matière de propriétés non bâties et vingt jours en matière de propriétés bâties.

L'expropriant a quinze jours pour répondre et l'exproprié le même délai pour répliquer. La partie qui a laissé passer ce délai sans répondre est déchue du droit de le faire.

En cas d'urgence, le juge-commissaire peut abréger ces délais, ainsi que celui prévu à l'article suivant, après avoir entendu les parties et les experts.

Les notes et documents sont déposés par les parties au greffe. Avis de ce dépôt doit être adressé le même jour, avec une copie des notes, à la partie adverse ou à son avoué, par lettre recommandée à la poste. Les experts en sont également avisés par la même voie.

Le délai pour répondre prend cours à partir du surlendemain du dépôt à la poste de la lettre recommandée.

Il est dressé procès-verbal par le juge-commissaire; il y est fait mention du résultat des déclarations des personnes qui ont concouru à l'information.

ART. 44.

Les experts sont tenus de déposer leur rapport dans les quarante jours qui suivent

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

ART. 43^{bis}.

De onteigenende is, bij die eerste bijeenkomst, gehouden de nota's en bescheiden over te leggen waarvan hij gebruik wil maken; zij worden door den rechter-commissaris ter griffie nedergelegd. Een afschrift van de nota's wordt, staande de vergadering, door den onteigenende ter hand gesteld aan den onteigende of aan zijnen pleitbezorger, indien hij er een heeft aangesteld.

Vraagt de onteigende uitstel tot het overleggen van nota's en bescheiden, dan worden hem daartoe vijftien dagen verleend wanneer het onbebouwde eigendommen en twintig dagen wanneer het bebouwde eigendommen betreft

De onteigenende beschikt over vijftien dagen om daarop te antwoorden en de onteigende over denzelfden termijn tot beantwoording zijnerzijds. De partij die dezen termijn laat voorbijgaan zonder te antwoorden, wordt vervallen verklaard van het recht zulks te doen.

Is er spoed bij, dan kan de rechter-commissaris die termijnen verkorten, alsook den termijn voorzien in het navolgend artikel, partijen en deskundigen gehoord.

Nota's en bescheiden worden door partijen ter griffie nedergelegd. Van die nederlegging moet denzelfden dag, bij ter post aangezekende brief, bericht worden gegeven aan de tegenpartij of aan haren pleitbezorger, met een afschrift van de nota's. De deskundigen krijgen insgelijks bericht langs denzelfden weg.

De termijn tot antwoorden vangt aan te rekenen van den tweeden dag na nederlegging van den aangetekende brief op de post.

Door den rechter-commissaris wordt een proces-verbaal opgemaakt, vermeldende den uitslag der verklaringen van de bij de informatie gehoorde personen.

ART. 44.

De deskundigen zijn gehouden hun verslag neer te leggen binnen veertig dagen

Projet de loi.**Wetontwerp.**

fixé pour le rapport du juge-commissaire à l'audience, faute de quoi il ne leur est accordé d'honoraires que s'ils établissent devant le tribunal que le retard ne leur est pas imputable.

dien waarop de rechter-commissaris ter terechtzitting verslag moet doen, zo niet wordt hun slechts loon verleend zoo zij vóór de rechtbank bewijzen dat de vertraging niet hun te wijten is.

L'avis des experts est annexé au procès-verbal dressé par le juge commissaire, et le tout est déposé au greffe à l'inspection des parties, sans frais.

Het advies van de deskundigen wordt bij het door den rechter-commissaris opgemaakte proces-verbaal gevoegd en een en ander wordt ter griffie neergelegd ter kosteloze inzage van partijen.

Le rapport des experts ne lie pas le tribunal.

Het verslag der deskundigen is voor de rechtbank niet verbindend.

ART. 43.**ART. 43.**

Les formalités prescrites par le Code de procédure pour le rapport des experts et les enquêtes ne sont pas applicables aux opérations et informations dont il s'agit aux deux articles qui précèdent.

De formaliteiten door het Wetboek van rechtspleging voorgeschreven voor het verslag van de deskundigen en de onderzoeken, zijn niet van toepassing op de werkzaamheden en de informatiën waarover de twee voorgaande artikelen handelen.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

soit l'expiration du délai accordé à la partie pour répondre à la dernière note présentée par son adversaire, soit la remise par cette partie aux experts d'une déclaration écrite constatant qu'elle renonce à répondre. La remise de cette déclaration se fait par lettre recommandée et vaut information à compter du surlendemain de son dépôt à la poste.

A défaut de ce faire, les experts encourent, chacun, de plein droit, par jour de retard, une retenue de 20 francs sur leurs honoraires, à moins qu'ils n'établissent devant le tribunal que le retard ne leur est pas imputable.

L'avis des experts est annexé au procès-verbal dressé par le juge-commissaire, et le tout est déposé au greffe, à l'inspection des parties, sans frais. Avis de ce dépôt est donné, le jour même, par les experts aux parties ou à leurs avoués par lettre recommandée à la poste.

Le rapport des experts ne lie pas le tribunal.

ART. 43.

Les formalités prescrites par le Code de procédure pour le rapport des experts et les enquêtes ne sont pas applicables aux opérations et informations dont il s'agit aux deux articles qui précèdent.

ART. 43^{bis}.

Le tribunal ne peut ordonner une enquête dans les formes tracées par le Code de procédure civile, mais il a la faculté de prescrire une information par le juge-commissaire suivant les règles indiquées à l'article 43 et pour laquelle il fixe jour et heure. Cette information a lieu en présence des parties. Avis leur

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

volgende hetzij op het eindigen van den termijn waarover partij beschikt om te antwoorden op de laatste nota door hare tegenpartij ingeleverd, hetzij op het ter hand stellen aan de deskundigen, door deze partij, van eene geschreven verklaring waaruit blijkt dat zij van het antwoord afziet. De afgifte van die verklaring geschiedt bij aangeteekenden brief en geldt als kennisgeving te rekenen van den tweeden dag na de nederlegging daarvan op de post.

Doen zij dat niet, dan wordt aan ieder der deskundigen, voor elken dag uitstel, van rechtswege 20 frank op hun loon afgehouden, tenzij ze voor de rechtbanken bewijzen dat de vertraging hun niet te wijten is.

Het advies van de deskundigen wordt bij het door den rechter-commissaris opgemaakte proces-verbaal gevoegd en een en ander wordt ter griffie nedergelegd ter kosteloze inzage van partijen. Van deze nederlegging wordt, denzelfden dag, bij ter post aangeteekenden brief, door de deskundigen kennis gegeven aan partijen of aan hare pleitbezorgers.

Het verslag der deskundigen is voor de rechtbank niet verbindend.

ART. 43.

De formaliteiten door het Wetboek van rechtspleging voorgeschreven voor het verslag van de deskundigen en het onderzoek zijn niet van toepassing op de werkzaamheden en de informatiën waarover de twee voorgaande artikelen handelen.

ART. 43^{bis}.

De rechtbank mag geen onderzoek bevelen volgens de voorschriften van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging, doch het staat haar vrij eene informatie door den rechter-commissaris te doen instellen overeenkomstig de regelen in artikel 43 aangeduid en voor welke zij dag en uur bepaalt. Deze informatie

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 46.

ART. 46.

La cause est appelée à l'audience, sur le rapport du juge-commissaire, au jour indiqué dans son procès-verbal, et sur avenir s'il y a avoué constitué, sans qu'il soit besoin de faire signifier au préalable le procès-verbal non plus que l'avis des experts.

De zaak wordt ter terechtzitting opgeroepen, op het verslag van den rechter-commissaris, op den in zijn proces-verbaal aangewezen datum en op dagstelling indien een pleitbezorger gesteld is, zonder dat het noodig zij het proces-verbaal noch het advies der deskundigen vooraf te doen beteekenen.

Les parties sont entendues, le ministère public donne son avis au plus tard dans les huit jours, et le jugement qui détermine l'indemnité est prononcé dans la huitaine qui suit.

Partijen worden gehoord, het openbaar ministerie brengt advies uit uiterlijk binnen acht dagen, en het vonnis tot bepaling van de schadeloosstelling wordt uitgesproken binnen de acht eerstvolgende dagen.

ART. 47.

ART. 47.

En vertu du jugement visé à l'article 46, et sans qu'il soit besoin de le faire signifier, le montant de l'indemnité est versé à la caisse des dépôts et consignations; si ce versement n'est pas effectué dans les quatre

Krachtens het in artikel 46 bedoelde vonnis en zonder dat het noodig zij het te doen beteekenen, wordt het bedrag der schadeloosstelling in de kas van deposito en consignatiën gestort; indien die storting

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

en est donné, par les soins du greffier, au moins cinq jours auparavant, par lettre recommandée à la poste.

ART. 46.

La cause est appelée à l'audience, quinze jours francs après le dépôt du rapport et sur avenir, s'il y a avoué constitué, sans qu'il soit besoin de faire signifier au préalable le procès-verbal non plus que l'avis des experts.

Les parties sont entendues, le ministère public donne son avis au plus tard dans les huit jours, et le jugement qui détermine l'indemnité est prononcé dans la huitaine qui suit.

Toutefois ce jugement ne peut être rendu avant qu'il ait été statué sur l'appel du jugement qui a décidé de passer outre au règlement de l'indemnité.

ART. 46^{bis}.

Dans le cas d'usufruit, le tribunal fixe une seule indemnité, qui prend place de la chose.

Si les parties sont d'accord sur les conditions dans lesquelles le droit d'usufruit sera exercé sur l'indemnité, le tribunal le constate dans son jugement. Si elles ne sont pas d'accord, il opère une ventilation de l'indemnité entre l'usufruitier et le nu-propriétaire.

ART. 47.

En suite du jugement visé à l'article 46 et sans qu'il soit besoin de le faire signifier, le montant de l'indemnité est versé à la caisse des dépôts et consignations.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

geschiedt in tegenwoordigheid van partijen. Door bemoeiing van den griffier, wordt hun daarvan, ten minste vijf dagen te voren, bericht gegeven bij ter post aangeteekenden brief.

ART. 46.

De zaak wordt ter terechtzitting opgeroepen, vijftien volle dagen na nederlegging van het verslag en op dagstelling, indien een pleitbezorger is aangesteld, zonder dat het noodig zij het proces-verbaal noch het advies der deskundigen vooraf te doen beteekenen.

Partijen worden gehoord, het openbaar ministerie brengt advies uit uiterlijk binnen acht dagen, en het vonnis tot bepaling van de schadeloosstelling wordt uitgesproken binnen de acht eerstvolgende dagen.

Dat vonnis kan echter niet worden geveld, zoolang er niet werd uitgesproken over het beroep tegen het vonnis waarbij werd beslist tot de regeling van de schadeloosstelling over te gaan.

ART. 46^{bis}.

In geval van vruchtgebruik, bepaalt de rechtbank eene enkele vergoeding, die voor de zaak in plaats komt.

Zijn partijen hteens over de voorwaarden waarin het recht van vruchtgebruik op de vergoeding wordt uitgeoefend, dan stelt de rechtbank het vast in haar vonnis. Zijn zij het niet eens, dan gaat zij over tot de ventilatie van de vergoeding tusschen den vruchtgebruiker en den bezitter van den blooten eigendom.

ART. 47.

Ingevolge het in artikel 46 bedoelde vonnis en zonder dat het noodig zij het te doen beteekenen, wordt het bedrag der schadeloosstelling in de deposito- en consignatiën gestort.

Projet de loi.

mois du jugement, la procédure d'expropriation est tenue pour non avenue, sans préjudice de la réparation du dommage causé à l'exproprié.

Sur le vu de la signification, faite à avoué ou à partie, de la déclaration de dépôt, l'expropriant est envoyé en possession par ordonnance du président rendue sur requête. Cette ordonnance est exécutoire provisoirement, nonobstant opposition ou appel, et sans caution.

ART. 48.

Les parties assignées non domiciliées dans le lieu où siège le tribunal sont tenues d'y faire élection de domicile; à défaut de cette élection, toutes significations quelconques sont valablement faites au greffe.

ART. 49.

Les délais fixés par la présente loi pour les ajournements ou autres actes de procédure sont applicables aux étrangers comme aux regnicoles.

ART. 50.

L'instruction est réputée contradictoire à l'égard des parties qui n'auraient pas constitué avoué sur les assignations dont il s'agit aux articles 55 et 56 ou qui, après avoir constitué avoué, ne se trouveraient pas représentées aux audiences ou actes de procédure ultérieurs.

Wetsontwerp.

niet geschied is binnen vier maanden na het vonnis, wordt het geding tot onteigening geacht ongedaan te zijn, onverminderd de vergoeding van de aan den onteigende toegebrachte schade.

Op vertoon van de beteekening, aan pleitbezorger of aan partij gedaan, van het bewijsschrift van inbewaringgeving, wordt de onteigenende in bezit gesteld bij bevel door den voorzitter op verzoek gegeven. Dit bevel is voorloopig uitvoerbaar, niet-tegenstaande verzet of beroep en zonder borgstelling.

ART. 48.

De gedaagde partijen, niet woonachtig ter plaatse waar de rechtbank gevestigd is, zijn gehouden aldaar eene woonplaats te verkiezen; doen zij het niet, dan worden alle hoegenaamde beteekeningen geldig ter griffie gedaan.

ART. 49.

De bij deze wet bepaalde termijnen voor de dagvaarding en andere akten van de rechtspleging, zijn van toepassing zoo op vreemdelingen als op inboorlingen.

ART. 50.

Het onderzoek wordt geacht tegenspraakelijk te zijn ten aanzien van de partijen die geen pleitbezorger hebben gesteld, op de onder artikelen 55 en 56 bedoelde dadingen, of die, na een pleitbezorger te hebben gesteld, ter terechtzittingen of bij de verdere verrichtingen der rechtspleging, niet zouden vertegenwoordigd zijn.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

A défaut de ce versement dans le mois de la prononciation du jugement, la somme due produira intérêt, de plein droit, au taux légal jusqu'à la consignation.

La procédure d'expropriation est tenue pour non avenue sans préjudice de la réparation du dommage causé à l'exproprié, si le versement n'est pas effectué dans les quatre mois d'une sommation faite à l'expropriant après expiration du délai d'appel du jugement, et, en cas d'appel, après l'arrêt de la Cour.

Sur le vu de la signification, faite à avoué ou à partie, de la déclaration de dépôt, l'expropriant est envoyé en possession par ordonnance du président rendue sur requête. Cette ordonnance est exécutoire provisoirement, nonobstant opposition ou appel, et sans caution.

ART. 48.

Les parties assignées non domiciliées dans le lieu où siège le tribunal sont tenues d'y faire élection de domicile; à défaut de cette élection, toutes significations quelconques sont valablement faites au greffe.

ART. 49.

Les délais fixés par la présente loi pour les ajournements ou autres actes de procédure sont applicables aux étrangers comme aux reguicoles.

ART. 50.

L'instruction est réputée contradictoire à l'égard des parties qui n'auraient pas constitué avoué sur les assignations dont il s'agit aux articles 55 et 56 ou qui, après avoir constitué avoué, ne se trouveraient pas représentées aux audiences ou actes de procédure ultérieurs.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

Indien deze storting niet is geschied binnen éene maand na uitspraak van het vonnis, geeft de verschuldigde som van rechtswege wettelijken interest tot op het oogenblik der consignatie

Het geding tot onteigening wordt geacht ongedaan te zijn, onverminderd de vergoeding van de aan den onteigende toegebrachte schade, indien de storting *niet is geschied binnen vier maanden na sommatie den onteigenenden gedaan, wanneer de termijn om tegen het vonnis in hooger beroep te komen is verstreken, en, in geval van beroep, na het arrest van het Hof.*

Op vertoon van de beteekening, aan pleitbezorger of aan partij gedaan, van het bewijsschrift van inbewaringgeving, wordt de onteigenende in bezit gesteld bij bevel van den voorzitter, op verzoekschrift gegeven. Dit bevel is voorloopig uitvoerbaar, niettegenstaande verzet of beroep en zonder borgstelling.

ART. 48.

De gedaagde partijen, niet woonachtig ter plaatse waar de rechtbank gevestigd is, zijn gehouden aldaar eene woonplaats te kiezen; doen zij het niet, dan worden alle beteekeningen hoegenaamd geldig ter griffie gedaan.

ART. 49.

De bij deze wet bepaalde termijnen voor de dagvaarding en andere akten van de rechtspleging, zijn van toepassing zoo op vreemdelingen als op inboorlingen.

ART. 50.

Het onderzoek wordt geacht tegenspraakelijk te zijn ten aanzien van de partijen die geen pleitbezorger hebben aangesteld, op de onder artikelen 55 en 56 bedoelde dagingen, of die, na een pleitbezorger te hebben aangesteld, ter terechtzittingen of bij de verdere verrichtingen der rechtspleging, niet zouden vertegenwoordigd zijn.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 51.

ART. 51.

Tout incident non prévu par les dispositions qui précèdent est jugé sans désenparer ou, au plus tard, à l'audience qui suit les plaidoiries.

Elk tusschengeschil, bij de voorgaande beschikkingen niet voorzien, wordt zonder verwijl of uiterlijk in de eerste terechtzitting na de pleidooien beslecht.

ART. 52.

ART. 52.

Les jugements qui interviennent dans l'instruction de la procédure, telle qu'elle est réglée par les articles précédents, ne sont rendus qu'après avoir entendu le ministère public; ils sont exécutoires provisoirement, nonobstant opposition ou appel, et sans caution.

De tijdens het onderzoek der procedure uitgebrachte vonnissen, zooals dit onderzoek bij de voorgaande artikelen geregeld is, worden slechts gegeven na dat het openbaar ministerie gehoord is; zij zijn voorlopig uitvoerbaar, niettegenstaande verzet of beroep, en zonder borgstelling.

L'appel de ces jugements ne peut être interjeté que dans les quarante jours de leur prononcé.

Tegen die vonnissen mag alleen beroep worden ingesteld binnen veertig dagen na de uitspraak.

La Cour d'appel ne peut, en aucun cas, accorder des défenses tendant à arrêter directement ou indirectement leur exécution.

Het Hof van beroep mag, in geen geval, eenig verbod toestaan dat er toe strekken zou middellijk of onmiddellijk hunne tenuitvoerlegging te stremmen.

ART. 53.

ART. 53.

Si le chiffre de l'indemnité est augmenté par la Cour d'appel, l'expropriant est tenu de consigner le supplément dans la quinzaine de la signification de l'arrêt; sinon l'exproprié peut, en vertu du même arrêt, faire suspendre les travaux.

Indien het bedrag der schadeloosstelling door het Hof van beroep verhoogd wordt, is de onteigenende gehouden de vermeerdering, binnen vijftien dagen na de beteekening van het arrest in consignatie te brengen; zoo niet mag de onteigende, krachtens hetzelfde arrest, het werk doen schorsen.

Si le chiffre de l'indemnité est réduit, la différence est restituée dans le mois de l'arrêt.

Wordt het bedrag der schadeloosstelling verminderd, dan wordt het verschil binnen ééne maand na het arrest terughetaald.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 51.

Tout incident non prévu par les dispositions qui précèdent est jugé sans désenparer ou, au plus tard, à l'audience qui suit les plaidoiries.

ART. 52.

Les jugements qui interviennent au cours de la procédure, telle qu'elle est réglée par les articles précédents, ne sont rendus qu'après avoir entendu le ministère public; ils sont exécutoires provisoirement, nonobstant opposition ou appel, et sans caution.

Sauf ce qui est dit à l'article 38, le délai d'appel de ces jugements est de quarante jours à partir de leur prononciation.

La Cour ne peut, en aucun cas, accorder des défenses tendant à arrêter directement ou indirectement leur exécution.

Le pourvoi en Cassation doit être formé dans les quarante jours du prononcé des jugements ou des arrêts.

ART. 53.

Si le chiffre de l'indemnité est augmenté par la Cour d'appel, l'expropriant est tenu de consigner le supplément dans le mois de la sommation faite par l'exproprié; sinon celui-ci peut, en vertu de l'arrêt, faire suspendre les travaux.

Si le chiffre de l'indemnité est réduit, la différence est restituée dans un délai qui est fixé par l'arrêt et qui ne peut excéder trois mois à partir de la sommation faite par l'expropriant.

Le supplément à consigner et la différence

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

ART. 51.

Elk tusschengeschil, bij de voorgaande beschikkingen niet voorzien, wordt zonder verwijl of uiterlijk in de eerste terechtzitting na de pleidooien beslecht.

ART. 52.

De in den loop der rechtspleging uitgebrachte vonnissen, zooals zij bij de voorgaande artikelen geregeld is, worden slechts gegeven na dat het openbaar ministerie gehoord is; zij zijn voorloopig uitvoerbaar, niettegenstaande verzet of beroep, en zonder borgstelling.

Behoudens hetgeen in artikel 38 is gezegd, kan tegen die vonnissen in hooger beroep worden gekomen binnen een termijn van veertig dagen na de uitspraak daarvan.

Het Hof mag, in geen geval, eenig verbod toestaan dat er toe strekken zou middellijk of onmiddellijk hunne tenuitvoerlegging te stremmen.

De voorziening in cassatie moet geschieden binnen veertig dagen na de uitspraak van de vonnissen of van de arresten.

ART. 53.

Indien het bedrag der schadeloosstelling door het Hof van beroep verhoogd wordt, is de onteigenende gehouden de vermeerdering in consignatie te brengen binnen ééne maand na de sommatie door den onteigende gedaan, zoo niet mag deze, krachtens het arrest, het werk doen schorsen.

Wordt het bedrag der schadeloosstelling verminderd, dan wordt het verschil terugbetaald binnen een door het arrest te bepalen termijn; deze mag niet gaan boven drie maanden te rekenen van de sommatie door den onteigenende gedaan.

Op de te consigneren som en het terug te

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 54.

Dans le cas où il y a des tiers intéressés à titre de bail, d'antichrèse ou de tout autre droit personnel, à titre d'usage, d'habitation, de superficie ou d'emphytéose, le propriétaire et l'usufruitier sont tenus de les appeler pour concourir, s'ils le jugent bon, à l'évaluation des indemnités en ce qui les concerne. Faute de les avoir appelés, le propriétaire et l'usufruitier sont seuls chargés envers les intéressés en question des indemnités que ceux-ci pourraient réclamer.

Lorsque les tiers intéressés sont appelés ou interviennent d'office au procès, leurs indemnités sont réglées en la même forme que celles dues au propriétaire et à l'usufruitier.

L'intervention des tiers intéressés, quels qu'ils soient, n'est plus recevable après le dépôt du rapport des experts.

ART. 54.

Indien er derde belanghebbenden zijn, wegens huur, genotspand, of eenig ander hoofdelijk recht, wegens gebruik, bewoning, opstal of erfpacht, zijn de eigenaar en de vruchtgebruiker gehouden dezen op te roepen om, vinden zij het goed, deel te nemen, wat hen betreft, aan de begroting der schadeloosstellingen. Zoo dit niet gedaan werd, zijn alleen de eigenaar en de vruchtgebruiker belast, ten opzichte van de bedoelde belanghebbenden, met de schadeloosstellingen waarop deze zouden kunnen aanspraak maken.

Wanneer de derde belanghebbenden in het geding geroepen zijn of er uit eigen beweging in optreden, worden hunne schadeloosstellingen vastgesteld, zooals die aan den eigenaar en aan den vruchtgebruiker verschuldigd.

Het is aan de derde belanghebbenden, wie zij ook zijn, niet meer toegelaten in het geding op te treden, na de nederlegging van het verslag der deskundigen.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

à restituer portent, de plein droit, intérêt au taux légal à partir du mois qui a suivi le jugement dont appel ou bien à partir du paiement ou de la consignation de l'indemnité fixée par le tribunal, s'ils ont été effectués avant l'expiration du mois.

Toutefois l'intérêt de la différence à restituer ne sera d'un taux supérieur à celui qui est servi par la caisse des dépôts et consignations qu'à partir du retrait de la somme consignée.

Si cette différence avait été touchée par un créancier de l'exproprié ou par un demandeur en justice mentionné à l'article 9, alinéa 2, elle devrait être restituée par lui avec l'intérêt ainsi qu'il est dit aux trois alinéas qui précèdent.

ART. 34.

Dans le cas où il y a des tiers intéressés à titre de bail, d'antichrèse ou de tout autre droit personnel, à titre d'usage, d'habitation de superficie ou d'emphytéose, le propriétaire et l'usufruitier sont tenus de les appeler pour concourir, s'ils le jugent bon, à l'évaluation des indemnités en ce qui les concerne. Faute de les avoir appelés, le propriétaire et l'usufruitier sont seuls chargés envers les intéressés en question des indemnités que ceux-ci pourraient réclamer.

Lorsque les tiers intéressés sont appelés ou interviennent d'office au procès, leurs indemnités sont réglées en la même forme que celles dues au propriétaire et à l'usufruitier.

L'intervention des tiers intéressés, quels qu'ils soient, n'est recevable que dans la quinzaine suivant la prestation du serment des experts sur les lieux.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

betalen verschil is, van rechtswege, de wettelijke interest verschuldigd te rekenen van de maand volgende op het vonnis waartegen in hooger beroep is gekomen of te rekenen van de betaling of de consignatie van de som door de rechtbank bepaald, zoo zij vóór het einde der maand plaats hadden.

Op het weder uit te keeren verschil zal echter slechts te rekenen van het afhalen der geconsigneerde som een hoogere interest zijn verschuldigd dan dien betaald door de deposito- en consignatiekas.

Werd dit verschil genoten door een schuldeischer van den onteigende of door een in artikel 9, 2^{de} lid, aangeduid eischer in rechten, dan moet het door hem worden teruggegeven met den interest, zooals is bepaald in de drie voorgaande alinea's.

ART. 34.

Indien er derde belanghebbenden zijn, wegens huur, genotspand, of eenig ander hoofdelijk recht, wegens gebruik, bewoning, opstal of erfpacht, zijn de eigenaar en de vruchtgebruiker gehouden dezen op te roepen om, vinden zij het goed, deel te nemen, wat hen betreft, aan de begroting der schadeloosstellingen. Zoo dit niet gedaan werd, zijn alleen de eigenaar en de vruchtgebruiker belast, ten opzichte van de bedoelde belanghebbenden, met de schadeloosstellingen waarop deze zouden kunnen aanspraak maken.

Wanneer de derde belanghebbenden in het geding geroepen zijn of er uit eigen beweging in optreden, worden hunne schadeloosstellingen vastgesteld, zooals die aan den eigenaar en aan den vruchtgebruiker verschuldigd.

Slechts binnen de veertien dagen volgende op de eedaflegging van de deskundigen ter plaatse, is het aan de derde belanghebbenden, wie zij ook zijn, toegelaten in het geding op te treden.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 55.

ART. 55.

L'expropriant a la faculté de maintenir provisoirement les droits de l'un ou de plusieurs des tiers intéressés dont il est question au premier alinéa de l'article précédent, moyennant d'exprimer formellement sa volonté à cet égard dans l'exploit d'assignation. Dans ce cas, le propriétaire et l'usufruitier ne sont pas tenus de mettre en cause les tiers dont les droits sont réservés.

De onteigenende heeft het vermogen om voorloopig de rechten van eenen of meer derde belanghebbenden, onder de eerste alinea van voorgaand artikel bedoeld, te handhaven, mits hij daaromtrent zijn wil uitdrukkelijk te kennen geve in het exploit van dagvaarding. Alsdan zijn de eigenaar en de vruchtgebruiker niet gehouden de derden, wier rechten voorbehouden zijn, in het geding te roepen.

ART. 56.

ART. 56.

Les actions en résolution, en revendication, ou toutes autres actions réelles, ne peuvent arrêter l'expropriation ni en empêcher l'effet. Les droits des réclamants sont transportés sur le prix et ne peuvent être opposés à l'expropriant.

De vorderingen tot opheffing, tot terug-eisching, of alle andere zakelijke vorderingen, kunnen de onteigening strekken noch hare gevolgen verhinderen. De rechten der bezwaarvoorders worden op den prijs overgebracht en kunnen tegen den onteigenende niet worden geldend gemaakt.

ART. 57.

ART. 57.

S'il n'existe aucune saisie-arrêt ou opposition sur les deniers consignés, le préposé à la caisse des consignations est tenu de remettre aux ayants droit le montant de l'indemnité sur le vu des jugemens et arrêts ainsi que sur la production d'un certificat constatant, suivant le cas :

Zoo er op de in bewaring gestelde gelden geen beslag in de derde hand gelegd of geen verzet gesteld is, is de beambte van de consignatie-kas gehouden het bedrag der schadeloosstelling aan de rechthebbenden uit te keeren, op vertoon van de vonnissen en arresten, alsmede op overlegging van een attest bevestigende volgens het geval :

a) Que l'immeuble ou le droit réel exproprié est libre de toutes charges hypothécaires;

a) Dat het onteigend onroerend goed of het onteigend zakelijk recht vrij is van alle hypothecaire lasten;

b) Que le bien au profit duquel existait un droit réel supprimé ou celui sur lequel est établie une servitude est libre de toutes charges hypothécaires, ou que ces charges sont restreintes au bien tel qu'il reste subsister dans le patrimoine de l'exproprié.

b) Dat het goed ten welks behoefte een afgeschafte zakelijk recht bestond of dat waarop eene erfdienstbaarheid gevestigd is, vrij is van alle hypothecaire lasten, of dat die lasten beperkt zijn tot het goed zooals het tot het vermogen van den onteigende blijft behooren.

Lorsque le remploi de l'indemnité est obligatoire à l'égard des tiers, il en est fait

Zoo de wederbelegging der schadeloosstelling verplichtend is ten opzichte van derden,

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 55.

Le supprimer.

ART. 56.

Les actions en résolution, en revendication, ou toutes autres actions réelles, *le commandement préalable à la saisie immobilière ou la saisie*, ne peuvent arrêter l'expropriation ni en empêcher l'effet. Les droits des réclamants sont transportés sur le prix et ne peuvent être opposés à l'expropriant.

ART. 57.

S'il n'existe aucune saisie-arrêt ou opposition sur les deniers consignés, le préposé à la caisse des consignations est tenu de remettre aux ayants droit le montant de l'indemnité sur le vu des jugements et arrêts ainsi que sur la production d'un certificat constatant, suivant le cas :

a) Que l'immeuble ou le droit réel exproprié est libre de toutes charges hypothécaires;

b) Que le bien au profit duquel existait un droit réel supprimé est libre de toutes charges hypothécaires, ou que ces charges sont restreintes ou bien tel qu'il reste subsister dans le patrimoine de l'exproprié.

Lorsque le remploi de l'indemnité est obligatoire à l'égard des tiers, *il doit en être*

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

ART. 55.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 56.

De vorderingen tot opheffing, tot terug-eisching, of alle andere zakelijke vorderingen, *het bevel dat het beslag op onroerende goederen of de inbeslagneming voorafgaat*, kunnen de onteigening stremmen noch hare gevolgen verhinderen. De rechten van hen die bezwaren inbrengen gaan over op den prijs en kunnen tegen den onteigenende niet worden geldend gemaakt.

ART. 57.

Zoo er op de in bewaring gestelde gelden geen beslag in de derde hand gelegd of geen verzet gesteld is, is de beambte van de consignatiekas gehouden het bedrag der schadeloosstelling aan de rechthebbenden uit te keeren, op vertoon van de vonnissen en arresten, alsmede op overlegging van een attest bevestigende volgens het geval :

a) Dat het onteigend onroerend goed of het onteigend zakelijk recht vrij is van alle hypothecaire lasten;

b) Dat het goed ten welks behoefte een afgeschaft zakelijk recht bestond of dat waarop eene erfdienstbaarheid gevestigd is, vrij is van alle hypothecaire lasten, of dat die lasten beperkt zijn tot het goed zooals het tot het vermogen van den onteigende blijft behooren.

Zoo de wederbelegging der schadeloosstelling verplicht is ten opzichte van derden,

Projet de loi.

mention dans la déclaration de dépôt, et l'agent de la caisse ne peut rembourser l'indemnité que moyennant la justification du emploi accepté par l'expropriant ou l'autorisation de ce dernier. Si l'obligation du emploi n'a pas été mentionnée dans la déclaration de dépôt, l'agent de la caisse est déchargé de toute responsabilité relativement au emploi.

Dans le cas où le contrat de mariage n'indique pas les conditions du emploi, elles sont déterminées dans le jugement réglant l'indemnité, sinon par le président du tribunal sur simple requête présentée par la partie la plus diligente.

A défaut de produire le certificat hypothécaire ou de rapporter mainlevée des saisies-arêts ou oppositions, et, s'il y a lieu, de justifier de l'acceptation du emploi par l'expropriant, le préposé à la caisse des consignations ne peut vider ses mains que sur une décision de justice. Il en est de même lorsque les droits du propriétaire et de l'usufruitier ne sont pas réglés par le jugement qui a ordonné la consignation.

Art. 58.

Le créancier qui, par le résultat d'un ordre ouvert pour la distribution de l'indemnité, n'obtient pas collocation utile pour la totalité de sa créance, ne peut, pour cause de morcellement de son hypothèque ou de division de son capital, exiger le remboursement du surplus de sa créance si elle n'est d'ailleurs exigible en vertu de son titre ou pour tout autre motif.

Wetsontwerp.

wordt daarvan melding gemaakt in de verklaring van inbewaargeving en de agent der kas mag de schadeloosstelling alleen uitkeeren mits bewijs van de door den onteigenende aangenomen wederbelegging, of mits eene door hem gegeven machtiging. Zoo de verplichting tot wederbelegging niet vermeld werd in de verklaring van inbewaargeving, is, wat aangaat de wederbelegging, de agent der kas van alle aansprakelijkheid ontlast.

Wanneer het huwelijkskontraat niet aanduidt onder welke voorwaarden de wederbelegging moet geschieden, worden die voorwaarden vastgesteld in het vonnis tot bepaling van de schadeloosstelling, zooniet door den voorzitter der rechtbank op enkel verzoekschrift door de meest gereede partij ingediend.

Zoo geen hypotheccair attest overgelegd of geene handlichting van beslagneming in de derde hand of verzet ingebracht wordt, en zoo, waar het past, het bewijs van de door den onteigenende aangenomen wederbelegging niet geleverd wordt, mag de beambte der consignatie-kas niets uit handen geven dan alleen krachtens eene rechterlijke beslissing. Hetzelfde geldt wanneer de rechten van den eigenaar en den vruchtgebruiker niet geregeld zijn door het vonnis waarbij de inbewaarstelling werd bevolen.

Art. 58.

De schuldeischer die, ten gevolge van eene voor de uitdeeling der schadeloosstelling geopende regeling van voorrang, niet in aanmerking komt voor het algeheele zijner schuldvordering, kan niet, om reden van verbrokkeling zijner hypotheek of verdeling van zijn kapitaal, de uitkeering van het overschot zijner schuldvordering eischen, indien, daarbij, krachtens zijn titel of om eenige andere reden, die uitkeering niet eischbaar is.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

fait mention dans la déclaration de dépôt, et l'agent de la caisse ne peut rembourser l'indemnité que moyennant la justification du emploi accepté par l'expropriant ou l'autorisation de ce dernier. Si l'obligation du emploi n'a pas été mentionnée dans la déclaration de dépôt, l'agent de la caisse est déchargé de toute responsabilité relativement au emploi.

Dans le cas où le contrat de mariage n'indique pas les conditions de emploi, elles sont déterminées dans le jugement réglant l'indemnité, sinon par le président du tribunal sur simple requête présenté par la partie la plus diligente.

A défaut de produire le certificat hypothécaire ou de rapporter mainlevée des saisies-arêts ou oppositions, et, s'il y a lieu, de justifier de l'acceptation du emploi par l'expropriant, le préposé à la caisse des consignations ne peut vider ses mains que sur une décision de justice.

ART. 58.

Le créancier qui, par le résultat d'un ordre ouvert pour la distribution de l'indemnité, n'obtient pas collocation utile pour la totalité de sa créance, ne peut, pour cause de morcellement de son hypothèque ou de division de son capital, exiger le remboursement du surplus de sa créance si elle n'est d'ailleurs exigible en vertu de son titre ou pour tout autre motif.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

moet daarvan melding worden gemaakt in de verklaring van inbewaargeving en de agent der kas mag de schadeloosstelling alleen uitkeeren mits bewijs van de door den onteigenende aangenomen wederbelegging, of mits eene door hem gegeven machtiging. Zoo de verplichting tot wederbelegging niet vermeld werd in de verklaring van inbewaargeving, is, wat aangaat de wederbelegging, de agent der kas van alle aansprakelijkheid ontlast.

Wanneer het huwelijkskontraakt niet aanduidt onder welke voorwaarden de wederbelegging moet geschieden, worden die voorwaarden vastgesteld in het vonnis tot bepaling van de schadeloosstelling, zoo niet door den voorzitter der rechtbank op enkel verzoekschrift door de meest gereede partij ingediend.

Zoo geen hypotheccair attest overgelegd of geene handlichting van beslagname in de derde hand of verzet ingebracht wordt, en zoo, waar het past, het bewijs van de door den onteigenende aangenomen wederbelegging niet geleverd wordt, mag de beambte der consignatiekas niets uit handen geven dan alleen krachtens eene rechterlijke beslissing.

ART. 58.

De schuldeischer die, ten gevolge van eene voor de uitdeeling der schadeloosstelling geopende regeling van voorrang, niet in aanmerking komt voor het algeheele zijner schuldvordering, kan niet om reden van verbrokkeling zijner hypotheek of verdeling van zijn kapitaal, de uitkeering van het overschot zijner schuldvordering eischen, indien, overigens, krachtens zijn titel of om eenige andere reden, die uitkeering niet eischbaar is.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 59.

ART. 59.

Lorsque, en vertu de la disposition portée au 2° du 2° alinéa de l'article premier, des poursuites sont introduites contre des possesseurs de droits réels ou personnels, elles sont exercées dans la même forme que celles dirigées contre les propriétaires et usufruitiers.

L'assignation dont il s'agit à l'article 33 est valablement donnée aux bénéficiaires apparents des droits à supprimer.

Wanneer, krachtens het bepaalde in 2° van de 2^{de} alinea van artikel één, vorderingen worden ingeleid tegen bezitters van zakelijke of persoonlijke rechten, worden die vorderingen op dezelfde wijze gedaan als die tegen eigenaars en vruchtgebruikers ingespannen.

De in artikel 33 bedoelde dagvaarding is geldig gegeven aan hen die blijkbaar de af te schaffen rechten genieten.

§ 2. — DE LA PROCÉDURE D'URGENCE.

§ 2. — VAN DE RECHTSPLEGING
BIJ DRINGENDHEID.

ART. 60.

ART. 60.

S'il y a urgence de prendre possession des immeubles à exproprier, de supprimer l'un des droits visés au 2° du 2° alinéa de l'article premier ou d'exercer une servitude, l'urgence est spécialement décrétée par un arrêté royal.

Wanneer de inbezitneming der te onteigenen onroerende goederen, de afschaffing van een der in 2° der 2^{de} alinea van artikel één bedoelde rechten of het vestigen eener erfdienstbaarheid, spoedeischend is, wordt de dringendheid in het bijzonder bij koninklijk besluit verklaard.

L'arrêté énonce les motifs de l'urgence. Il est déposé, et l'annonce du dépôt est affichée et insérée dans les journaux conformément aux prescriptions de l'article 34; il est justifié de l'accomplissement de ces formalités ainsi qu'il est dit au même article.

Het besluit geeft de redenen der dringendheid op. Het wordt nedergelegd en de aankondiging der nederlegging aangeplakt en in de bladen opgenomen overeenkomstig het bepaalde in artikel 34; van de vervulling dier formaliteiten wordt bewijs gegeven zooals in hetzelfde artikel is gezegd.

ART. 61.

ART. 61.

Lorsque l'urgence est décrétée avant l'introduction des poursuites en expropriation, l'assignation dont il s'agit à l'article 33 contient la notification de l'arrêté décrétant l'urgence et énonce les sommes offertes par l'expropriant à titre d'indemnité provisoire.

Wanneer de dringendheid verklaard is vóór het inleiden van de vordering tot onteigening, bevat de in artikel 33 bedoelde dagvaarding, beteekening van het besluit waarbij de dringendheid is verklaard, en vermeldt zij de door de onteigenende als voorloopige schadeloosstelling aangeboden sommen.

Le délai de l'assignation est de huitaine.

De termijn van dagvaarding bedraagt acht dagen.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 59.

Lorsque, en vertu de la disposition portée au 2° de l'article 1^{bis}, des poursuites sont introduites contre des possesseurs de droits réels ou personnels, elles sont exercées dans la même forme que celles dirigées contre les propriétaires et usufruitiers.

L'assignation dont il s'agit à l'article 33 est valablement donnée aux bénéficiaires apparents des droits à supprimer.

§ 2. — DE LA PROCÉDURE D'URGENCE.

A supprimer en entier (articles 60 à 73).

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

ART. 59.

Wanneer, krachtens de bepaling vervat in n° 2° van artikel 1^{bis}, vorderingen worden ingesteld tegen bezitters van zakelijke of persoonlijke rechten, worden die vorderingen op dezelfde wijze gedaan als die tegen eigenaars en vruchtgebruikers.

De in artikel 33 bedoelde dagvaarding is geldig gegeven aan hen die blijkbaar de af te schaffen rechten genieten.

**§ 2. — VAN DE RECHTSPLEGING
BIJ DRINGENDHEID.**

Geheel te doen wegvallen (artikelen 60 tot 73).

Projet de loi

Wetsontwerp.

ART. 62.

ART. 62.

Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler au règlement de l'indemnité provisoire les tiers visés à l'article 54, faute de quoi ils restent seuls chargés envers eux du préjudice résultant de leur non-intervention. Ils peuvent faire cet appel par lettre recommandée à la poste. La remise de la lettre à la poste vaut notification à compter du surlendemain de cette remise.

Les indemnités provisoires des tiers intéressés, ainsi appelés ou intervenant d'office, sont réglées en la même forme que celles dues au propriétaire et à l'usufruitier. L'intervention des tiers intéressés, quels qu'ils soient, n'est plus recevable après la clôture du procès-verbal des experts.

ART. 63.

ART. 63.

Au jour fixé, les expropriés et les tiers intéressés appelés ou intervenant d'office sont tenus de déclarer les sommes dont ils demandent la consignation avant l'envoi en possession. Faute par eux de comparaître, il est procédé en leur absence.

De eigenaar en de vruchtgebruiker zijn gehouden de onder artikel 54 bedoelde derden op te roepen, tot het regelen van de voorloopige schadeloosstelling; zooniet blijven zij alleen aansprakelijk jegens hen voor de schade door hunne niet-tusschenkomst veroorzaakt. Die oproeping mag bij eenen ter post aangeteekenden brief geschieden. De bezorging van den brief ter post geldt voor beteekening, te beginnen met den tweeden dag na die bezorging.

De voorloopige schadeloosstellingen van de aldus opgeroepen of uit eigen beweging opgetreden derde belanghebbenden, worden geregeld op dezelfde wijze als de aan den eigenaar en den vruchtgebruiker verschuldigde. De tusschenkomst van de derde belanghebbenden, wie zij zijn, is niet meer ontvankelijk na het sluiten van het proces-verbaal der deskundigen.

ART. 64.

ART. 64.

Si le tribunal décide que les formalités prescrites par la loi ont été observées et qu'il se trouve dans l'impossibilité de déterminer immédiatement le montant de l'indemnité définitive, il ordonne, lors même qu'il y aurait entente sur le chiffre de l'indemnité provisoire, la visite des immeubles par trois experts à désigner sur-le-champ et de commun accord par les parties, sinon d'office.

Indien de rechtbank beslist dat de door de wet voorgeschreven formaliteiten werden vervuld en zij in de onmogelijkheid verkeert aanstonds het bedrag der definitieve schadeloosstelling te bepalen, beveelt zij, zelfs wanneer men het eens is omtrent het cijfer der voorloopige schadeloosstelling, de bezichtiging der onroerende goederen door drie deskundigen, op staanden voet en in gemeen overleg door partijen, of anders ambtshalve, aan te wijzen.

Amendements
proposés par la Section centrale.

Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.

Projet de loi.

ART. 65.

Le greffier du tribunal notifie immédiatement aux experts leur nomination, par lettre recommandée à la poste, avec indication des lieu, jour et heure de l'expertise. Pareille notification est faite par le greffier aux parties qui n'ont pas comparu sur l'assignation dont il s'agit à l'article 61.

Le tribunal commet un juge pour se rendre sur les lieux avec le greffier et les experts, recevoir, le cas échéant, le serment de ceux-ci, prendre leur avis sur la valeur des immeubles ou des droits à exproprier, recueillir tous renseignements propres à déterminer tant cette valeur que les indemnités dues à l'exproprié, et faire dresser par les experts un procès-verbal descriptif des biens, aussi précis que possible, contenant toutes les indications de nature à éclairer la religion du tribunal. Cette opération doit être terminée et le procès-verbal remis au greffe dans les quinze jours de la date à partir de laquelle le jugement n'est plus susceptible d'appel.

Dans les cinq jours de cette remise, le tribunal, s'il se croit suffisamment éclairé, fixe le chiffre de l'indemnité définitive, sinon il constate l'accord des parties au sujet de la somme à consigner à titre d'indemnité provisoire, ou bien, à défaut d'entente, il détermine le montant de celle-ci.

Le jugement constatant ou fixant l'indemnité provisoire est réputé contradictoire à l'égard de l'exproprié et il n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel.

ART. 66.

S'il le juge nécessaire, le tribunal peut, dans les cinq jours de la remise du rapport

Wetsontwerp.

ART. 65.

Door den griffier der rechtbank wordt aan de deskundigen dadelijk hunne benoeming beteekend bij eenen ter post aangeeekenden brief, met opgave van tijd en plaats der schatting. Dergelijke beteekening wordt door den griffier gedaan aan de partijen die niet verschenen zijn op de in artikel 61 bedoelde dagvaarding.

De rechtbank stelt een rechter aan om zich ter plaatse te begeven, vergezeld van den griffier en de deskundigen, om, des noodig, dezer eed af te nemen, hun advies in te winnen omtrent de waarde der te onteigenen onroerende goederen of rechten, alle inlichtingen te verzamelen die tot nadere bepaling zoo van die waarde als van de aan den onteigende verschuldigde schadeloosstelling, en door de deskundigen een proces-verbaal te doen opmaken tot beschrijving der goederen, zoo nauwkeurig mogelijk, met al de opgaven die van aard zijn om de rechtbank voor te lichten. Die verrichting moet volbracht en het proces-verbaal ter griffie overgelegd zijn binnen vijftien dagen na den dag waarop het vonnis niet meer voor hooger beroep vatbaar is.

Binnen vijf dagen na die overlegging bepaalt de rechtbank, indien zij meent voldoende ingelicht te zijn, het bedrag der definitieve schadevergoeding; zooniet stelt zij de eenparigheid vast van partijen aangaande de als voorloopige schadeloosstelling in consignatie te brengen som, of, zoo partijen het niet eens zijn, bepaalt zij het cijfer ervan.

Het vonnis tot bevestiging of tot bepaling der voorloopige schadeloosstelling, wordt geacht tegensprakelijk te zijn ten aanzien van den onteigende, en het is voor verzet noch hooger beroep vatbaar.

ART. 66.

Wanneer zij het noodig oordeelt mag de rechtbank, binnen vijf dagen na de overleg-

Amendements
proposés par la Section centrale.

Amendementen.
door de Middenafdeeling voorgesteld.

Projet de loi.

des experts, ordonner qu'il sera procédé à une expertise supplémentaire. Cette opération doit être terminée et le procès-verbal remis au greffe dans les quinze jours du jugement qui l'a ordonnée. Il est ensuite statué par le tribunal conformément aux dispositions du 3^e alinéa de l'article 65.

S'il existe des circonstances spéciales, le tribunal peut augmenter le délai de quinze jours fixé pour la remise tant du premier que du second procès-verbal d'expertise, ainsi que le délai de cinq jours imparti au tribunal pour la fixation de l'indemnité. Ces délais réunis ne pourront, en aucun cas, excéder trente jours.

ART. 67.

Aucun émolument ne sera alloué aux experts s'ils n'ont terminé leurs opérations dans le délai fixé, à moins qu'ils n'établissent devant le tribunal que le retard ne leur est pas imputable.

ART. 68.

Si la procédure d'urgence est décrétée après le jugement déclarant les formalités accomplies, l'assignation contenant notification du décret d'urgence et de la somme offerte à titre d'indemnité provisoire est donnée à huitaine aux expropriés et aux tiers intéressés qui sont intervenus dans l'instance.

Au jour fixé, le tribunal ordonne aux experts, tant en l'absence qu'en la présence des parties, de se rendre sur les lieux avec le juge-commissaire et le greffier. Il est ensuite procédé ainsi qu'il est dit aux articles 65 et 66.

Wetsontwerp.

ging van het verslag der deskundigen, bevelen dat eene aanvullende schatting zal plaats grijpen. Die verrichting moet volbracht en het proces-verbaal ter griffie overgelegd zijn, binnen vijftien dagen na het vonnis waarbij zij bevolen werd. Vervolgens doet de rechtbank uitspraak overeenkomstig het bepaalde onder de 5^{de} alinea van artikel 65.

Zoo bijzondere omstandigheden voorhanden zijn, mag de rechtbank den termijn van vijftien dagen verlengen bepaald voor het overleggen zoo van het eerste als van het tweede proces-verbaal van schatting, alsmede den termijn van vijf dagen aan de rechtbank toegestaan om de schadeloosstelling te bepalen. Die uitstellen mogen nochtans, in geen geval, samen meer dan dertig dagen bedragen.

ART. 67.

Geen loon wordt aan de deskundigen toegekend indien zij hunne werkzaamheden niet binnen den bepaalden tijd hebben volbracht, tenzij zij vóór de rechtbank bewijzen dat de vertraging niet hun te wijten is.

ART. 68.

Wanneer tot rechtspleging bij dringendheid besloten is na het vonnis verklarende dat de formaliteiten werden vervuld, wordt de dagvaarding bevattende de beteekening van de beslissing van dringendheid en van het bedrag, als voorloopige schadeloosstelling aangeboden, voor binnen acht dagen gegeven aan de onteigenden en aan de derde belanghebbenden die in het geding zijn opgetreden.

Op den aangewezen dag, gelast de rechtbank aan de deskundigen, zoo bij aanwezigheid als bij afwezigheid van partijen, zich ter plaatse te begeven met den rechter-commissaris en den griffier. Verder wordt er gehandeld overeenkomstig de artikelen 65 en 66.

Amendements
proposés par la Section centrale.

Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.

Projet de loi.

ART. 69.

Si la poursuite en expropriation se rapporte à une propriété bâtie, le tribunal peut déclarer, dans le jugement qui fixe le montant de l'indemnité définitive ou provisoire, que la prise de possession n'aura lieu qu'après l'expiration d'un délai qu'il fixe et qui ne peut excéder deux mois à partir du prononcé.

Si le tribunal n'a pas fait usage de cette faculté, le délai peut encore être fixé par ordonnance du président rendue sur requête; cette ordonnance est notifiée à l'expropriant.

ART. 70.

L'indemnité provisoire est versée à la caisse des consignations et, le cas échéant, il est fait mention dans la déclaration de dépôt du délai fixé en exécution de l'article 69. L'indemnité est remise aux ayants droit conformément aux prescriptions de l'article 57, sans attendre le règlement définitif.

ART. 71.

Sur le vu de la déclaration de dépôt, le président du tribunal ordonne l'envoi en possession par décision rendue sur requête.

Cette ordonnance est exécutoire provisoirement, nonobstant opposition ou appel, et sans caution, soit immédiatement, soit à l'expiration du délai qui aurait été fixé conformément à l'article 69.

ART. 72.

Immédiatement après le jugement constatant ou fixant le chiffre de l'indemnité provisoire, il est procédé à l'évaluation définitive d'après les règles tracées au § 1^{er} du

Wetsontwerp.

ART. 69.

Indien de vordering tot onteigening op een bebouwd eigendom betrekking heeft, dan mag, in het vonnis tot bepaling der definitieve of voorloopige schadeloosstelling, de rechtbank verklaren dat de inbezitneming slechts gebeuren zal na afloop van eenen termijn dien zij vaststelt en die niet meer dan twee maanden, te rekenen van de uitspraak, mag bedragen.

Maakt de rechtbank geen gebruik van dit vermogen, dan mag de termijn nog worden bepaald bij een bevel van den voorzitter op verzoek gegeven; dit bevel wordt aan den onteigenende beteekend.

ART. 70.

De voorloopige schadeloosstelling wordt in de consignatie-kas gestort, en, zoo het pas geeft, wordt in de verklaring van inbewaringgeving melding gemaakt van den in uitvoering van artikel 69 bepaalden termijn. De schadeloosstelling wordt aan de rechthebbers uitbetaald, overeenkomstig het bepaalde in artikel 57, zonder de eindregeling af te wachten.

ART. 71.

Op vertoon van het bewijs van nederlegging beveelt de voorzitter van de rechtbank, bij op verzoek gegeven beslissing, de inbezitstelling.

Die beslissing is, niettegenstaande verzet of hooger beroep en zonder borgstelling, voorloopig uitvoerbaar, hetzij dadelijk, hetzij na afloop van den termijn die overeenkomstig artikel 69 zou bepaald zijn.

ART. 72.

Dadelijk na het vonnis tot bevestiging of bepaling van het bedrag der voorloopige schadeloosstelling, wordt, overeenkomstig de in § 1 van dezen titel geschreven regelen,

Amendements
proposés par la Section centrale.

Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.

Projet de loi.

présent titre, par les experts et le juge-commissaire qui ont été assumés dans la procédure d'urgence.

ART. 73.

Si l'indemnité définitive est supérieure à la somme qui a été déterminée provisoirement, le supplément est consigné dans la quinzaine de la signification du jugement définitif; à défaut, l'exproprié peut faire suspendre les travaux.

La consignation comprend, outre le principal, une somme représentant l'intérêt de l'indemnité supplémentaire, au taux fixé par le tribunal, à partir du jour où l'ordonnance d'envoi en possession est exécutoire ainsi qu'il est dit à l'article 71.

Si l'indemnité définitive est inférieure à l'indemnité provisoire, la différence est restituée dans le mois du jugement visé au premier alinéa du présent article.

§ 3. — DE LA COMPÉTENCE ET DU RESSORT.

ART. 74.

Les tribunaux de première instance connaissent des instances en expropriation pour cause d'utilité publique.

ART. 75.

Toute demande en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique est soumise, pour la détermination du ressort, aux dispositions des articles 53, 54 et 55 de la loi du 23 mars 1876.

Néanmoins tout jugement en cette matière suit, pour la recevabilité de l'appel, le sort de la demande principale, en tant qu'il statue sur l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

Wetsontwerp.

overgegaan tot definitieve schatting door de deskundigen en den rechter-commissaris, die in de rechtspleging bij dringendheid aangesteld werden.

ART. 73.

Indien de definitieve schadeloosstelling het voorloopig vastgestelde bedrag te boven gaat, wordt het verschil in consignatie gebracht binnen vijftien dagen na de betekening van het eindvonnis; zooniet mag de onteigende het werk doen schorsen.

De consignatie omvat, behalve de hoofdsom, eene som voor den interest van de aanvullende schadeloosstelling, berekend op de door de rechtbank bepaalde voet, met ingang van den dag waarop het bevel tot inbezitstelling uitvoerbaar wordt, zooals in artikel 71 is gezegd.

Indien de definitieve schadeloosstelling minder bedraagt dan de voorloopige schadeloosstelling, wordt het verschil terugbetaald binnen eene maand na het in de eerste alinea van dit artikel bedoelde vonnis.

§ 3. — VAN DE BEVOEGDHEID
EN DEN AANLEG.

ART. 74.

De rechtbanken van eersten aanleg behandelen de vorderingen tot onteigening ten algemeenen nutte.

ART. 75.

Voor elk verzoek in zake van onteigening ten algemeenen nutte geldt, tot bepaling van den aanleg, het bepaalde in artikelen 53, 54 en 55 der wet van 23 Maart 1876.

Elk vonnis in deze zaken, in zooverre het uitspraak doet omtrent de vervulling van de bij de wet voorgeschreven formaliteiten, volgt echter, voor de ontvankelijkheid in hooger beroep, hetzelfde lot als de hoofdvordering.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

§ 5. — DE LA COMPÉTENCE ET DU RESSORT.

ART. 74.

Les tribunaux de première instance connaissent des instances en expropriation pour cause d'utilité publique.

ART. 75.

Toute demande en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique est soumise, pour la détermination du ressort, aux dispositions des articles 53, 54 et 55 de la loi du 25 mars 1876.

Néanmoins tout jugement en cette matière suit, pour la recevabilité de l'appel, le sort de la demande principale, en tant qu'il statue sur l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

**§ 5. — VAN DE BEVOEGDHEID
EN DEN AANLEG.**

ART. 74.

De rechtbanken van eersten aanleg behandelen de vorderingen tot onteigening ten algemeenen nutte.

ART. 75.

Voor elk verzoek in zake van onteigening ten algemeenen nutte geldt, tot bepaling van den aanleg, het bepaalde in artikelen 53, 54 en 55 der wet van 25 Maart 1876.

Elk vonnis in deze zaken, in zooverre het uitspraak doet omtrent de vervulling van de bij de wet voorgeschreven formaliteiten, volgt echter, voor de ontvankelijkheid in hooger beroep, hetzelfde lot als de hoofdvordering

Projet de loi.

§ 4. — DES FRAIS ET DÉPENS.

ART. 76.

Les frais et dépens de première instance, y compris ceux de consignation, d'envoi en possession et de retrait des sommes consignées, sont supportés par la partie expropriante; il en est de même des frais et dépens de l'instance d'appel, à moins que l'appel n'ait été interjeté par l'exproprié et que celui-ci ne soit partie succombante.

Dans les deux instances, les frais extraordinaires occasionnés par des mesures ou incidents non justifiés, y compris ceux des exécutoires de dépens, demeurent, comme frais frustratoires, à charge de celui qui les a provoqués.

ART. 77.

Le Gouvernement est autorisé à tarifier par arrêté royal les droits et honoraires des avoués et des experts en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

TITRE IV.

De la rétrocession.

ART. 78.

Si les immeubles acquis pour cause d'utilité publique ne reçoivent pas cette destination, un avis affiché dans la forme usitée pour les publications officielles fait connaître les biens que l'expropriant est dans le cas de revendre. Dans les trois mois de la publication, les anciens propriétaires qui veulent réacquérir ces biens sont tenus de le déclarer, à peine de déchéance.

A défaut par l'expropriant de publier cet

Wetsontwerp.

§ 4. — VAN DE KOSTEN EN VERSCHOTTEN.

ART. 76.

De kosten en verschotten van eersten aanleg, daarinbegrepen die van consignatie, inbezitstelling en terugneming van de in bewaring gestelde sommen, worden gedragen door de onteigenende partij; zoo ook de kosten en verschotten van het hooger beroep, tenzij het door den onteigende ingesteld en door hem verloren wordt.

In de twee aanleggen, blijven de buitengewone kosten, veroorzaakt door niet gewettigde maatregelen of tusschengeschillen, met inbegrip van die tot betaalbaarstelling der verschotten, als doellooze kosten, ten laste van hem die ze heeft uitgelokt.

ART. 77.

Aan de Regeering wordt machtiging verleend om, bij een koninklijk besluit, een tarief te stellen voor de rechten en het loon van de pleitbezorgers en deskundigen, in zake van onteigening ten algemeenen nutte.

TITEL IV.

Van de wederoverdracht.

ART. 78.

Zoo de onroerende goederen, ten algemeenen nutte verkregen, niet tot die bestemming gebruikt worden, zal bij een bericht, aangeplakt op de voor ambtelijke kennisgevingen gebruikelijke wijze, bekend gemaakt worden welke onroerende goederen de onteigenende in de gelegenheid is weder te verkoopen. Binnen drie maanden na die bekendmaking zijn de vroegere eigenaars, welke die goederen zouden willen terugkoopen, gehouden dit te verklaren, op straf van verval.

Blijft de onteigenende in gebreke die

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

§ 4. — DES FRAIS ET DÉPENS.

ART. 76.

Les frais et dépens de première instance, y compris ceux de consignation, d'envoi en possession, de retrait des sommes consignées et d'ordre, sont supportés par la partie expropriante; il en est de même des frais et dépens de l'instance d'appel, à moins que l'appel n'ait été interjeté par l'exproprié et que celui-ci ne soit partie succombante.

Supprimer l'alinéa 2.

ART. 77.

Le Gouvernement est autorisé à régler par arrêté royal les droits et honoraires des avoués, des experts et des arbitres en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

TITRE IV.

De la rétrocession.

ART. 78.

Si les immeubles acquis pour cause d'utilité publique ne reçoivent pas cette destination, un avis affiché dans la forme usitée pour les publications officielles fait connaître les biens que l'expropriant est dans le cas de revendre. Dans les trois mois de la publication, les anciens propriétaires qui veulent réacquiescer ces biens sont tenus de le déclarer, à peine de déchéance.

A défaut par l'expropriant de publier cet

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

§ 4. — VAN DE KOSTEN EN VERSCHOTTEN.

ART. 76.

De kosten en verschotten van eersten aanleg, daarinbegrepen die van consignatie, inbezitstelling, terugneming van de in bewaring gestelde sommen en van rangregeling worden gedragen door de onteigenende partij; zoo ook de kosten en verschotten van het hooger beroep, tenzij het door den onteigenende aangeteekend en hij in 't ongelijk gesteld wordt.

Het 2^{de} lid te doen wegvallen.

ART. 77.

Aan de Regeering wordt machtiging verleend om, bij koninklijk besluit, te regelen de rechten en het loon van de pleitbezorgers en scheidsrechters, in zake van onteigening ten algemeenen nutte.

TITEL IV.

Van de wederoverdracht.

ART. 78.

Zoo de onroerende goederen, ten algemeenen nutte verkregen, niet tot die bestemming gebruikt worden, zal bij een bericht, aangeplakt op de voor ambtelijke kennisgevingen gebruikelijke wijze, bekend gemaakt worden welke onroerende goederen de onteigenende in de gelegenheid is weder te verkoopen. Binnen drie maanden na die bekendmaking zijn de vroegere eigenaars, welke die goederen zouden willen terugkopen, gehouden dit te verklaren, op straf van verval.

Blijft de onteigenende in gebreke die

Projet de loi.

avis, les anciens propriétaires ou leurs ayants droit peuvent demander la remise des dits immeubles; cette remise est ordonnée en justice sur la déclaration de l'expropriant qu'ils ne sont plus destinés à servir aux travaux en vue desquels ils avaient été acquis.

ART. 79.

Les provinces, communes et établissements publics peuvent rétrocéder les immeubles dont il s'agit par contrat amiable, sinon par convention d'arbitrage dans les formes prescrites ci-avant, moyennant les autorisations requises pour les aliénations. Le Ministre des Finances et des Travaux publics peut faire les mêmes contrats relativement aux biens de l'État.

A défaut d'entente, le prix est fixé par le tribunal de première instance de la situation des immeubles.

Le prix ne peut, en aucun cas, excéder le montant de l'indemnité, déduction faite des sommes allouées à titre de frais de remploi et d'intérêts d'attente.

ART. 80.

Les dispositions portées aux articles 78 et 79 sont applicables en cas d'établissement d'une servitude.

TITRE V.

Des exemptions d'impôts.

ART. 81.

Sont exempts des droits de timbre, d'enregistrement, de greffe et d'hypothèque tous actes, jugements et arrêts, exploits, procès-verbaux et rapports, tous certificats, extraits, copies et expéditions relatifs à la transmission et à l'envoi en possession des immeubles

Wetsontwerp.

bekendmaking te doen, dan mogen de vroegere eigenaars of hunne rechthebbenden de teruggave der onroerende goederen vragen; die teruggave wordt in rechten bevolen op de verklaring van den onteigenende dat zij niet meer bestemd zijn tot het werk waarvoor zij werden verkregen.

ART. 79.

De provinciën, gemeenten en openbare instellingen mogen die onroerende goederen wederoverdragen bij minnelijk kontrakt, zoo niet bij overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak in de hooger omschreven vormen, mits de voor vervreemdingen vereischte machtigingen. De Minister van Financiën en Openbare Werken mag dezelfde kontrakten aangaan betreffende Staatsgoederen.

Wordt men het niet eens, dan wordt de prijs bepaald door de rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de onroerende goederen gelegen zijn.

In geen geval mag de prijs hooger zijn dan het bedrag der schadeloosstelling, na aftrek der wegens kosten van wederbelegging en wachtinterest verleende sommen.

ART. 80.

De in artikelen 78 en 79 geschreven bepalingen, zijn van toepassing waar het de vestiging eener erfdienstbaarheid geldt.

TITEL V.

Van de ontheffing van belasting.

ART. 81.

Zijn vrij van zegel-, registratië-, griffie- en hypotheekrechten, alle akten, vonnissen en arresten, exploiton, processen-verbaal en verslagen, alle attesten, uittreksels, kopijen en expeditiën, rakende de overdracht en de inbezitstelling der onroerende goederen en

**Amendements
proposés par la Section centrale,**

avis, les anciens propriétaires ou leurs ayants droit peuvent demander la remise des dits immeubles; cette remise est ordonnée en justice sur la déclaration de l'expropriant qu'ils ne sont plus destinés à servir aux travaux en vue desquels ils avaient été acquis.

ART. 79.

Les provinces, communes et établissements publics peuvent rétrocéder les immeubles dont il s'agit par contrat amiable, sinon par convention d'arbitrage dans les formes prescrites ci-avant, moyennant les autorisations requises pour les aliénations. Le Ministre des Finances et des Travaux publics peut faire les mêmes contrats relativement aux biens de l'État.

A défaut d'entente, le prix est fixé par le tribunal de première instance de la situation des immeubles.

Le prix ne peut, en aucun cas, excéder le montant de l'indemnité, déduction faite des sommes allouées à titre de frais de remploi et d'intérêts d'attente.

ART. 80.

A supprimer.

TITRE V.

Des exemptions d'impôts

ART. 81.

Sont exempts des droits de timbre, d'enregistrement, de greffe et d'hypothèque tous actes, jugements et arrêts, exploits, procès-verbaux et rapports, tous certificats, extraits, copies et expéditions relatifs à la transmission et à l'envoi en possession des immeubles

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

bekendmaking te doen, dan mogen de vroegere eigenaars of hunne rechthebbenden de teruggave der onroerende goederen vragen; die teruggave wordt in rechten bevolen op de verklaring van den onteigenende dat zij niet meer bestemd zijn tot het werk waarvoor zij werden verkregen.

ART. 79.

De provinciën, gemeenten en openbare instellingen mogen die onroerende goederen wederoverdragen bij minnelijk kontrakt, zoo niet bij overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak in de hooger omschreven vormen, mits de voor vervreemdingen vereischte machtigingen. De Minister van Financiën en Openbare Werken mag dezelve kontrakten aangaan betrekkelijk Staatsgoederen.

Wordt men het niet eens, dan wordt de prijs bepaald door de rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de onroerende goederen gelegen zijn.

In geen geval mag de prijs hooger zijn dan het bedrag der schadeloosstelling, na aftrek der wegens kosten van wederbelegging en wachtinterest verleende sommen.

ART. 80.

Dit artikel te doen wegvallen.

TITEL V.

Van de ontheffing van belasting.

ART. 81.

Zijn vrij van zegel-, registratie-, griffie- en hypotheekrechten, alle akten, vonnissen en arresten, exploitaten, processen-verbaal en verslagen, alle attesten, uittreksels, kopieën en expeditiën, rakende de overdracht en de inbezitstelling der onroerende goederen en

Projet de loi.

et des droits, au règlement, à la consignation et au paiement des indemnités, à l'état hypothécaire des biens, à l'ordre à ouvrir, au report de l'hypothèque sur des immeubles autres que ceux cédés ou expropriés, ainsi qu'à la rétrocession.

L'exemption s'étend aux procurations.

Elle est applicable dans tous les cas prévus à l'article 52 de la présente loi.

TITRE VI.

Dispositions diverses.

ART. 82.

Les huissiers peuvent transmettre par pli recommandé à la poste les exploits à notifier en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. La remise du pli à la poste vaut notification à la partie signifiée à compter du surlendemain de cette remise.

ART. 82^{bis}.

Les cessions amiables, les conventions d'arbitrage, les quittances et tous autres actes, y compris les procurations, relatifs aux acquisitions pour cause d'utilité publique, peuvent être passés sans frais à l'intervention soit du Ministre compétent ou du fonctionnaire qu'il a délégué, agissant au nom de l'État, soit du fonctionnaire chargé de diriger les négociations et les expropriations agissant en la même qualité, soit du gouverneur agissant au nom de l'État ou de la province, soit du bourgmestre agissant au nom de la commune ou des établissements publics qui y ont leur siège.

Wetsontwerp.

der rechten, de bepaling, de inbewaringstelling en de uitbetaling der schadeloosstellingen, den hypothecairen staat der goederen, de te openen regeling van voorrang, de overdracht der hypotheek op andere onroerende goederen dan de afgestane of onteigende, alsmede de wederoverdracht.

De ontheffing strekt zich tot de volmachten uit.

Zij is van toepassing op al de bij artikel 52 dezer wet voorziene gevallen.

TITEL VI.

Verschillende bepalingen.

ART. 82.

Door de deurwaarders mogen, bij eenen ter post aangeteekenden brief, de in zake van onteigening ten algemeene nutte te beteekenen exploiton verzonden worden. De bezorging van den brief ter post geldt als beteekening aan de aangezegde partij, te beginnen met den tweeden dag na die bezorging.

ART. 82^{bis}.

De minnelijke afstand, de overeenkomsten tot scheidsrechterlijke uitspraak, de kwijtbrieven, en alle andere akten, met inbegrip van de volmachten, rakende de aankopen ten algemeenen nutte, mogen kosteloos verleden worden, door tusschenkomst hetzij van den bevoegden Minister of van den door hem gemachtigden ambtenaar, handelende namens den Staat, hetzij van den ambtenaar belast met het beleid van de onderhandelingen en de onteigeningen handelende in dezelfde hoedanigheid, hetzij van den Gouverneur, handelende namens den Staat of namens de provincie, hetzij van den burgemeester, handelende namens de gemeente of namens de aldaar gevestigde openbare instellingen.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

et des droits, au règlement, à la consignation et au paiement des indemnités, à l'état hypothécaire des biens, à l'ordre à ouvrir, au report de l'hypothèque sur des immeubles autres que ceux cédés ou expropriés, ainsi qu'à la rétrocession.

L'exemption s'étend aux procurations.

Elle est applicable dans tous les cas prévus à l'article 32 de la présente loi.

TITRE VI.

Dispositions diverses.

Supprimer l'article 82.

Art. 82^{bis}.

Les cessions amiables, les conventions d'arbitrage, les quittances et tous autres actes, y compris les procurations, relatifs aux acquisitions pour cause d'utilité publique, peuvent être passés sans frais, à l'intervention soit du Ministre compétent, soit du Gouverneur agissant au nom de l'État ou de la Province, soit du bourgmestre agissant au nom de la Commune ou des établissements publics qui y ont leur siège.

La disposition qui précède est applicable dans les cas visés à l'article 32.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

der rechten, de bepaling, de inbewaringstelling en de uitbetaling der schadeloosstellingen, den hypotheairen staat der goederen, de te openen regeling van voorrang, de overdracht der hypotheek op andere onroerende goederen dan de afgestane of onteigende, alsmede de wederoverdracht.

De ontheffing strekt zich tot de volmachten uit.

Zij is van toepassing op al de bij artikel 32 dezer wet voorziene gevallen.

TITEL VI.

Verschillende bepalingen.

Art. 82.

Dit artikel te doen wegvallen.

Art. 82^{bis}.

De minnelijke afstand, de overeenkomsten tot scheidsrechterlijke uitspraak, de kwijtbrieven, en alle andere akten, met inbegrip van de volmachten, rakende de aankopen ten algemeenen nutte, mogen kosteloos verleden worden door tussenkomst hetzij van den bevoegden Minister, hetzij van den Goeverneur, handelende uit naam van den Staat of van de Provincie, hetzij van den burgemeester handelende namens de Gemeente of namens de aldaar gevestigde openbare instellingen.

De vorige bepaling is van toepassing op de in artikel 32 bedoelde gevallen.

Projet de loi.**ART. 83.**

Les greffiers des cours et tribunaux sont autorisés à délivrer, avant l'enregistrement des arrêts et jugements, les extraits qui sont nécessaires à la liquidation des indemnités.

ART. 84.

Les expropriations prévues par les lois du 1^{er} juillet 1858 et du 15 novembre 1867 sont autorisées conformément à la présente loi, sans préjudice des formalités spéciales d'instruction applicables en matière d'expropriation par zones.

ART. 85.

Les lois du 27 mai 1870, du 17 avril 1855 et du 22 juillet 1893, ainsi que l'article 51 de la loi du 16 septembre 1807, sont abrogés.

ART. 86.

La présente loi sera obligatoire le trentième jour après celui de sa publication.

Disposition transitoire.

Jusqu'au jour où un nouveau tarif aura été décrété en exécution de l'article 77, les droits et honoraires des avoués seront réglés conformément à l'arrêté royal du 19 juillet 1894, et ceux des experts, dans tous les cas prévus à la présente loi, d'après le tarif du 16 février 1807.

Wetsontwerp.**ART. 83.**

De griffiers van hoven en rechtbanken mogen, vóór de registratie van arresten en vonnissen, de ter vereffening der schade-loosstelling noodige uittreksels afleveren.

ART. 84.

Tot de onteigeningen voorzien bij de wetten van 1 Juli 1858 en 15 November 1867, wordt machtiging verleend overeenkomstig deze wet, onverminderd de bijzondere formaliteiten van onderzoek, die in zake van onteigening per strooken van toepassing zijn.

ART. 85.

De wetten van 27 Mei 1870, 17 April 1855 en 22 Juli 1893, alsmede artikel 51 der wet van 16 September 1807, worden ingetrokken.

ART. 86.

Deze wet wordt verplichtend den dertigsten dag na dien der bekendmaking.

Overgangsbepaling.

Tot wanneer, ter uitvoering van artikel 77, een nieuw tarief zal gesteld zijn, worden de rechten en het loon der pleitbezorgers bepaald overeenkomstig het koninklijk besluit van 19 Juli 1894, en die der deskundigen, in al de bij deze wet voorziene gevallen, volgens het tarief van 16 Februari 1807.

Amendements
proposés par la Section centrale.

ART. 83.

Les greffiers des cours et tribunaux sont autorisés à délivrer, avant l'enregistrement des arrêts et jugements, les extraits qui sont nécessaires à la liquidation des indemnités.

ART. 84.

Les expropriations prévues par les lois coordonnées du 1^{er} juillet 1858 et du 15 novembre 1867 sont autorisés conformément à la présente loi, sans préjudice des formalités spéciales d'instruction applicables en matière d'expropriation par zones.

ART. 85.

Sont abrogées : les lois du 27 mai 1870, du 17 avril 1858 et du 22 juillet 1895, l'article 51 de la loi du 16 septembre 1807 ainsi que l'article 9 des lois coordonnées du 1^{er} juillet 1858 et du 15 novembre 1867.

ART. 86.

La présente loi sera obligatoire le trentième jour après celui de sa publication.

Disposition transitoire.

Jusqu'au jour où l'arrêté royal prévu à l'article 77 sera devenu obligatoire, les droits et honoraires des avoués seront réglés conformément à l'arrêté royal du 19 juillet 1894; ceux des experts et des arbitres, dans tous les cas prévus à la présente loi, d'après le tarif du 16 février 1807.

Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 83.

De griffiers der hoven en rechtbanken mogen, vóór de registratie van arresten en vonnissen, de ter vereffening der schade-loosstelling noodige uittreksels afleveren.

ART. 84.

Tot de onteigeningen voorzien bij de *sumengevoegde* wetten van 1 Juli 1858 en 15 November 1867, wordt machtiging verleend overeenkomstig deze wet, onverminderd de bijzondere formaliteiten van onderzoek, die van toepassing zijn in zake van onteigening per strooken.

ART. 85.

De wetten van 27 Mei 1870, 17 April 1858 en 22 Juli 1895, artikel 51 der wet van 16 September 1807 *alsmede artikel 9 der samengevoegde wetten van 1 Juli 1858 en 15 November 1867* worden ingetrokken.

ART. 86.

Deze wet wordt verplichtend den dertigsten dag na dien der bekendmaking.

Overgangsbepaling.

Tot den dag waarop *het bij artikel 77 voorziene koninklijk besluit verplichtend zijn zal*, worden de rechten en het loon der pleitbezorgers bepaald overeenkomstig het koninklijk besluit van 19 Juli 1894; die der deskundigen en *scheidsrechters*, in al de bij deze wet voorziene gevallen, volgens het tarief van 16 Februari 1807.

(104)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 APRIL 1904.

Ontwerp van wet betreffende de formaliteiten en de rechtspleging bij
onteigening ten algemeenen nutte (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HARMIGNIE.

MIJNE HEEREN,

Toen de Regeering u dit ontwerp ter beraadslaging overlegde, beoogde zij :

- I. De wetten van 17 April 1835 en van 27 Mei 1870 op onteigening ten algemeenen nutte in een wetboek te vereenigen ;
- II. Den werkkring der onteigening uit te breiden ;
- III. Verscheidene bepalingen der wet van 1835 te verbeteren, met het oog op de formaliteiten van bestuur, de betaling der vergoeding, de kosten, den wederafstand ;
- IV. Geschikte maatregelen te nemen om den vaak tragen gang der rechtspleging tot onteigening te bespoedigen.

I.

Het aanhangig ontwerp is op verre na geen volledig Wetboek van onteigening.

Het strekt enkel om in onze Wetboeken te vervangen de wetten van 17 April 1835 en van 27 Mei 1870, waarvan de eene de rechterlijke en de andere de formaliteiten van bestuur in zake van onteigening regelt. Insgelijks schaft het af de bepaling van artikel 51 der wet van 16 September 1807, waarover wij verder spreken.

(1) Wetsontwerp, n° 87 (zittingsjaar 1902-1905)

(2) De Middenafdeling, voorgezeten door den heer NERINCX, bestond uit de heeren HARMIGNIE, PATERNOSTER, RENKIN, SEGERS, DECOCQ en DE JAER

De vraag werd gesteld of het ontwerp niet nader diende uitgestrekt te worden, om het tot een wetboek van onteigening te maken, en of men deze beraadslaging niet hoefde te haat te nemen om de wet op onteigening bij strooken te wijzigen.

't Ware een moeilijk en ingewikkeld werk, de gansche wetgeving in zake van onteigening tot een wetboek te maken. Er bestaan talrijke en zeer uiteenlopende wetsbepalingen.

Ziehier de voornaamste daarvan : de decreten van 19 brumaire en 3 pluviôse jaar III op de requisitiën; de wet van 16 September 1807 op de onteigening van werkgestichten, aan waterlopen gelegen, en van materialen voor openbare werken; de wetten van 21 April 1810, van 2 Mei 1837 en van 1^{ten} Juli 1858 op de mijnen; die van 10 April 1841 op de buurtwegen; van 15 April 1843 op de spoorwegen; van 1 Februari 1844 op de stedelijke wegen; van 25 Maart 1847 op de onteigening van onbebouwde terreinen; eindelijk de daareven bedoelde wetten van 17 April 1835 en van 27 Mei 1870, alsmede de samengeordende wetten van 1 Juli 1858 en van 15 November 1867 op onteigening bij strooken.

Dat is voorwaar niet te verrichten bij wijze van amendement op het ontwerp der Regeering.

De toepassing der wet op onteigening bij strooken gaf voorzeker aanleiding tot misbruiken. Sommige gemeentebesturen besloten tot onteigeningen in het bijzonder belang van zekere ingezetenen, die ze volkomen bekostigden.

Uit speculatiegeest, laten de openbare besturen zicht allicht overhalen om den kring der onteigening buitenmate uit te breiden; vaak beoogen zij enkel verfraaiing, terwijl het in de bedoeling van den wetgever lag dergelijke onteigening te beperken tot gezondmaking, tot verbetering van oude of het oprichten van nieuwe wijken.

Oordeelkundige lieden zouden willen dat men in hooger beroep kon komen van de beslissing van een op dit gebied almachtig bestuur, want de bijzondere Commissie, waarvan sprake is in artikel 2 der samengeordende wetten van 1^{ten} Juli 1858 en van 15 November 1867, brengt eenvoudig een advies uit.

Uwe Middenafdeeling drukt den wensch uit dat de Regeering een middel tegen zulke misbruiken zou zoeken, doch zij is van oordeel dat die zaak moet worden geregeld door eene bijzondere wet, welke de wetten van 1858 en 1867 zou wijzigen.

Dergelijk beroep werpt, trouwens, zeer kiesche vraagstukken op; dezer behandeling zou de goedkeuring van het aanhangig ontwerp vertragen, en het is dringend noodig aan onze wetgeving de verbeteringen toe te brengen, welke dit ontwerp veroorlooft.

II.

Wij zegden dat door dit ontwerp de werkkring der onteigening merkelijk wordt uitgebreid.

Daartoe strekt het 2^{de} lid van artikel 1 van 't ontwerp, waaraan kan worden

verbonden de bepaling van artikel 85, die artikel 51 der wet van 16 September 1807 intrekt.

Voorzeker wijken die bepalingen af van het plan, door den titel aangegeven; hier geldt het geene formaliteiten, geene rechtspleging meer, maar wel grondige en ernstige wijziging van de beginselen zelve onzer wetgeving op dit gebied.

Thans kunnen slechts onroerende eigendommen worden onteigend, behalve de requisitiën, waarvan hierboven sprake was.

De onteigening vernietigt, wel is waar, de zakelijke en persoonlijke rechten op het ontnomen gedeelte, doch die rechten kunnen niet worden onteigend zonder het onroerend goed zelf.

Het ontwerp verandert dat beginsel en geeft aan de openbare machten het recht om, bij wijze van onteigening :

a) Hetzij een onroerend zakelijk recht, hetzij een pachtrecht, een verpandingsrecht te doen afschaffen, of alle ander persoonlijk recht, aan een onroerend eigendom verbonden;

b) Eene zakelijke erfdienstbaarheid op een eigendom te leggen.

Laat ons iedere van die uitbreidingen in 't bijzonder onderzoeken.

A. AFSCHAFFING VAN EEN ZAKELIJK OF PERSOONLIJK RECHT.

Krachtens het 2^o van lid 2 van het ontwerp, dat in algemeene bewoordingen is verrat, mogen voortaan de Staat, de Provinciën, de Gemeenten, de openbare besturen eene pacht, een aan een eigendom verbonden bewoningsrecht vernietigen, zonder aan den eigendom zelf van het goed te raken, bijgevolg onaangezien den eigenaar en zonder dezen te moeten vergoeden; want in dergelijk geval zou de strijd uitsluitend ontstaan tusschen den onteigenende aan de eene zijde en den bezitter van het weggenomen zakelijk of persoonlijk recht aan de andere zijde.

Wat wordt er van het eigendom, na die afschaffing? Kan de onteigenende in de plaats treden van den huurder, den verpander, den erfpachter, en ondanks den eigenaar het goed gebruiken, mits aan dezen de pacht of den cijns van den onteigenden gebruiker te betalen? Dat ware ongehoord.

Of wel, het zakelijk of persoonlijk recht weggenomen zijnde, zou dan de eigenaar in 't bezit blijven van zijn onbelast goed? In zulk geval ware de onteigening volkomen nutteloos geweest.

Volgens de door de Regeering gegeven uitleggingen, zou blijken dat, haars inziens, deze onteigening enkel kan gelden voor de rechten op onroerende goederen, afhangend van het openbaar domein of verkregen door den onteigenende.

Aldus beperkt, is er tegen de bepaling niets in te voeren en levert zij zelfs ernstig nut op.

Men neme bij voorbeeld een eigenaar, die met den onteigenende overeenkomt voor den afstand van een eigendom. Zijn huurder heeft geen vrede met de minnelijke regeling der vergoeding, hem verschuldigd wegens zijn

pachtrecht. In dat geval kan de onteigenende, na het goed te hebben verkregen, tegen den huurder de onteigening van dit pachtrecht eischen, en heeft de rechtbank enkel te beslissen over de vergoeding, die laatstgemelden toekomt.

De eigenaar blijft buiten zake, vermits hij vergoeding erlangde ⁽¹⁾.

Ander voorbeeld : langs een weg, die tot het openbaar domein behoort, hebben de belendende eigenaars het recht verkregen om boomen te planten ; later wordt het, om de baan te verbreedden, noodig bevonden die boomen te vellen. Krachtens de nieuwe bepaling, kunnen de openbare machten, mits vergoeding, de naburige eigenaars onteigenen van dit beplantingsrecht.

Op zekere waterlopen bestaan, ten voordeele der eigenaars langs de oevers, rechten, die tamelijk gebrekkig zijn omschreven en voortspruiten uit vroegere octrooien. Wegens openbaar nut, mits billijke voorafgaande vergoeding, kunnen die eigenaars uit het bezit van die concessies worden gezet.

Rekening houdende met deze overwegingen, stelt uwe Middenafdeeling voor om het 2^o van het ontwerp te vervangen door het volgende :

« 2^o Het afschaffen hetzij van een zakelijk recht gevestigd op een waterloop, » hetzij van een zakelijk of persoonlijk recht op een onroerend goed dat » toebehoort aan hem die onteigent of deel uitmaakt van het openbaar domein. »

B. HET LEGGEN VAN EENE ZAKELIJKE ERFDIENSTBAARHEID OP EEN PRIVAAT EIGENDOM.

Thans kan er op een eigendom slechts een servituut worden gelegd in overeenkomst met den eigenaar.

Bestaat er geene overeenkomst, zoo moet de onteigenende het onroerend goed aankopen en nadien met de daarop gelegde erfdienstbaarheid verkoopen.

Volgens het ontwerp, kunnen servituten door onteigening worden gevestigd, wat, zegt de Memorie van toelichting, veroorloven zal « *non alius tollendi* erfdienstbaarheden te vestigen in het belang van de esthetiek der steden, voor het behoud van aantrekkelijke landschappen en panoramazichten, en om langs de wegen strooken uit te sparen, bezwaard met de erfdienstbaarheid *non ædificandi* ».

In deze nieuwigheid ziet uwe Afdeeling gevaar.

Uitgestrekte gedeelten van een aaneengebouwden omtrek, van een grondgebied kunnen zodoende grootelijks worden beroofd van hun nut, om min of meer nietige redenen, en mits vergoedingen die moeilijk zijn te berekenen.

De meest hinderlijke erfdienstbaarheden kunnen gelegd worden op bebouwde eigendommen, op woningen. Door onteigening zal men eene erfdienstbaarheid van doorgang kunnen vestigen over het portaal van iemands

⁽¹⁾ In de practijk werd het aldus beperkt recht den onteigenende toegekend. Picard, *Traité de l'Expropriation*, d. II, blz. 179. — *Pandectes belges*, v^o. *Expropriation d'utilité publique (indemnités)*, n^o 1068. Brussel, 19 Mei 1877. *Pasic.*, 1878, II, blz. 47.

huis, bij voorbeeld om toegang te verschaffen tot een postkantoor. Een bestuur zal eene verdieping van een huis mogen onteigenen om er een openbaren dienst in te richten : telegraaf, telefoon, kantoren, enz ; en later, mits eene eenvoudige vergoeding wegens waardevermindering, den eenigen gang, den eenigen trap gemeenschappelijk maken, en aldus het publiek in iemands woning laten komen.

Dat is een volstrekt overdreven recht. 't Is niet noodig het in onze wetgeving in te voeren.

Bestaat er een ernstig, een aanzienlijk algemeen belang, dan zal de onteigenende zich de noodige opofferingen getroosten voor den aankoop van een eigendom, waarop eene erfdienstbaarheid is te leggen ; nadien zal hij het wel is waar goedkoopster afstaan, doch is het niet billijk dat hij het verschil betaalt, vermits dit laatste juist de mindere waarde zal bedragen ?

Waarom zou de onteigende de kans moeten loopen dat de waardevermindering van zijn eigendom lager wordt geschat dan zij wezenlijk is ?

Men mag niet uit het oog verliezen, dat vooral in zake van bebouwde eigendommen, fabrieken, woningen, de redenen van waardevermindering, van verhinderd genot uiterst ingewikkeld zijn ; zij hangen af van zeer kiesche persoonlijke voorkeur, en dat is weinig vatbaar voor eene volstrekt juiste waardeering. In zulk geval, kan de onteigende evenals de onteigenende allicht worden benadeeld door de uitspraak der rechtbanken.

Ook in een ander opzicht baart deze bepaling onrust bij de gemeentebesturen. Deze opperen de vraag of, zoo het vestigen van erfdienstbaarheden wordt geregeld bij eene wet, zij zonder vergoeding te betalen aan de eigenaars, nog verordeningen mogen maken betreffende de *minima* en *maxima* hoogte van gebouwen, en andere servituten van dien aard.

De achtbare heer Visart stelde in de 3^{de} afdeeling een amendement voor, ten einde de gemeentebesturen te machtigen om *zonder vergoeding* erfdienstbaarheden te leggen op gronden langs zekere straten en dreven, ten einde daar geene huizen te laten bouwen van meer dan 2 meter hoogte en op zekeren afstand van den openbaren weg.

Dit amendement gaat uit van eene bepaling der Pruisische wet en luidt aldus :

Amendement.

« ART. 1^{bis}. — Onaangemerkt het n^o 3, tweede lid van artikel 1, ten einde de gezondheid op de openbare wegen te verzekeren, dezer voorkomen te verbeteren of het tot waarde maken van aanpalende gronden te bevorderen,

» Kan een koninklijk besluit of eene gemeenteverordening, naar gelang het de groote of de kleine wegenis betreft, belendende eigenaars verplichten de gebouwen op te trekken met een insprong voorbij de rooilijn der baan, zonder dat die insprong meer dan 6 meter mag bedragen.

» Geen gebouw hooger dan 2 meter mag worden opgetrokken of behouden op den grond tusschen de rooilijn der baan en die der gebouwen ; doch de eigenaar kan daarover beschikken voor alle ander gebruik dat niet is verboden door wetten of reglementen. Die ruimte mag aan de straatzijde

worden afgesloten, doch uitsluitend door levende hagen of traliwerk. Het instellen van die erfdienstbaarheid geeft geene aanleiding tot vergoeding, behalve in de twee volgende gevallen : a) wanneer het, om de rooilijn der gebouwen te bepalen, noodig is vroeger bestaande gebouwen geheel of gedeeltelijk te sloopen; b) wanneer het denzelfden eigenaar toebehoorend deel van den grond, waarop hij mag bouwen of gebouwen behouden, gemiddeld min dan 50 meter diep is, of om eene of andere billijk aangevoerde reden, ten gevolge van den opgelegden insprong niet meer kan benuttigd worden als bouwgrond.

» In beide gevallen, kan de erfdienstbaarheid slechts worden gevestigd ingevolge de andere bepalingen dezer wet. »

Uwe Afdeeling is van oordeel dat zoomin de tekst der Regeering als het amendement dient te worden aangenomen.

Is het voor de rooilijn langs den openbaren weg nuttig nieuwe bepalingen vast te stellen, waarbij zekere erfdienstbaarheden met of zonder vergoeding tot stand komen, niet in ons ontwerp hoeven zij te worden opgenomen, maar wel in eene bijzondere wet tot herziening der wetgeving op de stedelijke en op de groote openbare wegen.

C. INTREKKING VAN ARTIKEL 51 DER WET VAN 1807.

Dit artikel luidt aldus :

« Huizen en gebouwen, die men gansch of gedeeltelijk moet sloopen en » waarvan een deel afgenomen moet worden uit hoofde van wettig erkend » openbaar nut, worden in hun geheel aangekocht, indien de eigenaar het » eischt, behoudens het recht, voor het openbaar bestuur of voor de » Gemeenten, om de aldus aangekochte gedeelten van gebouwen, die niet » noodig zijn voor het uitvoeren van het plan, te verkoopen.

» De afstand door den eigenaar aan het openbaar bestuur of aan de » Gemeente en de wederverkoop geschieden ingevolge een decreet, uitge- » vaardigd door den Raad van State, op verslag van den Minister van Bin- » nenlandsche Zaken, in de bij de wet voorgeschreven vormen. »

Deze bepaling diende om den onteigende de schade te sparen van eene ontoereikende schatting der waardevermindering.

Het is, trouwens, moeilijk om nauwkeurig de kosten te ramen van het weder geschikt maken van het overblijvend deel of de waardevermindering die een huis, eene hofstede, eene fabriek zullen ondergaan door gedeeltelijke afbraak.

De hindernis, het verlies van 't genot verschillen aanzienlijk volgens de omstandigheden.

Het kan gebeuren dat de eigenaar moet afzien van het gebruik zijner gebouwen, ten gevolge van dezer minderen omvang; in dat geval moet hij eene andere woning zoeken, een huis koopen, zonder den vollen prijs van het eerste te hebben getrokken.

Evenwel dient te worden opgemerkt, dat volgens de wet van 1807, de eigenaar van het gedeeltelijk onteigend gebouw niet het recht bezit om het overige te doen *onteigenen*, maar enkel het te doen *aankopen*; bijgevolg krijgt hij op de waarde van dit overige geene bijkomende vergoeding wegens kosten van wederbelegging, van wachtinterest.

Men moet bekennen dat dit stelsel soms zeer schadelijk is voor den onteigenende.

Voor een onbeduidend deel, af te nemen van een groot gebouw, dat daardoor slechts geringe schade lijdt, is hij verplicht tot het aankopen van gansch een eigendom, dat soms zeer moeilijk is te verkoopen.

Ten einde dit te verhelpen, stelden sommige schrijvers voor om de rechtbanken te laten beslissen of het eigendom dient te worden beschouwd als ondeelbaar en of de onteigende gerechtigd is de onteigening van het overige te vragen (1).

Dit stelsel levert een ander en veel erger bezwaar op, namelijk dat het den onteigende tot na afloop van het geding, 't is te zeggen tot de onteigenende bezit neemt van het goed, in 't onzekere laat of hij al dan niet voor het geheel onteigend zal worden. Dus kan hij zich in afwachting geene andere woning, geen ander werkgesticht aanschaffen en uit zijne gebouwen worden verdreven, zonder te weten waar zijn verblijf, den zetel van zijnen handel of van zijne nijverheid te vestigen.

Met het bestaande stelsel, kan de eigenaar, onmiddellijk nadat het koninklijk besluit tot onteigening is afgekondigd, besluiten gansch zijn gebouw te doen aankopen en dadelijk naar andere lokalen om te zien; hij is niet verrast, wanneer de onteigenende in 't bezit treedt, nadat alle wettelijke voorschriften zijn vervuld.

Van deze bedenkingen uitgaande, stelt uwe Middenafdeeling voor om het beginsel, gehuldigd door artikel 51 der wet van 16 September 1807, te handhaven.

Daar dit artikel evenwel in zijn tweede lid bepalingen bevat, welke niet in België toepasselijk zijn, schaffen wij het af, doch stellen voor om aan artikel 1 van het ontwerp een lid toe te voegen, waarin het eerste gedeelte van artikel 51 wordt overgenomen. Het zou dus luiden als volgt :

« Echter worden de huizen en gebouwen, waarvan het noodzakelijk mocht zijn een gedeelte te doen afbreken en weg te nemen wegens wettelijk erkend openbaar nut, geheel aangekocht, indien de eigenaar het eischt, met voorbehoud van het recht, voor den onteigenende, de aldus verkregen gedeelten van gebouwen en die niet noodig zijn tot uitvoering van het plan weder te verkoopen. »

Dus zou er op dat gebied geene verandering aan het bestaande stelsel worden toegebracht.

In de afdeelingen werd door een lid voorgesteld de onteigening uit te strekken tot zekere roerende goederen, namelijk kunstvoorwerpen.

Zonder aarzelen verwierp uwe Middenafdeeling dat voorstel.

(1) DELALLEAU, *Traité de l'Expropriation pour cause d'utilité publique*, n^o 809.

Zoedoende zou men den Staat of de openbare besturen eene overdreven en uiterst gevaarlijke macht geven en een grooten stap op de baan van het collectivisme doen.

Het recht tot onteigening is eene uitzondering op het beginsel der onschendbaarheid van privaat eigendom.

Het wordt maar gewettigd door volstrekte noodzakelijkheid, ten behoeve van het algemeen welzijn. Doch zoo het onmogelijk is wegen, spoorwegen, vaarten, groote openbare gebouwen te maken, zonder onteigening der onroerende goederen, men kan verzamelingen, museums samenstellen door middel van vrijwillige aankopen of giften.

III.

Het ontwerp voert verbeteringen in, waarvoor men de Regeering dank moet weten, namelijk in zake van betaling der vergoeding, van kosten, wederafstand, vrijstelling van belasting.

A. VAN DE BETALING DER VERGOEDING.

De leemten der wet van 1838 gaven aanleiding tot misbruiken. Nadat zekere openbare besturen de vergoedingen door het gerecht deden bepalen, stellen zij de inbezitneming en de betaling der vergoedingen onbepaald uit; de onteigenden bevinden zich tegenover eigendommen, door hunne huurders verlaten; zij zijn beroofd van hun inkomen en eischen te vergeefs wat hun is verschuldigd door den onteigende.

Artikel 47 zal dergelijke betreurenswaardige praktijken verhinderen. Het zegt dat zoo de vergoeding niet is betaald binnen vier maanden na het vonnis, de eisch tot onteigening wordt beschouwd als zijnde niet ingesteld, onverminderd de vergoeding van de aan den onteigende toegebrachte schade.

Nochtans gaat het ontwerp in dien zin te verre, wanneer het den termijn van rechtswege doet aanvangen den dag dat het vonnis is uitgesproken.

Wordt er beroep aangeteekend, dan zou het kunnen dat het rechtsgeding niet is afgelopen, voordat de vier maanden zijn verstreken.

't Ware beter den termijn te doen aanvangen den dag der dagvaarding tot betaling, door den onteigende te doen naar luid van eene beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan.

Daarom stellen wij voor om artikel 47 in dien zin te wijzigen.

Dergelijke vervallenverklaring moet worden toegepast in geval van scheids-rechterlijke uitspraak, en dit billijkt een op artikel 24 voorgesteld amendement.

Daarenboven wordt in die amendementen gezegd dat de onteigende interest is verschuldigd te rekenen van de maand nadat het vonnis is geveld.

Op 't eerste zicht schijnt deze laatste bepaling niet gerechtvaardigd, want de onteigende treedt eerst dan in 't bezit wanneer hij heeft betaald; niettemin heeft in de meeste gevallen de onteigende geen genot meer van het

eigendom, hetzij omdat hij van het gebruik moest afzien om een ander verblijf te zoeken, hetzij omdat zijn huurder verhuisde.

Dus is het billijk dat hij daarentegen den interest der vergoeding trekt, tot deze is gestort in de Consignatiekas.

De wet van 17 April 1835 (art. 18) voorziet het geval dat het Hof van beroep het vonnis, waarbij de vergoeding werd bepaald, verandert en dezer bedrag verhoogt. Zij verplicht den onteigende het meerdere binnen acht dagen te betalen, zooniet kan de eigenaar de werken doen schorsen; doch zij zegt niets over het tegenovergesteld geval, waarin het Hof de toegekende vergoeding vermindert. Krachtens het gewoon recht, kan het verschil door den onteigende onverwijld worden geëischt.

Het ontwerp (art. 53) stelt voor om den onteigende ééne maand te gunnen voor die teruggaaf. Uwe Middenafdeeling verkiest het Hof te laten oordeelen over dien termijn, zonder dat hij evenwel meer dan drie maanden mag bedragen.

Tegen welk bedrag moeten partijen den interest op het verschil betalen?

Daarover zegt de wet van 1835 niets, en het ontwerp evenmin.

De rechtbanken aarzelden. Om alle geschil te vermijden, stellen wij op artikel 53 een amendement voor. Is de onteigende eene hoogere vergoeding schuldig, dan brengt deze interest op tegen het wettelijk bedrag, te beginnen met ééne maand nadat het herziene vonnis is uitgesproken.

Deze bepaling komt overeen met het op artikel 47 voorgesteld amendement.

Moet de onteigende bijpassen, dan is hij interest verschuldigd tegen het wettelijk bedrag, behalve wanneer hij het geld ter Consignatiekas liet. In zulke onderstelling, wordt er interest betaald volgens de tax van die Kas.

Doch het kan zijn dat de vergoeding niet door den eigenaar werd getrokken, maar wel door schuldeischers die hypotheek hadden op het onteigend goed.

Wie moet het overige betalen? Daar weeral zegt de wet van 1835 niets over, evenmin als het ontwerp. Wij denken dat de schuldeischer moet betalen en niet de onteigende.

Trouwens, de hypothecaire schuldeischer trok die som krachtens artikel 56, dat zijn recht doet overgaan op de vergoeding; wordt deze verminderd, dan moet hij worden beschouwd als hebbende het verschil wederrechtelijk getrokken. Dus moet hij het teruggeven.

Ook stellen wij aan artikel 53 een nieuw lid voor, ten einde deze zaak op te lossen.

* * *

Er werd zeer getwist over de vraag welk recht de vruchtgebruiker had in geval van onteigening.

Kan hij de gansche vergoeding trekken, die de waarde van het goed vertegenwoordigt, om ze te genieten op last van ze terug te geven na afloop van het vruchtgebruik?

Moet men integendeel eene ventilatie van de vergoeding doen tusschen hem en den bezitter van den blooten eigendom? (1)

Het eerste stelsel werd aangenomen door de Fransche wet, doch zij verplicht den vruchtgebruiker tot het stellen van borg.

Dat levert voor hem een erg bezwaar op. Kan hij geen borg stellen, dan moet, krachtens artikel 602 van het Burgerlijk Wetboek, het geld worden belegd. Ten ware partijen overeenkwamen voor eene wederbelegging in onroerende goederen of in hypothecaire schuldbrieven — wat heel moeilijk is — zal deze belegging meesttijds bestaan uit eene inschrijving op het Grootboek der Openbare schuld, tegen 3 %. De opbrengst zal vaak lager zijn dan die van het onteigend goed; dus nadeel voor den vruchtgebruiker.

En verplicht men hem anderzijds niet tot borgstelling, dan komen de belangen des bezitters van den blooten eigendom erg in gevaar, want het vruchtgebruik van een onroerend goed zal zijn overgebracht op eene som gelds, iets wat verbruikt kan worden.

Uwe Middenafdeeling vereenigde zich met het tweede stelsel, volkomen gewettigd in een rechtskundig opzicht. Wat is inderdaad vruchtgebruik? Eene verbrokkeling van het eigendomsrecht.

Ten gevolge van onteigening, gaat gansch dat recht over op den onteigende, mits eene vergoeding die de waarde van het verbrokkeld eigendomsrecht vertegenwoordigt. Iedere brok moet van de vergoeding een aandeel trekken in verhouding tot zijne waarde.

De Grondwet wil dat al wie wordt onteigend eene billijke en voorafgaande vergoeding trekt; dus onderstelt zij dat er vóór de ontzetting eene som gelds voluit wordt betaald.

De huurder, de erfpachter, de pachter die op eens anders grond heeft gebouwd, krijgt onmiddellijk eene vergoeding voor het verlies van een genot dat hij voor een aantal achtereenvolgende jaren moest hebben.

Waarom zou de vruchtgebruiker anders worden behandeld en waarom zou zijn recht tot genot van een onroerend goed worden overgebracht op eene som gelds, in plaats van eene vergoeding te trekken, die zijn vernietigd recht vertegenwoordigt?

Daarom werd een artikel 46^{bis} opgemaakt. Daarin wordt gezegd, dat, zoo partijen niet overeenkomen voor de uitoefening van het recht van vruchtgebruik, het vonnis de ventilatie van de vergoeding zal doen. Voor de schatting van het vruchtgebruik wordt rekening gehouden met de omstandigheden en namelijk met den ouderdom van den vruchtgebruiker.

Zijn partijen het integendeel eens, dan wordt dit akkoord en zijn inhoud in het vonnis eenvoudig vermeld.

De vruchtgebruiker, die in 't bezit van zijn deel der vergoeding is gesteld, mag het wederbeleggen naar goedvinden, zelfs op lijfrente plaatsen, zoo hij zijn inkomen wil vermeerderen.

(1) Eerstgemeld gevoelen deelt Laurent: *Principes de droit civil*, d. VI, n^o 580. Het werd aangenomen door de Brusselsche rechtbank (6 Februari 1882. *Pasic*, III, blz. 192) en de Brugsche (10 Januari 1880, Claes en Bonjean, d. XIX, blz. 54; *Belg. judic.*, 1870, blz. 684).

Het tweede wordt voorgesteld door Picard, d. II, blz. 225, en volg.; Del Marmol, n^o 501 en 502, en de *Pand. belges*, v^o Expropriation pour utilité publique. Indemnités, n^o 1194.

Zijnerzijds zal de bezitter van den blooten eigendom, die van stonden aan het overige van de vergoeding trekt, het dadelijk genieten, en door bijeenvoeging der inkomsten, zoolang het vruchtgebruik duurt, kan hij het kapitaal in zijn geheel volmaken.

B. VAN DE KOSTEN.

Daarover spreekt de wet van 1835 niet.

De rechtspraak neemt aan dat de kosten van onteigening ten laste van den onteigenende vallen, behalve die van het beroep, zoo de in 't ongelijk gestelde onteigende het aantee kent.

De Regeering wil dat beginsel huldigen (art. 76). Evenwel maakt zij uitzondering voor buitengewone kosten, verwekt door niet gewettigde maatregelen of bijzaken, welke kosten vallen ten laste van hem die ze uitlokte. De Afdeeling is van oordeel deze uitzondering weg te laten. Het bezwaar dat meesttijds wordt opgeworpen, betreft de vraag of de formaliteiten van bestuur al dan niet werden in acht genomen. Welnu, zoo de onteigende gebruik wil maken van dit middel, dat de burgers vrijwaart tegen willekeur vanwege 't bestuur, dan mag hij daarin niet worden verhinderd door devrees voor verwijzing in de kosten, ten minste in eersten aanleg. Er kunnen kiesche vraagstukken oprijzen en hij moet volle vrijheid hebben om ze te doen oplossen.

Artikel 76 zegt uitdrukkelijk dat al de kosten *voor het terugnemen van de in gerechtelijke bewaring gegeven sommen* ten laste van de onteigenende partij vallen.

Wij stellen voor, daaraan toe te voegen de woorden : « en van rangregeling », dat is van verdeling der vergoeding onder de ingeschreven schuldeischers.

Artikel 77 machtigt de Regeering om bij koninklijk besluit de rechten en het loon van pleitbezorgers en deskundigen te bepalen.

Het tarief van 1807 bestaat nog voor alle schattingen, zelfs in zake van onteigening. Volgens dat tarief, worden de schatters betaald naar het getal hunner zittingen, zoodat zij deze allicht vermenigvuldigen en de schatting rekken. Eene goedbegrepen verandering van dit stelsel van vergelding zou ongetwijfeld hunne verrichtingen bespoedigen.

Ten einde de Regeering over deze verandering te polsen, stelde de Afdeeling onderstaande vraag aan den Minister van Justitie :

Wil de Regeering de Middenafdeeling kennis geven van haar ontwerp van koninklijk besluit tot regeling der vergelding van deskundigen, in zake van onteigening, of haar ten minste de hoofdtrekken daarvan aanduiden?

Daarop werd geantwoord als volgt :

« MIJNHEER DE VOORZITTER,

» In antwoord op de vraag der Middenafdeeling, heb ik de eer u hierbij mede te deelen het ontwerp van besluit, opgesteld door de bijzondere

Commissie die door de Regeering is aangesteld tot het bestudeeren van de regeling der rechten en loonen van deskundigen in zake van onteigening ten algemeenen nutte.

» Het spreekt van zelf, dat de Regeering eerst dan bepaald uitspraak kan doen over dit uitvoeringsbesluit wanneer er is beraadslaagd en gestemd over het grondbeginsel der bepalingen van het ontwerp van wet op de rechtspleging in zake van onteigening, dat thans aan de Kamer is onderworpen.

» Aanvaard, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting.

» (Ond.) J. VAN DEN HEUVEL.

» 17 Mei 1904. »

Ziehier den tekst van het ontwerp :

Loon, voorschotten en reiskosten van deskundigen in zake van onteigening uit hoofde van openbaar nut worden geregeld door onderstaande bepalingen :

ARTIKEL 1.

De deskundigen stellen een enkelen staat op, waarin naar datumsorde en voor iederen deskundige afzonderlijk worden opgegeven de dienstvervulling, de voorschotten en de gedane reizen. In dien staat wordt vermeld het gansche cijfer van het loon, door iederen deskundige geëischt.

ART. 2.

Worden aangerekend als voorschotten, de prijs der werken en der benoodigdheden voor de schatting, op vertoon van omstandige rekeningen, behoorlijk voldaan door de belanghebbenden en voor echt verklaard door de deskundigen.

ART. 3.

Aan deskundigen die zich buiten hunne verblijfplaats moeten begeven, wordt voor alle reis- en verblijfskosten toegekend eene eens en voor al bepaalde vergoeding van fr. 0.25 voor iederen afgelegden kilometer. Deze vergoeding wordt berekend langs den gewonen weg, van kerk tot kerk, volgens de lijst der wettelijke afstanden.

Bedraagt het getal der denzelfden dag afgelegde kilometers, voor eene zelfde reis heen en terug of voor eene samengestelde reis, meer dan 100 kilometer, dan wordt voorbij den 100^{en} kilometer de vergoeding verminderd tot fr. 0.15.

ART. 4.

De staat van loonen, voorschotten en reiskosten wordt met het verslag overgelegd ter griffie van de rechtsmacht die bevel gaf tot onteigening. Deze overlegging wordt door de deskundigen aan de belanghebbende partijen beteekend bij op de post aangeleekenden brief. De belanghebbenden kunnen

er kosteloos inzage van nemen en moeten binnen ééne maand, en in elk geval vóór het sluiten der debatten, ter griffie eene nota overleggen van aanmerkingen over de gevraagde loonen, voorschotten en reiskosten.

ART. 5.

Bij het vellen van de uitspraak over de vergoedingen, wordt de staat getaxeerd, hetzij door den voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg, hetzij door den voorzitter der Kamer die besliste over de vergoeding. Is eene schatting bevolen door het Hof van beroep, dan wordt de staat daarvan getaxeerd, bij het arrest tot bepaling der vergoeding, hetzij door den eersten voorzitter van het Hof, hetzij door den voorzitter der Kamer die van de zaak kennis nam.

ART. 6.

Is de vergoeding in der minne geregeld, hetzij tijdens het proces, hetzij bij scheidsrechterlijke uitspraak, dan wordt de staat der deskundigen overgelegd ter griffie van de bevoegde rechtsmacht.

De deskundigen beteekenen bij op de post aangeteekenden brief deze overlegging aan de belanghebbende partijen, die zich gedragen aan artikel 4 van dit besluit.

De staat wordt ten overstaan van de meest gereede partij getaxeerd door den voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg, en, bij voorkomend geval, door den eersten voorzitter van het Hof van beroep.

ART. 7.

De taxeerende magistraat mag de staten, welker bedrag hem niet voldoende gewettigd voorkomt, verminderen; tegen de taxatie kan verzet worden aangeteekend.

* * *

Aan de pleitbezorgers werd bij koninklijk besluit van 19 Juli 1894 een bijzonder tarief opgelegd.

Daaraan moeten wijzigingen worden toegebracht, om het overeen te brengen met de nieuwe bepalingen betreffende de rechtspleging.

C. VAN DE WEDEROVERDRACHT.

In de Memorie van toelichting worden de bepalingen van de artikelen 78 en 79 van het ontwerp uitgelegd en gewettigd in dezer voege :

Artikel 23 der wet van 1835 laat tusschen den onteigenden eigenaar en den onteigende geene overeenkomst in der minne toe, omtrent den prijs der wederoverdracht.

Die prijs moet noodzakelijkerwijze door de rechtbank bepaald worden, tenzij de vroegere eigenaar verkieze het bedrag van de door hem ontvangen schadeloosstelling terug te betalen.

*

In het verslag van de Kamer-Commissie is, voor dat punt, het doel der wet aldus aangewezen : « Uwe Commissie heeft gemeend dat, zoo men het » Bestuur wil beveiligen tegen alle bedrieglijke verstandhouding tusschen » zijne mindere agenten en den onteigenden eigenaar, het noodig was dat, » telkens wanneer deze zich niet bereid verklaarde het bedrag der schade- » loosstelling terug te betalen, de prijs van de wederoverdracht door de » rechtbank moest worden bepaald. »

De hierboven aangehaalde bepaling is een waar anachronism, dat uit de wet op de onteigening dient geweerd. Bedrieglijke verstandhouding is niet te duchten : eensdeels kunnen de goederen van provinciën, gemeenten of openbare instellingen niet afgestaan worden dan met toestemming van de hoogere overheid; anderdeels wordt voor vervreemding van den Staat toebehoorende (onroerende goederen steeds de tusschenkomst vereischt van den Minister van Financien. Die regelen zullen van toepassing zijn op de wederoverdrachten.

Overigens geldt het. over het algemeen, zaken van geringe waarde, en het beroep op de rechtbank is slechts ver gedreven formalism. dat kosten medebrengt die buiten verhouding zijn met het betrokken belang, kosten die ten laste vallen van den onteigenende; dank aan artikel 79 van het ontwerp, dat toelaat den prijs in der minne of bij scheidsrechterlijke uitspraak te bepalen, zullen die kosten kunnen vermeden worden.

D. VAN DE ONTHEFFING VAN BELASTING.

Door artikel 81 wordt de wet van 1835 op voordeelige wijze aangevuld.

Het ontslaat van zegel-, registratie-, griffie-, hypotheekrechten alle akten en stukken betreffende de onteigening, het terugnemen van de in gerechtelijke bewaring gegeven sommen en de rangregeling.

IV.

Maatregelen geschikt om den gang der onteigening te bespoedigen.

Ze zijn verdeeld in twee reeksen; diegene welke strekken om tusschenkomst van rechtbanken te vermijden : minnelijke afstand, vergelijk (titel II, art 8 tot 52), en die welke den duur der rechtspleging verkorten (titel III).

A. MINNELIJKE AFSTAND EN VERGELIJK.

Minnelijke afstand wordt vergemakkelijkt. Mits zekere waarborgen, is hij zelfs aan vertegenwoordigers van onbevoegden toegelaten.

Eene schikking mag worden getroffen, doch enkel in geval partijen, het eens zijnde over al de oorzaken tot vergoeding, elkander niet verstaan over de toe te kennen som.

De artikelen 10 tot 24 regelen de rechtspleging voor die scheidsrechterlijke uitspraak, waartoe partijen hare toevlucht kunnen nemen, zelfs wanneer de onteigenden onbevoegd zijn.

Wij hebben inzonderheid te wijzen op de artikelen 9 en 14, die belangwek-

kende bepalingen bevatten ten opzichte der rechten van hypothecaire schuldeischers. Thans kunnen onroerende goederen, met hypotheek bezwaard of waarop beslag is gelegd, niet in der minne aan den onteigenende worden afgestaan tenzij met toestemming der schuldeischers, zooniet worden zij niet gezuiverd van hunne lasten.

Die toestand wordt verholpen door de artikelen 9 tot 14.

Voortaan wordt de afstand en de minnelijke schikking aan de ingeschreven schuldeischers beteeekend. Komen zij, binnen vijftien dagen, niet in verzet tegen deze maatregelen, dan worden hunne rechten overgedragen op den prijs of de vergoeding, door de scheidsrechters toegekend, en het goed is gezuiverd. Komen zij in verzet, dan moet de onteigening doorgaan, volgens de regelen der rechtspleging.

Dat zijn uitmuntende bepalingen. Zij dienen te worden aangevuld en niet enkel van toepassing gemaakt voor hypothecaire schuldeischers, maar ook voor de ingeschreven bevoorrechte schuldeischers, voor hen die een bevel van betaling of een zakelijk beslag deden inschrijven; eindelijk voor personen die in het hypotheekkantoor eene actie deden inschrijven tot herroeping of vernietiging van onroerende zakelijke rechten, overeenkomstig artikel 3 der wet van 16 December 1851.

Evenwel kunnen wij niet instemmen met het 2^{de} lid van artikel 50, dat de beteekeningen bij aangeteekenden brief veroorlooft, in stede van beteekening bij deurwaarder, met overhandiging van de kopie aan den persoon of in het wettig woonverblijf.

Eene dagvaarding, authentieke akte, is te meer noodzakelijk daar het hier eene zaak geldt, welke in verband staat met ons hypotheekstelsel, waarbij authentieke akten streng worden geëischt.

Uwe Afdeeling deelt evenmin het gevoelen der Regeering over de bepalingen betreffende onbevoegde personen. De regelen van het Burgerlijk Wetboek, betreffende de bescherming van die personen, worden gansch omgekeerd.

Niet alleen machtigt het ontwerp hunne vertegenwoordigers om hunne onroerende goederen uit de hand te verkoopen en overeenkomsten tot scheidsrechterlijke uitspraak te sluiten, mits zekere machtigingen, maar het wijzigt ook het stelsel van toezicht en machtiging, door het Burgerlijk Wetboek voor dergelijke zaken ingericht.

Volgens het gewoon recht, is het de rechtbank van eersten aanleg, bijgestaan door het openbaar ministerie, dat zijn advies moet geven, welke den voogd bevoegd maakt om akten van vervreemding te sluiten namens onbevoegden.

In zake van onteigening, zou die macht overgaan op den vrederechter.

De van tafel en bed gescheiden vrouw zou, zelfs zonder hoegenaamde machtiging, afstand mogen doen of een vergelijk treffen in geval van onteigening.

Uwe Afdeeling acht het gevaarlijk in dergelijke zaken af te wijken van wetten van algemeenen aard, inzonderheid diegene welke het personenrecht regelen. 't Ware trouwens niet te begrijpen waarom maatregelen, terecht of ten onrechte beschouwd als onontbeerlijk om de rechten van onbevoegden te vrijwaren, zouden ingetrokken of gewijzigd worden, enkel

en alleen wanneer dezen zich niet tegenover een eenvoudig burger bevinden, maar tegenover de openbare macht : Staat, provincie, gemeente. Het zou schijnen dat hoe machtiger de tegenpartij is, hoe beter de bescherming verzekerd moet worden.

Acht de Regeering het toezicht der rechtbank van eersten aanleg minder doelmatig dan dit des vrederechters, dat zij een ontwerp tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek overlegge: doch zoolang dit toezicht wettelijk wordt aangenomen als zijnde het beste, moet het worden toegepast in zake van onteigening, evenals in alle andere.

De Memorie van toelichting zegt daarover heel weinig en enkel het volgende : « De praktijk heeft bewezen dat bijzondere regelen dienen gesteld, voor het geval dat goederen aan onbekwamen toebehoorende of met hypotheek bezwaard, aanleiding geven tot minnelijken afstand of overeenkomsten tot scheidsrechterlijke uitspraak. »

Vernits de vervreemding van het onroerend goed onvermijdelijk is, levert het geen bezwaar op dat de minnelijke afstand wordt toegelaten aan de vertegenwoordigers van onbevoegden.

Deze vertegenwoordigers kunnen trouwens, zelfs bij gerechtelijke procedure, wanneer zij het cijfer der aangeboden vergoeding niet betwisten, de rechtbank nopen tot het uitbrengen van een minnelijkvonnis, dat zelfs niet is voorafgegaan van een advies van den familieraad, en waarbij de vergoeding wordt bepaald op het bedrag van het aanbod.

De minnelijke afstand, vooreerst onderworpen aan het advies van dien raad, vervolgens bekrachtigd door de rechtbank, na het advies van het openbaar ministerie, levert alle waarborgen op.

Dat moet ook het geval zijn voor de van tafel en bed gescheiden echtgenoot of voor die wier echtgenoot onbevoegd is. Wij nemen aan dat zij een minnelijken afstand kan doen, zonder de gewone rechtspleging om machtiging vanwege haren echtgenoot te erlangen, wat vaak lange vertraging medebrengt; doch de rechtbank hoeft haar te machtigen, zooals deze, bij ontstentenis van den echtgenoot, zou moeten doen, indien zij voor het gerecht werd gedaagd.

Welke rechtbank zal bevoegd zijn? Het schijnt ons raadzaam bevoegdheid toe te kennen aan de rechtbank der plaats waar de goederen zijn gelegen, omdat deze het best in staat is de waarde van het afgenomene te schatten.

Het vergelijk behoort te worden ontzegd aan de vertegenwoordigers van onbevoegden, zoowel in deze zaak als in alle andere. 't Is eene zeer ernstige akte.

De scheidsrechters vonnissen zonder bijstand van het openbaar ministerie en zonder verder beroep. Hun vonnis heeft kracht van gewijsde, om 't even welke dwalingen zij ook konden begaan, door hunne onbekwaamheid of de nalatigheid der vertegenwoordigers van den minderjarige, die hun niet de noodige stukken en inlichtingen bezorgden.

Het overigens onzekere voordeel eener snellere oplossing en eener bezuiniging voor den onteigenende is niet genoeg om dergelijke afwijking van de algemeene beginselen van ons Recht te wettigen.

Wij zien er geen bezwaar in dat openbare besturen, welker goederen aan onteigening zouden onderworpen zijn, machtiging verkrijgen om die in der minne af te staan of om eene overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak te sluiten, mits de noodige machtigingen vanwege 't bestuur (art. 29 van het ontwerp). Hun toestand verschilt veel van dien van onbevoegde personen.

Artikel 32 beslecht een geschilpunt, dat onder de wet van 1833 ontstond, en strekt de bepalingen in zake van minnelijken afstand en van vergelijk niet enkel uit tot met onteigening getroffen eigendommen, maar zelfs tot diegene welke worden aangekocht ten algemeenen nutte, in de akte opgegeven, evenals tot het overschot van onroerende goederen, niet begrepen in den omtrek der werken en die worden aangekocht om geene vergoeding wegens waardevermindering te moeten betalen.

Aan deze zaak van afstand en vergelijk is ook verbonden eene bijzondere bepaling, betreffende de personen die bevoegd zijn om akten op te maken en alles wat daaraan is verbonden, zooals volmacht, handlichting, kwijtschrift, enz. Daartoe strekt artikel 31 van het ontwerp. Evenals artikel 9 der wet van 1870, kent het bevoegdheid toe aan de ambtenaren van de bestuursorde, die dus handelen als notaris, doch het vermeerderd het getal dier ambtenaren.

Thans berust die macht enkel bij den gouverneur, vertegenwoordiger van Staat of provincie, en bij den burgemeester, handelend namens de gemeente.

Volgens de nieuwe bepaling, kan de Staat daarenboven worden vertegenwoordigd door den bevoegden minister of den door hem gemachtigden ambtenaar, of ook door den ambtenaar, belast met de leiding der onderhandelingen en onteigeningen.

De Middenafdeeling ziet er bezwaar in, dat de ambtenaar, belast met de onderhandelingen, de gesloten overeenkomsten rechtsgeldig kan maken.

't Is gevaarlijk, aldus het rechtsgeldig maken der overeenkomsten op te dragen aan den gelastigde van eene der partijen, welken gemachtigde de minister naar goedvinden mag verkiezen onder het personeel van zijn bestuur.

De Middenafdeeling wil het bestaande handhaven, 't is te zeggen artikel 9 der wet van 1870, dat zij overneemt in den vorm van amendement op artikel 31 van het ontwerp.

B. RECHTSPLEGING.

Door het ontwerp worden twee soorten van rechtspleging ingesteld, de gewone en die bij dringendheid.

1^o Gewone rechtspleging.

Voor eerstgemelde worden aan het bestaande stelsel de volgende veranderingen toegebracht :

a) Bepaling van termijnen, binnen welke de schatting moet voltrokken zijn, de zaak ter rechtzitting opgeroepen en het vonnis geveld worden.

De rechter-commissaris bepaalt den dag waarop de zaak terug ter terechtzitting wordt opgeroepen; deze datum mag niet verder worden verschoven dan drie maanden nadat de deskundigen hunnen eed hebben afgelegd. Dezen moeten hun verslag indienen vijftien dagen vóór den afloop van dien termijn; dus kan de schatting ten hoogste twee maanden en half duren (artikelen 43 en 44).

Deze bepaling wordt hierdoor bekrachtigd, dat de deskundigen alle recht op loon verbeuren, ten ware de rechtbank bevond dat de vertraging niet aan hen is te wijten.

Ten bepaalden dage voor de terechtzitting pleiten partijen, vervolgens brengt het openbaar ministerie binnen acht dagen zijn advies uit en acht dagen later wordt het vonnis geveld. Voor beide laatste bepalingen bestaat geene bekrachtiging. Wij zullen verder, bij het bijzonder onderzoek der gewijzigde artikelen, over die bepalingen handelen.

b) Verkorting van den termijn, in geval van nieuwe dagvaarding eener niet verschenen partij, tot acht dagen in plaats van vijftien.

c) Verplichting voor het Hof van beroep, om uitspraak te doen binnen vijftien dagen na verloop van den termijn voor de verschijning, in geval van beroep tegen het vonnis waarbij uitspraak is gedaan over de formaliteiten vereischt voor de onteigening.

d) Verkorting van den termijn tot het aanteekenen van beroep tegen het vonnis waarbij de vergoeding wordt bepaald (veertig dagen in plaats van drie maanden).

De Middenafdeeling stelt voor, den termijn voor de voorziening in cassatie in dezelfde mate te beperken.

*
* * *

Onder artikel 41, laat het ontwerp de rechtbanken vrij om, wanneer zij eene lange reeks onteigeningen voorzien, bij voorbaat college's van deskundigen aan te stellen, waartoe zij zich, behalve met redenen omkleede uitzondering, moeten wenden om de vergoeding te doen bepalen.

Die maatregel levert vele bezwaren op en geen hoegenaamd tastbaar voordeel.

Wij vragen weglating van dat artikel.

*
* * *

Eene nieuwe bepaling wordt ingevoerd bij artikel 55. Volgens dit artikel, mag de onteigenende voorloopig handhaven de pachtrechten, het recht van verpanding eens vruchtgebruiks, het recht van gebruik, van erfpacht, van opstal op het te onteigenen perceel, op voorwaarde daarvan uitdrukkelijk aangifte te doen in de dagvaarding betrekend aan den eigenaar of aan den vruchtgebruiker. In zulk geval, zijn dezen niet verplicht derde personen, wier rechten zijn voorbehouden, in de zaak te betrekken.

Later, ten geschikten tijde, wordt overgegaan tot bijzondere onteigening van die persoonlijke of zakelijke rechten, krachtens het 2^o, tweede lid van artikel 1.

De Memorie van toelichting billijkt dien maatregel in dezer voege (blz. 3):

« Dit laatste artikel geeft den onteigenende een vermogen dat hem de
 » bestaande wetten niet teekennen, nl. gedurende korteren of langeren tijd
 » na de onteigening de afschaffing van de zakelijke of persoonlijke rechten
 » te schorsen, welke derden op het onteigend onroerende goed zouden
 » bezitten. Dadelijke afschaffing dier rechten, op het oogenblik der onteige-
 » ning, brengt voor den onteigenende zeer nadeelige gevolgen mede,
 » wanneer de in te nemen strook zeer uitgestrekt is en dus de aankopen een
 » tamelijk langen tijd vergen. In dat geval kan de onteigenende, om de
 » vordering tot onteigening aan te vangen, het oogenblik niet afwachten dat
 » met het werk een begin kunne worden gemaakt; wil hij dan aan al de
 » eischen der eigenaars niet toegeven, ten einde tot eene minnelijke overeen-
 » komst te geraken, die toelaat de huurpachten en de andere bij artikel 55
 » bedoelde rechten te handhaven, dan ziet hij zich verplicht soms zeer
 » beduidende schadeloosstellingen te betalen, wegens de afschaffing van
 » rechten die voorloopig zonder enig bezwaar zouden kunnen blijven
 » bestaan. »

Deze nieuwigheid levert voordeelen op voor den onteigenende, doch is van aard om de belangen van derde personen en namelijk van huurders erg te krenken.

Kunnen dezen aanzienlijke vergoeding eischen, dan maakt de onteigenende gebruik van de vrijheid, hem bij artikel 55 gelaten en onteigent hij enkel den bodem.

Eigenaar geworden, wacht hij tot de pacht is verstreken en doet de huurders verhuizen, zonder hun eenige vergoeding te betalen; en nochtans ware er niet onteigend geworden, zoo konden die huurders hunne pacht vernieuwen met den ouden eigenaar, en het vaak aanzienlijk nadeel van verhuizing en verandering van wijk ontgaan.

Daarenboven is het voor den gebruiker zeer schadelijk een onbepaalden tijd bedreigd te zijn met onteigening, terwijl al zijne buren wellicht onteigend en hunne eigendommen gesloopt zijn.

Om deze laatste bedenking, vereenigde uwe Middenafdeeling zich niet met dit artikel.

*
* *

De bepalingen van de artikelen 74, 75 en 82 betreffen de regelen van rechtspleging. Volgens laatstgemeld artikel, mogen de deurwaarders hunne explooten in zake van onteigening, bij aangeteekenden brief, per post verzenden, in plaats van ze aan den persoon of in het wettig woonverblijf der belanghebbenden te overhandigen.

Deze handelwijze levert geene voldoende waarborgen op en dient te worden afgewezen.

De twee andere artikelen regelen de bevoegdheid en den aanleg in zake van onteigening. Artikel 74 geeft bevoegdheid aan de rechtbanken van eersten aanleg en sluit de vrederechters uit, en artikel 75 geeft aan elken hoofdeisch of bijkomenden eisch den aard eener gemengde vordering.

Bijgevolg wordt zij, voor de bepaling der rechtsmacht, geregeld door de artikelen 33, 34 en 35 der wet van 23 Maart 1876. Partijen moeten het betwiste ramen, en het lot van den hoofdeisch zal van geen invloed zijn op dit der bijkomende eischen in zake van aanleg, behalve voor het beroep tegen het vonnis dat uitspraak doet over de bij de wet voorgeschreven rechtsvormen.

Om strijdigheid van vonnissen te vermijden, moet de tusschenkomende partij (huurder of erfpachter, enz.) gerechtigd zijn om in beroep te komen evenals de eigenaar, wanneer de hoofdeisch meer dan 2 500 frank bedraagt, zelfs indien het voorwerp van den bijkomenden eisch dergelijk bedrag niet zou bereiken.

2^o *Van de rechtspleging bij dringendheid.*

Daarover handelen de artikelen 60 tot 73.

Deze bepalingen gaan uit van de Fransche wet van 3 Mei 1841. Evenwel beperkte deze wet de toepassing daarvan tot onbebouwde onroerende eigendommen, terwijl ons ontwerp ze uitstrekt tot alles wat onteigening betreft.

Ziehier den korten inhoud van die bepalingen :

Wanneer het koninklijk besluit tot onteigening of zelfs een later besluit in den loop der onteigening de zaak als dringend beschouwt, wordt de gewone rechtspleging vervangen door eene kortere.

In zijne dagvaarding, moet de onteigenende bekend maken welke voorloopige vergoeding hij aanbiedt, ten einde in bezit te kunnen treden. De termijn voor de verschijning bedraagt acht dagen; in geval van verstek, wordt geene nieuwe dagvaarding gedaan.

Reeds bij de eerste terechtzitting — waarop de eigenaar en de vruchtgebruiker, zoo zij het raadzaam achten, derde belanghebbenden als huurders, erfpachters, enz. in de zaak betrekken bij aangeteekenden brief — moeten de onteigende en de derde personen bepalen welke sommen de eischer bij voorraad moet storten alvorens in 't bezit te worden gesteld.

Worden partijen het niet eens, dan duidt de rechtbank, na te hebben erkend dat de rechtsvormen voor de onteigening zijn vervuld, deskundigen aan, om eene akte van bevinding der goederen op te maken en advies uit te brengen over de toe te kennen vergoedingen. Het verslag moet worden overgelegd binnen vijftien dagen nadat het vonnis is uitgesproken.

Binnen vijf dagen na overlegging van het verslag, bepaalt de rechtbank, zoo zij voldoende is ingelicht, voorgoed het cijfer der vergoeding, zooniet dit der voorloopige vergoeding, die de onteigenende in gerechtelijke bewaring moet geven, om onmiddellijk in 't bezit te worden gesteld.

De rechtbank kan eene tweede schatting bevelen, om de eerste aan te vullen, zelfs vooraleer uitspraak te doen over de voorloopige vergoeding; ook mag zij den termijn voor het overleggen van het verslag en voor de uitspraak verlengen, zonder dat evenwel die vereenigde verlenging meer dan dertig dagen mag beloopt. Het vonnis dat de voorloopige vergoeding vaststelt, is niet vatbaar voor eenig beroep. Na inzage van het bewijs der storting van

die vergoeding, beveelt de Voorzitter de inbezitstelling, op verzoekschrift, onmiddellijk.

Evenwel mag de rechtbank, in zake van bebouwd en eigendom, den onteigende ten hoogste twee maanden uitstel verleen, om af te zien van het bezit. Dit tijdstip vangt aan te rekenen van het vonnis over de voorloopige vergoeding.

Hetzelfde recht heeft de voorzitter voor zijn bevel tot inbezitstelling, zoo de rechtbank daar niet reeds over besliste.

Onmiddellijk na dat vonnis, wordt er eene nieuw schatting gedaan, insgelijks ten overstaan van den rechter-commissaris, om de vergoeding voorgoed te bepalen. Voor deze schatting en de rechtspleging die daarop volgt, worden dezelfde regelen nagekomen als voor de gewone rechtspleging, voorzien bij § 1.

Tegen deze bepalingen worden zeer ernstige bezwaren ingebracht.

Komen zij overeen met de Grondwet, die eene billijke en voorafgaande vergoeding eischt?

Is deze voorloopige vergoeding, die de onteigende eenvoudig moet storten om in 't bezit te treden, wel billijk?

Ja, zegt de Regeering, omdat het gerecht ze bepaalt, na onderzoek en schatting. Wel is waar, voegt zij er bij, is deze schatting vatbaar voor herziening; doch de wet van 1835, die zegt dat de vonnissen voorloopig uitvoerbaar zijn ondanks beroep, veroorlooft ook den onteigende in 't bezit te stellen, mits betaling van eene niet voorgoed bepaalde vergoeding, en toch wordt deze bepaling niet als ongrondwettelijk beschouwd.

Wij antwoorden dat er tusschen beide gevallen een merklijk verschil bestaat. Onder het huidige stelsel, wordt het vonnis in eersten aanleg maar geveld na een nauwkeurig onderzoek, dat alle waarborgen oplevert; het gaat zooverre als de rechtsmacht van den eersten rechter reikt. Wordt daartegen geen beroep aangeteekend, dan verkrijgt het kracht van gewijsde; wordt er integendeel in beroep gekomen, dan behoudt het, tot het is veranderd, een vermoeden van waarheid, waarop is gegrond het recht, door de wet aan de rechthandelen toegekend, om te verklaren dat hare vonnissen voorloopig uitvoerbaar zijn, ondanks alle beroep.

Daarentegen wordt de voorloopige vergoeding, waarvan sprake is in het ontwerp, bepaald na een kort onderzoek, onvoldoende volgens de wet zelve, vermits zij eene nieuwe schatting beveelt om de vergoeding voorgoed te bepalen. Zoo de rechtbank deze voorloopige vergoeding toekent en nader onderzoek beveelt, verklaart zij dat ze nog twijfelt aan de nauwkeurigheid van die schatting. Dus bevestigt zij niet dat zij nauwkeurig is.

Nog andere bezwaren worden tegen het ontwerp ingebracht.

Het vrijwaart niet genoeg de belangen van den onteigende. Zes weken na dagvaarding vóór de rechtbank, kan hij uit zijn huis, zijne werkplaats, zijne hofstede, zijne fabriek worden verdreven.

Wel is waar brengt artikel 69 daaraan eene verzachting toe, door de rechtbank te machtigen de inbezitstelling van den onteigende twee maanden te verdagen, wanneer het een gebouw geldt; doch de rechters zijn niet verplicht dat uitstel te gunnen.

Het is te vreezen dat partijen, om de inbezitneming te vertragen, incidenten zullen verwekken, in beroep komen van het vonnis, waarbij wordt verklaard dat de formaliteiten zijn in acht genomen, enz. Door die incidenten vertraagd, zal de rechtspleging bij dringendheid minder vorderen dan de gewone rechtspleging, en toch aan de deskundigen en aan de rechtbank slechts een korten termijn laten om de hoofdpunten der zaak te onderzoeken. De beslissing zal langer uitblijven, doch de rechters zullen niet beter ingelicht zijn.

Trouwens, het 3^{de} lid van artikel 60 beveelt dat het vonnis wordt uitgesproken binnen vijf dagen na het overleggen van het verslag. Dus moet de pleitbezorger van den onteigenende binnen vijf dagen dag stellen aan dien van den onteigende; deze neemt inzage van het verslag en concludeert; partijen pleiten; het openbaar ministerie brengt zijn advies uit en de rechtbank vonnist. Daar dezelfde kamer eener rechtbank slechts drie dagen per week zitting houdt, moet eigenlijk alles afgelopen zijn in driemaal vier en twintig uren. Die termijn is zoodanig kort, dat men er zich nooit zal kunnen aan houden. Het geschil kan in dien tijd niet ernstig worden onderzocht.

Hiertegen brengt men in dat het enkel eene voorloopige vergoeding geldt.

Dat is niet volkomen juist, want acht de rechtbank zich na deze snelle rechtspleging voldoende ingelicht, zij mag voorgoed uitspraak doen over de vergoeding. Doch aangenomen dat zij het zooverre niet drijft, eenvoudig beslist over de voorloopige vergoeding en eene nieuwe schatting beveelt om de vergoeding voorgoed te bepalen; in afwachting treedt de onteigenende in 't bezit, wijzigt den plaatselijken toestand, sloopst de gebouwen, en hoe kunnen deskundigen dan eene ernstige en nauwkeurige schatting doen?

Wel is waar, kan hetzelfde bezwaar zich thans voordoen, wanneer het Hof van beroep eene nieuwe schatting beveelt voor een onroerenden eigendom, waarvan de onteigenende in 't bezit werd gesteld krachtens een vonnis waartegen beroep werd aangeteekend; doch dergelijke beslissingen komen zelden voor, terwijl er met rechtspleging bij dringendheid doorgaans eene nieuwe schatting wordt bevolen.

Dit stelsel van voorloopige vergoeding, te storten door den onteigenende, levert voor dezen zelven gevaar op.

Want hebben de deskundigen die vergoeding zeer ruim geschat, het eindvonnis zal ze verlagen en de onteigende moet het verschil terugbetalen. Doch wordt hij of maakt hij zich insolvent, dan is de onteigenende benadeeld.

De rechtspleging bij dringendheid levert ook dit nadeel op, dat zij zeer ingewikkeld is en bijgevolg aanleiding geeft tot aanzienlijke kosten, niet enkel voor den onteigenende, maar ook voor hem die onteigend wordt, want uit rechtsgedingen volgen steeds, zelfs voor de winnende partij, kosten die niet zijn in te winnen. Er moet eene, soms twee schattingen worden gedaan, om de voorloopige vergoeding te bepalen, en nadien eene nieuwe schatting, na de inbezitstelling; drie of vier vonnissen; twee en zelfs drie stortingen in de Consignatiekas, in geval van achtereenvolgende verhooging der vergoeding door de rechtbank en vervolgens door het Hof van beroep; dat verwekt voor den onteigende veel geloof, reizen en kosten.

Gaat deze rechtspleging snel, zelfs al te snel vooruit, wanneer de rechtbank geen gebruik maakt van een der haar rechten vrijheden, daarentegen zal de onteigenende, wanneer zij er gebruik van maakt en namelijk wanneer zij den onteigende twee maanden uitstel geeft om een bebouwd eigendom te ontruimen, niet spoediger in 't bezit treden dan met de gewone rechtspleging.

Ondersteld dat die rechtspleging bij dringendheid vier of vijf weken laat uitsparen, toch weegt dat voordeel niet op tegen de erge bezwaren.

Onzes dunkens, kunnen de openbare besturen dien tijd gemakkelijk inhalen door de ontwerpen van openbare werken met meer spoed en minder formalisme te bestudeeren.

Om de vrees weg te nemen, die deze bepalingen doen ontstaan, brengt men in dat het uitzonderlijke, zelden toegepaste maatregelen geldt.

Wij twijfelen niet of zulks ligt in de bedoeling der Regeering. Doch ongelukkig is de tekst van artikel 60 zoo onbepaald, dat, zonder dien te schenden, de verklaring van dringendheid de regel zou kunnen worden bij besluiten tot onteigening.

Het zal volstaan dat er haast is bij het inbezitnemen van de te onteigenen goederen, en dat bij het koninklijk besluit die dringendheid met redenen omkleed wordt.

Er zijn weinig onteigeningen waarover men geene redenen tot dringendheid zou kunnen vinden.

In de Memorie van toelichting wordt daar al niet veel meer over gezegd, en enkel : « Bij artikelen 60 tot 73 wordt, voor het geval van dringendheid, » eene korte rechtspleging ingesteld, waarvan het nut sinds lang is erkend. »

Er bestaat overigens geen beroep tegen de verklaring van dringendheid. Dus kan eene Regeering, die privaten eigendom weinig eerbiedigt, vrijelijk misbruik maken van die rechtspleging.

Laat ons niet vergeten dat, volgens het ontwerp, de gewone rechtspleging in zekere mate kan worden ingekort.

In spoedeisende gevallen, kan de voorzitter den termijn voor de verschijning tot de helft verminderen, en, naar luid van de amendementen, die wij verder zullen behandelen, kan de rechter-commissaris den voorzienen tijd voor het uitwisselen der nota's en het overleggen van het verslag verkorten.

Kortom, het nut van die bijzondere rechtspleging valt sterk te betwisten; zij is gevaarlijk voor private belangen; eindelijk stuit zij op een grondwettelijk bezwaar. Om die redenen, kan uwe Middenafdeeling dat gedeelte van het ontwerp niet aannemen en stelt zij u voor, de artikelen 60 tot 73 eenvoudig weg te laten.

Onderzoek der artikelen.

Om den tekst van het ontwerp te verbeteren en hem te doen overeenkomen met de hierboven uiteengezette veranderingen, moest de Middenafdeeling talrijke artikelen wijzigen.

Aan dit verslag is eene tabel van die amendementen toegevoegd.

Vele dezer vergen geene opheldering.

Wij zullen enkel diegene onderzoeken, welke eene bijzondere uitlegging vergen.

ART. 3. — Wij stellen voor, te bevelen dat het overleggen van het ontwerp tot onteigening en tot onderzoek wordt afgekondigd in het *Staatsblad* en in twee bladen der provincie; dat, daarenboven, de aangeteekende brief tot verwittiging van eigenaars en vruchtgebruikers wordt verzonden naar hun wettig woonverblijf, opgegeven door de bevolkingsregisters, en wel den dag der aankondiging in het *Staatsblad*.

Er dient, trouwens, een tijdstip te worden bepaald, waarop het wettig woonverblijf der belanghebbenden is vastgesteld voor de vervulling van deze op straf van nietigheid voorgeschreven formaliteit.

ART. 8. — Daarin wordt gezegd dat zoo, in geval van minnelijken afstand, de onteigende *weigert* de betaling te aanvaarden, de onteigenende zich kan kwijten door het bedrag daarvan te storten zonder voorafgaande aanbod noch gerechtelijke aanmaning.

Hoe zal de weigering en het gemis van alle aanbod of aanmaning worden bewezen?

Er moet voorwaar eene voorafgaande aanmaning geschieden.

ART. 9. — De termijn van vijftien dagen, toegestaan aan de op het goed ingeschreven schuldeischers, is ontoereikend; hij moet tot dertig dagen worden verlengd.

In ARTIKELEN 10 TOT 24, handelende over de scheidsrechterlijke uitspraak, dient het woord *deskundige* te worden vervangen door het woord *scheidsrechter*.

ART. 22. — In het ontwerp staat : *De deskundigen geven hunne schattingen op in eene akte waarvan zij het oorspronkelijke aan den onteigenende en een door hen gewaarmerkte kopie aan den onteigende overhandigen*. Het is beter dat er, volgens het gewoon recht, wordt bevolen het vonnis over te leggen ter griffie, waar het wordt bewaard onder de minuten van den griffier. Later kunnen belanghebbenden er steeds kennis van nemen, wat vaak noodig zal zijn, namelijk om rekeningen van voorgedij of terugneming tusschen echtgenooten op te maken. Daarenboven moeten de scheidsrechters een voor echt verklaard afschrift van dit vonnis en aan den onteigenende en aan den onteigende zenden. Zijn er verscheiden verweerders, zoo wordt hun slechts één afschrift overhandigd, in den persoon van den gemeenschappelijken gevolmachtigde, bij artikel 15 voorzien.

Het wordt goed verstaan dat voor dit afschrift niet geldt de bepaling der zegelwetten, volgens welke men voor afschriften van gerechtelijke en notarieele akten niet meer dan een zeker getal regels per bladzijde en lettergrepen per regel mag schrijven.

ART. 23. — Het schijnt overdreven, volstrekt alle loon te onthouden aan scheidsrechters die hun verslag niet indienen binnen den termijn van drie maanden. Om de redenen, verder uiteengezet naar aanleiding van artikel 44, schijnt eene boete van 20 frank voor iederen dag vertraging en voor iederen

deskundige ons verkieslijk. Moet evenwel, ten gevolge van die vertraging eene der partijen de in gebreke blijvende scheidsrechters doen vervangen, dan verbeuren laatstgemelden volstrekt alle loon, omdat in zulk geval hun werk nutteloos was en dat alles moet herbegonnen worden.

ART. 42. — Het voorgesteld amendement strekt om de bezwaren te voorkomen, die zouden voortspruiten uit schielijke verhindering van den rechter-commissaris, tusschen den dag van het vonnis en de plaatsopneming. In dat geval moet de zaak niet opnieuw worden opgeroepen en hoeft er geen vonnis der rechtbank, tot het aanstellen van een anderen rechter, te worden uitgelokt. Daarin zal de Voorzitter voorzien door een bevel, uitgevaardigd op eenvoudig verzoekschrift

ART. 43. — Hieraan stelt de Middenafdeeling gewichtige wijzigingen voor. Onder het 2^{de} lid van artikel 43 wordt vooreerst bij amendement bepaald dat de rechter-commissaris den eed afneemt aan de getuigen, die hij in den loop van zijne informatie hoort.

Deze bepaling is des te noodzakelijker, daar de Middenafdeeling voorstelt het getuigenverhoor ter terechtzitting af te schaffen.

Vervolgens worden het 2^{de} en het 3^{de} lid volkomen omgewerkt. Naar luid van het ontwerp, kan de rechter aan partijen een uitstel van hoogstens vijftien tot twintig dagen verleenen om stukken over te leggen; is eenmaal die termijn verstreken, dan gaan de verrichtingen voor de schatting door.

Deze bepaling is ontoereikend.

Al wie tot het vak behoort, weet dat het voornamelijk hieraan is te wijten dat de schattingen worden gerekt, omdat partijen te laat hare nota's en stukken aan de deskundigen overhandigen.

Dus moeten er uiterste termijnen worden bepaald voor die wisseling van opmerkingen. Doch het is niet voldoende, zooals in het ontwerp, te zeggen dat partijen ten hoogste vijftien of twintig dagen hebben om hare stukken over te leggen, zooniet kan eene harer, door tot den laatsten dag te wachten om hare stukken over te leggen, het recht van antwoord harer tegenpartij verlammen. Deze moet een termijn hebben om te antwoorden. Daarom stellen wij het volgende voor : den dag zelven waarop de deskundigen den eed afleggen, moet de onteigenende, beschouwd als eischer, de nota's en stukken indienen waarvan hij gebruik denkt te maken. De onteigenende, sedert lang voorbereid tot dit debat, daar hij reeds onderhandelingen aanknoopte voor den minnelijken afstand der goederen, bezit alle inlichtingen en vergelijkingspunten die de deskundigen kunnen leiden; hij behoeft geen uitstel om ze over te leggen. Vraagt de onteigende uitstel om insgelijks nota's en stukken over te leggen, dan behoort de rechter hem vijftien dagen te gunnen voor onbebouwde, twintig dagen voor bebouwde eigendommen. De onteigende heeft vijftien dagen om te antwoorden en de onteigende denzelfden tijd voor zijn wederantwoord.

Doorgaans wisselen partijen geen grooter getal nota's.

Nochtans denken wij dat het getal der antwoorden niet hoeft te worden beperkt, zoo niet kan eene partij hare ernstigste middelen behouden tot hare laatste memorie, zoodat de tegenpartij er onmogelijk kan op ant-

woorden. Toch kan eene der partijen het geding steeds doen staken, door te verklaren dat zij niet antwoordt of door den tijd, haar voor het antwoord gegeven, te laten verloop.

Zoo zal ieder er belang bij hebben al zijne middelen van in 't begin voor te brengen, vermits zijne tegenpartij, door niet te antwoorden, hem het recht beneemt eene tweede nota op te stellen.

De nota's en stukken, door partijen ingediend, worden nedergelegd ter griffie; slechts eene kopie van de nota's wordt denzelfden dag bij aange-tekenden brief gezonden aan de tegenpartij, in den persoon van haren pleitbezorger. Ook de deskundigen krijgen bericht van die overlegging.

Zoodoende vermijdt men het over en weer zenden dier stukken van de partij aan de deskundigen en van de deskundigen aan de tegenpartij.

De hierboven bedoelde termijnen zijn volstrekt uiterste termijnen; evenals in zake van verkiezingen, brengen zij niet-ontvankelijkheid mede. In spoedeisende gevallen, kan de rechter-commissaris ze verkorten.

Er valt op te merken dat de deskundigen tijdens die wisseling van nota's niet werkeloos moeten blijven. Zij kunnen louter stoffelijke waarnemingen doen, plannen lichten, de plaatsen beschrijven, meten, de te onteigenen perceelen afpalen, enz.

Daarom laten wij uit het amendement wegvallen deze woorden van het 3^{de} lid : « *eens die termijn verstreken, gaan de verrichtingen voor de schatting door* », want zij laten onderstellen dat de deskundigen werkeloos moeten blijven terwijl de nota's werden gewisseld.

Ook laten wij uit het laatste lid van artikel 43 wegvallen de bepaling betreffende het verslag van den rechter, en wel om de redenen die hieronder, naar aanleiding van artikel 44, worden uiteengezet.

Om artikel 43 niet al te lang te maken, stellen wij een afzonderlijk artikel 43^{bis} voor, waarin de bepalingen, betreffende de rechtspleging tijdens de schatting, zijn vervat.

ART. 44 en 46. — Zij regelen het overleggen van het verslag en het weder-verschijnen van partijen ter terechtzitting om te pleiten.

Het ontwerp der Regeering (art. 43 *in fine*), uitgaande van de wet van 1855, zegt dat de rechter-commissaris in zijn proces-verbaal den datum bepaalt, waarop hij verslag uitbrengt ter terechtzitting, zonder dat deze later mag gesteld worden dan drie maanden na den dag van de eerste plaatsopneming. Naar luid van artikel 44, moeten de deskundigen hun advies uitbrengen vijftien dagen vóór den termijn, bepaald voor dit verslag ter terechtzitting; zooniet wordt hun slechts loon verleend zoo zij ten overstaan van de rechtbank bewijzen dat de vertraging niet aan hen is te wijten.

Artikel 46 voegt hierbij : « De zaak wordt ter terechtzitting opgeroepen, » op het verslag van den rechter-commissaris, op den in zijn proces-verbaal » aangewezen datum en op dagstelling indien een pleitbezorger gesteld is. »

De Afdeeling moest deze artikelen insgelijks wijzigen, om ze overeen te brengen met de veranderingen, aan artikel 43 toegebracht.

Volgens haar stelsel, wordt het verslag van den rechter-commissaris ter terechtzitting afgeschaft. Deze formaliteit is eene eenvoudige aflezing van

het proces-verbaal en het advies der deskundigen, en levert geen nut hoegenaamd op. Zij belemmert de rechtspleging, want vaak gebeurt het dat de rechter, op 't oogenblik dat de zaak opnieuw is opgeroepen, niet meer tot de rechtbank behoort; dan moet men een vonnis uitlokken om hem te vervangen, en dat veroorzaakt vertraging en kosten.

Volgens het amendement, wordt de dag voor de wederoproeping ter terechtzitting niet bepaald door den rechter, vermits die dag kan verschillen, naar gelang van het getal nota's dat partijen wisselen.

Deze wederoproeping geschiedt vijftien volle dagen nadat het verslag is overgelegd, op dagstelling, door de meest gereede partij beteekend aan den pleitbezorger der tegenpartij, indien er een is aangesteld. De deskundigen moeten bij aangeteekenden brief partijen onderrichten van die overlegging, den dag zelven waarop deze geschiedt.

Het verslag wordt overgelegd ten laatste binnen veertig dagen na afloop van den termijn, verleend voor het laatste antwoord of voor het ontvangen van eene geschreven verklaring, waarbij wordt vastgesteld dat de partij niet antwoordt.

In geval van dringendheid, kan de rechter-commissaris dien tijd inkorten.

Het is waarlijk niet overdreven, aan deskundigen doorgaans zes weken te gunnen om hunne conclusiën te bestudeeren, te bespreken en op te stellen.

Eischt men van hen te veel spoed, dan zullen hunne verslagen vaak niet helder, niet gewettigd, niet afdoende genoeg zijn; de rechtbank zal nadere schatting bevelen en men zal tijd verliezen, in plaats van er te winnen.

Leggen de deskundigen hun advies niet over binnen den gestelden tijd, dan wordt aan ieder van hen van rechtswege 20 frank afgehouden voor elken dag vertraging. Deze boete kan de rechtbank opheffen, zoo zij oordeelt dat de vertraging niet aan hen is te wijten.

Deze straf is beter dan berooving van loon. Het is niet billijk, de vergelding in te houden van een vaak langdurend en moeilijk werk, enkel omdat het eenige dagen na den gestelden termijn is afgelopen.

Twee weken zijn ruim noodig voor de griffie om het verslag te verzenden en er de partijen kennis te laten van nemen.

Deze rechtspleging komt overeen met hetgeen thans in de practijk geschiedt. Wel is waar wordt onder het stelsel der wet van 1835 de datum der wederoproeping ter terechtzitting bepaald, doch meesttijds hebben op dien dag de deskundigen hun werk op verre na niet verricht; dan wordt de zaak toch niet opgeroepen; dit geschiedt enkel ten gevolge van eene dagstelling, beteekend nadat het verslag der deskundigen ter griffie is overgelegd.

ART. 45^{bis}. — Dit amendement strekt tot het vermijden van de aanzienlijke vertraging der beslechting van het geschil, ten gevolge van het onderzoek, bevolen in de vormen die het Wetboek van burgerlijke rechtspleging bepaalt. Er is beweerd dat met het bestaande stelsel de rechtbanken dergelijk onderzoek niet kunnen instellen ⁽¹⁾, doch het Hof van Cassatie heeft, bij arrest

(1) DEL MARMOL, d. II, n^o 551. — Aanmerkingen van de *Belgique judiciaire* (1851, blz. 954) op het hierboven aangehaald arrest van het Hof van beroep te Luik.

van 8 Januari 1832 (*Belgique judiciaire*, 1832, blz. 114), eene voorziening tegen een arrest van het Hof van Luik verwerpende, het tegenovergestelde beslist, zich beroepende op het stilzwijgen der wet van 1835.

Derhalve is het noodig eene nieuwe bepaling in te voeren. De rechtbank kan een onderzoek door den rechter-commissaris bevelen, in bijzijn van partijen.

ART. 54. — De wet van 1835 verplichte den eigenaar alleen om derde belanghebbenden, pachters, verpanders van 't vruchtgebruik, gebruikers of bewoners in het geding te betrekken.

In dit opzicht wordt door het ontwerp de vruchtgebruiker gelijkgesteld met den eigenaar en het voordeel der bepaling uitgestrekt tot al wie een persoonlijk recht op het onroerend goed heeft, evenals tot den erfpachter en den bebouwer van eens anders grond.

Naar luid van dit artikel, kunnen de derde belanghebbenden worden opgeroepen of ambtshalve optreden tot het verslag is overgelegd, en wordt hunne vergoeding geregeld in denzelfden vorm als de aan den eigenaar verschuldigde.

Daaruit volgt, dat zoo een hunner op het laatste oogenblik optreedt, alles te herbeginnen is : wisseling van nota's, onderzoek door deskundigen, met de termijnen, voorzien onder artikelen 44 en 45, enz. Om dat ernstig bezwaar te verhelpen, dient er een uiterste termijn te worden bepaald voor de vrijwillige of gedwongen tusschenkomst van de derde belanghebbenden.

Hij zou vijftien dagen bedragen, te rekenen van de eedaflegging der deskundigen ter plaatse.

ART. 57. — Onder de woorden « hypothecaire lasten », in dit artikel gebezigd, zijn insgelijks de voorrechten begrepen. Deze woorden werden er niet bijgevoegd, om den tekst niet te verlammen. In gewone taal bevatten de hypothecaire lasten alle op het goed ingeschreven schuldvorderingen.

*
* * *

Aldus gewijzigd, beantwoordt het ontwerp der Regeering volkomen aan de strekking, door zijn titel aangekondigd.

Het verbetert merkelyk de bestaande wetgeving, met het oog op de voorschriften voor de onteigening; het versnelt den te tragen gang der rechtspleging, doch vrijwaart de rechten van den onteigende; ten aanzien van den privaten eigendom, vermeerdert het niet de voorrechten van het bestuur, dat steeds geneigd is de hinderpalen, die het ontmoet, uit den weg te ruimen en op overdreven wijze het begrip van openbaar nut uit te breiden.

Onderzoek van het ontwerp in de Afdeelingen.

Het ontwerp werd goedgekeurd :

In de 1^{ste} Afdeeling, met 1 stem en 11 onthoudingen.

In de 2^{de} Afdeeling, met 1 stem en 13 onthoudingen.

In de 4^{de} Afdeeling, met 2 stemmen tegen 1 en 12 onthoudingen.

In de 5^{de} Afdeeling, met 6 stemmen en 5 onthoudingen. (De zes leden die *ja* stemden, verklaarden uitdrukkelijk dat zij hunne eindstemming voorbehielden.)

In de 6^{de} Afdeeling, met 6 stemmen en 4 onthoudingen; doch lid 2 en lid 3 van het eerste artikel werden verworpen met 6 stemmen tegen 1 en 4 onthoudingen; de paragraaf betreffende de rechtspleging bij dringendheid werd verworpen met 6 stemmen tegen 1 en 4 onthoudingen; de afschaffing van artikel 51 der wet van 16 September 1807 werd eenparig verworpen.

In de 3^{de} Afdeeling, werd het ontwerp verworpen met 1 stem tegen 1 en 6 onthoudingen.

In zijn geheel werd het dus goedgekeurd met 17 stemmen tegen 2 en 51 onthoudingen.

In de Middenafdeeling werd het door haar gewijzigd ontwerp eenparig goedgekeurd.

Zij heeft de eer u de aanneming ervan voor te stellen.

De Verslaggever,
HARMIGNIE.

De Voorzitter,
E. NERINCX.

ANNEXE AU RAPPORT

Projet de loi.

TITRE PREMIER.

Des formalités administratives.

ARTICLE PREMIER.

L'expropriation pour cause d'utilité publique s'opère en vertu d'une loi ou d'un arrêté royal autorisant les travaux qui la rendent nécessaire.

L'expropriation peut avoir pour objet : 1^o l'acquisition totale ou partielle d'un immeuble; 2^o la suppression soit d'un droit réel immobilier, soit d'un droit de bail, d'un droit d'antichrèse ou de tout autre droit personnel se rattachant à un immeuble; 3^o l'établissement d'une servitude réelle sur une propriété privée.

ART. 2.

L'arrêté royal autorisant une expropriation ne peut être pris qu'après enquête.

Wetsontwerp.

TITEL ÉÉN.

Van de bestuurlijke pleegvormen.

ARTIKEL ÉÉN.

Onteigening ten algemeenen nutte heeft plaats krachtens eene wet of een koninklijk besluit, waarbij tot het werk, dat onteigening vordert, machtiging is verleend.

De onteigening kan bedoelen : 1^o het geheel of gedeeltelijk verkrijgen van een onroerend goed; 2^o het afschaffen hetzij van een zakelijk recht op een onroerend goed, hetzij van een huurrecht, een genotspandrecht, of eenig ander persoonlijk recht, aan een onroerend goed verbonden; 3^o het vestigen eener zakelijke erfdienstbaarheid op een privaat eigendom.

ART. 2.

Het koninklijk besluit, dat tot onteigening machtiging geeft, mag alleen na een onderzoek worden genomen.

TOEVOEGSEL AAN HET VERSLAG

Amendements
proposés par la Section centrale.

TITRE PREMIER.

Des formalités administratives.

ARTICLE PREMIER.

L'expropriation pour cause d'utilité publique s'opère en vertu d'une loi ou d'un arrêté royal autorisant les travaux qui la rendent nécessaire.

ART. 1^{bis}.

L'expropriation peut avoir pour objet :

1^o L'acquisition totale ou partielle d'un immeuble;

2^o La suppression soit d'un droit réel établi sur un cours d'eau, soit d'un droit réel ou personnel sur un immeuble qui appartient à l'expropriant ou qui fait partie du domaine public.

Toutefois les maisons et bâtiments dont il serait nécessaire de faire démolir et d'enlever une portion pour cause d'utilité publique légalement reconnue seront acquis en entier, si le propriétaire l'exige; sauf à l'expropriant à revendre les portions des bâtiments ainsi acquises et qui ne seront pas nécessaires pour l'exécution du plan.

ART. 2.

L'arrêté royal autorisant une expropriation ne peut être pris qu'après enquête.

Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.

TITEL I.

Van de bestuurlijke formaliteiten.

ARTIKEL 1.

Onteigening ten algemeenen nutte heeft plaats krachtens eene wet of een koninklijk besluit, waarbij tot het werk, dat onteigening vordert, machtiging is verleend.

ART. 1^{bis}.

De onteigening kan ten doel hebben :

1^o Het geheel of gedeeltelijk verkrijgen van een onroerend goed;

2^o Het afschaffen hetzij van een zakelijk recht gevestigd op een waterloop, hetzij van een zakelijk of persoonlijk recht op een onroerend goed dat toebehoort aan hem die onteigent of deel uitmaakt van het openbaar domein.

Echter worden de huizen en gebouwen, waarvan het noodzakelijk mocht zijn een gedeelte te doen afbreken en weg te nemen wegens wettelijk erkend openbaar nut, geheel aangekocht, indien de eigenaar het eischt, met voorbehoud van het recht, voor den onteigenende, de aldus verkregen gedeelten van gebouwen en die niet noodig zijn tot uitvoering van het plan weder te verkoopen.

ART. 2.

Het koninklijk besluit, dat tot onteigening machtiging geeft, mag alleen na een onderzoek worden genomen.

Projet de loi.

L'enquête s'ouvre sur un projet comprenant :

a) Dans les cas visés au 1^o et au 2^o du 2^e alinéa de l'article premier, le tracé des travaux, l'indication du but d'utilité publique et le plan des parcelles à exproprier ou le plan des biens grevés du droit à supprimer;

b) Dans le cas visé au 3^o du même alinéa, l'exposé du but d'utilité publique et le plan des parcelles à grever avec l'indication de la nature et de l'étendue de la servitude.

Dans tous les cas, le plan contient la désignation des propriétaires et usufruitiers au nom desquels les immeubles sont inscrits au cadastre.

Art. 3.

Le projet est déposé pendant quinze jours à la maison communale du lieu de la situation des immeubles figurant au plan.

L'annonce du dépôt est affichée dans la forme usitée pour les publications officielles.

Les personnes visées à l'article 2 sont averties de ce dépôt, individuellement et à domicile, par une lettre recommandée à la poste. La remise de la lettre à la poste vaut notification à la partie signifiée à compter du surlendemain de cette remise.

Toutefois cet avertissement ne doit pas être adressé aux propriétaires et usufruitiers inscrits au plan qui auraient cédé leurs droits à l'expropriant à la date du dépôt du projet.

Wetsontwerp.

Het onderzoek wordt geopend op een ontwerp, omvattende :

a) In de gevallen voorzien bij 1^o en 2^o van de 2^{de} alinea van artikel 1, de afbakening van het werk, de aanduiding van het doel van algemeen nut en het plan der te onteigenen perceelen of het plan der goederen waarop het af te schaffen recht rust;

b) In het geval voorzien bij 3^o van dezelfde alinea, de opgave van het doel van algemeen nut en het plan der te belasten perceelen met aanduiding van aard en omvang der erfdienstbaarheid.

In al de gevallen, wijst het plan de eigenaars en de vruchtgebruikers aan ten wier name de onroerende goederen bij het kadaster bekend zijn.

Art. 3.

Het ontwerp blijft gedurende vijftien dagen nedergelegd ten gemeentehuize van de plaats waar de op het plan voorkomende onroerende goederen gelegen zijn.

Het bericht van nederlegging wordt aangeplakt zooals voor ambtelijke kennisgevingen gebruikelijk is.

De bij artikel 2 bedoelde personen worden hoofdelijk en ten huize van die nederlegging verwittigd, bij eenen ter post aangeteekenden brief. De bezorging van den brief ter post geldt voor betekening aan de aangezegde partij, te beginnen met den tweeden dag na die bezorging.

Echter moet die verwittiging niet gezonden worden aan de op het plan genoemde eigenaars en vruchtgebruikers, die, bij de nederlegging van het ontwerp, reeds hunne rechten aan den onteigenende zouden afgestaan hebben.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

L'enquête s'ouvre sur un projet comprenant le tracé des travaux, l'indication du but d'utilité publique et le plan des parcelles à exproprier ou le plan des biens grevés du droit à supprimer.

Le plan contient la désignation des propriétaires et usufruitiers au nom desquels les immeubles sont inscrits au cadastre.

Art. 5.

Le projet est déposé pendant quinze jours, au moins, à la maison communale du lieu de la situation des immeubles figurant au plan.

L'annonce de ce dépôt est *insérée dans le Moniteur belge ainsi que dans deux journaux de la province, dont l'un paraissant au chef-lieu*. Elle est affichée ensuite dans la forme usitée pour les publications officielles.

Les personnes visées à l'article 2 sont averties du dépôt, individuellement, par lettre recommandée à la poste, adressée au domicile que constatent les registres de la population à la date de l'insertion de l'annonce dans le *Moniteur*.

La remise de la lettre à la poste vaut notification à la partie signifiée à compter du surlendemain de cette remise.

Toutefois cet avertissement ne doit pas être adressé aux propriétaires et usufruitiers inscrits au plan qui auraient cédé leurs droits à l'expropriant à la date du dépôt du projet.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

Het onderzoek wordt geopend op een ontwerp, omvattende de afbakening van het werk, de aanduiding van het doel van algemeen nut en het plan der te onteigenen perceelen of het plan der goederen waarop het af te schaffen recht rust.

Het plan wijst de eigenaars en de vruchtgebruikers aan ten wier name de onroerende goederen bij het kadaster bekend zijn.

Art. 5.

Het ontwerp blijft gedurende *ten minste* vijftien dagen nedergelegd ten gemeentehuize van de plaats waar de op het plan voorkomende onroerende goederen gelegen zijn.

De bekendmaking van die nederlegging wordt opgenomen in het *Belgische Staatsblad* alsmede in twee bladen der provincie, waarvan het eene in de hoofdplaats verschijnende. Zij wordt vervolgens aangeplakt zooals voor ambtelijke kennisgevingen gebruikelijk is.

De in artikel 2 bedoelde personen worden, persoonlijk, van de nederlegging verwittigd *bij ter post aangeleekenden brief, gezonden naar het domicile dat blijkt uit de bevolkingsregisters ten dage dat het bericht in het Staatsblad is opgenomen*.

De bezorging van den brief op de post geldt als beteekening aan de aangezegde partij, te beginnen met den tweeden dag na die bezorging.

Echter moet die verwittiging niet gezonden worden aan de op het plan genoemde eigenaars en vruchtgebruikers, die, bij de nederlegging van het ontwerp, reeds hunne rechten aan den onteigenende zouden afgestaan hebben.

Projet de loi.

Il est justifié de l'accomplissement de ces formalités par un certificat du collège des bourgmestre et échevins.

Les dites formalités sont prescrites à peine de nullité; cependant le défaut d'avertissement n'entraîne la nullité qu'à l'égard des personnes non averties.

ART. 4.

Le délai de quinze jours fixé à l'article 3 prend cours à dater de l'avertissement donné au public et aux intéressés.

ART. 5.

Les réclamations ou observations auxquelles le projet peut donner lieu sont recueillies par le collège des bourgmestre et échevins, qui ouvre un procès-verbal à cet effet.

Les comparants signent la relation de leurs déclarations verbales; les déclarations écrites sont mentionnées et restent annexées au procès-verbal; celui-ci est clos par le bourgmestre ou l'échevin délégué, à l'expiration du délai fixé à l'article 3.

ART. 6.

S'il s'agit de travaux entrepris par une province, une commune ou un établissement public, les réclamations sont respectivement soumises au conseil provincial, au conseil communal ou à la commission administrative, qui donnent leur avis par une délibération motivée; celle-ci est jointe, ainsi que le procès-verbal de l'enquête, aux pièces à communiquer à l'autorité supérieure.

Wetsontwerp.

Van de vervulling dier formaliteiten wordt bewijs gegeven door een attest van het college van burgemeester en schepenen.

De formaliteiten dienen nagekomen op straffe van nietigheid; echter brengt het gebrek aan verwittiging slechts nietigheid mede ten aanzien van de niet verwittigden.

ART. 4.

De bij artikel 3 bepaalde termijn van vijftien dagen gaat in met den dag der aan publiek en belanghebbende gegeven verwittiging.

ART. 5.

De bezwaren of aanmerkingen waartoe het ontwerp aanleiding zou geven, worden opgenomen door het college van burgemeester en schepenen, dat deswege een proces-verbaal opent.

De verschijners onderteekenen de opname hunner mondelinge verklaringen; de geschreven verklaringen worden in het proces-verbaal vermeld en blijven er bij gevoegd; het wordt door den burgemeester of den gemachtigden schepene gesloten, na afloop van den bij artikel 3 bepaalden termijn.

ART. 6.

Geldt het een werk, door eene provincie, eene gemeente of eene openbare instelling ondernomen, dan worden de bezwaren, volgens het geval, onderworpen aan den provincieraad, aan den gemeenteraad of aan de commissie van beheer, die daaromtrent advies uitbrengen bij eene met redenen omkleede beraadslaging; deze, alsmede het proces-verbaal van het onderzoek, wordt bij de aan de hooge overheid mede te deelen stukken gevoegd.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Il est justifié de l'accomplissement de ces formalités par un certificat du collège des bourgmestres et échevins.

Les dites formalités sont prescrites à peine de nullité; cependant le défaut d'avertissement n'entraîne la nullité qu'à l'égard des personnes non averties.

ART. 4.

Le délai de quinze jours fixé à l'article 3 prend cours à dater de l'avertissement donné au public *par voie d'affiche* et aux intéressés *par lettre recommandée à la poste*.

ART. 5.

Les réclamations ou observations auxquelles le projet peut donner lieu sont recueillies par le collège des bourgmestre et échevins, qui ouvre un procès-verbal à cet effet.

Les comparants signent la relation de leurs déclarations verbales; les déclarations écrites sont mentionnées et restent annexées au procès-verbal; celui-ci est clos par le bourgmestre ou l'échevin délégué, à l'expiration du délai fixé à l'article 3.

ART. 6.

S'il s'agit de travaux entrepris par une province, une commune ou un établissement public, les réclamations sont respectivement soumises au conseil provincial, au conseil communal ou à la commission administrative, qui donnent leur avis par une délibération motivée; celle-ci est jointe, ainsi que le procès-verbal de l'enquête, aux pièces à communiquer à l'autorité supérieure.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

Van de vervulling dier formaliteiten wordt bewijs gegeven door een attest van het college van burgemeester en schepenen.

De formaliteiten dienen nagekomen op straffe van nietigheid; echter brengt het gebrek aan verwittiging slechts nietigheid mede ten aanzien van de niet verwittigden.

ART. 4.

De bij artikel 3 bepaalde termijn van vijftien dagen vangt aan den dag na het bericht aan het publiek gegeven *bij plakbrief* en aan de belanghebbenden *bij ter post aangeleekenden brief*.

ART. 5.

De bezwaren of aanmerkingen waartoe het ontwerp aanleiding zou geven, worden opgenomen door het college van burgemeester en schepenen, dat deswege een proces-verbaal opent.

De verschijners onderteekenen de opname hunner mondelinge verklaringen; de geschreven verklaringen worden in het proces-verbaal vermeld en blijven er bij gevoegd; het wordt door den burgemeester of den gemachtigden schepene gesloten, na afloop van den bij artikel 3 bepaalden termijn.

ART. 6.

Geldt het een werk, door eene provincie, eene gemeente of eene openbare instelling ondernomen, dan worden de bezwaren, volgens het geval, onderworpen aan den provincieraad, aan den gemeenteraad of aan de commissie van beheer, die daaromtrent advies uitbrengen bij eene met redenen omkleede beraadslaging; deze, alsmede het proces-verbaal van het onderzoek, wordt bij de aan de hooge overheid mede te deelen stukken gevoegd.

Projet de loi.

ART. 7.

Lorsque l'expropriation s'opère en vertu d'une loi ne désignant pas les immeubles à acquérir, ceux grevés d'un droit à supprimer ou ceux à grever d'une servitude, le plan visé à l'article 2 est soumis à enquête conformément aux dispositions portées aux alinéas 2 et suivants du dit article et aux articles 3 à 6.

Après l'enquête, ce plan est arrêté par décision ministérielle.

TITRE II.

Des cessions amiables et des conventions d'arbitrage.

§ 1^{er}. — DES CESSIONS AMIABLES.

ART. 8.

En cas de cession amiable, si l'exproprié refuse de recevoir le paiement de l'indemnité convenue, l'expropriant peut se libérer en versant le montant de celle-ci à la caisse des dépôts et consignations, sans offres préalables ni mise en demeure.

ART. 9.

Lorsque des hypothèques grevent l'immeuble ou le droit réel cédé, l'immeuble au profit duquel existait un droit réel supprimé ou l'immeuble sur lequel une servitude est établie, la cession est signifiée par l'expropriant aux créanciers inscrits qui ne sont pas intervenus à l'acte.

Wetsontwerp.

ART. 7.

Zoo de onteigening krachtens eene wet geschiedt waarbij niet aangewezen zijn de te verkrijgen onroerende goederen, die waarop een af te schaffen recht rust of die waarop eene erfdienstbaarheid te vestigen is, dan moet het in artikel 2 bedoelde plan aan een onderzoek worden onderworpen, overeenkomstig het bepaalde in alinea's 2 en volgende van dat artikel en in artikelen 3 tot 6.

Na het onderzoek, wordt dit plan bij ministerieele beschikking vastgesteld.

TITEL II.

Van minnelijken afstand en overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak.

§ 1^o. — VAN MINNELIJKEN AFSTAND.

ART. 8.

In geval van minnelijken afstand, zoo de onteigende weigert de betaling van de overeengekomen schadeloosstelling aan te nemen, kan de onteigende zich vrijmaken door dezer bedrag te storten in de kas van deposito en consignatiën, zonder voorafgaande aanbod of inventoefstelling.

ART. 9.

Wanneer het afgestane onroerend goed of het afgestane zakelijk recht, het onroerend goed ten welks behoeve een thans afgeschaft zakelijk recht bestond, of het onroerend goed waarop eene erfdienstbaarheid gevestigd is, met hypotheek bezwaard is, wordt de afstand door den onteigende beteekend aan de ingeschreven schuldeischers, die niet bij de akte opgetreden zijn.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 7.

Lorsque l'expropriation s'opère en vertu d'une loi ne désignant pas les immeubles à acquérir ou ceux grevés d'un droit à supprimer, le plan visé à l'article 2 est soumis à enquête conformément aux dispositions portées aux alinéas 2 et 3 du dit article et aux articles 3 à 6.

Après l'enquête, ce plan est arrêté par décision ministérielle.

TITRE II.

Des cessions amiables et des conventions d'arbitrage.

§ 1^{er}. — DES CESSIONS AMIABLES.

ART. 8.

En cas de cession amiable, si l'exproprié refuse de recevoir le paiement de l'indemnité convenue, l'expropriant peut se libérer en versant le montant de celle-ci à la caisse des dépôts et consignations, *sans qu'il soit besoin d'offres préalables. Toutefois ce versement ne peut avoir lieu que trois jours francs après une mise en demeure de retirer soit les fonds, soit l'ordonnance ou le mandat de paiement.*

ART. 9.

Lorsque des *privileges* ou des hypothèques grevent l'immeuble, le droit réel cédé, ou l'immeuble au profit duquel existait un droit réel supprimé, la cession est signifiée par l'expropriant aux créanciers inscrits qui ne sont pas intervenus à l'acte.

La cession est également signifiée, en cas

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

ART. 7.

Zoo de onteigening krachtens eene wet geschiedt waarbij niet aangewezen zijn de te verkrijgen onroerende goederen of die waarop een af te schaffen recht rust, dan moet het in artikel 2 bedoelde plan aan een onderzoek worden onderworpen, overeenkomstig de bepalingen vervat in de alinea's 2 en volgende van dat artikel en in de artikelen 3 tot 6.

Na het onderzoek, wordt dit plan bij ministerieele beschikking vastgesteld.

TITEL II.

Van minnelijken afstand en overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak.

§ 1. — VAN MINNELIJKEN AFSTAND.

ART. 8.

In geval van minnelijken afstand, zoo de onteigende weigert de betaling van de overeengekomen schadeloosstelling aan te nemen, kan de onteigende zich vrijmaken door het bedrag daarvan te storten in de deposito- en consignatiekas, *zonder dat het noodig zij een voorafgaande aanbod te doen. Die storting kan echter maar gebeuren drie volle dagen na aanmaning tot het afhalen hetzij van de fondsen, hetzij van de aanwijzing of het mandaat tot betaling.*

ART. 9.

Wanneer het afgestane onroerend goed, het afgestane zakelijk recht of het onroerend goed ten welks behoefte een thans afgeschafte zakelijk recht bestond, is bezwaard met *voorrechten* of hypothecken, wordt de afstand door den onteigende beteekend aan de ingeschreven schuldeischers die niet bij de akte zijn opgetreden.

De afstand wordt eveneens, in geval van

Projet de loi.

La signification est faite au domicile élu dans le bordereau d'inscription conformément au pénultième alinéa de l'article 83 de la loi du 16 décembre 1851 sur le régime hypothécaire; à défaut d'élection de domicile, la signification peut être faite au procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel l'immeuble est situé.

Pendant un délai de quinze jours, ceux d'entre les créanciers non intervenants dont la créance ne serait pas entièrement couverte par le prix de la cession, peuvent faire opposition à celle-ci et requérir le règlement judiciaire de l'indemnité. Le délai expiré sans qu'aucune opposition ait été notifiée à l'expropriant, les créanciers sont censés avoir adhéré à la convention.

Le prix convenu est versé à la caisse des dépôts et consignations; les droits des créanciers inscrits qui sont intervenus à l'acte et de ceux auxquels a été faite la signification prévue au premier alinéa du présent article, sont reportés sur la somme consignée et ils ne sont pas opposables à l'expropriant.

L'agent de la caisse ne peut vider ses mains que sur la production d'un certificat constatant, suivant le cas :

a) Que l'immeuble ou le droit réel acquis est libre de tous privilèges et hypothèques;

b) Que le bien au profit duquel existait un droit réel supprimé ou le bien sur lequel

Wetsontwerp.

De beteekening wordt gedaan aan de in het inschrijvingsbordereel verkozen woonplaats, overeenkomstig de voorlaatste alinea van artikel 83 der wet van 16 December 1851 op het hypotheekstelsel; bij gebreke aan verkozen woonplaats, kan de beteekening gedaan worden aan den Procureur des Konings bij de rechtbank binnen welker gebied het onroerend goed gelegen is.

Gedurende vijftien dagen mogen die onder de niet opgetreden schuldeischers, welker schuldvordering niet gansch door den prijs van afstand zou gedekt zijn, tegen dezen afstand in verzet komen en eischen dat de schadeloosstelling door rechterlijke uitspraak geregeld worde. Loopt die termijn ten einde, zonder dat aan den onteigenende eenig verzet beteekend werd, dan worden de schuldeischers geacht in de overeenkomst te berusten.

De overeengekomen prijs wordt gestort in de kas van deposito en consignatiën; de rechten van de ingeschreven schuldeischers, welke bij de akte zijn opgetreden, en van die wien de in de eerste alinea van dit artikel bedoelde beteekening werd gedaan, worden op de in consignatie gestelde gelden overgebracht en zij kunnen tegen den onteigenende niet worden geldend gemaakt.

De agent der kas mag niets uit handen geven dan op vertoon van een attest bevestigende, volgens het geval :

a) Dat het verkregen onroerend goed of het verkregen zakelijk recht met voorrechten noch hypotheek is bezwaard;

b) Dat het goed ten welks behoeve een thans afgeschaft zakelijk recht bestond,

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

de non-intervention à l'acte, aux créanciers qui ont fait transcrire un commandement préalable à la saisie ou une saisie, ainsi qu'aux personnes qui ont introduit en justice une demande en annulation ou en révocation, inscrite conformément à l'article 3 de la loi du 16 décembre 1854 sur le régime hypothécaire.

La signification est faite au domicile élu dans l'inscription ou dans l'exploit transcrit; à défaut d'élection de domicile, la signification peut être faite au procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel l'immeuble est situé.

Pendant un délai de trente jours, les créanciers et les demandeurs en justice auxquels a été faite la signification prévue aux deux premiers alinéas du présent article peuvent faire opposition à la cession et requérir le règlement judiciaire de l'indemnité. Le délai expiré sans qu'aucune opposition ait été notifiée à l'expropriant, ils sont censés avoir adhéré à la convention.

Le prix convenu est versé à la caisse des dépôts et consignations; les droits des créanciers et des demandeurs en justice qui sont intervenus à l'acte et de ceux visés à l'alinéa qui précède, sont reportés sur la somme consignée et ne sont pas opposables à l'expropriant.

L'agent de la caisse ne peut vider ses mains que sur la production d'un certificat constatant, suivant le cas :

a) Que l'immeuble ou le droit réel acquis est libre de toutes charges hypothécaires et privilèges;

b) Que le bien au profit duquel existait un droit réel supprimé est libre de toutes

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

niet-optreden bij de akte, beteekend aan de schuldeischers die een bevel, de inbeslagneming vooraangaande, of eene inbeslagneming deden overschrijven, alsmede aan de personen die eene rechtsvordering hebben ingesteld tot vernietiging of herroeping, ingeschreven overeenkomstig artikel 3 der wet van 16 December 1854 op het hypotheekstelsel.

De beteekening wordt gedaan aan de in de inschrijving of in het overgeschreven exploit gekozen woonplaats; bij gebreke aan gekozen woonplaats, kan de beteekening worden gedaan aan den Procureur des Konings bij de rechtbank binnen welker gebied het onroerend goed is gelegen.

Gedurende een termijn van dertig dagen mogen de schuldeischers en de eischers in rechten, aan wie de bij de twee eerste alinea's van dit artikel voorziene beteekening is gedaan, tegen den afstand in verzet komen en eischen dat de schadeloosstelling gerechtelijk worde geregeld. Loopt de termijn ten einde zonder dat den onteigenende eenig verzet werd beteekend, dan worden zij geacht in de overeenkomst toe te stemmen.

De overeengekomen prijs wordt in de deposito- en consignatiekas gestort; de rechten van de schuldeischers en van de eischers in rechten, die bij de akte zijn opgetreden, alsmede van hen bedoeld in het vorig lid, worden op de in consignatie gestelde gelden overgebracht en zij kunnen tegen den onteigenende niet worden geldend gemaakt.

De agent der kas mag niet betalen tenzij op vertoon van een attest bevestigende, volgens het geval :

a) Dat het verkregen onroerend goed of zakelijk recht niet is bezwaard met hypothecaire lasten en voorrechten;

b) Dat het goed, ten welks behoefte een zakelijk recht bestond, niet is bezwaard met

Projet de loi.

est établie une servitude est libre de tous privilèges et hypothèques, ou que les droits des créanciers inscrits sont restreints à l'immeuble tel qu'il reste subsister dans le patrimoine de l'exproprié après la cession amiable.

A défaut de produire le certificat requis, le prix ne peut être remboursé que sur une décision de la justice.

§ 2. — DES CONVENTIONS D'ARBITRAGE.

ART. 10.

Si les parties, d'accord sur toutes les causes d'indemnité, ne s'entendent pas sur la somme à allouer, elles peuvent, par convention d'arbitrage, constituer un ou plusieurs collèges d'experts composés chacun de trois membres, et leur remettre le soin de fixer définitivement et sans recours le montant des indemnités.

ART. 11.

Les experts sont nommés de commun accord par les parties, ou respectivement par chacune d'elles et par le président du tribunal de première instance de la situation des immeubles.

Dans ce dernier cas, chaque partie désigne son expert dans la huitaine de la convention d'arbitrage, à peine de forclusion. Le délai expiré, le président du tribunal, sur simple requête de la partie la plus diligente, nomme le tiers expert et, s'il y a lieu, celui de la partie en défaut.

La nomination des experts leur est immédiatement notifiée.

Wetsontwerp.

of het goed waarop eene erfdiensbaarheid is gevestigd, met voorrechten noch hypotheek is bezwaard, of dat de rechten der ingeschreven schuldeischers beperkt zijn tot het onroerend goed zooals het blijft behooren tot het vermogen van den onteigende na den minnelijken afstand.

Wordt het vereischte attest niet overgelegd, dan mag de prijs slechts krachtens eene rechterlijke beslissing worden terugbetaald.

§ 2. — VAN OVEREENKOMSTEN TOT SCHEIDS-RECHTERLIJKE UITSpraak.

ART. 10.

Zoo partijen het eens zijn omtrent al de redenen tot schadeloosstelling, doch niet omtrent derzelve bedrag, mogen zij, bij overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, eene of meer uit drie leden bestaande commissiën van deskundigen aanstellen en haar de zorg opdragen het bedrag der schadeloosstellingen voorgoed en zonder beroep te bepalen.

ART. 11.

De deskundigen worden in gemeen overleg benoemd door de partijen, of onderscheidenlijk door elke der partijen en door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de onroerende goederen gelegen zijn.

In laatstbedoeld geval duidt elke partij haar deskundige aan binnen acht dagen na de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, op straf van uitsluiting. Eens de termijn verstreken, benoemt de voorzitter der rechtbank, op enkel verzoek van de meestgereede partij, den derden deskundige en, des noodig, den deskundige der in gebreke gebleven partij.

Aan de deskundigen wordt dadelijk hunne benoeming beteekend.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

charges hypothécaires et privilèges ou que les droits des créanciers inscrits *et des demandeurs en justice* sont restreints à l'immeuble tel qu'il reste subsister dans le patrimoine de l'exproprié après la cession amiable.

A défaut de produire le certificat requis, le prix ne peut être remboursé que sur une décision de la justice.

§ 2. — DES CONVENTIONS D'ARBITRAGE.

ART. 10.

Si les parties, d'accord sur toutes les causes d'indemnité, ne s'entendent pas sur la somme à allouer, elles peuvent, par convention d'arbitrage, constituer un ou plusieurs collèges d'*arbitres* composés chacun de trois membres, et leur remettre le soin de fixer définitivement et sans recours le montant des indemnités.

ART. 11.

Les *arbitres* sont nommés de commun accord par les parties, ou respectivement par chacune d'elles et par le président du tribunal de première instance de la situation des immeubles.

Dans ce dernier cas, chaque partie désigne son *arbitre* dans la huitaine de la convention d'arbitrage, à peine de forclusion. Le délai expiré, le président du tribunal, sur simple requête de la partie la plus diligente, nomme le tiers arbitre et, s'il y a lieu, celui de la partie en défaut.

La nomination des *arbitres* leur est immédiatement notifiée par *lettre recommandée à la poste*. La remise de la lettre à la poste vaut information à compter du surlendemain de cette remise.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

hypothecaire lasten en voorrechten of dat de rechten der ingeschreven schuldeischers *en der eischers in rechten* zijn beperkt tot het onroerend goed zooals het blijft behooren tot het vermogen van den onteigende na den minnelijken afstand.

Wordt het vereischte attest niet overgelegd, dan mag de prijs slechts krachtens eene rechterlijke beslissing worden terugbetaald.

§ 2. — VAN OVEREENKOMSTEN TOT SCHEIDS-
RECHTERLIJKE UITSpraak.

ART. 10.

Zoo partijen het eens zijn omtrent al de redenen tot schadeloosstelling, doch niet omtrent het bedrag daarvan, mogen zij, bij overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, eene of meer commissiën van *scheidsrechters* aanstellen, elk uit drie leden bestaande en haar de zorg opdragen het bedrag der schadeloosstellingen voorgoed en zonder beroep te bepalen.

ART. 11.

De *scheidsrechters* worden in gemeen overleg benoemd door de partijen, of onderscheidenlijk door elke der partijen en door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de onroerende goederen gelegen zijn.

In laatstbedoeld geval duidt elke partij haren *scheidsrechter* aan binnen acht dagen na de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, op straf van uitsluiting. Is eenmaal de termijn verstreken, dan benoemt de voorzitter der rechtbank, op enkel verzoek van de meestgereede partij, den derden deskundige en, des noodig, den *scheidsrechter* van de in gebreke gebleven partij.

Aan de *scheidsrechters* wordt hunne benoeming dadelijk hetcekkend *bij ter post aangeteekenden brief*. De afgifte van den brief op de post geldt als kennisgeving, te rekenen van den tweeden dag na die afgifte.

Projet de loi.

ART. 12.

En cas de décès, refus, déport, récusation ou empêchement d'un expert, le remplacement se fera par les parties ou, à défaut d'entente, par le président du tribunal si l'expert a été nommé de commun accord, et par l'auteur de sa nomination s'il n'a pas été nommé de commun accord.

ART. 13.

Par dérogation aux trois articles qui précèdent, les parties peuvent, de commun accord, désigner un seul expert pour fixer le chiffre des indemnités.

En cas de décès, refus, déport, récusation ou empêchement, l'expert sera remplacé de commun accord soit par un seul, soit par trois experts. A défaut d'entente, chaque partie nommera un expert, et le troisième sera désigné par le président du tribunal de première instance de la situation des immeubles.

ART. 14.

La convention d'arbitrage opère au profit de l'expropriant le transfert de la propriété de l'immeuble à acquérir, l'extinction du droit à supprimer ou la constitution de la servitude à établir; s'il y a lieu, elle est immédiatement transcrite au bureau des hypothèques.

Wetsonwerp.

ART. 12.

In geval van overlijden, weigering, ambtsnederlegging, wraking of verhinderling van een deskundige, wordt in dezès vervanging voorzien door de partijen of, zoo zij het niet eens worden, door den voorzitter der rechtbank, wanneer de deskundige in gemeen overleg, en door hem die hem benoemd had, wanneer hij niet in gemeen overleg benoemd was geworden.

ART. 13.

Bij afwijking van de drie voorgaande artikelen, mogen partijen, in gemeen overleg, een enkelen deskundige aanwijzen om het bedrag der schadeloosstellingen te bepalen.

In geval van overlijden, weigering, ambtsnederlegging, wraking of verhinderling, wordt de deskundige in gemeen overleg vervangen hetzij door een enkel deskundige, hetzij door drie deskundigen. Kan men het niet eens worden, dan benoemt iedere partij een deskundige en wordt de derde aangewezen door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de onroerende goederen gelegen zijn.

ART. 14.

De overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak bewerkt, ten behoeve van den onteigenende, de overdracht van den eigendom van het te verkrijgen onroerend goed, de opheffing van het af te schaffen recht of de vestiging van de te stellen erfdienstbaarheid; zij wordt, zoo noodig, dadelijk overgeschreven ten kantore der hypotheek.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 12.

En cas de décès, refus, déport, récusation ou empêchement d'un *arbitre*, le remplacement se fait par les parties ou, à défaut d'entente, par le président du tribunal si l'*arbitre* a été nommé de commun accord.

Si l'arbitre n'a pas été désigné de commun accord, il est remplacé par l'auteur de sa nomination, sinon par le président du tribunal, huit jours, au moins, après une sommation faite à la partie en défaut.

ART. 13.

Par dérogation aux trois articles qui précèdent, les parties peuvent, de commun accord, désigner un seul *arbitre* pour fixer le chiffre des indemnités.

En cas de décès, refus, déport, récusation ou empêchement, l'*arbitre* est remplacé de commun accord soit par un seul, soit par trois *arbitres*. A défaut d'entente, chaque partie nomme un *arbitre*, et le troisième est désigné par le président du tribunal de première instance de la situation des immeubles. *Ce magistrat nomme également l'arbitre de la partie en défaut, conformément à l'alinéa 2 de l'article 12.*

ART. 14.

La convention d'arbitrage opère au profit de l'expropriant le transfert de la propriété de l'immeuble à acquérir ou l'extinction du droit à supprimer; s'il y a lieu, elle est immédiatement transcrite au bureau des hypothèques.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

ART. 12.

In geval van overlijden, weigering, ambtsnederlegging, wraking of verhindering van een *scheidsrechter*, wordt in zijne vervanging voorzien door partijen of, zoo zij het niet eens worden, door den voorzitter der rechtbank, indien de *scheidsrechter* in gemeen overleg werd benoemd.

Werd de scheidsrechter niet in gemeen overleg aangewezen, dan wordt er, ten minste acht dagen na sommatie aan de partij die in gebreke is, in zijne vervanging voorzien door dengene van wien zijne benoeming is uitgegaan, zoo niet door den voorzitter der rechtbank.

ART. 13.

In afwijking van de drie voorgaande artikelen, mogen partijen, in gemeen overleg, een enkelen *scheidsrechter* aanwijzen om het bedrag der schadeloosstellingen te bepalen.

In geval van overlijden, weigering, ambtsnederlegging, wraking of verhindering, wordt de *scheidsrechter* in gemeen overleg vervangen hetzij door een enkel *scheidsrechter*, hetzij door drie *scheidsrechters*. Kan men het niet eens worden, dan benoemt iedere partij een *scheidsrechter* en wordt de derde aangewezen door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de onroerende goederen gelegen zijn. *Die magistraat benoemt insgelijks, overeenkomstig het 2^{de} lid van artikel 12, den scheidsrechter van de partij die in gebreke is.*

ART. 14.

De overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak bewerkt ten behoeve van den onteigenende de overdracht van den eigendom van het te verkrijgen onroerend goed of de opheffing van het af te schaffen recht; zij wordt, zoo noodig, dadelijk overgeschreven ten kantore der hypotheeken.

Projet de loi.

Lorsque des hypothèques grèvent l'immeuble ou le droit réel cédé, l'immeuble au profit duquel existait un droit réel supprimé ou l'immeuble sur lequel une servitude est établie, la convention est signifiée par l'expropriant aux créanciers inscrits qui ne sont pas intervenus à l'acte, avec sommation de présenter leurs observations dans le délai de quinze jours. Le délai expiré sans qu'aucune opposition ait été notifiée à l'expropriant, les créanciers sont censés avoir adhéré à la convention et y être parties. En cas d'opposition en temps utile, il est procédé au règlement judiciaire de l'indemnité.

La signification prévue à l'alinéa qui précède est faite conformément aux prescriptions de l'article 9.

ART. 15.

S'il y a plusieurs coïntéressés, ils désignent, dans la convention, un mandataire commun qui les représente pour toute la durée de l'arbitrage et à qui sont faites toutes les significations nécessaires.

ART. 16.

Les experts ne sont astreints à aucune autre forme d'arbitrage que celles établies ci-après.

ART. 17.

Ils convoquent les parties sur les lieux litigieux, en laissant un délai minimum de cinq jours.

Wetsontwerp.

Wanneer het afgestane onroerend goed of het afgestane zakelijk recht, het onroerend goed ten welks behoeve een thans afgeschafte zakelijk recht bestond of het onroerend goed waarop eene erfdienstbaarheid is gevestigd, met hypotheek belast is, dan wordt de overeenkomst door den onteigenende aan de ingeschreven schuldeischers die niet bij de akte zijn opgetreden, betekend, met aanmaning tot indienen hunner aanmerkingen binnen eenen termijn van vijftien dagen. Loopt die termijn ten einde zonder dat aan den onteigenende eenig verzet beteekend werd, dan worden de schuldeischers geacht in de overeenkomst te berusten en daarbij partijen te zijn. Bij tijdig verzet, wordt de schadeloosstelling door rechterlijke beslissing bepaald.

De bij voorgaande alinea bedoelde betekening geschiedt zooals in artikel 9 voorgeschreven is.

ART. 15.

Zijn er verschillende medebelanghebbenden, dan moeten zij in de overeenkomst een gevolmachtigde voor hen allen aanwijzen, die hen vertegenwoordigt zoolang de scheidsrechterlijke uitspraak duurt, en aan wien alle noodige beteekeningen worden gedaan.

ART. 16.

Voor de scheidsrechterlijke uitspraak moeten de deskundigen geene andere formaliteiten naleven, dan de hierna vermelde.

ART. 17.

Zij roepen partijen op ter plaatse van het onderzoek en ruimen daarbij een termijn in van ten minste vijf dagen.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Le cas échéant, la convention est signifiée par l'expropriant aux créanciers et aux demandeurs en justice visés aux deux premiers alinéas de l'article 9, avec sommation de présenter leurs observations dans le délai de trente jours. Ce délai expiré, sans qu'aucune opposition ait été notifiée à l'expropriant, les créanciers et les demandeurs en justice, auxquels la signification a été faite, sont censés avoir adhéré à la convention et y être parties. En cas d'opposition en temps utile, il est procédé au règlement judiciaire de l'indemnité.

La signification prévue à l'alinéa qui précède est faite conformément aux prescriptions de l'article 9.

ART. 15.

S'il y a plusieurs coïntéressés, ils désignent, dans la convention, un mandataire commun, chez qui ils élisent domicile, qui les représente pour toute la durée de l'arbitrage et à qui sont faites toutes les significations nécessaires.

ART. 16.

Les arbitres ne sont astreints à aucune autre forme d'arbitrage que celles établies ci-après.

ART. 17.

Ils convoquent les parties sur les lieux litigieux, par lettre recommandée à la poste et adressée au domicile renseigné ou élu dans la convention, en laissant un délai minimum de huit jours. Ce délai prend cours à partir du surlendemain de la remise de la lettre à la poste.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

Bij voorkomend geval, wordt de overeenkomst door den onteigenende beteekend aan de in de twee eerste alinea's van artikel 9 bedoelde schuldeischers en eischers in rechten, met aanmaning tot het indienen hunner aanmerkingen binnen een termijn van dertig dagen. Loopt deze termijn ten einde zonder dat aan den onteigenende eenig verzet werd beteekend, dan worden de schuldeischers en de eischers in rechten, aan wie de beteekening werd gedaan, geacht in de overeenkomsten toe te stemmen en daarbij partijen te zijn. Bij tijdig verzet, wordt de schade-loosstelling door rechterlijke beslissing bepaald.

De bij het vorig lid voorziene beteekening geschiedt zooals in artikel 9 is voorgeschreven.

ART. 15.

Zijn er verschillende medebelanghebbenden, dan wordt door hen, in de overeenkomst, een gemeenschappelijke gevolmachtigde aangewezen, bij wien zij domicilie kiezen, die hen vertegenwoordigt zoolang de scheidsrechterlijke uitspraak duurt, en aan wien alle noodige beteekeningen worden gedaan.

ART. 16.

Voor de scheidsrechterlijke uitspraak moeten de deskundigen geene andere formaliteiten naleven, dan de hierna vermelde.

ART. 17.

Bij ter post aangeteekenden brief, gezonden aan het in de overeenkomst aangeduid of gekozen domicilie, roepen zij partijen op ter plaatse van het onderzoek en ruimen daarbij een termijn in van ten minste acht dagen. Deze termijn vangt aan te rekenen van den tweeden dag na de bezorging van den brief op de post.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 18.

ART. 18.

Au jour fixé, les parties, ainsi que les autres intéressés qui se présenteraient d'office, remettent aux experts les titres, documents et notes qu'ils jugent utiles pour l'appréciation du montant des indemnités à régler; les experts dressent inventaire de ces pièces et les paraphent. Chacun des intéressés peut prendre communication des pièces produites par une autre partie.

Op den bepaalden dag overhandigen partijen alsmede de andere belanghebbenden die uit eigen beweging zouden opkomen, aan de deskundigen de titels, bescheiden en nota's die zij tot waardeering van het bedrag der te regelen schadeloosstellingen nuttig achten; de deskundigen maken een inventaris van die stukken op en kortteekenen ze. Ieder belanghebbende mag kennis nemen van de door eene wederpartij overgelegde stukken.

ART. 19.

ART. 19.

Dans les cas où les intéressés ne peuvent fournir de note écrite sur leurs prétentions, les experts dressent acte de leurs dires et leur font signer cet acte après lecture.

Wanneer de belanghebbenden geene geschreven nota omtrent hunne aanspraken indienen kunnen, wordt van hunne verklaringen eene akte opgemaakt door de deskundigen, die hen die akte, na voorlezing, doen onderteekenen.

Si les intéressés ne savent signer, les experts en font mention dans leur procès-verbal.

Kunnen de belanghebbende niet onderteekenen, dan maken de deskundigen daarvan melding in hun proces-verbaal.

ART. 20.

ART. 20.

Chaque intéressé est recevable à produire des notes en réponse aux pièces qui lui sont communiquées; les experts fixent le délai dans lequel les réponses doivent leur être remises.

Het is iederen belanghebbende toegelaten nota's over te leggen ter beantwoording van de hem medegedeelde stukken; de deskundigen bepalen binnen welken termijn de antwoorden hun moeten overhandigd worden.

ART. 21.

ART. 21.

Les experts déterminent séparément le chiffre de chaque indemnité pour chacun des intéressés.

De deskundigen bepalen afzonderlijk het bedrag van elke schadeloosstelling voor ieder belanghebbende.

Leurs décisions sont prises à la majorité.

Hunne beslissingen worden bij meerderheid genomen.

S'ils sont tous trois d'un avis différent, le chiffre est fixé par l'évaluation qui n'est ni la plus haute ni la plus basse.

Wanneer alle drie van meening verschillen, wordt als bedrag bepaald de schatting die noch de hoogste noch de laagste is.

Amendements
proposés par la Section centrale.

ART. 18.

Au jour fixé, les parties, ainsi que les autres intéressés qui se présenteraient d'office, remettent aux experts les titres, documents et notes qu'ils jugent utiles pour l'appréciation du montant des indemnités à régler; les *arbitres* dressent inventaire de ces pièces et les paraphent. Chacun des intéressés peut prendre communication des pièces produites par une autre partie.

ART. 19.

Dans les cas où les intéressés ne peuvent fournir de note écrite sur leurs prétentions, les *arbitres* dressent acte de leurs dires et leur font signer cet acte après lecture.

Si les intéressés ne savent signer, les *arbitres* en font mention dans leur procès-verbal.

ART. 20.

Chaque intéressé est recevable à produire des notes en réponse aux pièces qui lui sont communiquées; les *arbitres* fixent le délai dans lequel les réponses doivent leur être remises.

ART. 21.

Les *arbitres* déterminent séparément le chiffre de chaque indemnité pour chacun des intéressés.

Leurs décisions sont prises à la majorité.

S'ils sont tous trois d'un avis différent, le chiffre est fixé par l'évaluation qui n'est ni la plus haute ni la plus basse.

Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 18.

Op den bepaalden dag overhandigen partijen alsmede de andere belanghebbenden die uit eigen beweging zouden opkomen, aan de deskundigen de titels, bescheiden en nota's die zij tot waardeering van het bedrag der te regelen schadeloosstellingen nuttig achten; de *scheidsrechters* maken een inventaris van die stukken op en kortteekenen ze. Ieder belanghebbende mag kennis nemen van de door eene wederpartij overgelegde stukken.

ART. 19.

Wanneer de belanghebbenden geene geschreven nota omtrent hunne aanspraken kunnen indienen, wordt van hunne verklaringen eene akte opgemaakt door de *scheidsrechters*, die hen die akte, na voorlezing, doen onderteekenen.

Kunnen de belanghebbende niet onderteekenen, dan maken de *scheidsrechters* daarvan melding in hun proces-verbaal.

ART. 20.

Het is iederen belanghebbende toegelaten nota's over te leggen ter beantwoording van de hem medegedeelde stukken; de *scheidsrechters* bepalen binnen welken termijn de antwoorden hun moeten overhandigd worden.

ART. 21.

De *scheidsrechters* bepalen afzonderlijk het bedrag van elke schadeloosstelling voor iederen belanghebbende.

Hunne beslissingen worden bij meerderheid genomen.

Wanneer alle drie van meening verschillen, wordt als bedrag bepaald de schatting die noch de hoogste noch de laagste is.

Projet de loi.

ART. 22.

Les experts formulent leurs évaluations dans un acte dont ils remettent l'original à l'expropriant et une copie, certifiée par eux, à l'exproprié.

ART. 23.

Les experts terminent leurs opérations dans les trois mois de la convention d'arbitrage, sinon il ne leur est accordé d'honoraires que s'ils établissent, à la satisfaction du président du tribunal, que le retard ne leur est pas imputable.

S'ils n'ont pas terminé leurs opérations dans le délai fixé, la convention d'arbitrage conserve néanmoins ses effets, mais le président du tribunal peut, à la requête de la partie la plus diligente, ordonner que de nouveaux experts seront nommés en remplacement de ceux qui sont en faute, conformément aux règles tracées par l'article 12 et par le deuxième alinéa de l'article 13.

Wetsontwerp.

ART. 22.

De deskundigen geven hunne schattingen op in eene akte waarvan zij het oorspronkelijke aan den onteigenende en een door hen gewaarmerkte copij aan den onteigende overhandigen.

ART. 23.

De deskundigen volbrengen hunne werkzaamheden binnen drie maanden na de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, zoo niet wordt hun alleen loon toegelegd, zoo zij, ter voldoening van den voorzitter der rechtbank, bewijzen dat de vertraging hun niet kan ten laste worden gelegd.

Zoo de deskundigen hunne werkzaamheden niet volbracht hebben binnen den bepaalden tijd, blijft de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak niettemin van kracht, maar alsdan mag de voorzitter der rechtbank, op verzoek van de meest gereede partij, gelasten dat nieuwe deskundigen, ter vervanging van de in gebreke geblevenen, worden benoemd, overeenkomstig de in artikel 12 en in de tweede alinea van artikel 13 gestelde regelen.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 22.

Les arbitres formulent leurs évaluations dans un acte que l'un d'eux dépose, dans les trois jours, au greffe civil du tribunal de première instance de la situation des biens et dont ils adressent une expédition, par lettre recommandée à la poste, tant à l'expropriant qu'à l'exproprié.

ART. 23.

Les arbitres terminent leurs opérations dans les trois mois de la notification de leur nomination, qui leur a été faite conformément au dernier alinéa de l'article 11. Toutefois, si le contrat a été signifié par l'expropriant conformément à l'article 14, le délai de trois mois ne commence à courir qu'à partir de l'expiration des trente jours pendant lesquels les créanciers et les demandeurs en justice peuvent requérir le règlement judiciaire des indemnités.

A défaut de rendre leur sentence dans ces délais, les arbitres encourent chacun, de plein droit, par jour de retard, une sentence de 20 francs sur leurs honoraires, à moins qu'ils n'établissent, à la satisfaction du président du tribunal, que le retard ne leur est pas imputable.

S'ils n'ont pas terminé leurs opérations dans le délai fixé, la convention d'arbitrage conserve néanmoins ses effets, mais le président du tribunal peut, à la requête de la partie la plus diligente, ordonner que de nouveaux arbitres seront nommés en remplacement de ceux qui sont en faute, conformément aux règles tracées par l'article 12 et par le deuxième alinéa de l'article 13.

Ce remplacement est immédiatement notifié aux arbitres en faute par lettre recommandée à la poste.

Dans ce cas, les arbitres en faute n'ont droit à aucun honoraire.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

ART. 22.

De scheidsrechters geven hunne schattingen op in eene akte, welke één hunner, binnen drie dagen, neerlegt ter burgerlijke griffie der rechtbank van eersten aanleg in welker gebied de goederen gelegen zijn en daarvan wordt door hen, bij ter post aangeeekenden brief, een afschrift gezonden én aan den onteigenende én aan den onteigende.

ART. 23.

De scheidsrechters volbrengen hunne verrichtingen binnen drie maanden nadat hunne benoeming hun werd beteekend overeenkomstig het laatste lid van artikel 11. Wereld echter de overeenkomst door den onteigenende beteekent overeenkomstig artikel 14, dan neemt de termijn slechts aanvang na afloop van de dertig dagen gedurende welke de schuldeischers en de eischers in rechten de gerechtelijke regeling der vergoedingen kunnen vorderen.

Brengen de scheidsrechters hunne beslissing niet uit binnen die termijnen, dan wordt ieder hunner, voor elken dag vertraging, van rechtswege 20 frank afgehouden op hun loon, tenzij ze, ter voldoening van den voorzitter der rechtbank, bewijzen dat de vertraging hun niet ten laste kan worden gelegd.

Zoo de deskundigen hunne werkzaamheden niet volbracht hebben binnen den bepaalden tijd, blijft de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak niettemin van kracht, maar alsdan mag de voorzitter der rechtbank, op verzoek van de meest gereede partij, gelasten dat nieuwe scheidsrechters, ter vervanging van de in gebreke geblevenen, worden benoemd, overeenkomstig de in artikel 12 en in de tweede alinea van artikel 13 gestelde regelen.

Die vervanging wordt aan de in gebreke gebleven scheidsrechters onmiddellijk beteekend bij ter post aangeteekenden brief.

In dit geval hebben de in gebreke gebleven scheidsrechters geen recht op eenig loon.

Projet de loi.

Les nouveaux experts doivent terminer leurs opérations dans un délai à fixer par le président du tribunal et qui ne peut dépasser trois mois. Faute d'avoir terminé dans ce délai, la disposition du premier alinéa du présent article leur est applicable.

ART. 24.

Si les parties ne s'entendent pas pour l'exécution à l'amiable de la sentence arbitrale, celle-ci est rendue exécutoire par une ordonnance du président du tribunal de première instance de la situation des biens; à cet effet, la minute de la sentence est déposée au greffe du tribunal.

En vertu de cette ordonnance, et nonobstant tout recours, le montant de l'indemnité fixée par les experts est versé à la caisse des dépôts et consignations; et l'expropriant est libéré de tous les chefs d'indemnité sur lesquels a porté la convention d'arbitrage. Les droits des créanciers inscrits qui sont intervenus à l'acte et des créanciers auxquels a été faite la signification prévue par l'article 14, sont reportés sur la somme consignée et ne peuvent être opposés à l'expropriant.

L'agent de la caisse ne peut vider ses mains que dans les conditions indiquées aux alinéas 5 à 8 de l'article 9.

Wetsontwerp.

De nieuwe deskundigen moeten hunne werkzaamheden volbrengen binnen een door den voorzitter der rechtbank te bepalen termijn, dewelke niet meer dan drie maanden mag bedragen. Zoo niet, is het bepaalde in de eerste alinea van dit artikel op hen van toepassing.

ART. 24.

Komen partijen niet overeen omtrent de tenuitvoerlegging in der minne van de scheidsrechterlijke uitspraak, dan wordt deze uitvoerbaar gemaakt bij bevelschrift van den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de goederen gelegen zijn; te dien einde wordt de minuut der uitspraak ter griffie van de rechtbank nedergelegd.

Krachtens dat bevelschrift, en niettegenstaande alle beroep, wordt het bedrag der door de deskundigen bepaalde schadeloosstelling in de kas van deposito en consignatiën gestort; en de onteigenende is ontheven van alle aanleidingen tot schadeloosstelling bij de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak bedoeld. De rechten der ingeschreven schuldeischers welke bij de akte zijn opgetreden en van de schuldeischers wien in de artikel 14 bedoelde beteekening werd gedaan, worden op de in consignatie gestelde gelden overgebracht en zij kunnen tegen den onteigenende niet worden geldend gemaakt.

De agent der kas mag niets uit handen geven dan in de voorwaarden bij alinea's 5 tot 8 van artikel 9 gesteld.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Les nouveaux *arbitres* doivent terminer leurs opérations dans un délai à fixer par le président du tribunal et qui ne peut dépasser trois mois. Faute d'avoir terminé dans ce délai, la disposition du *deuxième* alinéa du présent article leur est applicable.

ART. 24.

Si les parties ne s'entendent pas pour l'exécution à l'amiable de la sentence arbitrale, celle-ci est rendue exécutoire, *sur requête de la partie la plus diligente*, par une ordonnance du président du tribunal de première instance de la situation des biens.

En vertu de cette ordonnance, et nonobstant tout recours, le montant de l'indemnité fixée par les *arbitres* est versé à la caisse des dépôts et consignations; et l'expropriant est libéré de tous les chefs d'indemnité sur lesquels a porté la convention d'arbitrage. Les droits des créanciers *et des demandeurs en justice* qui sont intervenus à l'acte, *ainsi que les droits des intéressés* auxquels a été faite la signification prévue par l'article 14, sont reportés sur la somme consignée et ne peuvent être opposés à l'expropriant.

L'agent de la caisse ne peut vider ses mains que dans les conditions indiquées aux alinéas 6 à 9 de l'article 9.

La convention d'arbitrage est tenue pour non avenue, sans préjudice de la réparation du dommage causé à l'exproprié, si la consignation n'est pas effectuée dans les quatre mois d'une sommation faite à l'expropriant en vertu de l'ordonnance du président prévue au premier alinéa du présent article.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

De nieuwe *scheidsrechters* moeten hunne werkzaamheden volbrengen binnen een door den voorzitter der rechtbank te bepalen termijn, welke niet meer dan drie maanden mag bedragen. Zoo niet, is het bepaalde in de *tweede* alinea van dit artikel op hen van toepassing.

ART. 24.

Komen partijen niet overeen omtrent de minnelijke tenuitvoerlegging van de scheidsrechterlijke uitspraak, dan wordt deze, *op verzoekschrift van de meestgereede partij*, uitvoerbaar verklaard bij bevel van den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de goederen zijn gelegen.

Krachtens dat bevelschrift, en niettegenstaande alle beroep, wordt het bedrag der door de *scheidsrechters* bepaalde schadeloosstelling in de deposito- en consignatiekas gestort; en de onteigenende is ontheven van alle aanleidingen tot schadeloosstelling bij de overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak bedoeld. De rechten der schuld-eischers *en der eischers in rechten* die bij de akte zijn opgetreden, *alsmede de rechten van de belanghebbenden* wien in de artikel 14 bedoelde beteekening werd gedaan, worden op de in consignatie gestelde gelden overgebracht en zij kunnen tegen den onteigenende niet worden geldend gemaakt.

De agent der kas mag niets uit handen geven dan in de voorwaarden bij de alinea's 6 tot 9 van artikel 9 gesteld.

Geschiedt de consignatie niet binnen vier maanden na aanmaning den onteigenende gedaan uit kracht van het bevelschrift des voorzitters, bij het eerste lid van dit artikel voorzien, dan wordt de scheidsrechterlijke overeenkomst geacht niet te bestaan, onverminderd de vergoeding van de schade aan den onteigenende veroorzaakt.

Projet de loi.

§ 5. — DISPOSITIONS COMMUNES AUX CESSIONS AMIABLES ET AUX CONVENTIONS D'ARBITRAGE.

ART. 25.

Les immeubles et les droits appartenant aux incapables ci-après désignés peuvent faire l'objet de cessions amiables ou de conventions d'arbitrage, pourvu que ces contrats soient consentis, savoir :

Ceux intéressant des enfants à naître, des mineurs sous tutelle, des interdits, des aliénés colloqués non interdits, des aliénés non colloqués dont l'interdiction est demandée, des absents ou présumés absents, par leurs représentants légaux avec l'autorisation du conseil de famille et du juge de paix ;

Ceux intéressant des mineurs émancipés, par ces mineurs avec la même autorisation ;

Ceux intéressant des mineurs placés dans un hospice, par leurs représentants légaux avec l'autorisation de la commission administrative de l'hospice et du juge de paix ;

Ceux intéressant des contumaces ou des mineurs sous administration légale, par leurs représentants légaux avec l'autorisation du juge de paix.

ART. 26.

Les immeubles et les droits dépendant d'une succession bénéficiaire, d'une succession vacante ou d'une masse faillie peuvent faire l'objet de cessions amiables ou de conventions d'arbitrage, si les héritiers ou le curateur y sont autorisés respectivement par le président du tribunal de première instance et par le juge-commissaire à la faillite.

Wetsontwerp.

§ 5. — BEPALINGEN GEMEEN AAN DEN MINNELIJKEN AFSTAND EN AAN DE OVEREENKOMST TOT SCHEIDSRECHTERLIJKE UITSpraak.

ART. 25.

De onroerende goederen en de rechten die aan de verder genoemde onbekwamen toebehooren, mogen tot minnelijken afstand of overeenkomsten tot scheidsrechterlijke uitspraak aanleiding geven, mits die contracten worden aangegaan :

Zij die nog ongeboren kinderen, onder voogdij staande minderjarigen, geïnterdiceerden, niet geïnterdiceerde opgesloten krankzinnigen, niet opgesloten krankzinnigen wier interdictie is aangevraagd, afwezig of afwezig vermoeden, aanbelangen, door dezer wettige vertegenwoordigers, mits de machtiging van den familieraad en van den vrederechter ;

Zij die ontvoogde minderjarigen aanbelangen, door die minderjarigen, mits dezelfde machtiging ;

Zij die in een godshuis geplaatste minderjarigen aanbelangen, door dezer wettige vertegenwoordigers, mits de machtiging van de commissie tot beheer van het godshuis en van den vrederechter ;

Zij die wederspannigen aan de wet of onder wettig beheer gestelde minderjarigen aanbelangen, door dezer wettige vertegenwoordigers, mits de machtiging van den vrederechter.

ART. 26.

De onroerende goederen en de rechten, afhangende van eene erfenis onder voorrecht, van eene ledige erfenis of van een faillieten boedel, kunnen aanleiding geven tot minnelijken afstand of voereenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak, wanneer de erfgenamen of de curator daartoe onderscheidenlijk zijn gemachtigd door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg en door den rechter-commissaris bij het faillissement.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

§ 3. — *DISPOSITIONS spéciales AUX CESSIONS AMIABLES ET AUX CONVENTIONS D'ARBITRAGE.*

ART. 25.

Les immeubles et les droits appartenant aux incapables ci-après désignés peuvent faire l'objet de cessions amiables, pourvu que ces contrats soient consentis, savoir :

Ceux intéressant des enfants à naître, des mineurs sous tutelle, des interdits, des aliénés colloqués non interdits, des aliénés non colloqués dont l'interdiction est demandée, des absents ou présumés absents, par leurs représentants légaux avec l'autorisation du conseil de famille *homologuée par le tribunal*;

Ceux intéressant des mineurs émancipés par ces mineurs *assistés de leurs curateurs autorisés par le tribunal*;

Ceux intéressant des mineurs placés dans un hospice, par leurs représentants légaux avec l'autorisation de la commission administrative de l'hospice *et du tribunal*.

Ceux intéressant des contumaces ou des mineurs sous administration légale, par leurs représentants légaux avec l'autorisation *du tribunal*.

ART. 26.

Les immeubles et les droits dépendant d'une succession bénéficiaire, d'une succession vacante ou d'une masse faillie peuvent faire l'objet de cessions amiables, *si les héritiers ou le curateur y sont autorisés par le tribunal de première instance.*

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

§ 3. — *Bijzondere BEPALINGEN VOOR DEN MINNELIJKEN AFSTAND EN DE OVEREENKOMST TOT SCHEIDSRECHTERLIJKE UITSPRAAK.*

ART. 25.

De onroerende goederen en de rechten die aan de hierna genoemde onbekwamen toebehooren, mogen tot minnelijken afstand aanleiding geven, mits de kontrakten worden aangegaan :

Zij die nog ongeborn kinderen, onder voogdij staande minderjarigen, geïnterdiceerden, niet geïnterdiceerde opgesloten krankzinnigen, niet opgesloten krankzinnigen wier interdictie is aangevraagd, afwezig of afwezig vermoeden aanbelangen, door hunne wettige vertegenwoordigers, mits de machtiging van den familieraad, *door de rechtbank bekrachtigd*;

Zij die ontvoogde minderjarigen aanbelangen, door die minderjarigen, *bijgestaan door hunne voogden daartoe door de rechtbank gemachtigd*;

Zij die in een godshuis geplaatste minderjarigen aanbelangen, door hunne wettige vertegenwoordigers, met machtiging van de commissie tot beheer van het godshuis *en van de rechtbank*.

Zij die wederspanningen aan de wet of onder wettig beheer gestelde minderjarigen aanbelangen, door hunne wettige vertegenwoordigers, met machtiging *van de rechtbank*.

ART. 26.

De onroerende goederen en de rechten, afhangende van eene erfenis onder voorrecht, van eene ledige erfenis of van een faillieten boedel, kunnen aanleiding geven tot minnelijken afstand, *wanneer de erfgenamen of de curator daartoe zijn gemachtigd door de rechtbank van eersten aanleg.*

Projet de loi.

Le grevé de substitution peut faire les mêmes contrats avec l'assistance du tuteur à la substitution et moyennant l'autorisation du juge de paix.

ART. 27.

Les immeubles et les droits dotaux peuvent faire l'objet de cessions amiables ou de conventions d'arbitrage. Les contrats sont conclus par la femme avec le consentement de son mari et moyennant l'autorisation du juge de paix donnée sur simple requête présentée par les deux époux.

Le juge détermine les conditions du emploi si elles ne l'ont pas été par le contrat de mariage.

A défaut de emploi, l'indemnité est versée à la caisse des dépôts et consignations, et la déclaration de dépôt mentionne l'obligation du emploi. L'agent de la caisse ne peut vider ses mains que moyennant la justification du emploi accepté par l'expropriant ou l'autorisation de ce dernier.

Si l'obligation du emploi n'a pas été mentionnée dans la déclaration de dépôt, l'agent de la caisse est déchargé de toute responsabilité relativement au emploi.

Les dispositions contenues dans les trois alinéas qui précèdent sont applicables à tous les cas où, quel que soit le régime sous lequel les époux sont mariés, le emploi est obligatoire pour les tiers.

ART. 28.

La femme séparée de corps peut faire une cession amiable ou une convention d'arbitrage sans autorisation de son mari ni de la justice.

Wetsontwerp.

De met erfstelling over de hand bezwaarde mag dezelfde kontrakten aangaan, mits hij bijgestaan zij door den voogd over de erfstelling en mits de machtiging van den vrederechter.

ART. 27.

De onroerende huwelijksgoederen en de huwelijksrechten mogen aanleiding geven tot minnelijken afstand of overeenkomst tot scheidsrechterlijke overeenkomst. De kontrakten worden aangegaan door de vrouw met toestemming van den man en mits machtiging door den vrederechter verleend op eenvoudig verzoekschrift door beide echtgenooten overgelegd.

De rechter bepaalt de voorwaarden van de wederbelegging zoo die in het huwelijkskontraat niet reeds bepaald zijn.

Bij niet wederbelegging, wordt de schadeloosstelling gestort in de kas van deposito en consignatiën, en de verklaring van inbewaargeving vermeld alsdan de verplichting tot wederbelegging. De agent der kas mag niets uit handen geven dan mits bewijs van de door den onteigenende aangenomen wederbelegging of mits de machtiging van dezen.

Zoo in de verklaring van inbewaargeving de verplichting tot wederbelegging niet is vermeld, dan is de agent der kas ontlast van alle aansprakelijkheid wegens de wederbelegging.

Het bepaalde in de drie voorgaande alinea's is van toepassing telkens — onder welke huwelijksche voorwaarden ook de echtgenooten getrouwd zijn — de wederbelegging voor de derden verplichtend is.

ART. 28.

De van tafel en bed gescheiden vrouw mag zonder de machtiging van haren echtgenoot of van den rechter, in der minne afstand doen of eene overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak aangaan.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Le grevé de substitution peut faire les mêmes contrats avec l'assistance du tuteur à la substitution et moyennant l'autorisation du *tribunal de première instance*.

ART. 27.

Les immeubles et les droits dotaux peuvent faire l'objet de cessions amiables. Les contrats sont conclus par la femme avec le consentement de son mari et moyennant l'autorisation du *tribunal de première instance*, donnée sur simple requête présentée par les deux époux.

Le *tribunal* détermine les conditions du emploi si elles ne l'ont pas été par le contrat de mariage.

A défaut de emploi, l'indemnité est versée à la caisse des dépôts et consignations, et la déclaration de dépôt *doit mentionner* l'obligation du emploi. L'agent de la caisse ne peut vider ses mains que moyennant la justification du emploi accepté par l'expropriant ou l'autorisation par ce dernier.

Si l'obligation du emploi n'a pas été mentionnée dans la déclaration de dépôt, l'agent de la caisse est déchargé de toute responsabilité relativement au emploi.

Les dispositions contenues dans les trois alinéas qui précèdent sont applicables à tous les cas où, quel que soit le régime sous lequel les époux sont mariés, le emploi est obligatoire pour les tiers.

ART. 28.

La femme séparée de corps peut faire une cession amiable avec l'autorisation du *tribunal de première instance*.

**Amendementen
door de Middelenafdeeling voorgesteld.**

De met erfstelling over de hand bezwaarde mag dezelfde kontrakten aangaan, mits hij bijgestaan zij door den voogd over de erfstelling en mits de machtiging *der rechtbank van eersten aanleg*.

ART. 27.

De onroerende huwelijksgoederen en de huwelijksrechten mogen aanleiding geven tot minnelijken afstand. De kontrakten worden aangegaan door de vrouw met toestemming van den man en mits machtiging *der rechtbank van eersten aanleg*, verleend op eenvoudig verzoekschrift door beide echtgenooten overgelegd.

De *rechtbank* bepaalt de voorwaarden van de wederbelegging zoo die in het huwelijkskontrakt niet reeds bepaald zijn.

Bij niet-wederbelegging, wordt de schadeloosstelling gestort in de deposito- en consignatiekas, en de verklaring van inbewaargeving *moet* de verplichting tot wederbelegging *vermelden*. De agent der kas mag niets uit handen geven dan tegen bewijs van de door den onteigenende aangenomen wederbelegging of mits de machtiging van dezen.

Zoo in de verklaring van inbewaargeving de verplichting tot wederbelegging niet is vermeld, dan is de agent der kas ontlast van alle aansprakelijkheid wegens de wederbelegging.

Het bepaalde in de drie voorgaande alinea's is van toepassing telkens als — onder welke huwelijksche voorwaarden ook de echtgenooten getrouwd zijn — de wederbelegging voor de derden verplicht is.

ART. 28.

De van tafel en bed gescheiden vrouw mag, met machtiging *der rechtbank van eersten aanleg*, in der minne afstand doen.

Projet de loi.

La femme dont le mari est mineur, interdit, aliéné non interdit, placé sous conseil judiciaire, absent, présumé absent ou contumace, peut faire les mêmes contrats moyennant l'autorisation du juge de paix.

ART. 29.

Les provinces, communes et établissements publics dont les immeubles et les droits sont soumis à expropriation peuvent faire une cession amiable ou une convention d'arbitrage moyennant les autorisations requises pour les aliénations.

Le Ministre des Finances et des Travaux publics peut faire les mêmes contrats relativement au domaine privé de l'État, lorsque l'expropriation est poursuivie par une province, une commune ou un établissement public.

ART. 30.

Dans tous les cas où, en vertu du présent titre, l'indemnité allouée est versée à la caisse des consignations, l'expropriant notifie la déclaration de dépôt à la partie expropriée.

Toutes les notifications et convocations à faire en exécution du même titre peuvent avoir lieu par lettre recommandée à la poste. La remise de la lettre à la poste vaut information à compter du surlendemain de cette remise.

Wetsontwerp.

De vrouw, wier echtgenoot minderjarig is, geïnterdiceerd is, krankzinnig maar niet geïnterdiceerd is, onder rechterlijk raadsman staat, afwezig is, vermoed is afwezig te zijn, wederspanning aan de wet is, mag dezelfde kontrakten aangaan mits de machtiging van den vrederechter.

ART. 29.

De provinciën, gemeenten of openbare instellingen, waarvan de onroerende goederen en de rechten aan onteigening onderworpen zijn, mogen in der minne afstand doen of eene overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak aangaan, mits de voor vervreemdingen vereischte machtigingen.

De Minister van Financiën en Openbare Werken mag dezelfde kontrakten aangaan wat betreft 's Rijks privaat domein, wanneer de onteigening wordt gevorderd door eene provincie, eene gemeente of eene openbare instelling.

ART. 30.

In al de gevallen wanneer, krachtens dezen titel, de toegekende schadeloosstelling in de consignatie-kas gestort wordt, beteekent de onteigenende de verklaring van nederlegging aan de onteigende partij.

Al de beteekeningen en oproepingen, ter uitvoering van denzelfden titel te doen, mogen geschieden bij ter post aangeteekenden brief. De bezorging van den brief ter post geldt voor kennisgeving te rekenen van den tweeden dag na die bezorging.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

La femme dont le mari est mineur, interdit, aliéné *colloqué non interdit*, aliéné *non colloqué sous le coup d'une demande d'interdiction*, placé sous conseil judiciaire, absent, présumé absent ou contumace, peut faire les mêmes contrats moyennant l'autorisation du tribunal de première instance.

ART. 28^{bis}.

La connaissance des homologations et des autorisations dont il est parlé au présent paragraphe est attribuée au tribunal de la situation des immeubles à exproprier.

ART. 29.

Les provinces, communes et établissements publics dont les immeubles et les droits sont soumis à expropriation peuvent faire une cession amiable ou une convention d'arbitrage moyennant les autorisations requises pour les aliénations.

Le Ministre des Finances et des Travaux publics peut faire les mêmes contrats relativement au domaine privé de l'État, lorsque l'expropriation est poursuivie par une province, une commune ou un établissement public.

ART. 30.

Dans tous les cas où, en vertu du présent titre, l'indemnité allouée est versée à la caisse des consignations, l'expropriant notifie la déclaration de dépôt à la partie expropriée.

Supprimer le second alinéa.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

De vrouw, wier echtgenoot minderjarig is, geïnterdiceerd is, krankzinnig *opgesloten* maar niet geïnterdiceerd is, krankzinnig *niet opgesloten en tegen wien een eisch tot interdictie is ingesteld*, onder rechterlijken raadsman staat, afwezig is, vermoed is afwezig te zijn, wederspanning aan de wet is, mag dezelfde kontrakten aangaan met machtiging der rechtbank van eersten aanleg.

ART. 28^{bis}.

Het is de rechtbank, binnen welker gebied de te onteigenen goederen zijn gelegen, die kennis neemt van de bekrachtigingen en machtigingen waarvan sprake in deze paragraaf.

ART. 29.

De provinciën, gemeenten of openbare instellingen, waarvan de onroerende goederen en de rechten aan onteigening onderworpen zijn, mogen in der minne afstand doen of eene overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak aangaan, mits de voor vervreemdingen vereischte machtigingen.

De Minister van Financiën en Openbare Werken mag dezelfde kontrakten aangaan wat betreft 's Rijks privaat domein, wanneer de onteigening wordt gevorderd door eene provincie, eene gemeente of eene openbare instelling.

ART. 30.

In al de gevallen wanneer, krachtens dezen titel, de toegekende schadeloosstelling in de consignatiekas gestort wordt, beteekent de onteigenende de verklaring van nederlegging aan de onteigende partij.

Het tweede lid te doen wegvallen.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 51.

ART. 51.

Les cessions amiables, les conventions d'arbitrage, les quittances et tous autres actes, y compris les procurations, relatifs aux acquisitions pour cause d'utilité publique, peuvent être passés sans frais à l'intervention soit du Ministre compétent ou du fonctionnaire qu'il a délégué, agissant au nom de l'État, soit du fonctionnaire chargé de diriger les négociations et les expropriations agissant en la même qualité, soit du gouverneur agissant au nom de l'État ou de la province, soit du bourgmestre agissant au nom de la commune ou des établissements publics qui y ont leur siège.

De minnelijke afstand, de overeenkomsten tot scheidsrechterlijke uitspraak, de kwijtbrieven, en alle andere akten, met inbegrip van de volmachten, rakende de aankopen ten algemeenen nutte, mogen kosteloos verleden worden, door tusschenkomst hetzij van den bevoegden Minister of van den door hem gemachtigden ambtenaar, handelende namens den Staat, hetzij van den ambtenaar belast met het beleid van de onderhandelingen en de onteigeningen handelende in dezelfde hoedanigheid, hetzij van den Gouverneur, handelende namens den Staat of namens de provincie, hetzij van den burgemeester, handelende namens de gemeente of namens de aldaar gevestigde openbare instellingen.

ART. 52.

ART. 52.

Les dispositions du présent titre s'appliquent à toute convention destinée à remplacer la procédure de l'expropriation, même si les formalités administratives dont il s'agit au titre premier n'ont pas été remplies. Dans ce cas, l'acte indique le but d'utilité publique.

De bepalingen van dezen titel zijn van toepassing op alle overeenkomst ter vervanging der onteigeningsprocedure, ook wanneer de onder titel I bedoelde bestuurlijke pleegvormen niet werden vervuld. Alsdan vermeldt de akte het doel van openbaar nut.

Ces dispositions sont également applicables aux conventions relatives aux excédents d'immeubles, non compris dans le périmètre des travaux, dont l'achat est fait en vue d'éviter le paiement d'indemnités de dépréciation.

Die bepalingen zijn insgelijks van toepassing op de overeenkomsten betreffende excedenten van onroerende goederen, die niet tot den omvang van het werk behooren, en die aangekocht worden ter vermindering van het betalen van vergoedingen wegens waardevermindering.

TITRE III.

TITEL III.

De la procédure en expropriation et du règlement judiciaire de l'indemnité.

Van de rechtspleging tot onteigening en de rechterlijke bepaling van de schadeloosstelling.

ART. 53.

ART. 53.

A défaut de convention entre les parties, l'expropriation s'opère par autorité de justice.

Bij gebreke aan overeenkomst tusschen partijen, geschiedt de onteigening op rechtsgezag.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Art. 51.

Le supprimer. Cette disposition sera reportée au titre VI : Dispositions diverses (art. 82^{bis}).

Art. 52.

Les dispositions du présent titre s'appliquent à toute convention destinée à remplacer la procédure de l'expropriation, même si les formalités administratives dont il s'agit au titre premier n'ont pas été remplies. Dans ce cas, l'acte indique le but d'utilité publique.

Ces dispositions sont également applicables aux conventions relatives aux excédents d'immeubles, non compris dans le périmètre des travaux, dont l'achat est fait en vue d'éviter le paiement d'indemnités de dépréciation ou dans le cas prévu au 4^e alinéa de l'article 1^{bis}.

TITRE III.

De la procédure en expropriation et du règlement judiciaire de l'indemnité.

Art. 53.

A défaut de convention entre les parties, l'expropriation s'opère par autorité de justice.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

Art. 51.

Dit artikel te doen wegvallen. Deze bepaling wordt overgebracht naar titel VI : Verschillende bepalingen (art. 82^{bis}).

Art. 52.

De bepalingen van dezen titel zijn van toepassing op alle overeenkomst ter vervanging der onteigeningsprocedure, ook wanneer de onder titel I bedoelde bestuurlijke formaliteiten niet werden vervuld. Alsdan vermeldt de akte het doel van openbaar nut.

Die bepalingen zijn insgelijks van toepassing op de overeenkomsten betreffende excédenten van onroerende goederen, die niet tot den omvang van het werk behooren, en die aangekocht worden ter vermijding van het betalen van vergoedingen wegens waardevermindering of in het geval voorzien bij het 4^{de} lid van artikel 1^{bis}.

TITEL III.

Van de rechtspleging tot onteigening en de rechterlijke bepaling van de schadeloosstelling.

Art. 53.

Bij gebreke aan overeenkomst tussen partijen, geschiedt de onteigening op rechtsgezag.

Projet de loi.

§ 1^{er}. — DE LA PROCÉDURE ORDINAIRE.

ART. 54.

Le texte de la loi ou de l'arrêté royal décrétant l'expropriation et le plan dont il s'agit à l'article 2, accompagné, le cas échéant, d'une copie de la décision ministérielle visée à l'article 7, sont déposés au greffe du tribunal de 1^{re} instance ainsi qu'à la maison communale du lieu de la situation des biens et du chef-lieu du canton de justice de paix.

Doivent aussi être déposées au greffe les pièces de l'enquête prévue aux articles 2 et 7, et, lorsque l'expropriation est poursuivie en vertu d'un arrêté royal, les pièces indiquant le tracé des travaux et le but d'utilité publique.

Le public peut prendre communication sans frais, jusqu'au règlement définitif de l'indemnité, de toutes les pièces déposées.

L'annonce du dépôt effectué à la maison communale est affichée dans la forme usitée pour les publications officielles. Il est justifié de ce dépôt et de l'annonce par un certificat du collègue des bourgmestre et échevins.

L'annonce du dépôt au greffe et aux maisons communales est insérée dans le *Moniteur belge* ainsi que dans deux journaux de la province, dont l'un paraissant au chef-lieu.

Ces annonces appellent, en caractères apparents, l'attention des créanciers hypothécaires et autres intéressés sur les dispositions des articles 54 et 56 de la présente loi.

ART. 55.

Les propriétaires et usufruitiers sont ensuite informés du dépôt au greffe par exploit contenant assignation à jour fixe,

Wetsontwerp.

§ 1. — VAN DE GEWONE RECHTSPLEGING.

ART. 54.

De tekst van de wet of van het koninklijk besluit tot onteigening en het in artikel 2 bedoelde plan, met, zoo het pas geeft, een afschrift van de bij artikel 7 bedoelde ministeriële beschikking, worden nedergelegd ter griffie van de rechtbank van eersten aanleg, alsook ten gemeentehuize van de plaats waar de goederen gelegen zijn en van de hoofdplaats van het vrederechtskanton.

Moeten insgelijks ter griffie nedergelegd worden de stukken van het onderzoek bij artikelen 2 en 7 voorzien, en, zoo de onteigening krachtens een koninklijk besluit gevorderd is, de stukken aanduidende de afbakening van het werk en het doel van algemeen nut.

Van al de nedergelegde stukken kan door eenieder kosteloos inzage worden genomen, tot dat de schadeloosstelling voorgoed bepaald is.

De aankondiging van de nederlegging ten gemeentehuize wordt op de voor ambtelijke bekendmakingen gebruikelijke wijze aangeplakt. Van de nederlegging en de aankondiging wordt bewijs gegeven door een attest van het college van burgemeester en schepenen.

De aankondiging van de nederlegging ter griffie en ter gemeentehuizen, wordt in den *Moniteur belge* opgenomen, alsook in twee dagbladen der provincie, waarvan een in de hoofdplaats verschijnende.

In die aankondigingen wordt, met in 't oog loopende letter, de aandacht van de hypothecaire schuldeischers en verdere belanghebbenden op het bepaalde in artikelen 54 en 56 dezer wet gevestigd.

ART. 55.

Aan de eigenaars en vruchtgebruikers wordt van de nederlegging ter griffie kennis gegeven, bij exploit houdende dagvaarding

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

§ 1^{er}. — DE LA PROCÉDURE ORDINAIRE.

ART. 54.

Le texte de la loi ou de l'arrêté royal décrétant l'expropriation et le plan dont il s'agit à l'article 2, accompagné, le cas échéant, d'une copie de la décision ministérielle visée à l'article 7, sont déposés au greffe du tribunal de 1^{re} instance ainsi qu'à la maison communale du lieu de la situation des biens et du chef-lieu du canton de justice de paix.

Doivent aussi être déposées au greffe les pièces de l'enquête prévue aux articles 2 et 7, et, lorsque l'expropriation est poursuivie en vertu d'un arrêté royal, les pièces indiquant le tracé des travaux et le but d'utilité publique.

Le public peut prendre communication sans frais, jusqu'au règlement définitif de l'indemnité, de toutes les pièces déposées.

L'annonce du dépôt effectué à la maison communale est affichée dans la forme usitée pour les publications officielles. Il est justifié de ce dépôt et de l'annonce par un certificat du collège des bourgmestre et échevins.

L'annonce du dépôt au greffe et aux maisons communales est insérée dans le *Moniteur belge* ainsi que dans deux journaux de la province, dont l'un paraissant au chef-lieu.

Ces annonces appellent, en caractères apparents, l'attention des créanciers hypothécaires et autres intéressés sur les dispositions des articles 54 et 56 de la présente loi.

ART. 55.

Les propriétaires et usufructiers sont ensuite informés du dépôt au greffe par exploit contenant assignation à jour fixe,

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

§ 1. — VAN DE GEWONE RECHTSPLEGING.

ART. 54.

De tekst van de wet of van het koninklijk besluit tot onteigening en het in artikel 2 bedoelde plan, met, zoo het pas geeft, een afschrift van de bij artikel 7 bedoelde ministeriële beschikking, worden nedergelegd ter griffie van de rechtbank van eersten aanleg, alsook ten gemeentehuize van de plaats waar de goederen gelegen zijn en van de hoofdplaats van het vrederechtskanton.

Moeten insgelijks ter griffie nedergelegd worden de stukken van het onderzoek bij artikelen 2 en 7 voorzien, en, zoo de onteigening krachtens een koninklijk besluit gevorderd is, de stukken aanduidende de afbakening van het werk en het doel van algemeen nut.

Van al de nedergelegde stukken kan door eenieder kosteloos inzage worden genomen, totdat de schadeloosstelling voorgoed bepaald is.

De aankondiging van de nederlegging ten gemeentehuize wordt op de voor ambtelijke bekendmakingen gebruikelijke wijze aangeplakt. Van de nederlegging en de aankondiging wordt bewijs gegeven door een attest van het college van burgemeester en schepenen.

De aankondiging van de nederlegging ter griffie en ter gemeentehuizen wordt in het *Belgisch Staatsblad* opgenomen, alsook in twee dagbladen der provincie, waarvan een in de hoofdplaats verschijnende.

In die aankondigingen wordt, met in 't oog loopende letter, de aandacht van de hypothecaire schuldeischers en verdere belanghebbenden gevestigd op de bepalingen vervat in de artikelen 54 en 56 van deze wet.

ART. 55.

Aan de eigenaars en vruchtgebruikers wordt vervolgens van de nederlegging ter griffie kennis gegeven, bij exploit houdende

Projet de loi

aux fins d'entendre déclarer que les formalités pour parvenir à l'expropriation ont été remplies, de procéder au règlement des indemnités et de voir ordonner l'envoi en possession.

L'exploit mentionne l'obligation pour les propriétaires et usufruitiers d'appeler en cause les tiers intéressés, conformément à l'article 54 ci-après.

L'assignation est valablement donnée aux propriétaires et usufruitiers inscrits au cadastre.

Le délai de l'assignation est de quinzaine.

En cas d'absolue nécessité, ce délai peut être abrégé par ordonnance du président rendue sur requête.

ART. 56.

La cause est appelée à l'audience indiquée par l'ajournement. Si la partie assignée constitue avoué, il est procédé, toute affaire cessante, comme il est dit à l'article suivant. S'il n'y a pas constitution d'avoué, le défaillant est réassigné par un huissier commis, au jour fixé par le tribunal, sans qu'il soit besoin de lever le jugement; le délai pour la comparution ne peut dépasser la huitaine.

ART. 57.

A l'audience indiquée par l'article précédent, le tribunal juge si les formalités prescrites par la loi pour parvenir à l'expropriation ont été remplies. Si le défendeur comparait, il est entendu au préalable et

Wetsontwerp.

op vasten dag, om te hooren verklaren dat de formaliteiten, om tot onteigening te geraken, vervuld werden; om over te gaan tot bepaling der schadeloosstellingen en om de inbezitstelling te hooren bevelen.

Het exploit vermeldt de verplichting, voor de eigenaars en vruchtgebruikers, de derde belanghebbenden in de zaak te beroepen, overeenkomstig artikel 54.

De dagvaarding is geldig gegeven aan de ten kadaster ingeschreven eigenaars en vruchtgebruikers.

De termijn van dagvaarding bedraagt vijftien dagen.

In geval van volstreekte noodzakelijkheid, kan die termijn worden verkort bij bevel door den voorzitter op verzoek gegeven.

ART. 56.

De zaak wordt opgeroepen ter terechtzitting, bij de dagvaarding aangewezen. Indien de gedaagde partij een pleitbezorger stelt, wordt, met achteruitstelling van alle andere zaken, gehandeld zooals gezegd is in het volgend artikel. Is geen pleitbezorger gesteld, dan wordt de niet verschijnende andermaal door een aangestelden deurwaarder gedaagd, voor den door de rechtbank bepaalden dag, zonder dat het noodig zij het vonnis te lichten; de termijn voor de verschijning mag niet meer dan acht dagen bedragen.

ART. 57.

Ter terechtzitting, bij voorgaand artikel aangewezen, oordeelt de rechtbank of de bij de wet voorgeschreven formaliteiten, om tot onteigening te geraken, vervuld werden. De verweerder, indien hij verschijnt, wordt

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

aux fins d'entendre déclarer que les formalités pour parvenir à l'expropriation ont été remplies, de procéder au règlement des indemnités et de voir ordonner l'envoi en possession.

L'exploit mentionne l'obligation pour les propriétaires et usufruitiers d'appeler en cause les tiers intéressés, conformément à l'article 54 ci-après.

L'assignation est valablement donnée aux propriétaires et usufruitiers inscrits au cadastre.

Le délai de l'assignation est de quinzaine.

En cas d'absolue nécessité, ce délai peut être abrégé par ordonnance du président rendue sur requête.

Art. 56.

La cause est appelée à l'audience indiquée par l'ajournement. Si la partie assignée constitue avoué, il est procédé, toute affaire cessante, comme il est dit à l'article suivant. S'il n'y a pas constitution d'avoué, le défaillant est réassigné par un huissier commis, au jour fixé par le tribunal, sans qu'il soit besoin de lever le jugement; le délai pour la comparution ne peut dépasser la huitaine.

Un extrait de l'exploit de réassignation contenant les noms des parties et l'indication sommaire des biens est inséré dans deux journaux de la province, dont l'un paraissant au chef-lieu.

Art. 57.

A l'audience indiquée par l'article précédent, le tribunal juge si les formalités prescrites par la loi pour parvenir à l'expropriation ont été remplies. Si le défendeur comparait, il est entendu au préalable et

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

dagvaarding voor een vasten dag, ten einde te hooren verklaren dat de formaliteiten, om tot onteigening te geraken, vervuld werden; om over te gaan tot bepaling der schadeleossstellingen en om de inbezitstelling te hooren bevelen.

Het exploit vermeldt de verplichting, voor de eigenaars en vruchtgebruikers, de derde belanghebbenden in de zaak te betrekken, overeenkomstig artikel 54.

De dagvaarding wordt geldig beteekend aan de ten kadaster ingeschreven eigenaars en vruchtgebruikers.

De termijn van dagvaarding bedraagt vijftien dagen.

In geval van volstreekte noodzakelijkheid, kan die termijn worden verkort bij bevel van den voorzitter op verzoekschrift gegeven.

Art. 56.

De zaak wordt opgeroepen ter terechtzitting, bij de dagvaarding aangewezen. Indien de gedaagde partij een pleitbezorger aanstelt, wordt, met achteruitstelling van alle andere zaken, gehandeld zooals gezegd is in het volgend artikel. Is geen pleitbezorger aangesteld, dan wordt de niet verschijnende andermaal door een aangestelden deurwaarder gedaagd, voor den door de rechtbank bepaalden dag, zonder dat het noodig zij het vonnis te lichten; de termijn voor de verschijning mag niet meer dan acht dagen bedragen.

Een uittreksel uit het exploit van herdagging, behelzende de namen van partijen en de beknopte aanduiding der goederen, wordt opgenomen in twee bladen der provincie, waarvan één in de hoofdplaats verschijnende.

Art. 57.

Ter terechtzitting, bij voorgaand artikel aangewezen, oordeelt de rechtbank of de bij de wet voorgeschreven formaliteiten, om tot onteigening te geraken, vervuld werden. De verweerder, indien hij verschijnt, wordt

Projet de loi.

tenu de proposer en même temps, à peine de déchéance, toutes les exceptions qu'il croit pouvoir opposer. Le tribunal statue sur le tout par un seul jugement, séance tenante ou dans le plus bref délai possible.

Si le tribunal décide que l'action n'a pas été régulièrement intentée, que les formes prescrites par la loi n'ont pas été observées, ou bien que le plan et, le cas échéant, le tracé des travaux ne sont pas applicables à l'immeuble auquel se rapporte la poursuite en expropriation, il déclare qu'il n'y a pas lieu de procéder ultérieurement.

ART. 38.

L'appel de ce jugement, comme de celui qui a décidé qu'il y a lieu de passer outre au règlement de l'indemnité, doit être interjeté dans la quinzaine de sa prononciation.

L'appel contient assignation à comparaître dans la huitaine, ainsi que les griefs contre le jugement, le tout à peine de nullité; aucuns griefs autres que ceux énoncés dans l'acte d'appel ne peuvent être discutés à l'audience ni par écrit.

Il est statué sur l'appel, sans remise, au jour fixé par ordonnance du président rendue sur requête, et au plus tard dans les quinze jours de l'expiration du délai de l'assignation.

ART. 39.

Le jugement par lequel il est décidé que les formalités prescrites par la loi pour constater l'utilité publique ont été remplies, est immédiatement transcrit au bureau de la conservation des hypothèques.

Cette transcription produit, à l'égard des tiers, les mêmes effets que la transcription d'un acte de cession.

Wetsontwerp.

vooraf gehoord en is gehouden ten zelfden tijde, op straf van verval, al de exceptiën aan te geven die hij vermeent te kunnen doen gelden. De rechtbank beslist over een en ander bij een enkel vonnis, staande de zitting of binnen den kortst mogelijken tijd.

Zoo de rechtbank beslist dat de vordering niet regelmatig werd ingespannen, dat de bij de wet voorgeschreven vormen niet werden in acht genomen, of wel dat het plan en, waar het pas geeft, de afbakening van het werk, niet van toepassing zijn op het onroerend goed waarop de vordering tot onteigening betrekking heeft, dan verklaart zij dat er geene termen zijn om de procedure voort te zetten.

ART. 38.

Het beroep tegen dit vonnis, alsmede tegen het vonnis zeggende dat er tot de bepaling der schadeloosstelling dient overgegaan, moet ingesteld worden binnen vijftien dagen na de uitspraak.

Het beroep houdt dagvaarding om binnen acht dagen te verschijnen, en behelst tevens de bezwaren tegen het vonnis, een en ander op straf van nietigheid; geene andere bezwaren dan die welke in de akte van beroep zijn aangevoerd, mogen ter terechtzitting of schriftelijk worden besproken.

Op het beroep wordt, zonder uitstel, beschikt ten dage bepaald bij een op verzoekschrift gegeven bevel van den voorzitter, en ten laatste binnen vijftien dagen na afloop van den termijn van dagvaarding.

ART. 39.

Het vonnis waarbij verklaard is dat de door de wet, tot vaststelling van het algemeen nut, voorgeschreven formaliteiten vervuld werden, wordt dadelijk overgeschreven ten kantore van de bewaring der hypotheeken.

De overschrijving heeft, ten aanzien der derden, dezelfde gevolgen als de overschrijving eener akte van afstand.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

tenu de proposer en même temps, à peine de déchéance, toutes les exceptions qu'il croit pouvoir opposer. Le tribunal statue sur le tout par un seul jugement, séance tenante ou dans le plus bref délai possible.

Si le tribunal décide que l'action n'a pas été régulièrement intentée, que les formes prescrites par la loi n'ont pas été observées, ou bien que le plan et, le cas échéant, le tracé des travaux ne sont pas applicables à l'immeuble auquel se rapporte la poursuite en expropriation, il déclare qu'il n'y a pas lieu de procéder ultérieurement.

ART. 58.

L'appel de ce jugement, comme de celui qui a décidé qu'il y a lieu de passer outre au règlement de l'indemnité, doit être interjeté dans la quinzaine de sa prononciation.

L'appel contient assignation à comparaître dans la huitaine, ainsi que les griefs contre le jugement, le tout à peine de nullité; aucuns griefs autres que ceux énoncés dans l'acte d'appel ne peuvent être discutés à l'audience ni par écrit.

Il est statué sur l'appel, sans remise, au jour fixé par ordonnance du président rendue sur requête, et au plus tard dans les quinze jours de l'expiration du délai de l'assignation.

ART. 59.

Le jugement par lequel il est décidé que les formalités prescrites par la loi pour constater l'utilité publique ont été remplies, est immédiatement transcrit au bureau de la conservation des hypothèques.

Cette transcription produit, à l'égard des tiers, les mêmes effets que la transcription d'un acte de cession.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

vooraf gehoord en is gehouden ter zelfder tijd, op straf van verval, al de exceptiën aan te geven die hij vermeent te kunnen doen gelden. De rechtbank beslist over een en ander bij een enkel vonnis, staande de zitting of binnen den kortst mogelijken tijd.

Zoo de rechtbank beslist dat de vordering niet regelmatig werd ingesteld, dat de bij de wet voorgeschreven vormen niet werden in acht genomen, of wel dat het plan en, waar het pas geeft, de afbakening van het werk, niet van toepassing zijn op het onroerend goed waarop de vordering tot onteigening betrekking heeft, dan verklaart zij dat er geene termen zijn om de procedure voort te zetten.

ART. 58.

Het beroep tegen dit vonnis, alsmede tegen het vonnis zeggende dat er tot de bepaling der schadeloosstelling dient overgegaan, moet ingesteld worden binnen vijftien dagen na de uitspraak.

Het beroep houdt dagvaarding om binnen acht dagen te verschijnen en behelst tevens de bezwaren tegen het vonnis, een en ander op straf van nietigheid; geene andere bezwaren dan die welke in de akte van beroep zijn aangevoerd, mogen ter terechtzitting of schriftelijk worden besproken.

Op het beroep wordt, zonder uitstel, beschikt ten dage bepaald bij een op verzoekschrift gegeven bevel van den voorzitter, en ten laatste binnen vijftien dagen na afloop van den termijn van dagvaarding.

ART. 59.

Het vonnis waarbij verklaard is dat de door de wet, tot vaststelling van het algemeen nut, voorgeschreven formaliteiten vervuld werden, wordt dadelijk overgeschreven ten kantore van de bewaring der hypotheken.

Die overschrijving heeft ten aanzien der derden dezelfde gevolgen als de overschrijving eener akte van afstand.

Projet de loi.

ART. 40.

Si le tribunal décide que les formes prescrites par la loi ont été observées, et qu'il n'ait pas été produit de documents propres à déterminer le montant de l'indemnité, il déclare par le même jugement, et sans préjudice au droit des parties d'en fixer le chiffre à l'amiable ou de recourir à une convention d'arbitrage en se conformant aux dispositions du titre II, qu'il sera procédé dans le plus bref délai, par trois experts, à la visite des immeubles et à l'évaluation des indemnités. Les experts sont désignés sur-le-champ de commun accord par les parties, sinon d'office.

Le tribunal commet un juge pour se rendre sur les lieux avec les experts et le greffier, aux jour, heure et lieu qui sont indiqués par le même jugement.

ART. 41.

Si le nombre ou l'importance des immeubles auxquels s'étend l'expropriation fait présumer que de nombreuses expertises seront ordonnées, le tribunal peut, dès le dépôt des pièces au greffe et sur la réquisition du procureur du Roi, désigner plusieurs collèges d'experts composés de trois membres, auxquels il aura recours, sauf exception motivée, pour la détermination des indemnités. D'autres experts sont nommés par le même jugement pour suppléer les membres de ces collèges qui seraient légitimement empêchés.

Le greffier du tribunal notifie aux experts leur nomination par lettre recommandée à la poste.

Les experts prêtent serment devant le tribunal dans la quinzaine de leur nomination.

Wetsontwerp.

ART. 40

Zoo de rechtbank beslist dat de door de wet voorgeschreven vormen werden nageleefd, en zoo er geene bescheiden, van aard om het bedrag der schadeloosstelling te bepalen, werden overgelegd, verklaart zij, bij hetzelfde vonnis, en onverminderd het recht van partijen om het cijfer ervan in der minne vast te stellen of eene overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak aan te gaan, met machtuewing van het bepaalde in titel II, dat binnen den kortsten tijd door drie deskundigen zal overgegaan worden tot beziehung der onroerende goederen en schatting der schadeloosstellingen. De deskundigen worden op staanden voet, door partijen in gemeen overleg, zooniet van amtswege, aangewezen.

De rechtbank stelt een rechter aan om met de deskundigen en den griffier zich ter plaatse te begeven, op dag, uur en plaats, als in hetzelfde vonnis aangewezen zijn.

ART. 41.

Als het getal of de belangrijkheid der onroerende goederen waarover de onteigening zich uitstrekt voorzien laat dat talrijke schattingen zullen bevolen worden, kan de rechtbank, zoodra de stukken ter griffie nedergelegd zijn en op vordering van den procureur des Konings, verschillende uit drie leden bestaande commissien van deskundigen aanstellen, welke zij, behalve met redenen omkleede uitzondering, om voorlichting vragen zal tot bepaling der schadeloosstellingen. Bij hetzelfde vonnis worden andere deskundigen benoemd om de leden dier commissien te vervangen, welke wettig mochten verhinderd zijn.

De griffier der rechtbank beteekent aan de deskundigen hunne benoeming bij eenen ter post aangeteekenden brief.

Binnen vijftien dagen na hunne benoeming, leggen de deskundigen, vóór de rechtbank, den eed af.

Amendements
proposés par la Section centrale.

ART. 40.

Si le tribunal décide que les formes prescrites par la loi ont été observées, et qu'il n'ait pas été produit de documents propres à déterminer le montant de l'indemnité, il déclare par le même jugement, et sans préjudice au droit des parties d'en fixer le chiffre à l'amiable ou de recourir à une convention d'arbitrage en se conformant aux dispositions du titre II, qu'il sera procédé dans le plus bref délai, par trois experts, à la visite des immeubles et à l'évaluation des indemnités. Les experts sont désignés sur-le-champ de commun accord par les parties, sinon d'office.

Le tribunal commet un juge pour se rendre sur les lieux avec les experts et le greffier, aux jour, heure et lieu qui sont indiqués par le même jugement.

ART. 41.

A supprimer.

Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 40.

Zoo de rechtbank beslist dat de door de wet voorgeschreven vormen werden nageleefd, en zoo er geene bescheiden, van aard om het bedrag der schadeloosstelling te bepalen, werden overgelegd, verklaart zij, bij hetzelfde vonnis, en onverminderd het recht van partijen om het cijfer ervan in der minne vast te stellen of eene overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak aan te gaan, met inachtneming van het bepaalde in titel II, dat, binnen den kortsten tijd, door drie deskundigen zal worden overgegaan tot bezichtiging der onroerende goederen en schatting der schadeloosstellingen. De deskundigen worden op staanden voet, door partijen in gemeen overleg, zooniet van ambtswege, aangewezen.

De rechtbank stelt een rechter aan om met de deskundigen en den griffier zich ter plaatse te begeven, op dag, uur en plaats, als in hetzelfde vonnis aangewezen zijn.

ART. 41.

Dit artikel te doen wegvallen.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 42.

ART. 42.

La prononciation du jugement prévu à l'article 40 vaut signification tant à avoué qu'à partie; dans les trois jours de cette prononciation, le greffier est tenu de délivrer au poursuivant un extrait du jugement contenant les conclusions, les motifs et le dispositif, sans qu'il soit besoin d'enregistrement préalable.

Dans les trois jours suivants, cet extrait est signifié aux experts, avec sommation de se rendre sur les lieux aux jour, heure et lieu indiqués par le jugement.

De uitspraak van het vonnis bedoeld bij artikel 40, geldt voor beteekening zoo aan pleitbezorger als aan partij; binnen drie dagen na die uitspraak, moet de griffier aan den aanlegger een uittreksel van het vonnis afleveren, inhoudende de conclusiën, de gronden en het dispositief, zonder dat vooraf registratie noodig zij.

Binnen drie daaropvolgende dagen, wordt dat uittreksel aan de deskundigen beteekend, met aanmaning om zich ter plaatse te begeven op dag, uur en plaats, bij het vonnis aangewezen.

ART. 43.

ART. 43.

Les experts qui n'ont pas prêté serment conformément au dernier alinéa de l'article 41 le prêtent sur les lieux contentieux en mains du juge-commissaire. Celui-ci remplace les experts qui font défaut ou contre lesquels il admet des causes de récusation.

Les parties lui remettent les documents qu'elles croient utiles à l'appréciation de l'indemnité; le juge peut, au surplus, s'entourer de tous renseignements propres à éclairer les experts, et même, soit d'office, soit à la demande de l'une des parties, procéder à une information. Dans ce cas, les personnes qu'il trouve convenable d'entendre sont interrogées en présence des experts et des parties.

De deskundigen die niet den eed hebben afgelegd overeenkomstig de laatste alinea van artikel 41, leggen dien af op de plaats des onderzoeks, in handen van den rechter-commissaris. Deze benoemt andere deskundigen ter vervanging van hen die in gebreke gebleven zijn of tegen welke hij redenen van wraking aanneemt.

Partijen overhandigen hem al de bescheiden die zij tot waardeering der schadeloosstelling nuttig achten; daarbij mag de rechter al de inlichtingen inwinnen die van aard zijn om de deskundigen voor te lichten; ook kan hij, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van eene der partijen, eene informatie instellen. Alsdan worden zij, die hij meent te moeten hooren, in aanwezigheid van deskundigen en partijen ondervraagd.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 42.

La prononciation du jugement prévu à l'article 40 vaut signification tant à avoué qu'à partie; dans les trois jours de cette prononciation, le greffier est tenu de délivrer au poursuivant un extrait du jugement contenant les conclusions, les motifs et le dispositif, sans qu'il soit besoin d'enregistrement préalable.

Dans les trois jours suivants, cet extrait est signifié aux experts, avec sommation de se rendre sur les lieux aux jour, heure et lieu indiqués par le jugement.

En cas d'empêchement du juge-commissaire, il est pourvu à son remplacement par ordonnance du président du tribunal, sur requête de la partie la plus diligente. Cette ordonnance est exécutoire sur minute.

ART. 43.

Les experts prêtent serment sur les lieux contentieux, en mains du juge-commissaire. Ils désignent celui d'entre eux qui est chargé de recevoir les communications des parties. Le juge-commissaire remplace les experts qui font défaut ou contre lesquels il admet des causes de récusation.

Les parties lui remettent les documents qu'elles croient utiles à l'appréciation de l'indemnité; le juge peut, au surplus, s'entourer de tous renseignements propres à éclairer les experts, et même, soit d'office, soit à la demande de l'une des parties, procéder à une information. Dans ce cas, les personnes qu'il trouve convenable d'entendre sont interrogées en présence des experts et des parties, sous le serment prévu à l'article 262 du Code de procédure civile.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

ART. 42.

De uitspraak van het vonnis bedoeld bij artikel 40, geldt als beteekening zoo aan pleitbezorger als aan partij; binnen drie dagen na die uitspraak, moet de griffier aan den aanlegger een uittreksel van het vonnis afleveren, inhoudende de conclusiën, de gronden en het dispositief, zonder dat vooraf registratie noodig zij.

Binnen de drie daaropvolgende dagen, wordt dat uittreksel aan de deskundigen beteekend, met aanmaning om zich ter plaatse te begeven op dag, uur en plaats, bij het vonnis aangewezen.

Is de rechter-commissaris verhinderd, dan wordt in zijne vervanging voorzien bij bevelschrift van den voorzitter der rechtbank, op verzoekschrift van de meest gereede partij. Dit bevelschrift wordt uitvoerbaar verklaard op minuut.

ART. 43.

De deskundigen leggen den eed af op de plaats des onderzoeks, in handen van den rechter-commissaris. Zij wijzen dengene hunner aan die gelast is de mededeelingen van partijen te ontvangen. De rechter-commissaris benoemt andere deskundigen ter vervanging van hen die in gebreke gebleven zijn of tegen welke hij redenen van wraking aanneemt.

Partijen overhandigen hem al de bescheiden die zij tot waardeering der schadeloosstelling nuttig achten; daarbij mag de rechter al de inlichtingen inwinnen die van aard zijn om de deskundigen voor te lichten; ook kan hij, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van eene der partijen, eene informatie instellen. In dit geval worden zij, die hij meent te moeten hooren, in aanwezigheid van deskundigen en partijen ondervraagd, na eerst den eed, voorzien bij artikel 262 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging, te hebben afgelegd.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Si un délai est demandé pour produire des documents, le juge peut l'accorder après avoir entendu les parties et les experts, sans que le délai puisse dépasser quinze jours pour les propriétés non bâties et vingt jours pour les propriétés bâties; ce délai expiré, il est passé outre aux opérations de l'expertise.

Il est dressé procès-verbal par le juge-commissaire; il y est fait mention du résultat des déclarations des personnes qui ont concouru à l'information, ainsi que de la date à laquelle le juge-commissaire fera son rapport à l'audience. Cette date est déterminée eu égard à l'importance du litige, les parties et les experts entendus; elle ne peut, en aucun cas, être différée de plus de trois mois à compter du jour de la première visite des lieux.

Wanneer uitstel wordt gevraagd om bescheiden over te leggen, mag de rechter, na partijen en deskundigen te hebben gehoord, hetzelfde verleenen, doch mag het uitstel niet meer bedragen dan vijftien dagen waar het onbebouwde eigendommen en twintig dagen waar het bebouwde eigendommen geldt; eens die termijn verstreken, gaan de verrichtingen voor de schatting door.

Door den rechter-commissaris wordt een proces-verbaal opgemaakt, vermeldende den uitslag der verklaringen van de bij de informatie gehoorde personen, en den dag waarop de rechter ter terechtzitting verslag zal doen. Die dag wordt bepaald naar gelang der belangrijkheid van het geschil, na eerst partijen en deskundigen te hebben gehoord; in ieder geval moet hij gesteld worden binnen drie maanden na het eerste bezoek ter plaats.

ART. 44.

ART. 44.

Les experts sont tenus de fournir leur avis quinze jours au moins avant le terme

Dedeskundigen zijn gehouden hun advies in te brengen ten minste vijftien dagen vóór

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Art. 43^{bis}.

L'expropriant est tenu de produire à cette première réunion les notes et documents dont il entend faire usage; ils sont déposés au greffe par le juge-commissaire. Une copie des notes est remise, séance tenante, par l'expropriant à l'exproprié ou à son avoué, s'il a constitué.

Si l'exproprié demande un délai pour produire des notes et des documents, il lui est accordé quinze jours en matière de propriétés non bâties et vingt jours en matière de propriétés bâties.

L'expropriant a quinze jours pour répondre et l'exproprié le même délai pour répliquer. La partie qui a laissé passer ce délai sans répondre est déchue du droit de le faire.

En cas d'urgence, le juge-commissaire peut abréger ces délais, ainsi que celui prévu à l'article suivant, après avoir entendu les parties et les experts.

Les notes et documents sont déposés par les parties au greffe. Avis de ce dépôt doit être adressé le même jour, avec une copie des notes, à la partie adverse ou à son avoué, par lettre recommandée à la poste. Les experts en sont également avisés par la même voie.

Le délai pour répondre prend cours à partir du surlendemain du dépôt à la poste de la lettre recommandée.

Il est dressé procès-verbal par le juge-commissaire; il y est fait mention du résultat des déclarations des personnes qui ont concouru à l'information.

Art. 44.

Les experts sont tenus de déposer leur rapport dans les quarante jours qui suivent

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

Art. 43^{bis}.

De onteigenende is, bij die eerste bijeenkomst, gehouden de nota's en bescheiden over te leggen waarvan hij gebruik wil maken; zij worden door den rechter-commissaris ter griffie nedergelegd. Een afschrift van de nota's wordt, staande de vergadering, door den onteigenende ter hand gesteld aan den onteigende of aan zijnen pleitbezorger, indien hij er een heeft aangesteld.

Vraagt de onteigende uitsstel tot het overleggen van nota's en bescheiden, dan worden hem daartoe vijftien dagen verleend wanneer het onbebouwde eigendommen en twintig dagen wanneer het bebouwde eigendommen betreft.

De onteigenende beschikt over vijftien dagen om daarop te antwoorden en de onteigende over denzelfden termijn tot beantwoording zijnerzijds. De partij die dezen termijn laat voorbijgaan zonder te antwoorden, wordt vervallen verklaard van het recht zulks te doen.

Is er spoed bij, dan kan de rechter-commissaris die termijnen verkorten, alsook den termijn voorzien in het navolgend artikel, partijen en deskundigen gehoord.

Nota's en bescheiden worden door partijen ter griffie nedergelegd. Van die nederlegging moet denzelfden dag, bij ter post aangezekende brief, bericht worden gegeven aan de tegenpartij of aan haren pleitbezorger, met een afschrift van de nota's. De deskundigen krijgen insgelijks bericht langs denzelfden weg.

De termijn tot antwoorden vangt aan te rekenen van den tweeden dag na nederlegging van den aangezekende brief op de post.

Door den rechter-commissaris wordt een proces-verbaal opgemaakt, vermeldende den uitslag der verklaringen van de bij de informatie gehoorde personen.

Art. 44.

De deskundigen zijn gehouden hun verslag neer te leggen binnen veertig dagen

Projet de loi.

Wetson(werp).

fixé pour le rapport du juge-commissaire à l'audience, faute de quoi il ne leur est accordé d'honoraires que s'ils établissent devant le tribunal que le retard ne leur est pas imputable.

dien waarop de rechter-commissaris ter terechtzitting verslag moet doen, zoorniet wordt hun slechts loon verleend zoo zij vóór de rechtbank bewijzen dat de vertraging niet hun te wijten is.

L'avis des experts est annexé au procès-verbal dressé par le juge commissaire, et le tout est déposé au greffe à l'inspection des parties, sans frais.

Het advies van de deskundigen wordt bij het door den rechter-commissaris opgemaakte proces-verbaal gevoegd en een en ander wordt ter griffie neergelegd ter kosteloze inzage van partijen.

Le rapport des experts ne lie pas le tribunal.

Het verslag der deskundigen is voor de rechtbank niet verbindend.

ART. 43.

ART. 43.

Les formalités prescrites par le Code de procédure pour le rapport des experts et les enquêtes ne sont pas applicables aux opérations et informations dont il s'agit aux deux articles qui précèdent.

De formaliteiten door het Wetboek van rechtspleging voorgeschreven voor het verslag van de deskundigen en de onderzoeken, zijn niet van toepassing op de werkzaamheden en de informatiën waarover de twee voorgaande artikelen handelen.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

soit l'expiration du délai accordé à la partie pour répondre à la dernière note présentée par son adversaire, soit la remise par cette partie aux experts d'une déclaration écrite constatant qu'elle renonce à répondre. La remise de cette déclaration se fait par lettre recommandée et vaut information à compter du surlendemain de son dépôt à la poste.

A défaut de ce faire, les experts encourrent, chacun, de plein droit, par jour de retard, une retenue de 20 francs sur leurs honoraires, à moins qu'ils n'établissent devant le tribunal que le retard ne leur est pas imputable.

L'avis des experts est annexé au procès-verbal dressé par le juge-commissaire, et le tout est déposé au greffe, à l'inspection des parties, sans frais. Avis de ce dépôt est donné, le jour même, par les experts aux parties ou à leurs avoués par lettre recommandée à la poste.

Le rapport des experts ne lie pas le tribunal.

ART. 45.

Les formalités prescrites par le Code de procédure pour le rapport des experts et les enquêtes ne sont pas applicables aux opérations et informations dont il s'agit aux deux articles qui précèdent.

ART. 45^{bis}.

Le tribunal ne peut ordonner une enquête dans les formes tracées par le Code de procédure civile, mais il a la faculté de prescrire une information par le juge-commissaire suivant les règles indiquées à l'article 43 et pour laquelle il fixe jour et heure. Cette information a lieu en présence des parties. Avis leur

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

volgende hetzij op het eindigen van den termijn waarover partij beschikt om te antwoorden op de laatste nota door hare tegenpartij ingeleverd, hetzij op het ter hand stellen aan de deskundigen, door deze partij, van eene geschreven verklaring waaruit blijkt dat zij van het antwoord afziet. De afgifte van die verklaring geschiedt bij aangeteekenden brief en geldt als kennisgeving te rekenen van den tweeden dag na de nederlegging daarvan op de post.

Doen zij dat niet, dan wordt aan ieder der deskundigen, voor elken dag uitstel, van rechtswege 20 frank op hun loon afgehouden, tenzij ze voor de rechtbanken bewijzen dat de vertraging hun niet te wijten is.

Het advies van de deskundigen wordt bij het door den rechter-commissaris opgemaakte proces-verbaal gevoegd en een en ander wordt ter griffie nedergelegd ter kosteloze inzage van partijen. Van deze nederlegging wordt, denzelfden dag, bij ter post aangeteekenden brief, door de deskundigen kennis gegeven aan partijen of aan hare pleitbezorgers.

Het verslag der deskundigen is voor de rechtbank niet verbindend.

ART. 45.

De formaliteiten door het Wetboek van rechtspleging voorgeschreven voor het verslag van de deskundigen en het onderzoek zijn niet van toepassing op de werkzaamheden en de informatiën waarover de twee voorgaande artikelen handelen.

ART. 45^{bis}.

De rechtbank mag geen onderzoek bevelen volgens de voorschriften van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging, doch het staat haar vrij eene informatie door den rechter-commissaris te doen instellen overeenkomstig de regelen in artikel 43 aangeduid en voor welke zij dag en uur bepaalt. Deze informatie

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 46.

La cause est appelée à l'audience, sur le rapport du juge-commissaire, au jour indiqué dans son procès-verbal, et sur avenir s'il y a avoué constitué, sans qu'il soit besoin de faire signifier au préalable le procès-verbal non plus que l'avis des experts.

Les parties sont entendues, le ministère public donne son avis au plus tard dans les huit jours, et le jugement qui détermine l'indemnité est prononcé dans la huitaine qui suit.

ART. 47.

En vertu du jugement visé à l'article 46, et sans qu'il soit besoin de le faire signifier, le montant de l'indemnité est versé à la caisse des dépôts et consignations; si ce versement n'est pas effectué dans les quatre

ART. 46.

De zaak wordt ter terechtzitting opgeroepen, op het verslag van den rechter-commissaris, op den in zijn proces-verbaal aangewezen datum en op dagstelling indien een pleitbezorger gesteld is, zonder dat het noodig zij het proces-verbaal noch het advies der deskundigen vooraf te doen beteekenen.

Partijen worden gehoord, het openbaar ministerie brengt advies uit uiterlijk binnen acht dagen, en het vonnis tot bepaling van de schadeloosstelling wordt uitgesproken binnen de acht eerstvolgende dagen.

ART. 47.

Krachtens het in artikel 46 bedoelde vonnis en zonder dat het noodig zij het te doen beteekenen, wordt het bedrag der schadeloosstelling in de kas van deposito en consignatiën gestort; indien die storting

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

en est donné, par les soins du greffier, au moins cinq jours auparavant, par lettre recommandée à la poste.

ART. 46.

La cause est appelée à l'audience, quinze jours francs après le dépôt du rapport et sur avenir, s'il y a avoué constitué, sans qu'il soit besoin de faire signifier au préalable le procès-verbal non plus que l'avis des experts.

Les parties sont entendues, le ministère public donne son avis au plus tard dans les huit jours, et le jugement qui détermine l'indemnité est prononcé dans la huitaine qui suit.

Toutefois ce jugement ne peut être rendu avant qu'il ait été statué sur l'appel du jugement qui a décidé de passer outre au règlement de l'indemnité.

ART. 46^{bis}.

Dans le cas d'usufruit, le tribunal fixe une seule indemnité, qui prend place de la chose.

Si les parties sont d'accord sur les conditions dans lesquelles le droit d'usufruit sera exercé sur l'indemnité, le tribunal le constate dans son jugement. Si elles ne sont pas d'accord, il opère une ventilation de l'indemnité entre l'usufruitier et le nu-propriétaire.

ART. 47.

En suite du jugement visé à l'article 46 et sans qu'il soit besoin de le faire signifier, le montant de l'indemnité est versé à la caisse des dépôts et consignations.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

geschiedt in tegenwoordigheid van partijen. Door bemoeiing van den griffier, wordt hun daarvan, ten minste vijf dagen te voren, bericht gegeven bij ter post aangeteekenden brief.

ART. 46.

De zaak wordt ter terechtzitting opgeroepen, vijftien volle dagen na nederlegging van het verslag en op dagstelling, indien een pleitbezorger is aangesteld, zonder dat het noodig zij het proces-verbaal noch het advies der deskundigen vooraf te doen beteekenen.

Partijen worden gehoord, het openbaar ministerie brengt advies uit uiterlijk binnen acht dagen, en het vonnis tot bepaling van de schadeloosstelling wordt uitgesproken binnen de acht eerstvolgende dagen.

Dat vonnis kan echter niet worden geveld, zoolang er niet werd uitgesproken over het beroep tegen het vonnis waarbij werd beslist tot de regeling van de schadeloosstelling over te gaan.

ART. 46^{bis}.

In geval van vruchtgebruik, bepaalt de rechtbank eene enkele vergoeding, die voor de zaak in plaats komt.

Zijn partijen het eens over de voorwaarden waarin het recht van vruchtgebruik op de vergoeding wordt uitgeoefend, dan stelt de rechtbank het vast in haar vonnis. Zijn zij het niet eens, dan gaat zij over tot de ventilatie van de vergoeding tusschen den vruchtgebruiker en den bezitter van den blooten eigendom.

ART. 47.

Ingevolge het in artikel 46 bedoelde vonnis en zonder dat het noodig zij het te doen beteekenen, wordt het bedrag der schadeloosstelling in de deposito- en consignatiën gestort.

Projet de loi.

mois du jugement, la procédure d'expropriation est tenue pour non avenue, sans préjudice de la réparation du dommage causé à l'exproprié.

Sur le vu de la signification, faite à avoué ou à partie, de la déclaration de dépôt, l'expropriant est envoyé en possession par ordonnance du président rendue sur requête. Cette ordonnance est exécutoire provisoirement, nonobstant opposition ou appel, et sans caution.

ART. 48.

Les parties assignées non domiciliées dans le lieu où siège le tribunal sont tenues d'y faire élection de domicile; à défaut de cette élection, toutes significations quelconques sont valablement faites au greffe.

ART. 49.

Les délais fixés par la présente loi pour les ajournements ou autres actes de procédure sont applicables aux étrangers comme aux regnicoles.

ART. 50.

L'instruction est réputée contradictoire à l'égard des parties qui n'auraient pas constitué avoué sur les assignations dont il s'agit aux articles 35 et 36 ou qui, après avoir constitué avoué, ne se trouveraient pas représentées aux audiences ou actes de procédure ultérieurs.

Wetsontwerp.

niet geschied is binnen vier maanden na het vonnis, wordt het geding tot onteigening geacht ongedaan te zijn, onverminderd de vergoeding van de aan den onteigende toegebrachte schade.

Op vertoon van de beteekening, aan pleitbezorger of aan partij gedaan, van het bewijsschrift van inbewaringgeving, wordt de onteigenende in bezit gesteld bij bevel door den voorzitter op verzoek gegeven. Dit bevel is voorloopig uitvoerbaar, niet-tegenstaande verzet of beroep en zonder borgstelling.

ART. 48.

De gedaagde partijen, niet woonachtig ter plaatse waar de rechtbank gevestigd is, zijn gehouden aldaar eene woonplaats te verkiezen; doen zij het niet, dan worden alle hoegenaamde beteekeningen geldig ter griffie gedaan.

ART. 49.

De bij deze wet bepaalde termijnen voor de dagvaarding en andere akten van de rechtspleging, zijn van toepassing zoo op vreemdelingen als op inboorlingen.

ART. 50.

Het onderzoek wordt geacht tegenspraakelijk te zijn ten aanzien van de partijen die geen pleitbezorger hebben gesteld, op de onder artikelen 35 en 36 bedoelde dagingen, of die, na een pleitbezorger te hebben gesteld, ter terechtzittingen of bij de verdere verrichtingen der rechtspleging, niet zouden vertegenwoordigd zijn.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

A défaut de ce versement dans le mois de la prononciation du jugement, la somme due produira intérêt, de plein droit, au taux légal jusqu'à la consignation.

La procédure d'expropriation est tenue pour non avenue sans préjudice de la réparation du dommage causé à l'exproprié, si le versement n'est pas effectué dans les quatre mois d'une sommation faite à l'expropriant après expiration du délai d'appel du jugement, et, en cas d'appel, après l'arrêt de la Cour.

Sur le vu de la signification, faite à avoué ou à partie, de la déclaration de dépôt, l'expropriant est envoyé en possession par ordonnance du président rendue sur requête. Cette ordonnance est exécutoire provisoirement, nonobstant opposition ou appel, et sans caution.

ART. 48.

Les parties assignées non domiciliées dans le lieu où siège le tribunal sont tenues d'y faire élection de domicile; à défaut de cette élection, toutes significations quelconques sont valablement faites au greffe.

ART. 49.

Les délais fixés par la présente loi pour les ajournements ou autres actes de procédure sont applicables aux étrangers comme aux regnicoles.

ART. 50.

L'instruction est réputée contradictoire à l'égard des parties qui n'auraient pas constitué avoué sur les assignations dont il s'agit aux articles 55 et 56 ou qui, après avoir constitué avoué, ne se trouveraient pas représentées aux audiences ou actes de procédure ultérieurs.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

Indien deze storting niet is geschied binnen éene maand na uitspraak van het vonnis, geeft de verschuldigde som van rechtswege wettelijken interest tot op het oogenblik der consignatie

Het geding tot onteigening wordt geacht ongedaan te zijn, onverminderd de vergoeding van de aan den onteigende toegebrachte schade, indien de storting niet is geschied binnen vier maanden na sommatie den onteigenenden gedaan, wanneer de termijn om tegen het vonnis in hooger beroep te komen is verstreken, en, in geval van beroep, na het arrest van het Hof.

Op vertoon van de beteekening, aan pleitbezorger of aan partij gedaan, van het bewijschrift van inbewaringgeving, wordt de onteigenende in bezit gesteld bij bevel van den voorzitter, op verzoekschrift gegeven. Dit bevel is voorloopig uitvoerbaar, niettegenstaande verzet of beroep en zonder borgstelling.

ART. 48.

De gedaagde partijen, niet woonachtig ter plaatse waar de rechtbank gevestigd is, zijn gehouden aldaar eene woonplaats te kiezen; doen zij het niet, dan worden alle beteekeningen hoegenaamd geldig ter griffie gedaan.

ART. 49.

De bij deze wet bepaalde termijnen voor de dagvaarding en andere akten van de rechtspleging, zijn van toepassing zoo op vreemdelingen als op inboorlingen.

ART. 50.

Het onderzoek wordt geacht tegenspraakelijk te zijn ten aanzien van de partijen die geen pleitbezorger hebben aangesteld, op de onder artikelen 55 en 56 bedoelde dadingen, of die, na een pleitbezorger te hebben aangesteld, ter terechtzittingen of bij de verdere verrichtingen der rechtspleging, niet zouden vertegenwoordigd zijn.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 51.

ART. 51.

Tout incident non prévu par les dispositions qui précèdent est jugé sans désenparer ou, au plus tard, à l'audience qui suit les plaidoiries.

Elk tusschengeschil, bij de voorgaande beschikkingen niet voorzien, wordt zonder verwijl of uiterlijk in de eerste terechtzitting na de pleidooien beslecht.

ART. 52.

ART. 52.

Les jugements qui interviennent dans l'instruction de la procédure, telle qu'elle est réglée par les articles précédents, ne sont rendus qu'après avoir entendu le ministère public; ils sont exécutoires provisoirement, nonobstant opposition ou appel, et sans caution.

De tijdens het onderzoek der procedure uitgebrachte vonnissen, zooals dit onderzoek bij de voorgaande artikelen geregeld is, worden slechts gegeven na dat het openbaar ministerie gehoord is; zij zijn voorlopig uitvoerbaar, niettegenstaande verzet of beroep, en zonder borgstelling.

L'appel de ces jugements ne peut être interjeté que dans les quarante jours de leur prononcé.

Tegen die vonnissen mag alleen beroep worden ingesteld binnen veertig dagen na de uitspraak.

La Cour d'appel ne peut, en aucun cas, accorder des défenses tendant à arrêter directement ou indirectement leur exécution.

Het Hof van beroep mag, in geen geval, eenig verbod toestaan dat er toe strekken zou middellijk of onmiddellijk hunne tenuitvoerlegging te stremmen.

ART. 53.

ART. 53.

Si le chiffre de l'indemnité est augmenté par la Cour d'appel, l'expropriant est tenu de consigner le supplément dans la quinzaine de la signification de l'arrêt; sinon l'exproprié peut, en vertu du même arrêt, faire suspendre les travaux.

Indien het bedrag der schadeloosstelling door het Hof van beroep verhoogd wordt, is de onteigenende gehouden de vermeerdering, binnen vijftien dagen na de beteekening van het arrest in consignatie te brengen; zoo niet mag de onteigende, krachtens hetzelfde arrest, het werk doen schorsen.

Si le chiffre de l'indemnité est réduit, la différence est restituée dans le mois de l'arrêt.

Wordt het bedrag der schadeloosstelling verminderd, dan wordt het verschil binnen ééne maand na het arrest terugbetaald.

Amendements
proposés par la Section centrale.

ART. 51.

Tout incident non prévu par les dispositions qui précèdent est jugé sans désenparer ou, au plus tard, à l'audience qui suit les plaidoiries.

ART. 52.

Les jugements qui interviennent au cours de la procédure, telle qu'elle est réglée par les articles précédents, ne sont rendus qu'après avoir entendu le ministère public; ils sont exécutoires provisoirement, nonobstant opposition ou appel, et sans caution.

Sauf ce qui est dit à l'article 38, le délai d'appel de ces jugements est de quarante jours à partir de leur prononciation.

La Cour ne peut, en aucun cas, accorder des défenses tendant à arrêter directement ou indirectement leur exécution.

Le pourvoi en Cassation doit être formé dans les quarante jours du prononcé des jugements ou des arrêts.

ART. 53.

Si le chiffre de l'indemnité est augmenté par la Cour d'appel, l'expropriant est tenu de consigner le supplément dans le mois de la sommation faite par l'exproprié; sinon celui-ci peut, en vertu de l'arrêt, faire suspendre les travaux.

Si le chiffre de l'indemnité est réduit, la différence est restituée dans un délai qui est fixé par l'arrêt et qui ne peut excéder trois mois à partir de la sommation faite par l'expropriant.

Le supplément à consigner et la différence

Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 51.

Elk tusschengeschil, bij de voorgaande beschikkingen niet voorzien, wordt zonder verwijl of uiterlijk in de eerste terechtzitting na de pleidooien beslecht.

ART. 52.

De in den loop der rechtspleging uitgebrachte vonnissen, zooals zij bij de voorgaande artikelen geregeld is, worden slechts gegeven na dat het openbaar ministerie gehoord is; zij zijn voorloopig uitvoerbaar, niettegenstaande verzet of beroep, en zonder borgstelling.

Behoudens hetgeen in artikel 38 is gezegd, kan tegen die vonnissen in hooger beroep worden gekomen binnen een termijn van veertig dagen na de uitspraak daarvan.

Het Hof mag, in geen geval, eenig verbod toestaan dat er toe strekken zou middellijk of onmiddellijk hunne tenuitvoerlegging te stremmen.

De voorziening in cassatie moet geschieden binnen veertig dagen na de uitspraak van de vonnissen of van de arresten.

ART. 53.

Indien het bedrag der schadeloosstelling door het Hof van beroep verhoogd wordt, is de onteigenende gehouden de vermeerdering in consignatie te brengen binnen éene maand na de sommatie door den onteigende gedaan, zoo niet mag deze, krachtens het arrest, het werk doen schorsen.

Wordt het bedrag der schadeloosstelling verminderd, dan wordt het verschil terugbetaald binnen een door het arrest te bepalen termijn; deze mag niet gaan boven drie maanden te rekenen van de sommatie door den onteigenende gedaan.

Op de te consigneren som en het terug te

Projet de loi.

Wetontwerp.

ART. 54.

Dans le cas où il y a des tiers intéressés à titre de bail, d'antichrèse ou de tout autre droit personnel, à titre d'usage, d'habitation, de superficie ou d'emphytéose, le propriétaire et l'usufruitier sont tenus de les appeler pour concourir, s'ils le jugent bon, à l'évaluation des indemnités en ce qui les concerne. Faute de les avoir appelés, le propriétaire et l'usufruitier sont seuls chargés envers les intéressés en question des indemnités que ceux-ci pourraient réclamer.

Lorsque les tiers intéressés sont appelés ou interviennent d'office au procès, leurs indemnités sont réglées en la même forme que celles dues au propriétaire et à l'usufruitier.

L'intervention des tiers intéressés, quels qu'ils soient, n'est plus recevable après le dépôt du rapport des experts.

ART. 54.

Indien er derde belanghebbenden zijn, wegens huur, genotspand, of eenig ander hoofdelijk recht, wegens gebruik, bewoning, opstal of erfpacht, zijn de eigenaar en de vruchtgebruiker gehouden dezen op te roepen om, vinden zij het goed, deel te nemen, wat hen betreft, aan de begrooting der schadeloosstellingen. Zoo dit niet gedaan werd, zijn alleen de eigenaar en de vruchtgebruiker belast, ten opzichte van de bedoelde belanghebbenden, met de schadeloosstellingen waarop deze zouden kunnen aanspraak maken.

Wanneer de derde belanghebbenden in het geding geroepen zijn of er uit eigen beweging in optreden, worden hunne schadeloosstellingen vastgesteld, zooals die aan den eigenaar en aan den vruchtgebruiker verschuldigd.

Het is aan de derde belanghebbenden, wie zij ook zijn, niet meer toegelaten in het geding op te treden, na de nederlegging van het verslag der deskundigen.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

à restituer portent, de plein droit, intérêt au taux légal à partir du mois qui a suivi le jugement dont appel ou bien à partir du paiement ou de la consignation de l'indemnité fixée par le tribunal, s'ils ont été effectués avant l'expiration du mois.

Toutefois l'intérêt de la différence à restituer ne sera d'un taux supérieur à celui qui est servi par la caisse des dépôts et consignations qu'à partir du retrait de la somme consignée.

Si cette différence avait été touchée par un créancier de l'exproprié ou par un demandeur en justice mentionné à l'article 9, alinéa 2, elle devrait être restituée par lui avec l'intérêt ainsi qu'il est dit aux trois alinéas qui précèdent.

ART. 54.

Dans le cas où il y a des tiers intéressés à titre de bail, d'antichrèse ou de tout autre droit personnel, à titre d'usage, d'habitation de superficie ou d'emphytéose, le propriétaire et l'usufruitier sont tenus de les appeler pour concourir, s'ils le jugent bon, à l'évaluation des indemnités en ce qui les concerne. Faute de les avoir appelés, le propriétaire et l'usufruitier sont seuls chargés envers les intéressés en question des indemnités que ceux-ci pourraient réclamer.

Lorsque les tiers intéressés sont appelés ou interviennent d'office au procès, leurs indemnités sont réglées en la même forme que celles dues au propriétaire et à l'usufruitier.

L'intervention des tiers intéressés, quels qu'ils soient, n'est recevable que dans la quinzaine suivant la prestation du serment des experts sur les lieux.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

betalen verschil is, van rechtswege, de wettelijke interest verschuldigd te rekenen van de maand volgende op het vonnis waartegen in hooger beroep is gekomen of te rekenen van de betaling of de consignatie van de som door de rechtbank bepaald, zoo zij vóór het einde der maand plaats hadden.

Op het weder uit te keeren verschil zal echter slechts te rekenen van het afhalen der geconsigneerde som een hoogere interest zijn verschuldigd dan dien betaald door de deposito- en consignatiekas.

Werd dit verschil genoten door een schuldeischer van den onteigende of door een in artikel 9, 2^{de} lid, aangeduid eischer in rechten, dan moet het door hem worden teruggegeven met den interest, zooals is bepaald in de drie voorgaande alinea's.

ART. 54.

Indien er derde belanghebbenden zijn, wegens huur, genotspand, of eenig ander hoofdelijk recht, wegens gebruik, bewoning, opstal of erfpacht, zijn de eigenaar en de vruchtgebruiker gehouden dezen op te roepen om, vinden zij het goed, deel te nemen, wat hen betreft, aan de begroting der schadeloosstellingen. Zoo dit niet gedaan werd, zijn alleen de eigenaar en de vruchtgebruiker belast, ten opzichte van de bedoelde belanghebbenden, met de schadeloosstellingen waarop deze zouden kunnen aanspraak maken.

Wanneer de derde belanghebbenden in het geding geroepen zijn of er uit eigen beweging in optreden, worden hunne schadeloosstellingen vastgesteld, zooals die aan den eigenaar en aan den vruchtgebruiker verschuldigd.

Slechts binnen de veertien dagen volgende op de eedaflegging van de deskundigen ter plaatse, is het aan de derde belanghebbenden, wie zij ook zijn, toegelaten in het geding op te treden.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 55.

ART. 55.

L'expropriant a la faculté de maintenir provisoirement les droits de l'un ou de plusieurs des tiers intéressés dont il est question au premier alinéa de l'article précédent, moyennant d'exprimer formellement sa volonté à cet égard dans l'exploit d'assignation. Dans ce cas, le propriétaire et l'usufruitier ne sont pas tenus de mettre en cause les tiers dont les droits sont réservés.

De onteigenende heeft het vermogen om voorloopig de rechten van eenen of meer derde belanghebbenden, onder de eerste alinea van voorgaand artikel bedoeld, te handhaven, mits hij daaromtrent zijn wil uitdrukkelijk te kennen geve in het exploit van dagvaarding. Alsdan zijn de eigenaar en de vruchtgebruiker niet gehouden de derden, wier rechten voorbehouden zijn, in het geding te roepen.

ART. 56.

ART. 56.

Les actions en résolution, en revendication, ou toutes autres actions réelles, ne peuvent arrêter l'expropriation ni en empêcher l'effet. Les droits des réclamants sont transportés sur le prix et ne peuvent être opposés à l'expropriant.

De vorderingen tot opheffing, tot terug-eisching, of alle andere zakelijke vorderingen, kunnen de onteigening stremmen noch hare gevolgen verhinderen. De rechten der bezwaarvoorders worden op den prijs overgebracht en kunnen tegen den onteigenende niet worden geldend gemaakt.

ART. 57.

ART. 57.

S'il n'existe aucune saisie-arrêt ou opposition sur les deniers consignés, le préposé à la caisse des consignations est tenu de remettre aux ayants droit le montant de l'indemnité sur le vu des jugements et arrêts ainsi que sur la production d'un certificat constatant, suivant le cas :

Zoo er op de in bewaring gestelde gelden geen beslag in de derde hand gelegd of geen verzet gesteld is, is de beambte van de consignatie-kas gehouden het bedrag der schadeloosstelling aan de rechthebbenden uit te keeren, op vertoon van de vonnissen en arresten, alsmede op overlegging van een attest bevestigende volgens het geval :

a) Que l'immeuble ou le droit réel exproprié est libre de toutes charges hypothécaires;

a) Dat het onteigend onroerend goed of het onteigend zakelijk recht vrij is van alle hypothecaire lasten;

b) Que le bien au profit duquel existait un droit réel supprimé ou celui sur lequel est établie une servitude est libre de toutes charges hypothécaires, ou que ces charges sont restreintes au bien tel qu'il reste subsister dans le patrimoine de l'exproprié.

b) Dat het goed ten welks behoefte een afgeschafte zakelijk recht bestond of dat waarop eene erfdienstbaarheid gevestigd is, vrij is van alle hypothecaire lasten, of dat die lasten beperkt zijn tot het goed zooals het tot het vermogen van den onteigende blijft behooren.

Lorsque le remploi de l'indemnité est obligatoire à l'égard des tiers, il en est fait

Zoo de wederbelegging der schadeloosstelling verplichtend is ten opzichte van derden,

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 55.

Le supprimer.

ART. 56.

Les actions en résolution, en revendication, ou toutes autres actions réelles, *le commandement préalable à la saisie immobilière ou la saisie*, ne peuvent arrêter l'expropriation ni en empêcher l'effet. Les droits des réclamants sont transportés sur le prix et ne peuvent être opposés à l'expropriant.

ART. 57.

S'il n'existe aucune saisie-arrêt ou opposition sur les deniers consignés, le préposé à la caisse des consignations est tenu de remettre aux ayants droit le montant de l'indemnité sur le vu des jugements et arrêts ainsi que sur la production d'un certificat constatant, suivant le cas :

a) Que l'immeuble ou le droit réel exproprié est libre de toutes charges hypothécaires;

b) Que le bien au profit duquel existait un droit réel supprimé est libre de toutes charges hypothécaires, ou que ces charges sont restreintes ou bien tel qu'il reste subsister dans le patrimoine de l'exproprié.

Lorsque le emploi de l'indemnité est obligatoire à l'égard des tiers, *il doit en être*

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

ART. 55.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 56.

De vorderingen tot opheffing, tot terug-eisching, of alle andere zakelijke vorderingen, *het bevel dat het beslag op onroerende goederen of de inbeslagneming voorafgaat*, kunnen de onteigening stremmen noch hare gevolgen verhinderen. De rechten van hen die bezwaren inbrengen gaan over op den prijs en kunnen tegen den onteigenende niet worden geldend gemaakt.

ART. 57.

Zoo er op de in bewaring gestelde gelden geen beslag in de derde hand gelegd of geen verzet gesteld is, is de beambte van de consignatiekas gehouden het bedrag der schadeloosstelling aan de rechthebbenden uit te keeren, op vertoon van de vonnissen en arresten, alsmede op overlegging van een attest bevestigende volgens het geval :

a) Dat het onteigend onroerend goed of het onteigend zakelijk recht vrij is van alle hypothecaire lasten;

b) Dat het goed ten welks behoefte een afgeschaft zakelijk recht bestond of dat waarop eene erfdienstbaarheid gevestigd is, vrij is van alle hypothecaire lasten, of dat die lasten beperkt zijn tot het goed zooals het tot het vermogen van den onteigende blijft behooren.

Zoo de wederbelegging der schadeloosstelling verplicht is ten opzichte van derden,

Projet de loi.

mention dans la déclaration de dépôt, et l'agent de la caisse ne peut rembourser l'indemnité que moyennant la justification du emploi accepté par l'expropriant ou l'autorisation de ce dernier. Si l'obligation du emploi n'a pas été mentionnée dans la déclaration de dépôt, l'agent de la caisse est déchargé de toute responsabilité relativement au emploi.

Dans le cas où le contrat de mariage n'indique pas les conditions du emploi, elles sont déterminées dans le jugement réglant l'indemnité, sinon par le président du tribunal sur simple requête présentée par la partie la plus diligente.

A défaut de produire le certificat hypothécaire ou de rapporter mainlevée des saisies-arêts ou oppositions, et, s'il y a lieu, de justifier de l'acceptation du emploi par l'expropriant, le préposé à la caisse des consignations ne peut vider ses mains que sur une décision de justice. Il en est de même lorsque les droits du propriétaire et de l'usufruitier ne sont pas réglés par le jugement qui a ordonné la consignation.

ART. 58.

Le créancier qui, par le résultat d'un ordre ouvert pour la distribution de l'indemnité, n'obtient pas collocation utile pour la totalité de sa créance, ne peut, pour cause de morcellement de son hypothèque ou de division de son capital, exiger le remboursement du surplus de sa créance si elle n'est d'ailleurs exigible en vertu de son titre ou pour tout autre motif.

Wetsontwerp.

wordt daarvan melding gemaakt (in de verklaring van inbewaargeving en de agent der kas mag de schadeloosstelling alleen uitkeeren mits bewijs van de door den onteigenende aangenomen wederbelegging, of mits eene door hem gegeven machtiging. Zoo de verplichting tot wederbelegging niet vermeld werd in de verklaring van inbewaargeving, is, wat aangaat de wederbelegging, de agent der kas van alle aansprakelijkheid ontlast.

Wanneer het huwelijkskontraat niet aanduidt onder welke voorwaarden de wederbelegging moet geschieden, worden die voorwaarden vastgesteld in het vonnis tot bepaling van de schadeloosstelling, zoo niet door den voorzitter der rechtbank op enkel verzoekschrift door de meest geteede partij ingediend.

Zoo geen hypotheccair attest overgelegd of geene handlichting van beslagneming in de derde hand of verzet ingebracht wordt, en zoo, waar het past, het bewijs van de door den onteigenende aangenomen wederbelegging niet geleverd wordt, mag de beambte der consignatie-kas niets uit handen geven dan alleen krachtens eene rechterlijke beslissing. Hetzelfde geldt wanneer de rechten van den eigenaar en den vruchtgebruiker niet geregeld zijn door het vonnis waarbij de inbewaarestelling werd bevolen.

ART. 58.

De schuldeischer die, ten gevolge van eene voor de uitdeeling der schadeloosstelling geopende regeling van voorrang, niet in aanmerking komt voor het algeheele zijner schuldvordering, kan niet, om reden van verbrokkeling zijner hypotheek of verdeling van zijn kapitaal, de uitkeering van het overschot zijner schuldvordering eischen, indien, daarbij, krachtens zijn titel of om eenige andere reden, die uitkeering niet eischbaar is.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

fait mention dans la déclaration de dépôt, et l'agent de la caisse ne peut rembourser l'indemnité que moyennant la justification du emploi accepté par l'expropriant ou l'autorisation de ce dernier. Si l'obligation du emploi n'a pas été mentionnée dans la déclaration de dépôt, l'agent de la caisse est déchargé de toute responsabilité relativement au emploi.

Dans le cas où le contrat de mariage n'indique pas les conditions de emploi, elles sont déterminées dans le jugement réglant l'indemnité, sinon par le président du tribunal sur simple requête présenté par la partie la plus diligente.

A défaut de produire le certificat hypothécaire ou de rapporter mainlevée des saisies-arêts ou oppositions, et, s'il y a lieu, de justifier de l'acceptation du emploi par l'expropriant, le préposé à la caisse des consignations ne peut vider ses mains que sur une décision de justice.

ART. 58.

Le créancier qui, par le résultat d'un ordre ouvert pour la distribution de l'indemnité, n'obtient pas collocation utile pour la totalité de sa créance, ne peut, pour cause de morcellement de son hypothèque ou de division de son capital, exiger le remboursement du surplus de sa créance si elle n'est d'ailleurs exigible en vertu de son titre ou pour tout autre motif.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

moet daarvan melding worden gemaakt in de verklaring van inbewaargeving en de agent der kas mag de schadeloosstelling alleen uitkeeren mits bewijs van de door den onteigenende aangenomen wederbelegging, of mits eene door hem gegeven machtiging. Zoo de verplichting tot wederbelegging niet vermeld werd in de verklaring van inbewaargeving, is, wat aangaat de wederbelegging, de agent der kas van alle aansprakelijkheid ontlast.

Wanneer het huwelijkskontraat niet aanduidt onder welke voorwaarden de wederbelegging moet geschieden, worden die voorwaarden vastgesteld in het vonnis tot bepaling van de schadeloosstelling, zoo niet door den voorzitter der rechtbank op enkel verzoekschrift door de meest gereede partij ingediend.

Zoo geen hypotheccair attest overgelegd of geene handlichting van beslagneming in de derde hand of verzet ingebracht wordt, en zoo, waar het past, het bewijs van de door den onteigenende aangenomen wederbelegging niet geleverd wordt, mag de beampte der consignatiekas niets uit handen geven dan alleen krachtens eene rechterlijke beslissing.

ART. 58.

De schuldeischer die, ten gevolge van eene voor de uitdeeling der schadeloosstelling geopende regeling van voorrang, niet in aanmerking komt voor het algeheele zijner schuldvordering, kan niet om reden van verbrokkeling zijner hypotheek of verdeeling van zijn kapitaal, de uitkeering van het overschot zijner schuldvordering eischen, indien, overigens, krachtens zijn titel of om eenige andere reden, die uitkeering niet eischbaar is.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 59.

ART. 59.

Lorsque, en vertu de la disposition portée au 2° du 2° alinéa de l'article premier, des poursuites sont introduites contre des possesseurs de droits réels ou personnels, elles sont exercées dans la même forme que celles dirigées contre les propriétaires et usufruitiers.

L'assignation dont il s'agit à l'article 55 est valablement donnée aux bénéficiaires apparents des droits à supprimer.

Wanneer, krachtens het bepaalde in 2° van de 2^{de} alinea van artikel één, vorderingen worden ingeleid tegen bezitters van zakelijke of persoonlijke rechten, worden die vorderingen op dezelfde wijze gedaan als die tegen eigenaars en vruchtgebruikers ingespannen.

De in artikel 55 bedoelde dagvaarding is geldig gegeven aan hen die blijkbaar de af te schaffen rechten genieten.

§ 2. — DE LA PROCÉDURE D'URGENCE.

§ 2. — VAN DE RECHTSPLEGING
BIJ DRINGENDHEID.

ART. 60.

ART. 60.

S'il y a urgence de prendre possession des immeubles à exproprier, de supprimer l'un des droits visés au 2° du 2° alinéa de l'article premier ou d'exercer une servitude, l'urgence est spécialement décrétée par un arrêté royal.

Wanneer de inbezitneming der te onteigenen onroerende goederen, de afschaffing van een der in 2° der 2^{de} alinea van artikel één bedoelde rechten of het vestigen eener erfdienstbaarheid, spoedeischend is, wordt de dringendheid in het bijzonder bij koninklijk besluit verklaard.

L'arrêté énonce les motifs de l'urgence. Il est déposé, et l'annonce du dépôt est affichée et insérée dans les journaux conformément aux prescriptions de l'article 54; il est justifié de l'accomplissement de ces formalités ainsi qu'il est dit au même article.

Het besluit geeft de redenen der dringendheid op. Het wordt nedergelegd en de aankondiging der nederlegging aangeplakt en in de bladen opgenomen overeenkomstig het bepaalde in artikel 54; van de vervulling dier formaliteiten wordt bewijs gegeven zooals in hetzelfde artikel is gezegd.

ART. 61.

ART. 61.

Lorsque l'urgence est décrétée avant l'introduction des poursuites en expropriation, l'assignation dont il s'agit à l'article 55 contient la notification de l'arrêté décrétant l'urgence et énonce les sommes offertes par l'expropriant à titre d'indemnité provisoire.

Wanneer de dringendheid verklaard is vóór het inleiden van de vordering tot onteigening, bevat de in artikel 55 bedoelde dagvaarding, beteekening van het besluit waarbij de dringendheid is verklaard, en vermeldt zij de door de onteigenende als voorloopige schadeloosstelling aangeboden sommen.

Le délai de l'assignation est de huitaine.

De termijn van dagvaarding bedraagt acht dagen.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Art. 59.

Lorsque, en vertu de la disposition portée au 2° de l'article 1^{bis}, des poursuites sont introduites contre des possesseurs de droits réels ou personnels, elles sont exercées dans la même forme que celles dirigées contre les propriétaires et usufruitiers.

L'assignation dont il s'agit à l'article 55 est valablement donnée aux bénéficiaires apparents des droits à supprimer.

§ 2. — DE LA PROCÉDURE D'URGENCE.

A supprimer en entier (articles 60 à 73).

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

Art. 59.

Wanneer, krachtens de bepaling vervat in nr 2° van artikel 1^{bis}, vorderingen worden ingesteld tegen bezitters van zakelijke of persoonlijke rechten, worden die vorderingen op dezelfde wijze gedaan als die tegen eigenaars en vruchtgebruikers.

De in artikel 55 bedoelde dagvaarding is geldig gegeven aan hen die blijikbaar de af te schaffen rechten genieten.

**§ 2. — VAN DE RECHTSPLEGING
BIJ DRINGENDHEID.**

Geheel te doen wegvallen (artikelen 60 tot 73).

Projet de loi.

ART. 62.

Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler au règlement de l'indemnité provisoire les tiers visés à l'article 54, faute de quoi ils restent seuls chargés envers eux du préjudice résultant de leur non-intervention. Ils peuvent faire cet appel par lettre recommandée à la poste. La remise de la lettre à la poste vaut notification à compter du surlendemain de cette remise.

Les indemnités provisoires des tiers intéressés, ainsi appelés ou intervenant d'office, sont réglées en la même forme que celles dues au propriétaire et à l'usufruitier. L'intervention des tiers intéressés, quels qu'ils soient, n'est plus recevable après la clôture du procès-verbal des experts.

ART. 63.

Au jour fixé, les expropriés et les tiers intéressés appelés ou intervenant d'office sont tenus de déclarer les sommes dont ils demandent la consignation avant l'envoi en possession. Faute par eux de comparaître, il est procédé en leur absence.

ART. 64.

Si le tribunal décide que les formalités prescrites par la loi ont été observées et qu'il se trouve dans l'impossibilité de déterminer immédiatement le montant de l'indemnité définitive, il ordonne, lors même qu'il y aurait entente sur le chiffre de l'indemnité provisoire, la visite des immeubles par trois experts à désigner sur-le-champ et de commun accord par les parties, sinon d'office.

Wetsontwerp.

ART. 62.

De eigenaar en de vruchtgebruiker zijn gehouden de onder artikel 54 bedoelde derden op te roepen, tot het regelen van de voorloopige schadeloosstelling; zooniet blijven zij alleen aansprakelijk jegens hen voor de schade door hunne niet-tusschenkomst veroorzaakt. Die oproeping mag bij eenen ter post aangeteekenden brief geschieden. De bezorging van den brief ter post geldt voor beteekening, te beginnen met den tweeden dag na die bezorging.

De voorloopige schadeloosstellingen van de aldus opgeroepen of uit eigen beweging opgetreden derde belanghebbenden, worden geregeld op dezelfde wijze als de aan den eigenaar en den vruchtgebruiker verschuldigde. De tusschenkomst van de derde belanghebbenden, wie zij zijn, is niet meer ontvankelijk na het sluiten van het proces-verbaal der deskundigen.

ART. 63.

Op den bepaalden dag moeten de onteingenden, de opgeroepen of uit eigen beweging opkomende derde belanghebbenden de bedragen opgeven waarvan zij de inbewaaringstelling, vóór de inbezitstelling, aanvragen. Verschijnen zij niet, dan wordt in hunne afwezigheid gehandeld.

ART. 64.

Indien de rechtbank beslist dat de door de wet voorgeschreven formaliteiten werden vervuld en zij in de onmogelijkheid verkeert aanstonds het bedrag der definitieve schadeloosstelling te bepalen, beveelt zij, zelfs wanneer men het eens is omtrent het cijfer der voorloopige schadeloosstelling, de bezichtiging der onroerende goederen door drie deskundigen, op staanden voet en in gemeen overleg door partijen, of anders ambtshalve, aan te wijzen.

Amendements
proposés par la Section centrale.

Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.

Projet de loi.

ART. 65.

Le greffier du tribunal notifie immédiatement aux experts leur nomination, par lettre recommandée à la poste, avec indication des lieu, jour et heure de l'expertise. Pareille notification est faite par le greffier aux parties qui n'ont pas comparu sur l'assignation dont il s'agit à l'article 61.

Le tribunal commet un juge pour se rendre sur les lieux avec le greffier et les experts, recevoir, le cas échéant, le serment de ceux-ci, prendre leur avis sur la valeur des immeubles ou des droits à exproprier, recueillir tous renseignements propres à déterminer tant cette valeur que les indemnités dues à l'exproprié, et faire dresser par les experts un procès-verbal descriptif des biens, aussi précis que possible, contenant toutes les indications de nature à éclairer la religion du tribunal. Cette opération doit être terminée et le procès-verbal remis au greffe dans les quinze jours de la date à partir de laquelle le jugement n'est plus susceptible d'appel.

Dans les cinq jours de cette remise, le tribunal, s'il se croit suffisamment éclairé, fixe le chiffre de l'indemnité définitive, sinon il constate l'accord des parties au sujet de la somme à consigner à titre d'indemnité provisoire, ou bien, à défaut d'entente, il détermine le montant de celle-ci.

Le jugement constatant ou fixant l'indemnité provisoire est réputé contradictoire à l'égard de l'exproprié et il n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel.

ART. 66.

S'il le juge nécessaire, le tribunal peut, dans les cinq jours de la remise du rapport

Wetsontwerp.

ART. 65.

Door den griffier der rechtbank wordt aan de deskundigen dadelijk hunne benoeming beteekend bij eenen ter post aangeeekenden brief, met opgave van tijd en plaats der schatting. Dergelijke beteekening wordt door den griffier gedaan aan de partijen die niet verschenen zijn op de in artikel 61 bedoelde dagvaarding.

De rechtbank stelt een rechter aan om zich ter plaatse te begeven, vergezeld van den griffier en de deskundigen, om, des noodig, dezer eed af te nemen, hun advies in te winnen omtrent de waarde der te onteigenen onroerende goederen of rechten, alle inlichtingen te verzamelen die tot nadere bepaling zoo van die waarde als van de aan den onteigende verschuldigde schadeloosstelling, en door de deskundigen een proces-verbaal te doen opmaken tot beschrijving der goederen, zoo nauwkeurig mogelijk, met al de opgaven die van aard zijn om de rechtbank voor te lichten. Die verrichting moet volbracht en het proces-verbaal ter griffie overgelegd zijn binnen vijftien dagen na den dag waarop het vonnis niet meer voor hooger beroep vatbaar is.

Binnen vijf dagen na die overlegging bepaalt de rechtbank, indien zij meent voldoende ingelicht te zijn, het bedrag der definitieve schadevergoeding; zooniet stelt zij de eenparigheid vast van partijen aangaande de als voorloopige schadeloosstelling in consignatie te brengen som, of, zoo partijen het niet eens zijn, bepaalt zij het cijfer ervan.

Het vonnis tot bevestiging of tot bepaling der voorloopige schadeloosstelling, wordt geacht tegensprakelijk te zijn ten aanzien van den onteigende, en het is voor verzet noch hooger beroep vatbaar.

ART. 66.

Wanneer zij het noodig oordeelt mag de rechtbank, binnen vijf dagen na de overleg-

Amendements
proposés par la Section centrale.

Amendementen.
door de Middenafdeeling voorgesteld.

Projet de loi.

des experts, ordonner qu'il sera procédé à une expertise supplémentaire. Cette opération doit être terminée et le procès-verbal remis au greffe dans les quinze jours du jugement qui l'a ordonnée. Il est ensuite statué par le tribunal conformément aux dispositions du 5^e alinéa de l'article 65.

S'il existe des circonstances spéciales, le tribunal peut augmenter le délai de quinze jours fixé pour la remise tant du premier que du second procès-verbal d'expertise, ainsi que le délai de cinq jours imparti au tribunal pour la fixation de l'indemnité. Ces délais réunis ne pourront, en aucun cas, excéder trente jours.

ART. 67.

Aucun émolument ne sera alloué aux experts s'ils n'ont terminé leurs opérations dans le délai fixé, à moins qu'ils n'établissent devant le tribunal que le retard ne leur est pas imputable.

ART. 68.

Si la procédure d'urgence est décrétée après le jugement déclarant les formalités accomplies, l'assignation contenant notification du décret d'urgence et de la somme offerte à titre d'indemnité provisoire est donnée à huitaine aux expropriés et aux tiers intéressés qui sont intervenus dans l'instance.

Au jour fixé, le tribunal ordonne aux experts, tant en l'absence qu'en la présence des parties, de se rendre sur les lieux avec le juge-commissaire et le greffier. Il est ensuite procédé ainsi qu'il est dit aux articles 65 et 66.

Wetsonwerp.

ging van het verslag der deskundigen, bevelen dat eene aanvullende schatting zal plaats grijpen. Die verrichting moet volbracht en het proces-verbaal ter griffie overgelegd zijn, binnen vijftien dagen na het vonnis waarbij zij bevolen werd. Vervolgens doet de rechtbank uitspraak overeenkomstig het bepaalde onder de 5^{de} alinea van artikel 65.

Zoo bijzondere omstandigheden voorhanden zijn, mag de rechtbank den termijn van vijftien dagen verlengen bepaald voor het overleggen zoo van het eerste als van het tweede proces-verbaal van schatting, alsmede den termijn van vijf dagen aan de rechtbank toegestaan om de schadeloosstelling te bepalen. Die uitstellen mogen nochtans, in geen geval, samen meer dan dertig dagen bedragen.

ART. 67.

Geen loon wordt aan de deskundigen toegekend indien zij hunne werkzaamheden niet binnen den bepaalden tijd hebben volbracht, tenzij zij vóór de rechtbank bewijzen dat de vertraging niet hun te wijten is.

ART. 68.

Wanneer tot rechtspleging bij dringendheid besloten is na het vonnis verklarende dat de formaliteiten werden vervuld, wordt de dagvaarding bevattende de beteekening van de beslissing van dringendheid en van het bedrag, als voorloopige schadeloosstelling aangeboden, voor binnen acht dagen gegeven aan de onteigenden en aan de derde belanghebbenden die in het geding zijn opgetreden.

Op den aangewezen dag, gelast de rechtbank aan de deskundigen, zoo bij aanwezigheid als bij afwezigheid van partijen, zich ter plaatse te begeven met den rechter-commissaris en den griffier. Verder wordt er gehandeld overeenkomstig de artikelen 65 en 66.

Amendements
proposés par la Section centrale.

Amendementen
door de Middelafdeeling voorgesteld.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 69.

ART. 69.

Si la poursuite en expropriation se rapporte à une propriété bâtie, le tribunal peut déclarer, dans le jugement qui fixe le montant de l'indemnité définitive ou provisoire, que la prise de possession n'aura lieu qu'après l'expiration d'un délai qu'il fixe et qui ne peut excéder deux mois à partir du prononcé.

Si le tribunal n'a pas fait usage de cette faculté, le délai peut encore être fixé par ordonnance du président rendue sur requête; cette ordonnance est notifiée à l'expropriant.

Indien de vordering tot onteigening op een bebouwd eigendom betrekking heeft, dan mag, in het vonnis tot bepaling der definitieve of voorloopige schadeloosstelling, de rechtbank verklaren dat de inbezitting slechts gebeuren zal na afloop van eenen termijn dien zij vaststelt en die niet meer dan twee maanden, te rekenen van de uitspraak, mag bedragen.

Maakt de rechtbank geen gebruik van dit vermogen, dan mag de termijn nog worden bepaald bij een bevel van den voorzitter op verzoek gegeven; dit bevel wordt aan den onteigenende beteekend.

ART. 70.

ART. 70.

L'indemnité provisoire est versée à la caisse des consignations et, le cas échéant, il est fait mention dans la déclaration de dépôt du délai fixé en exécution de l'article 69. L'indemnité est remise aux ayants droit conformément aux prescriptions de l'article 57, sans attendre le règlement définitif.

De voorloopige schadeloosstelling wordt in de consignatie-kas gestort, en, zoo het pas geeft, wordt in de verklaring van inbewaaringgeving melding gemaakt van den in uitvoering van artikel 69 bepaalden termijn. De schadeloosstelling wordt aan de rechthebbers uitbetaald, overeenkomstig het bepaalde in artikel 57, zonder de eindregeling af te wachten.

ART. 71.

ART. 71.

Sur le vu de la déclaration de dépôt, le président du tribunal ordonne l'envoi en possession par décision rendue sur requête.

Op vertoon van het bewijs van nederlegging beveelt de voorzitter van de rechtbank, bij op verzoek gegeven beslissing, de inbezitting.

Cette ordonnance est exécutoire provisionnellement, nonobstant opposition ou appel, et sans caution, soit immédiatement, soit à l'expiration du délai qui aurait été fixé conformément à l'article 69.

Die beslissing is, niettegenstaande verzet of hooger beroep en zonder borgstelling, voorloopig uitvoerbaar, hetzij dadelijk, hetzij na afloop van den termijn die overeenkomstig artikel 69 zou bepaald zijn.

ART. 72.

ART. 72.

Immédiatement après le jugement constatant ou fixant le chiffre de l'indemnité provisoire, il est procédé à l'évaluation définitive d'après les règles tracées au § 1^{er} du

Dadelijk na het vonnis tot bevestiging of bepaling van het bedrag der voorloopige schadeloosstelling, wordt, overeenkomstig de in § 1 van dezen titel geschreven regelen,

Amendements
proposés par la Section centrale.

Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.

Projet de loi.

présent titre, par les experts et le juge-commissaire qui ont été assumés dans la procédure d'urgence.

ART. 73.

Si l'indemnité définitive est supérieure à la somme qui a été déterminée provisoirement, le supplément est consigné dans la quinzaine de la signification du jugement définitif; à défaut, l'exproprié peut faire suspendre les travaux.

La consignation comprend, outre le principal, une somme représentant l'intérêt de l'indemnité supplémentaire, au taux fixé par le tribunal, à partir du jour où l'ordonnance d'envoi en possession est exécutoire ainsi qu'il est dit à l'article 71.

Si l'indemnité définitive est inférieure à l'indemnité provisoire, la différence est restituée dans le mois du jugement visé au premier alinéa du présent article.

§ 3. — DE LA COMPÉTENCE ET DU RESSORT.

ART. 74.

Les tribunaux de première instance connaissent des instances en expropriation pour cause d'utilité publique.

ART. 75.

Toute demande en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique est soumise, pour la détermination du ressort, aux dispositions des articles 53, 54 et 55 de la loi du 25 mars 1876.

Néanmoins tout jugement en cette matière suit, pour la recevabilité de l'appel, le sort de la demande principale, en tant qu'il statue sur l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

Wetsontwerp.

overgegaan tot definitieve schatting door de deskundigen en den rechter-commissaris, die in de rechtspleging bij dringendheid aangesteld werden.

ART. 73.

Indien de definitieve schadeloosstelling het voorloopig vastgestelde bedrag te boven gaat, wordt het verschil in consignatie gebracht binnen vijftien dagen na de betekening van het eindvonnis; zooniet mag de onteigende het werk doen schorsen.

De consignatie omvat, behalve de hoofdsom, eene som voor den interest van de aanvullende schadeloosstelling, berekend op de door de rechtbank bepaalden voet, met ingang van den dag waarop het bevel tot inbezitstelling uitvoerbaar wordt, zooals in artikel 71 is gezegd.

Indien de definitieve schadeloosstelling minder bedraagt dan de voorloopige schadeloosstelling, wordt het verschil terugbetaald binnen eene maand na het in de eerste alinea van dit artikel bedoelde vonnis.

§ 3. — VAN DE BEVOEGDHEID
EN DEN AANLEG.

ART. 74.

De rechtbanken van eersten aanleg behandelen de vorderingen tot onteigening ten algemeenen nutte.

ART. 75.

Voor elk verzoek in zake van onteigening ten algemeenen nutte geldt, tot bepaling van den aanleg, het bepaalde in artikelen 53, 54 en 55 der wet van 25 Maart 1876.

Elk vonnis in deze zaken, in zooverre het uitspraak doet omtrent de vervulling van de bij de wet voorgeschreven formaliteiten, volgt echter, voor de ontvankelijkheid in hooger beroep, hetzelfde lot als de hoofdvordering.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

§ 3. — DE LA COMPÉTENCE ET DU RESSORT.

ART. 74.

Les tribunaux de première instance connaissent des instances en expropriation pour cause d'utilité publique.

ART. 75.

Toute demande en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique est soumise, pour la détermination du ressort, aux dispositions des articles 53, 54 et 55 de la loi du 25 mars 1876.

Néanmoins tout jugement en cette matière suit, pour la recevabilité de l'appel, le sort de la demande principale, en tant qu'il statue sur l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

**§ 3. — VAN DE BEVOEGDHEID
EN DEN AANLEG.**

ART. 74.

De rechtbanken van eersten aanleg behandelen de vorderingen tot onteigening ten algemeenen nutte.

ART. 75.

Voor elk verzoek in zake van onteigening ten algemeenen nutte geldt, tot bepaling van den aanleg, het bepaalde in artikelen 53, 54 en 55 der wet van 25 Maart 1876.

Elk vonnis in deze zaken, in zooverre het uitspraak doet omtrent de vervulling van de bij de wet voorgeschreven formaliteiten, volgt echter, voor de ontvankelijkheid in hooger beroep, hetzelfde lot als de hoofdvordering

Projet de loi.

§ 4. — DES FRAIS ET DÉPENS.

ART. 76.

Les frais et dépens de première instance, y compris ceux de consignation, d'envoi en possession et de retrait des sommes consignées, sont supportés par la partie expropriante; il en est de même des frais et dépens de l'instance d'appel, à moins que l'appel n'ait été interjeté par l'exproprié et que celui-ci ne soit partie succombante.

Dans les deux instances, les frais extraordinaires occasionnés par des mesures ou incidents non justifiés, y compris ceux des exécutoires de dépens, demeurent, comme frais frustratoires, à charge de celui qui les a provoqués.

ART. 77.

Le Gouvernement est autorisé à tarifier par arrêté royal les droits et honoraires des avoués et des experts en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

TITRE IV.

De la rétrocession.

ART. 78.

Si les immeubles acquis pour cause d'utilité publique ne reçoivent pas cette destination, un avis affiché dans la forme usitée pour les publications officielles fait connaître les biens que l'expropriant est dans le cas de revendre. Dans les trois mois de la publication, les anciens propriétaires qui veulent réacquiescer ces biens sont tenus de le déclarer, à peine de déchéance.

A défaut par l'expropriant de publier cet

Wetsontwerp.

§ 4. — VAN DE KOSTEN EN VERSCHOTTEN.

ART. 76.

De kosten en verschotten van eersten aanleg, daarinbegrepen die van consignatie, inbezitstelling en terugneming van de in bewaring gestelde sommen, worden gedragen door de onteigenende partij; zoo ook de kosten en verschotten van het hooger beroep, tenzij het door den onteigende ingesteld en door hem verloren wordt.

In de twee aanleggen, blijven de buitengewone kosten, veroorzaakt door niet gewettigde maatregelen of tusschengeschillen, met inbegrip van die tot betaalbaarstelling der verschotten, als doellooze kosten, ten laste van hem die ze heeft uitgelokt.

ART. 77.

Aan de Regeering wordt machtiging verleend om, bij een koninklijk besluit, een tarief te stellen voor de rechten en het loon van de pleitbezorgers en deskundigen, in zake van onteigening ten algemeenen nutte.

TITEL IV.

Van de wederoverdracht.

ART. 78.

Zoo de onroerende goederen, ten algemeenen nutte verkregen, niet tot die bestemming gebruikt worden, zal bij een bericht, aangeplakt op de voor ambtelijke kennisgevingen gebruikelijke wijze, bekend gemaakt worden welke onroerende goederen de onteigenende in de gelegenheid is weder te verkoopen. Binnen drie maanden na die bekendmaking zijn de vroegere eigenaars, welke die goederen zouden willen terugkopen, gehouden dit te verklaren, op straf van verval.

Blijft de onteigenende in gebreke die

Amendements
proposés par la Section centrale.

§ 4. — DES FRAIS ET DÉPENS.

ART. 76.

Les frais et dépens de première instance, y compris ceux de consignation, d'envoi en possession, de retrait des sommes consignées et d'ordre, sont supportés par la partie expropriante; il en est de même des frais et dépens de l'instance d'appel, à moins que l'appel n'ait été interjeté par l'exproprié et que celui-ci ne soit partie succombante.

Supprimer l'alinéa 2.

ART. 77.

Le Gouvernement est autorisé à régler par arrêté royal les droits et honoraires des avoués, des experts et des arbitres en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

TITRE IV.

De la rétrocession.

ART. 78.

Si les immeubles acquis pour cause d'utilité publique ne reçoivent pas cette destination, un avis affiché dans la forme usitée pour les publications officielles fait connaître les biens que l'expropriant est dans le cas de revendre. Dans les trois mois de la publication, les anciens propriétaires qui veulent réacquérir ces biens sont tenus de le déclarer, à peine de déchéance.

A défaut par l'expropriant de publier cet

Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.

§ 4. — VAN DE KOSTEN EN VERSCHOTTEN.

ART. 76.

De kosten en verschotten van eersten aanleg, daarinbegrepen die van consignatie, inbezitstelling, terugneming van de in bewaring gestelde sommen en van rangregeling worden gedragen door de onteigenende partij; zoo ook de kosten en verschotten van het hooger beroep; tenzij het door den onteigende aangeteekend en hij in 'tongelijk gesteld wordt.

Het 2^{de} lid te doen wegvallen.

ART. 77.

Aan de Regeering wordt machtiging verleend om, bij koninklijk besluit, te regelen de rechten en het loon van de pleitbezorgers en scheidsrechters, in zake van onteigening ten algemeenen nutte.

TITEL IV.

Van de wederoverdracht.

ART. 78.

Zoo de onroerende goederen, ten algemeenen nutte verkregen, niet tot die bestemming gebruikt worden, zal bij een bericht, aangeplakt op de voor ambtelijke kennisgevingen gebruikelijke wijze, bekend gemaakt worden welke onroerende goederen de onteigenende in de gelegenheid is weder te verkoopen. Binnen drie maanden na die bekendmaking zijn de vroegere eigenaars, welke die goederen zouden willen terugkopen, gehouden dit te verklaren, op straf van verval.

Blijft de onteigenende in gebreke die

Projet de loi.

avis, les anciens propriétaires ou leurs ayants droit peuvent demander la remise des dits immeubles; cette remise est ordonnée en justice sur la déclaration de l'expropriant qu'ils ne sont plus destinés à servir aux travaux en vue desquels ils avaient été acquis.

ART. 79.

Les provinces, communes et établissements publics peuvent rétrocéder les immeubles dont il s'agit par contrat amiable, sinon par convention d'arbitrage dans les formes prescrites ci-avant, moyennant les autorisations requises pour les aliénations. Le Ministre des Finances et des Travaux publics peut faire les mêmes contrats relativement aux biens de l'État.

A défaut d'entente, le prix est fixé par le tribunal de première instance de la situation des immeubles.

Le prix ne peut, en aucun cas, excéder le montant de l'indemnité, déduction faite des sommes allouées à titre de frais de remploi et d'intérêts d'attente.

ART. 80.

Les dispositions portées aux articles 78 et 79 sont applicables en cas d'établissement d'une servitude.

TITRE V.

Des exemptions d'impôts.

ART. 81.

Sont exempts des droits de timbre, d'enregistrement, de greffe et d'hypothèque tous actes, jugements et arrêts, exploits, procès-verbaux et rapports, tous certificats, extraits, copies et expéditions relatifs à la transmission et à l'envoi en possession des immeubles

Wetsontwerp.

bekendmaking te doen, dan mogen de vroegere eigenaars of hunne rechthebbenden de teruggave der onroerende goederen vragen; die teruggave wordt in rechten bevolen op de verklaring van den onteigenende dat zij niet meer bestemd zijn tot het werk waarvoor zij werden verkregen.

ART. 79.

De provinciën, gemeenten en openbare instellingen mogen die onroerende goederen wederoverdragen bij minnelijk kontrakt, zoo niet bij overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak in de hooger omschreven vormen, mits de voor vervreemdingen vereischte machtigingen. De Minister van Financiën en Openbare Werken mag dezelfde kontrakten aangaan betreffende Staatsgoederen.

Wordt men het niet eens, dan wordt de prijs bepaald door de rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de onroerende goederen gelegen zijn.

In geen geval mag de prijs hooger zijn dan het bedrag der schadeloosstelling, na aftrek der wegens kosten van wederbelegging en wachtinterest verleende sommen.

ART. 80.

De in artikelen 78 en 79 geschreven bepalingen, zijn van toepassing waar het de vestiging eener erfdienstbaarheid geldt.

TITEL V.

Van de ontheffing van belasting.

ART. 81.

Zijn vrij van zegel-, registratie-, griffie- en hypotheekrechten, alle akten, vonnissen en arresten, exploiton, processen-verbaal en verslagen, alle attesten, uittreksels, kopijen en expeditiën, rakende de overdracht en de inbezitstelling der onroerende goederen en

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

avis, les anciens propriétaires ou leurs ayants droit peuvent demander la remise des dits immeubles; cette remise est ordonnée en justice sur la déclaration de l'expropriant qu'ils ne sont plus destinés à servir aux travaux en vue desquels ils avaient été acquis.

ART. 79.

Les provinces, communes et établissements publics peuvent rétrocéder les immeubles dont il s'agit par contrat amiable, sinon par convention d'arbitrage dans les formes prescrites ci-avant, moyennant les autorisations requises pour les aliénations. Le Ministre des Finances et des Travaux publics peut faire les mêmes contrats relativement aux biens de l'État.

A défaut d'entente, le prix est fixé par le tribunal de première instance de la situation des immeubles.

Le prix ne peut, en aucun cas, excéder le montant de l'indemnité, déduction faite des sommes allouées à titre de frais de remploi et d'intérêts d'attente.

ART. 80.

A supprimer.

TITRE V.

Des exemptions d'impôts

ART. 81.

Sont exempts des droits de timbre, d'enregistrement, de greffe et d'hypothèque tous actes, jugements et arrêts, exploits, procès-verbaux et rapports, tous certificats, extraits, copies et expéditions relatifs à la transmission et à l'envoi en possession des immeubles

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

bekendmaking te doen, dan mogen de vroegere eigenaars of hunne rechthebbenden de teruggave der onroerende goederen vragen; die teruggave wordt in rechten bevolen op de verklaring van den onteigenende dat zij niet meer bestemd zijn tot het werk waarvoor zij werden verkregen.

ART. 79.

De provinciën, gemeenten en openbare instellingen mogen die onroerende goederen wederoverdragen bij minnelijk kontrakt, zoo niet bij overeenkomst tot scheidsrechterlijke uitspraak in de hooger omschreven vormen, mits de voor vervreemdingen vereischte machtigingen. De Minister van Financiën en Openbare Werken mag dezelfde kontrakten aangaan betreffende Staatsgoederen.

Wordt men het niet eens, dan wordt de prijs bepaald door de rechtbank van eersten aanleg binnen welker gebied de onroerende goederen gelegen zijn.

In geen geval mag de prijs hooger zijn dan het bedrag der schadevergoeding, na aftrek der wegens kosten van wederbelegging en wachtinterest verleende sommen.

ART. 80.

Dit artikel te doen wegvallen.

TITEL V.

Van de ontheffing van belasting.

ART. 81.

Zijn vrij van zegel-, registratie-, griffie- en hypotheekrechten, alle akten, vonnissen en arresten, exploitaten, processen-verbaal en verslagen, alle attesten, uittreksels, kopieën en expeditiën, rakende de overdracht en de inbezitstelling der onroerende goederen en

Projet de loi.

et des droits, au règlement, à la consignation et au paiement des indemnités, à l'état hypothécaire des biens, à l'ordre à ouvrir, au report de l'hypothèque sur des immeubles autres que ceux cédés ou expropriés, ainsi qu'à la rétrocession.

L'exemption s'étend aux procurations.

Elle est applicable dans tous les cas prévus à l'article 52 de la présente loi.

TITRE VI.**Dispositions diverses.****Art. 82.**

Les huissiers peuvent transmettre par pli recommandé à la poste les exploits à notifier en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. La remise du pli à la poste vaut notification à la partie signifiée à compter du surlendemain de cette remise.

Art. 82^{bis}.

Les cessions amiables, les conventions d'arbitrage, les quittances et tous autres actes, y compris les procurations, relatifs aux acquisitions pour cause d'utilité publique, peuvent être passés sans frais à l'intervention soit du Ministre compétent ou du fonctionnaire qu'il a délégué, agissant au nom de l'État, soit du fonctionnaire chargé de diriger les négociations et les expropriations agissant en la même qualité, soit du gouverneur agissant au nom de l'État ou de la province, soit du bourgmestre agissant au nom de la commune ou des établissements publics qui y ont leur siège.

Wetsontwerp.

der rechten, de bepaling, de inbewaringstelling en de uitbetaling der schadeloosstellingen, den hypothecairen staat der goederen, de te openen regeling van voorrang, de overdracht der hypotheek op andere onroerende goederen dan de afgestane of onteigende, alsmede de wederoverdracht.

De ontheffing strekt zich tot de volmachten uit.

Zij is van toepassing op al de bij artikel 52 dezer wet voorziene gevallen.

TITEL VI.**Verschillende bepalingen.****Art. 82.**

Door de deurwaarders mogen, bij eenen ter post aangeteekenden brief, de in zake van onteigeningen ten algemeenen nutte te beteekenen exploiton verzonden worden. De bezorging van den brief ter post geldt als beteekening aan de aangezegde partij, te beginnen met den tweeden dag na die bezorging.

Art. 82^{bis}.

De minnelijke afstand, de overeenkomsten tot scheidsrechterlijke uitspraak, de kwijtbrieven, en alle andere akten, met inbegrip van de volmachten, rakende de aankopen ten algemeenen nutte, mogen kosteloos verleden worden, door tusschenkomst hetzij van den bevoegden Minister of van den door hem gemachtigden ambtenaar, handelende namens den Staat, hetzij van den ambtenaar belast met het beleid van de onderhandelingen en de onteigeningen handelende in dezelfde hoedanigheid, hetzij van den Gouverneur, handelende namens den Staat of namens de provincie, hetzij van den burgemeester, handelende namens de gemeente of namens de aldaar gevestigde openbare instellingen.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

et des droits, au règlement, à la consignation et au paiement des indemnités, à l'état hypothécaire des biens, à l'ordre à ouvrir, au report de l'hypothèque sur des immeubles autres que ceux cédés ou expropriés, ainsi qu'à la rétrocession.

L'exemption s'étend aux procurations.

Elle est applicable dans tous les cas prévus à l'article 32 de la présente loi.

TITRE VI.

Dispositions diverses.

Supprimer l'article 82.

ART. 82^{bis}.

Les cessions amiables, les conventions d'arbitrage, les quittances et tous autres actes, y compris les procurations, relatifs aux acquisitions pour cause d'utilité publique, peuvent être passés sans frais, à l'intervention soit du Ministre compétent, soit du Gouverneur agissant au nom de l'État ou de la Province, soit du bourgmestre agissant au nom de la Commune ou des établissements publics qui y ont leur siège.

La disposition qui précède est applicable dans les cas visés à l'article 32.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

der rechten, de bepaling, de inbewaringstelling en de uitbetaling der schadeloosstellingen, den hypotheairen staat der goederen, de te openen regeling van voorrang, de overdracht der hypotheek op andere onroerende goederen dan de afgestane of onteigende, alsmede de wederoverdracht.

De ontheffing strekt zich tot de volmachten uit.

Zij is van toepassing op al de bij artikel 32 dezer wet voorziene gevallen.

TITEL VI.

Verschillende bepalingen.

ART. 82.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 82^{bis}.

De minnelijke afstand, de overeenkomsten tot scheidsrechterlijke uitspraak, de kwijtbrieven, en alle andere akten, met inbegrip van de volmachten, rakende de aankopen ten algemeenen nutte, mogen kosteloos verleden worden door tussenkomst hetzij van den bevoegden Minister, hetzij van den Gouverneur, handelende uit naam van den Staat of van de Provincie, hetzij van den burgemeester handelende namens de Gemeente of namens de aldaar gevestigde openbare instellingen.

De vorige bepaling is van toepassing op de in artikel 32 bedoelde gevallen.

Projet de loi.**ART. 83.**

Les greffiers des cours et tribunaux sont autorisés à délivrer, avant l'enregistrement des arrêts et jugements, les extraits qui sont nécessaires à la liquidation des indemnités.

ART. 84.

Les expropriations prévues par les lois du 1^{er} juillet 1838 et du 15 novembre 1867 sont autorisées conformément à la présente loi, sans préjudice des formalités spéciales d'instruction applicables en matière d'expropriation par zones.

ART. 85.

Les lois du 27 mai 1870, du 17 avril 1835 et du 22 juillet 1893, ainsi que l'article 51 de la loi du 16 septembre 1807, sont abrogés.

ART. 86.

La présente loi sera obligatoire le trentième jour après celui de sa publication.

Disposition transitoire.

Jusqu'au jour où un nouveau tarif aura été décrété en exécution de l'article 77, les droits et honoraires des avoués seront réglés conformément à l'arrêté royal du 19 juillet 1894, et ceux des experts, dans tous les cas prévus à la présente loi, d'après le tarif du 16 février 1807.

Wetsontwerp.**ART. 83.**

De griffiers van hoven en rechtbanken mogen, vóór de registratie van arresten en vonnissen, de ter vereffening der schade-loosstelling noodige uittreksels afleveren.

ART. 84.

Tot de onteigeningen voorzien bij de wetten van 1 Juli 1838 en 15 November 1867, wordt machtiging verleend overeenkomstig deze wet, onverminderd de bijzondere formaliteiten van onderzoek, die in zake van onteigening per strooken van toepassing zijn.

ART. 85.

De wetten van 27 Mei 1870, 17 April 1835 en 22 Juli 1893, alsmede artikel 51 der wet van 16 September 1807, worden ingetrokken.

ART. 86.

Deze wet wordt verplichtend den dertigsten dag na dien der bekendmaking.

Overgangsbepaling.

Tot wanneer, ter uitvoering van artikel 77, een nieuw tarief zal gesteld zijn, worden de rechten en het loon der pleitbezorgers bepaald overeenkomstig het koninklijk besluit van 19 Juli 1894, en die der deskundigen, in al de bij deze wet voorziene gevallen, volgens het tarief van 16 Februari 1807.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 83.

Les greffiers des cours et tribunaux sont autorisés à délivrer, avant l'enregistrement des arrêts et jugements, les extraits qui sont nécessaires à la liquidation des indemnités.

ART. 84.

Les expropriations prévues par les lois *coordonnées* du 1^{er} juillet 1838 et du 13 novembre 1867 sont autorisés conformément à la présente loi, sans préjudice des formalités spéciales d'instruction applicables en matière d'expropriation par zones.

ART. 85.

Sont abrogées : les lois du 27 mai 1870, du 17 avril 1833 et du 22 juillet 1893, l'article 51 de la loi du 16 septembre 1807 *ainsi que l'article 9 des lois coordonnées du 1^{er} juillet 1858 et du 15 novembre 1867.*

ART. 86.

La présente loi sera obligatoire le trentième jour après celui de sa publication.

Disposition transitoire.

Jusqu'au jour où l'arrêté royal prévu à l'article 77 sera devenu obligatoire, les droits et honoraires des avoués seront réglés conformément à l'arrêté royal du 19 juillet 1894; ceux des experts *et des arbitres*, dans tous les cas prévus à la présente loi, d'après le tarif du 16 février 1807.

**Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

ART. 83.

De griffiers der hoven en rechtbanken mogen, vóór de registratie van arresten en vonnissen, de ter vereffening der schade-loosstelling noodige uittreksels afleveren.

ART. 84.

Tot de onteigeningen voorzien bij de *samengevoegde* wetten van 1 Juli 1858 en 15 November 1867, wordt machtiging verleend overeenkomstig deze wet, onverminderd de bijzondere formaliteiten van onderzoek, die van toepassing zijn in zake van onteigening per strooken.

ART. 85.

De wetten van 27 Mei 1870, 17 April 1853 en 22 Juli 1893, artikel 51 der wet van 16 September 1807 *alsmede artikel 9 der samengevoegde wetten van 1 Juli 1858 en 15 November 1867* worden ingetrokken.

ART. 86.

Deze wet wordt verplichtend den dertigsten dag na dien der bekendmaking.

Overgangsbepaling.

Tot den dag waarop *het bij artikel 77 voorziene koninklijk besluit verplichtend zijn zal*, worden de rechten en het loon der pleitbezorgers bepaald overeenkomstig het koninklijk besluit van 19 Juli 1894; die der deskundigen *en scheidsrechters*, in al de bij deze wet voorziene gevallen, volgens het tarief van 16 Februari 1807.